ALAIN KRIVINE

ÇA TE PASSERA AVEC L'ÂGE

Flammarion

Ça te passera avec l’âge

[illegible]

Alain Krivine

Ça te passera avec l'âge

Flammarion

ISBN : 978-2-0806-8340-3

À mon groupe femme préféré :
Michèle, Nathalie, Florence et quand elles sauront lire :
Clara et Pauline...

[illegible]
[illegible]
[illegible]

Introduction

La scène se déroule le 21 avril 2002, dans les salons de la Maison de l'Aveyron, à Paris. À l'issue d'une campagne présidentielle exténuante, les militants et les militantes de la Ligue communiste révolutionnaire sont rassemblés pour la soirée électorale. À 20 heures, c'est le séisme politique : Lionel Jospin est éliminé du deuxième tour de la présidentielle. Le duel opposera Jacques Chirac à Jean-Marie Le Pen. Immédiatement, la riposte s'organise. Un premier défilé parcourt les rues de Paris, prélude à quinze jours de manifestations contre le Front national qui culmineront le 1er mai, avec deux millions de personnes dans la rue. Ce soir-là, aucun d'entre nous n'a pris le temps de savourer un événement que nous attendions pourtant depuis longtemps : le candidat de la Ligue communiste révolutionnaire, Olivier Besancenot, vient de recueillir 1 300 000 suffrages, soit 4,25 % des voix. Olivier ne réalisera d'ailleurs que le lendemain qu'il a réussi à imposer la Ligue comme l'une des deux voix de l'extrême gauche, presque à égalité avec Arlette Laguiller, candidate de Lutte ouvrière pour la cinquième fois consécutive. Mais il y a plus important encore : les deux candidats de la gauche révolutionnaire ont obtenu, chacun de leur côté, un résultat supérieur à celui du candidat du Parti communiste français, Robert Hue. J'ai immédiatement pensé à ce jour de février 1966 où j'ai été exclu de l'Union des étudiants communistes, puis plus tard du PCF. Après des années de crise, la direction du Parti avait décidé

la purge : dissolution du secteur « Sorbonne Lettres » de l'UEC dont j'étais l'un des animateurs, exclusion des meneurs tant de l'organisation étudiante que du Parti. Dans la foulée, avec d'autres exclus, nous avons lancé une nouvelle organisation, la Jeunesse communiste révolutionnaire, l'ancêtre de la LCR. Nous étions alors moins de 150 ! Tandis que le PCF regroupait des centaines de milliers de membres et dirigeait d'une main de fer la principale organisation syndicale, la CGT, ainsi qu'une myriade d'organisations de masse.

J'ai commencé à militer dans le mouvement communiste en 1956. C'est l'année de l'expédition militaire franco-britannique à Suez, l'année de l'insurrection ouvrière à Budapest, celle aussi où les députés PCF ont voté les pleins pouvoirs au socialiste Guy Mollet, qui s'est empressé de les utiliser pour intensifier la guerre en Algérie. Près d'un demi-siècle plus tard, le 29 mai 2005, place de la Bastille, plusieurs milliers de manifestants fêtent la victoire contre le très libéral projet de Constitution européenne. Sur le podium, parmi les principaux animateurs de la campagne, Marie-Georges Buffet, secrétaire générale du PCF côtoie... Olivier Besancenot, porte-parole de la LCR.

Entre ces dates, plusieurs décennies de combats quotidiens se sont écoulées pour construire une organisation indépendante, à la fois communiste et viscéralement opposée au stalinisme, authentiquement révolutionnaire et passionnément démocratique. Plusieurs décennies surtout pour contribuer à faire exister, bien au-delà des rangs de la LCR, une autre gauche, porteuse d'un projet global d'émancipation et d'une alternative aux vieux partis de la gauche institutionnelle.

Ces cinquante années de militantisme m'ont poussé à rendre compte de ce parcours dans l'espoir d'apporter ma modeste contribution à une tâche plus actuelle que jamais : aider à la reconstruction d'un mouvement anticapitaliste, après les échecs du stalinisme et de la social-démocratie. Je n'ai donc pas la

prétention d'écrire ici l'histoire de la LCR, ni celle de l'ensemble de la gauche radicale, encore moins la mienne, mais de faire le point sur cette démarche à travers mes expériences personnelles. Quand je me suis engagé, les révolutionnaires étaient peu nombreux, isolés et marginalisés. Aujourd'hui, la situation a changé : de nouvelles générations, révoltées par la barbarie et l'absurdité du système, se mobilisent contre la guerre et les injustices. Elles sont à la recherche d'un projet politique nouveau, qui rompe avec le cycle infernal des défaites, des reniements et des désillusions.

Pour peser réellement sur la situation politique, ce projet, porteur d'espoirs, doit s'incarner dans une nouvelle force politique, vraiment à gauche. À l'évidence, il s'agit d'un processus long et chaotique, aujourd'hui encore inachevé. À lui seul, mon itinéraire politique ne saurait évidemment le résumer, pas plus d'ailleurs que l'aventure collective qui est celle de la Ligue. Pour autant, j'ai été plus qu'un témoin privilégié : un acteur, aussi bien des luttes que des débats politiques qui ont nourri l'émergence d'une gauche de gauche. J'ai eu la chance de connaître de nombreuses facettes de l'action politique, du militantisme de base jusqu'au Parlement européen. Un fil rouge parcourt ce récit forcément subjectif : la fidélité, que je crois indispensable, aux convictions révolutionnaires. Se battre pour changer la société est plus nécessaire que jamais et, comme je le répète souvent : « Il existe aujourd'hui encore plus de raisons de se révolter qu'en 68. » À la fin des années soixante, ce choix a été celui d'une grande partie de ma génération.

Il est difficile – et même impossible – de comprendre l'émergence d'une gauche radicale et la place actuelle de l'extrême gauche révolutionnaire sans partir de « là où tout a commencé » : la crise du PCF et du stalinisme ainsi que le mouvement de Mai 68. Ensuite d'autres événements ont secoué la société française et participé à cette émergence : les luttes du mouvement

féministe, l'irruption de la revendication écologiste et, plus près de nous, le développement du mouvement altermondialiste.

Quand je suis tombé – très jeune – dans le chaudron du militantisme, le paysage politique français se situait à des années-lumière de celui d'aujourd'hui. Toutes obédiences confondues, les révolutionnaires se comptaient au mieux en quelques centaines de militants, largement coupés de la classe ouvrière et du salariat. La social-démocratie de l'époque, la SFIO, semblait durablement discréditée par sa participation répétée aux combinaisons politiciennes de la IVe République, son acceptation du coup d'État gaulliste de 1958 et, surtout, son soutien à toutes les guerres coloniales, des bombardements en Indochine à l'utilisation systématique de la torture en Algérie. Assurément pas de quoi provoquer la sympathie des couches populaires ni susciter l'engagement enthousiaste de la jeunesse.

À l'inverse, la force et l'influence du PCF étaient considérables. Une véritable contre-société communiste encadrait le monde du travail : dans les entreprises évidemment, mais aussi dans les quartiers et dans les moindres recoins de la vie quotidienne. Engagée dans la guerre froide contre les États-Unis, l'Union soviétique constituait encore un pôle d'attraction considérable, même après l'écrasement des révoltes ouvrières de Berlin-Est et de Budapest. Pour un jeune homme révolté par l'injustice sociale et les guerres coloniales, désireux de s'engager et d'agir, quel autre choix alors que de rejoindre le « parti de la classe ouvrière » ? Ce fut donc naturellement le mien.

Néanmoins les questions sans réponse sont venues rapidement : les camps de travail, les chars russes réprimant les mouvements populaires, les privilèges matériels d'une bureaucratie autoritaire, l'absence de libertés, le régime du parti unique, la soumission des partis communistes à la diplomatie soviétique, leur extrême « prudence » vis-à-vis des mouvements de libération qu'ils ne contrôlaient pas, leur incapacité à comprendre les

aspirations qui se faisaient jour dans la jeunesse. Ce furent, pour moi, des années de rupture, et l'adhésion au mouvement trotskiste, la IVe Internationale. En France, les « événements de Mai » ont inauguré un divorce, jamais résorbé depuis, entre la jeunesse et le PCF ainsi qu'une première brèche dans le contrôle de celui-ci sur le monde du travail. Une brèche dans laquelle allait s'engouffrer la gauche révolutionnaire.

Le soulèvement de la jeunesse et la grève générale ouvrière de 1968 ne se sont pas contentés de modifier les rapports de force politiques. Ils ont favorisé l'apparition de nouveaux mouvements sociaux, touchant à l'ensemble des activités de la vie quotidienne. Entreprises, logements, transports, lycées, prisons, psychiatrie, armée, famille : aucune institution n'a été épargnée. À ce moment-là, une génération, que l'on retrouvera lors des grands rendez-vous sociaux, s'est forgé une culture et une pratique politiques, qui ne limitent plus ses horizons aux traditionnels défilés Bastille-République ni à l'attente patiente des consultations électorales. Ces années ont été marquées par le sentiment d'urgence et un militantisme enthousiaste et intense.

Au milieu des années soixante-dix, le panorama politique a changé considérablement. Les luttes sociales d'ampleur ont reflué et l'effervescence militante de la décennie précédente s'est estompée. Au Sud de l'Europe, la chute tant espérée des dictatures n'a pas débouché sur des révolutions socialistes. Au Portugal, la social-démocratie s'est empressée d'enterrer la révolution des Œillets. Communistes et socialistes espagnols ont contribué à consolider l'ordre ancien, un instant ébranlé par la mort de Franco. Au Viêtnam, la guerre barbare menée par les États-Unis s'est bien achevée en déroute politique et militaire pour l'impérialisme. Mais, bien vite, a sonné l'heure des désillusions, les boat people fuyant le Viêtnam réunifié, les Khmers rouges planifiant méthodiquement un génocide contre leur propre peuple. En France, la gauche réformiste a réoccupé l'avant-scène : essor de l'Union de la gauche et du Parti socialiste, rupture entre le

PC et le PS lors de l'actualisation du Programme commun et, finalement, le 10 mai 1981, élection de François Mitterrand à la présidence de la République. Cette victoire a suscité un immense espoir. Mais, une fois passés les premiers moments de liesse, est arrivé le « tournant de la rigueur ». La gauche avait promis de changer la vie. Décidément, ce n'était pas pour cette fois !

Cet enterrement des idéaux de transformation de la société inaugurait une ère nouvelle : celle de l'adaptation plus profonde des partis de la gauche institutionnelle aux contraintes du capitalisme mondialisé. Les hésitations et les prudences ont laissé la place aux renoncements et aux reniements. En 2002, on a même vu le candidat socialiste à la présidence, Lionel Jospin, affirmer : « Mon programme n'est pas socialiste » ! Comment réhabiliter l'idée du socialisme quand les grands partis qui s'en réclament rivalisent avec la droite dans la course aux privatisations ? Comment développer les luttes sociales quand, sous prétexte de modernité, certains dirigeants syndicaux se font les pédagogues des réformes voulues par le MEDEF ? Comment stimuler la participation des citoyens ordinaires à la vie publique quand la politique reste un métier, monopolisé par des professionnels ? Comment solliciter les suffrages des électeurs, voire obtenir des élus, source de légitimité et de crédibilité, sans pour autant, comme tant d'autres, s'engluer dans la gestion du système et renoncer à l'essentiel, la mobilisation populaire ? Comment recréer des sentiments de solidarité dans les couches populaires quand la violence du système engendre la peur et l'insécurité, sur fond de racisme et d'expulsion des sans-papiers ? Enfin, comment développer l'internationalisme alors que se déploie le rouleau compresseur des interventions militaires américaines, sous l'œil complice de la classe politique de droite comme, parfois, de gauche ?

Ces questions ne sont pas totalement nouvelles. En cinquante ans, la gauche anticapitaliste y a été confrontée à maintes reprises.

Mais l'évolution « à droite toute » de la gauche officielle a profondément modifié les conditions dans lesquelles des réponses doivent être formulées. Ces réponses, on ne peut les trouver simplement dans le récit de luttes passées et, souvent, perdues. Mais on peut en tirer quelques leçons pour avancer dans la construction d'une autre société. Faire partager les expériences que j'ai vécues, et tenter d'ouvrir quelques perspectives, telle est la seule ambition revendiquée dans les pages qui suivent.

[illegible]

[illegible]

[illegible]

[illegible]

Partie I

Histoires de familles

Ma famille – La famille communiste
Le communisme

[illegible]

[illegible]

[illegible]

1.

Mon enfance a été marquée par l'éducation donnée par ma mère et l'exemple offert par mes frères. J'ai vécu mes premières années dans le salon dentaire de mon père, à Paris, rue Taitbout, dans le 9e arrondissement. Fils de juifs ukrainiens, émigrés en France après les pogroms antisémites de la fin du XIXe siècle, mon père, né en 1899, était médecin dentiste. À la maison, on l'entendait peu, car du matin au soir, il soignait. L'appartement que nous habitions était grand, mais organisé en fonction des patients, dont l'entrée et la sortie ponctuaient notre vie intime. Nous devions, par exemple, éviter de les croiser dans l'entrée et parler à voix basse dans la salle à manger. La sonnette, la porte et le bruit des instruments, que son assistante lavait toutes les dix minutes, créaient une atmosphère qui incitait mon père au silence le reste du temps. Le déroulement de ses journées suivait un rythme immuable : le matin, il tendait les bras pour qu'on lui enfile sa blouse blanche et le soir, il allongeait ses jambes sous la table pour qu'on lui serve son dîner. Ses seuls moments de détente consistaient à écouter de la musique classique, à jouer du violon, à lire *Le Figaro*, *Le Canard enchaîné* et *La Vie du rail*. Il avait une passion pour les locomotives, que notre mère nous emmenait voir au-dessus du pont de l'Europe, près de la gare Saint-Lazare. En dehors de ces moments, il entretenait très peu d'échanges avec ses cinq fils, ou avec ma mère. Les vacances d'été étaient réglées comme du papier à musique. La famille partait

s'oxygéner une quinzaine de jours sur les plages du Nord, en France ou en Belgique, à Knokke-le-Zoute, Wimereux ou Berck, pour lui plaire. Puis nous séjournions encore deux semaines dans le Midi, du côté d'Hendaye ou de Collioure, pour contenter ma mère. Pierre Krivine était de gauche, mendésiste, votait pour la SFIO, mais aussi parfois, comme beaucoup d'autres à l'époque, pour le PCF, car il en était sûr : « Ce parti ne prendrait jamais le pouvoir. »

Pendant l'Occupation, son plus grand fait d'armes fut d'organiser la sécurité de sa famille. Il accomplit cette tâche avec une grande efficacité. Durant l'été 1941 débutèrent les premières rafles de juifs français. Les femmes et les enfants étaient encore épargnés. Un jour de décembre, à 8 h 30, un groupe de soldats allemands débarqua à la maison, flanqué d'un interprète, ils venaient chercher mon père. Par chance, sa belle-sœur l'avait averti par téléphone, dès 5 heures du matin, qu'on venait d'arrêter son mari, André. Mon père eut l'intuition de s'enfuir immédiatement. Ma mère reçut donc les soldats allemands à la maison et leur expliqua que son mari avait été appelé pour une urgence. Au début, ils la crurent et se permirent même de caresser la tête d'un des deux jumeaux présents – en l'occurrence, mon frère ou moi –, nous trouvant *hübsch* (gentils). Le ton changea au cours de l'après-midi : ils revinrent à plusieurs reprises et finirent par menacer de devenir « méchants ». Mon père n'avait rien trouvé de mieux que d'aller se réfugier chez son frère, déjà arrêté mais rapidement libéré, sa femme n'étant pas juive.

Face à cette nouvelle situation, mes parents décidèrent de quitter Paris et de diviser la tribu. Mes deux frères aînés, Gérard et Jean-Michel, furent expédiés quelques mois à Toulouse, à partir d'août 1943, en zone libre, chacun chez un oncle différent. L'un de ces oncles était le philosophe logicien Albert Lautman. Résistant, dénoncé et arrêté par des miliciens français en 1944, il fut fusillé au fort du Ha, après plusieurs simulacres d'exécution près de Bordeaux. À Toulouse, une rue et la faculté de lettres portent son nom ; il était la gloire de la famille. En novembre 1943, mon

frère Jean-Michel, qui avait onze ans, séjourna quelque temps, sous une fausse identité, dans un hôtel à Éguzon accompagné par mon oncle Henri et ma tante Rita, avant de nous rejoindre en mars 1944, à Danizy. C'est dans ce petit village de l'Aisne, près de La Fère, chez une de ses clientes, membre de la Résistance, Denise Deherpe, que mon père nous installa, ma mère et mes deux autres frères, Hubert et Roland. Elle habitait une grande maison, avec un jardin et une cave où nous descendions tous nous réfugier lors des alertes aériennes. J'étais toujours le dernier à descendre car je voulais regarder les avions par la fenêtre. Un jour, l'un d'entre eux fut abattu près de la maison et mes deux frères, qui étaient partis voir, revinrent effrayés : ils avaient découvert dans les restes de l'avion la main du pilote anglais accrochée à la mitrailleuse. Une autre fois, mon frère Roland découvrit un pilote de la Royal air force qui dormait profondément dans le lit d'une chambre au premier étage où l'avait caché Mme Deherpe. Avec la complicité de M. Deux, l'instituteur, Roland fréquentait l'école communale sous un faux nom : Roland Gerard.

Mon père, lui, était resté vivre à Paris, et gagnait sa vie en travaillant chez d'autres dentistes. Il venait parfois nous rendre visite. Après que les troupes américaines eurent libéré Danizy – et... Paris – toute la famille réintégra le salon dentaire en septembre 1944. Lors de la Libération, mon père alla apporter sa pierre sur une des barricades, rue de Châteaudun. Ce fut son seul acte militant. Il gardera toujours une attitude de réserve en politique. Plus tard, pendant la guerre d'Algérie, quand l'OAS a plastiqué ma chambre, qui se trouvait sur le même palier que l'entrée principale de l'appartement familial, il n'a pas protesté contre mes activités qui avaient suscité cet attentat ni contre la manifestation qui, en solidarité, a été organisée devant chez nous. Et cela, malgré quelques réflexions désobligeantes d'une partie de sa clientèle, qui n'était pas particulièrement de gauche.

Comme dans beaucoup de familles petites-bourgeoises de l'époque, ma mère ne travaillait pas : elle élevait ses cinq enfants,

animait la maison et assurait le lien avec le reste de la famille. Chez elle, le dévouement était une tradition familiale. Son père, médecin austro-roumain et intellectuel cultivé, traducteur en français d'Otto Rank, avait été grièvement atteint pendant la guerre de 1914-1918 par un éclat d'obus, en protégeant un de ses blessés. Le front défoncé, aveugle, il avait du mal à se déplacer. Assis dans un fauteuil, il écoutait toute la journée de la musique classique ou se faisait lire par ma grand-mère des livres dans leur langue originale. Il avait imposé à sa femme, issue d'une vieille famille juive de Lorraine – les Lajeunesse –, d'apprendre à lire cinq ou six langues, sans qu'elle en comprenne le moindre mot. Ainsi soumise, la pauvre « Moumie » a, jusqu'à sa mort, passé ses journées à servir. D'abord son mari, puis Dieu le reste du temps, car c'était une femme très pratiquante. Elle se rendait régulièrement au temple de la rue de la Victoire et m'emmenait comme auxiliaire. Dans cette religion aussi peu féministe que les autres, même si le balcon réservé aux femmes était plein, la cérémonie ne pouvait commencer avant qu'il n'y ait, en bas, au moins dix hommes âgés de plus de 13 ans. Il faut l'avouer : j'étais souvent ce dixième homme qui permettait l'ouverture de la prière. Il y avait là de quoi flatter mon ego. Ma mère, elle, n'était pas croyante. Elle préparait les repas pour ses parents le jour du shabbat et participait une fois l'an au jeûne de Yom Kippour : c'était sa façon de revendiquer fièrement sa judéité.

Comme tout enfant juif, je grandis dans une tradition d'antifascisme, nourrie de récits sur les camps de concentration et d'extermination. Ma mère avait deux frères : Albert Lautman et Jules, un temps diplomate en poste à Moscou, mort peu après son retour du camp de Neuengamme. Il n'eut que très brièvement la chance d'occuper ses nouvelles fonctions, à Copenhague, avant de mourir des conséquences de son internement. Au début de l'Occupation, il avait essayé de traverser la frontière espagnole pour rejoindre les Forces françaises libres, mais un passeur l'avait dénoncé. Comme il parlait l'allemand couramment, les autorités du camp n'ont jamais su qu'il était juif. Elles pensaient seulement

avoir affaire à un résistant. Je me souviens aussi de Zina, une tante rescapée d'Auschwitz. Elle venait souvent dîner à la maison et, chaque fois, mes yeux restaient rivés sur son avant-bras où les nazis avaient tatoué son numéro matricule.

Les récits de la Résistance antinazie, les épopées des Francs-tireurs et partisans, je les ai connus en dévorant les brochures que mes frères aînés rapportaient régulièrement à la maison. Grâce à eux, je suis tombé très jeune dans la « culture communiste ». C'était un élément naturel, évident, comme d'aller au lycée, de s'habiller ou de prendre ses repas. Mes trois frères aînés étaient déjà inscrits au Parti communiste quand, à mon tour, à 12 ans, j'adhérai à l'Union des Vaillants et Vaillantes. Auparavant, mes deux frères, Gérard et Jean-Michel, avaient rejoint en 1946 les Jeunesses socialistes, le premier à 16 ans et le second à 14 ans. Celles-ci étaient alors fortement influencées par les idées de Marceau Pivert et des trotskistes – dont Henri Dunoyer, alias André Essel, futur fondateur et patron de la FNAC. Mes frères étaient des diffuseurs très actifs du *Drapeau rouge*, le journal des Jeunesses socialistes. Ils en furent exclus et entrèrent au PCF en 1948. Jean-Michel rejoindra la Quatrième Internationale en 1956, aussitôt suivi par mon jumeau, Hubert. Quant à Roland, il adhéra au PC en 1952 et a encore sa carte à ce jour... Seul, Gérard, mon frère aîné, ne milite plus, après avoir travaillé un temps aux côtés des Rénovateurs du PCF lors de la campagne présidentielle de Pierre Juquin en 1988.

À table, mes frères racontaient leurs réunions, leurs manifestations, les copains et les copines. Comme à son habitude, mon père ne disait rien ; il était ailleurs. Ma mère était simplement heureuse de voir ses enfants heureux, et prête à les laisser faire, à deux conditions : qu'il ne leur arrive rien de mal et que leur engagement ne constitue pas un obstacle aux études. Elle fut à peu près comblée : Gérard à sa sortie de l'École des Mines est devenu ingénieur à EDF ; Jean-Michel a réussi l'Internat et est devenu chirurgien ; Roland diplômé de l'École supérieure de commerce est devenu cadre commercial. Enfin, Hubert, mon

jumeau, s'est tourné vers la physique nucléaire et la recherche. C'est en mère compatissante et quelque peu complice qu'elle suivait les aventures de ses cinq garçons, le cœur à gauche et l'esprit de plus en plus critique sur son statut de « femme de devoir ». À la fin des années soixante-dix, elle entendit par hasard, en écoutant la radio, le discours d'une militante féministe. Ses propos la séduisirent beaucoup jusqu'à ce que tombe la conclusion, caricaturale, sur « les femmes mariées qui deviennent des putains à domicile ». Son long cheminement vers la libération des femmes marqua là un temps d'arrêt.

Ainsi, grâce à mes frères j'héritais d'une deuxième famille, le Parti communiste. Pendant nos repas, les conversations tournaient autour de leurs activités militantes et j'écoutais le récit de leurs exploits ou de leurs voyages dans les pays de l'Est. Mon frère Roland, membre des Vaillants, était un abonné des camps de vacances des Pionniers, et des Jeunesses communistes en Hongrie et en République démocratique allemande. Il en revenait avec des rudiments de langue autochtone, dans le genre « Longue vie au président Rakosi » ! Un soir en 1950, il m'emmena au local du Front national qui venait d'être incendié. Située rue Saint-Georges, cette organisation d'anciens résistants – sans aucun rapport, évidemment, avec le parti d'extrême droite de Jean-Marie Le Pen – était en fait une annexe du PCF. Au cours d'une cérémonie présidée par Suzanne Girault, une des fondatrices du PCF, mon frère fut décoré pour avoir été un des meilleurs volontaires du déblaiement des décombres. J'en étais fier. Une autre fois, fidèle diffuseur de *L'Huma Dimanche*, rue des Martyrs, il revint groggy à la maison après s'être fait agresser par un groupe de paras. C'était en 1954, au moment de la défaite militaire de l'armée française à Diên Biên Phu.

Quelque temps auparavant, en mai 1952, mon autre frère, Jean-Michel, rentra chez nous l'imperméable couvert de sang après la manifestation contre « Ridgway la peste ». Ce général américain était accusé d'avoir mené une « guerre bactériologique » contre les troupes communistes en Corée. Ce fut une des manifestations les plus dures jamais organisées par le PCF.

Il y eut des dizaines de blessés lors des affrontements avec la police. Peu à peu, je me suis imprégné des récits de mes frères.

C'est dans un tel climat que j'entrai aux Vaillants et que je fus immergé dans la marmite de la famille communiste. Mon univers se limitait alors à quatre lieux stratégiques. Au nord, le 53 rue Rochechouart, le local du Parti, un grand immeuble au fond d'une cour. Il abritait les deux sections communistes du 9e arrondissement, Rochechouart et Saint-Georges, ainsi que les multiples cellules de quartier et d'entreprises. À l'ouest, au 12 rue de Navarin, un local plus petit, qui était également le siège de la CGT locale. C'est là que le PC, la JC ou les Vaillants organisaient leurs réunions locales, ou encore les fameuses « goguettes », des soirées conviviales ouvertes aux sympathisants où on buvait et chantait. Au sud, le Studio 43, rue du Faubourg-Montmartre. Cette salle de cinéma, tenue par un camarade, projetait les films de la « grande famille soviétique » à la « gloire de nos frères de combat ». Il s'agissait le plus souvent de navets patriotiques staliniens tels que *La Chute de Berlin* ou *La Bataille de Stalingrad*, que je dus voir plusieurs fois. Mais aussi des classiques, comme *La Bataille du rail* ou les films d'Eisenstein. Enfin, à l'est, il y avait la place Bréda – aujourd'hui, place Gustave Toudouze –, lieu de rassemblement des départs des week-ends ou des colonies de vacances des Vaillants.

Les dimanches, des moniteurs et des monitrices, membres pour la plupart de la Jeunesse communiste du 9e arrondissement, nous emmenaient faire des sorties. L'été, nous partions en car dans la Haute-Vienne, à Buffe-Cocu, municipalité communiste proche du village martyr d'Oradour-sur-Glane, pour un séjour d'un mois, dans un magnifique camp de tentes. J'y allais d'abord comme Vaillant. Puis, dès l'âge de 15 ans, je devins aide-moniteur. Là-bas, nous étions « entre camarades », fiers de porter l'uniforme même s'il se limitait en fait à un foulard bleu bordé de rouge ! Heureux de chanter des chants révolutionnaires dans le métro et parfois même d'« effrayer les bourgeois » en scandant des slogans politiques, tout en allant pique-niquer dans la forêt

de Fontainebleau : « Libérez Raymonde Dien ! », « Libérez Henri Martin ! ». Militante communiste, Raymonde Dien s'était couchée sur les voies pour bloquer les convois d'armes à destination de l'Indochine. Henri Martin, ancien FTP, sous-officier de marine, avait été envoyé en Indochine contre son gré. Revenu à Toulon, il avait été condamné à cinq ans d'emprisonnement pour avoir distribué un tract contre la guerre, puis libéré à la suite d'une vaste campagne de soutien.

Les Vaillants étaient une véritable école, complètement contrôlée par le PCF. C'est là qu'Hubert, alors âgé de 13 ans, fit sa première expérience d'opposant au stalinisme. Il avait été envoyé dans un camp de pionniers en RDA où il avait visité une usine qui, officiellement, fabriquait des tracteurs... alors que tout le monde savait qu'il s'agissait de moteurs de chars d'assaut. Il avait eu l'audace d'envoyer une lettre au responsable des Vaillants du 9e arrondissement de Paris pour lui raconter qu'« il avait visité une usine de chars. Mais il ne fallait pas en parler. Sinon il serait envoyé dans une mine de poivre. Ce qui était bien pire qu'une mine de sel, parce qu'on y éternuait tout le temps ! » À son retour à Paris, le dirigeant des Vaillants était là, seul sur le quai de la gare de l'Est, avec une tête d'enterrement. Il répétait sans cesse : « Ta lettre, Hubert, ta lettre... » « Mais c'était une plaisanterie. Les mines de poivre n'existent pas ! » « Écoute, on ne plaisante pas avec ces choses-là, prépare bien le rapport que tu vas faire aux parents des Vaillants. Et sois responsable. »Voilà comment, avec son sens de l'humour, mon frère jumeau ne fut jamais stalinien.

C'est de 1954 que date ma première escapade hors du Parti. J'avais 13 ans et je fréquentais les enfants de la famille Fortin qui habitait deux étages au-dessus de notre appartement rue Taitbout. Pierre Fortin, membre du PCF, était le cardiologue de Maurice Thorez. Joueur passionné de rugby, il me fit connaître et apprécier ce sport en m'emmenant au Tournoi des Cinq Nations, lorsque les matchs avaient lieu à Paris. Le week-end, nous partions souvent dans le pays de Caux, aux Petites

Dalles, où il avait une maison. Au cours d'une de ces virées, je me suis retrouvé dans la voiture d'un de ses meilleurs amis, Gilles Martinet, à l'époque directeur de *France Observateur*. La France avait perdu sa guerre d'Indochine et Gilles, en tant que directeur de l'hebdomadaire, avait été inculpé d'atteinte à la sécurité de l'État, entraîné dans ce qu'on a appelé « l'affaire des fuites », une sombre histoire de réseaux qui auraient remis au Viêt-minh des rapports secrets de la Défense nationale. En fait, la droite voulait rendre le PCF, Mendès-France et *France Observateur* responsables de la défaite militaire. À cause de cette « affaire », Gilles Martinet était devenu un personnage connu dans les rangs de la gauche, notamment parmi les anticolonialistes. Au volant de sa voiture, il était intarissable : la guerre d'Espagne, sa rupture avec le PCF, la Résistance, ses rapports avec les dirigeants politiques, dont Pierre Mendès-France. J'écoutais bouche bée sans me préoccuper de ses deux filles, Laure et Michèle qui, visiblement, connaissaient ces histoires par cœur.

Ancien étudiant communiste, envoyé en Espagne pendant la guerre civile en 1936, Gilles avait rompu avec le stalinisme lors des procès de Moscou, notamment celui de Boukharine, en 1938. Puis il avait été à l'origine de toute une série de regroupements de militants qui refusaient à la fois le stalinisme et les capitulations de la social-démocratie, face aux guerres coloniales d'Indochine ou d'Algérie. Résistant pendant l'Occupation, il avait ensuite adhéré au RDR, puis à l'UGS, avant de fonder, avec d'autres, le PSU, qu'il quitta ultérieurement pour rejoindre le PS. En 1981, François Mitterrand le nomma ambassadeur à Rome, pour une durée de trois ans. J'allais le voir fréquemment au palais Farnèse, sans doute un des plus beaux du monde. Au-delà de nos divergences, ce fut un plaisir toujours renouvelé de discuter avec lui de politique ou d'histoire, jusqu'à la fin de sa vie en 2006. C'était un conteur extraordinaire, doté de beaucoup d'humour.

Bien des années après ces escapades normandes, tandis que je passais ma licence d'histoire à la Sorbonne, je retrouvai une de

ses filles, Michèle. Nous nous mariâmes l'année de nos 20 ans. Alors militante du PSU, Michèle s'engagea dans la « bataille de l'UEC », avant de rejoindre la JCR, puis la Ligue qu'elle quitta en 1981, lasse de l'activisme, des interminables batailles internes et de notre critique, qu'elle jugeait trop « gauchiste », du Programme commun de la gauche. Aujourd'hui encore, elle garde un œil vigilant et sans complaisance sur ce qu'elle pense être les « dérapages gauchistes ou irréalistes » de la Ligue. Nos filles, Nathalie et Florence, ont hérité de son esprit critique, tout en partageant nos valeurs communes.

2.

En 1955, à 14 ans, j'ai adhéré à l'Union des jeunesses républicaines de France (UJRF), qui prendra le nom de Jeunesse communiste en 1957. Dans le quartier, ce mouvement regroupait plusieurs dizaines de jeunes. J'avais notamment pour tâche d'organiser une vente régulière et militante d'*Avant-garde*, le journal du mouvement, tous les samedis, gare Saint-Lazare, en bas de la rue d'Amsterdam. Mes camarades et moi accompagnions la diffusion de slogans anticolonialistes et, rapidement, les ventes tournaient à l'affrontement avec les fascistes, membres de groupuscules partisans de « l'Algérie française ». La direction de l'UJRF commençait déjà à s'inquiéter de ces dérives quelque peu « gauchistes ». Mais c'est ainsi que je devins le meilleur vendeur d'*Avant-garde*.

À 16 ans, je fus bombardé responsable des lycéens de la Jeunesse communiste de Paris. Je partageais mon temps entre le lycée Condorcet et le local national des JC, rue du Mail. Ce local fut le lieu de mes premières rencontres avec des militants antistaliniens, opposés à la direction des JC qu'ils trouvaient trop réformiste. Nous avions acheté un baby-foot dans l'espoir d'attirer aux réunions des militants plus enclins à aller au cinéma. Un jour, un lycéen « oppositionnel » en a profité pour nous accuser d'être incapables d'attirer des jeunes, et d'en être réduits à les séduire avec un baby-foot. C'était un peu rapide, mais pas tout à fait faux. Déjà, la direction des JC soupçonnait l'existence

d'une opposition organisée, dans certains cercles. Un des dirigeants, Jean Gagère, vint un jour me voir à la veille d'une réunion. Avec son franc-parler de titi parisien, il me dit : « Tu sais, Alain, si les gauchistes reviennent te baver sur les roupettes, t'as qu'à leur dire d'aller construire des barricades sous la tour Eiffel. » Et puis est arrivée l'heure du châtiment du lycéen coupable : « Vire-le du local ; son frère est trotskiste. » Anathème alors sans appel ! Quand le « coupable », Claude Kowal, vint de nouveau émettre des critiques, je le mis à la porte. Plus tard, en adhérant à la IVe Internationale, je découvris qu'il n'avait pas de frère, mais qu'il était bel et bien trotskiste. Il avait effectivement organisé une opposition de gauche antistalinienne parmi les lycéens de la JC, dans mon dos, avec l'aide d'Hubert, mon jumeau !

En 1958, après le coup d'État du général de Gaulle, malgré des interrogations sur la politique du PC à l'égard du XXe congrès du Parti communiste de l'Union soviétique où Nikita Khrouchtchev avait dénoncé les « crimes de Staline », malgré l'intervention soviétique à Budapest, je rejoignis la cellule Jeanne Labourbe du PCF, dans le 9e arrondissement de Paris.

Dans cet arrondissement qui n'était pas particulièrement prolétarien, le PC avait plusieurs cellules locales. Le dimanche matin, mes camarades et moi, nous nous retrouvions pour vendre *L'Huma Dimanche* autour des comités de défense de *L'Humanité,* qui regroupaient tous ses diffuseurs. Moment essentiel de l'activité militante, ces ventes étaient l'occasion de rencontrer les gens du quartier, en bas de la rue des Martyrs, et d'avoir avec eux des discussions régulières : ils nous connaissaient bien, venaient nous parler de leurs problèmes ou commenter l'actualité. Nous vendions en moyenne une soixantaine de journaux. Dans ma cellule se côtoyaient un peu toutes les professions, essentiellement les classes moyennes et parmi elles une grande proportion de militants d'origine juive. Tout ce petit monde se réunissait chaque semaine. J'en ai gardé quelques anecdotes croustillantes sur la vie locale. Nous avions parmi nos adhérents

les concierges des deux temples juifs du quartier, ashkénaze et séfarade. Le jour de Kippour, où les juifs sont censés jeûner et se rendre à la synagogue, j'assistai à la traditionnelle gueulante du concierge des Séfarades qui se plaignait de ce que « ces juifs arabes bouffaient en douce ». Du coup, le soir, il devait faire des heures supplémentaires pour ramasser les restes qui traînaient par terre. D'après lui, la discipline était vraiment plus rigoureuse chez les Ashkénazes !

Près d'un demi-siècle plus tard, il est très difficile de concevoir qu'autant de gens aient pu adhérer au PC. Pour le comprendre, il faut se remémorer la place qu'il occupait dans la société française et les raisons de son hégémonie politique sur la gauche. La SFIO avait été de toutes les combinaisons de la IV[e] République ; elle était discréditée tant par sa politique intérieure que par son soutien aux guerres coloniales : Indochine, Algérie, participation à l'expédition de Suez en 1956.

À l'inverse, le PCF ne bénéficiait pas seulement de son statut de « défenseur de la classe ouvrière ». Il sortait de la guerre avec l'auréole du « parti des 70 000 fusillés ». Bien sûr, ce chiffre a pu être contesté par les historiens ; comme d'ailleurs la date exacte du début de la Résistance communiste. Il n'en reste pas moins que ses militants avaient été totalement engagés dans la Résistance, manifestant souvent un courage exemplaire. Après l'Occupation, le vote communiste lors des élections oscillait entre 20 et 25 %. Le PCF comptait plusieurs centaines de milliers d'adhérents. Contrairement à aujourd'hui, ses principaux dirigeants – Marcel Cachin, Jacques Duclos, Benoît Frachon, Raymond Guyot ou Maurice Thorez – étaient connus de toute la population.

Cette force représentait aussi un outil de promotion intellectuelle et sociale pour les militants ouvriers. Dans l'entreprise, ils étaient exploités et méprisés. Au sein du Parti, ils étaient considérés ; ils avaient accès à la culture que la société leur avait refusée ; ils pouvaient y exercer des responsabilités ; ils se

sentaient valorisés. Mais ce sont aussi ces « acquis » qui ont favorisé la bureaucratisation stalinienne du parti.

Comment et pourquoi devenait-on communiste, dans les années cinquante et soixante, à l'apogée du stalinisme triomphant ? Même si la première critique systématique du stalinisme – *La Révolution trahie* de Léon Trotski – date de 1936, c'est surtout à partir du XXe congrès du Parti communiste de l'Union soviétique, en 1956, que les révélations sur les horreurs et les crimes du stalinisme se sont succédées. En fait, les motivations comme les modalités de l'adhésion au communisme ont toujours été diverses. Personne n'a jamais rejoint le communisme par admiration pour le goulag. Sinon, comment comprendre que, de par le monde, des centaines de millions d'hommes et de femmes se soient engagées dans ces partis, allant parfois jusqu'à sacrifier leur vie ? Là où les partis communistes sont devenus des partis de masse – dans certains pays d'Asie, d'Amérique latine, en France, ou en Italie –, ils ont joué le rôle d'une contre-société, organisant et défendant la vie quotidienne des travailleurs, du berceau au cimetière. Comme la social-démocratie l'a fait, à sa manière et avec sa propre culture, là où elle a été majoritaire. C'est avant tout cela qui explique l'implantation du PC : avoir été, face à l'exploitation capitaliste, un outil de protection, d'éducation et de lutte. Au-delà de ce constat général, les motivations personnelles de l'adhésion ont beaucoup varié.

Un intellectuel ou quelqu'un venant d'un « milieu bourgeois » choisissait le Parti plutôt pour des raisons idéologiques : c'était un parti anticapitaliste, se réclamant du marxisme. Le rejoindre était aussi une façon de « se lier à la classe ouvrière ». En outre, vu ce qu'était alors la politique du PS, impliqué dans les guerres coloniales, la réflexion, courante à l'époque quand on était de gauche – « en dehors du PC, point de salut ! » – avait une certaine réalité. La grande majorité des militants ne connaissaient pas les crimes staliniens ou ne voulaient pas croire à leur existence. L'URSS demeurait un modèle, dont le culte était

solidement alimenté par un immense appareil de propagande. La remise en cause du stalinisme était vécue comme une remise en cause du « Parti de la classe ouvrière ». C'était une remise en cause « de classe ». Cette contradiction explique la situation terrible de nombreux intellectuels « compagnons de route » du PCF. Eux savaient ce qui se passait en URSS, mais ils ne voulaient pas être considérés comme des déserteurs. Ainsi Jean-Paul Sartre s'était refusé à critiquer le PCF pour ne pas « désespérer Billancourt ». La belle-famille de Louis Aragon, poète officiel du PCF et membre du Comité central, avait été victime de la répression stalinienne en URSS. Dans les années soixante, il a soutenu la rébellion antistalinienne de l'UEC, avant de la laisser tomber au moment crucial avec cette formule, ô combien révélatrice : « Camarades, il faut savoir plier devant la classe ouvrière... »

D'un certain point de vue, le PCF était parvenu à organiser et à défendre la fraction la plus militante des travailleurs. La majorité d'entre eux y adhéraient pour se battre, pour se sentir représentés et pour y acquérir un statut que le système capitaliste leur refusait. Isaac Deutscher – historien et auteur d'une biographie politique de Trotski en trois tomes : *Le Prophète armé*, *Le Prophète désarmé* et *Le Prophète hors-la-loi* – a comparé la bureaucratie et l'implantation ouvrière de la social-démocratie avec celles des partis communistes. Il montre bien le degré d'intégration de la social-démocratie dans l'appareil d'État capitaliste. S'agissant des partis communistes, il évoque plutôt l'« héroïsme bureaucratisé de leurs militants ».

Sur les lieux de travail, la CGT organisait la majorité des syndiqués. Elle jouait sans états d'âme un rôle précieux de courroie de transmission des orientations et des virages politiques du PCF. Mais ce dernier avait également bâti un réseau dense d'associations encadrant la vie des couches populaires. Tourisme et Travail s'occupait des loisirs et des vacances, la Fédération sportive et gymnique du travail (FSGT) des activités sportives, les Vaillants des enfants, l'Union des femmes françaises (UFF) des femmes, l'Association républicaine des anciens combattants (ARAC) des anciens combattants et la Confédération nationale

du logement (CNL) des locataires. En plus de *L'Humanité*, il éditait également de nombreux journaux destinés à des publics particuliers : *La Terre* pour les paysans, *Les Lettres françaises* pour les intellectuels, *Miroir sprint* pour les amateurs de sport, *Vaillant*, *Pif le chien*, *Roudoudou et Riquiqui* pour les enfants.

Dans les quartiers ou les cités populaires, les communistes proposaient des activités conviviales : déjeuners, dîners, sorties, goguettes, séances de cinéma... On allait naturellement voir le militant communiste lorsque l'on avait besoin d'aide pour remplir sa feuille d'impôt, faire garder ses enfants ou effectuer des petits travaux de plomberie. Des centaines de municipalités salariaient des milliers d'employés communaux, souvent membres du Parti ou liés à lui. Cette force était aussi un outil de promotion intellectuelle et sociale pour les militants ouvriers : c'est grâce au PCF que beaucoup d'entre eux ont appris à tenir une réunion, à prendre la parole, à étudier un livre ou aller voir un spectacle. Aujourd'hui, ces fonctions essentielles ne sont plus remplies, ce qui laisse parfois le champ libre au Front national dans les quartiers les plus déshérités ou, dans les milieux de l'immigration, aux intégristes, très présents grâce à diverses activités d'aide sociale. Mais ces indéniables acquis sociaux ont aussi puissamment contribué à la bureaucratisation stalinienne du parti.

Pour un salarié, militer en dehors des heures de travail et gérer une machine aussi énorme que le PCF représentait un effort considérable. Des milliers d'ouvriers ont donc quitté leur emploi et sont devenus militants à plein temps, c'est-à-dire permanents. Leur fonction était de faire fonctionner l'appareil, de « descendre » dans les cellules, d'organiser les meetings, les manifestations ou les campagnes électorales. Dans les années cinquante et soixante, le PCF, bâti sur le modèle soviétique, ne connaissait pas de débats démocratiques ; toute divergence avec l'orientation de la direction conduisait rapidement à l'exclusion. Dans la mesure où n'existait aucun contrôle de la base, les permanents tenaient avant tout à leur nouvelle promotion, essentiellement une reconnaissance sociale car les privilèges matériels et financiers

ne touchaient qu'un très petit nombre de dirigeants. Ils avaient donc tendance à défendre leur statut avec acharnement. Travailler pour le Parti était plus gratifiant et plus intéressant que d'être à la chaîne, en trois-huit... Considérant leurs fonctions comme des « acquis de la classe ouvrière », ils confondaient facilement leur propre intérêt avec ce qu'ils croyaient être aussi ceux des travailleurs. Cette mentalité explique que, pour eux, quiconque s'opposait à la politique de la direction du Parti s'opposait à eux et, donc, au Prolétariat. En conséquence, aucune opposition n'était tolérée. Pour un militant communiste, le simple fait de lire *Le Monde* ou *L'Observateur* était interdit ou, en tout cas, extrêmement suspect car révélateur de tentations « dissidentes ». On comprend ainsi comment les anathèmes absurdes des staliniens contre tout militant critique, aussitôt catalogué comme « hitléro-trotskiste » ou « provocateur gauchiste à la solde du patronat », ont pu s'imposer aussi facilement ! Ce n'est pas non plus par hasard si, plus tard, dans les années soixante, l'essentiel du service d'ordre du PC était composé d'ouvriers communaux, employés par des municipalités communistes. En faisant le coup de poing contre l'extrême gauche, systématiquement reléguée en queue de cortège lors des manifestations, ils défendaient le Parti, sa direction... et leur emploi.

En réalité, ces comportements bureaucratiques ne sont pas l'apanage du seul PCF. De par sa nature, tout appareil a toujours des réflexes conservateurs. Il a tendance à refuser l'initiative politique qui risquerait de remettre en cause son statut et sa place dans la société. Il craint comme la peste l'échec qui pourrait servir de prétexte à la répression. Appeler à une grève générale est aventureux : on n'est jamais totalement sûr de son succès. Si elle échoue, la voie est dégagée pour la répression et l'attaque contre les avantages acquis. La fonctionnalité de l'appareil peut être ébranlée. Préservés de tout débat contradictoire, les « permanents » sont, bien souvent, peu politisés. N'étant pas réellement contrôlés par la base, ils préfèrent a priori une orientation politique sans risque. Le réformisme, le légalisme et l'électoralisme, voilà les maux qui guettent ce type de parti. À cela s'ajoute

la peur d'être « débordé » par des mouvements de masse non contrôlés, un réflexe qui jouera à plein en Mai 68 : du mouvement étudiant, le PCF ne retiendra que les « gesticulations des aventuriers gauchistes » !

Bien sûr, un parti de masse a besoin de responsables et de militants « professionnels ». Mais pour conjurer les risques inhérents à une situation où permanents et responsables parlent au nom de la classe ouvrière alors qu'ils n'en partagent plus la vie quotidienne, il faut veiller à multiplier les contrepoisons : formation des militants, démocratie interne, droit de se regrouper en tendances pour modifier l'orientation, rotation des permanents et des élus, refus des privilèges économiques en limitant, par exemple, le salaire des permanents à celui d'un ouvrier qualifié. Encore convient-il d'ajouter que la bureaucratisation du PCF n'était qu'une pâle copie de celle de l'URSS et des pays satellites. Là-bas, les partis communistes exerçaient le pouvoir d'État. Les opposants étaient arrêtés, emprisonnés, assassinés. Les privilèges ne se mesuraient pas seulement en termes de reconnaissance sociale : ils étaient aussi économiques et matériels. Le conservatisme était une politique d'État, réactionnaire et contre-révolutionnaire dans tous les domaines, y compris culturel et moral.

En quelques heures, le PC était capable de « mobiliser la banlieue », c'est-à-dire de faire « descendre » à Paris des milliers de travailleurs, acheminés par les cars ou les camions affrétés par les municipalités. C'est ce qui s'est produit, par exemple, en octobre 1956, à la suite de l'intervention des chars soviétiques dans les rues de Budapest. Le PCF avait repris à son compte l'analyse officielle des staliniens hongrois : les « événements » de Budapest étaient une contre-révolution fascisante et minoritaire, visant à détruire le socialisme. Mais grâce à la résistance des travailleurs hongrois aidés par l'Armée rouge, elle avait été écrasée. Ces explications semblaient démenties par les photos et les images de presse montrant tout un peuple dans la rue, affrontant l'Armée rouge. Dans les rangs du PCF, plusieurs

intellectuels avaient quand même exprimé des doutes ou étaient partis comme François Furet.

Des manifestants anticommunistes, de droite et d'extrême droite, avaient tenté de prendre d'assaut le siège du Comité central, carrefour de Châteaudun. Ils avaient même réussi à y mettre le feu. J'avais 15 ans et j'habitais à deux cents mètres de là. Impuissant, j'avais assisté à l'assaut où des dizaines de militants, regroupés sur le balcon, s'efforçaient de le repousser. Entre-temps, alors que la manifestation se dirigeait vers l'immeuble de *L'Humanité*, situé boulevard Poissonnière, à quelques centaines de mètres, pour lui faire subir le même sort, des milliers de militants communistes, alertés par les sirènes des municipalités de la banlieue parisienne, avaient convergé et avaient été capables de chasser l'extrême droite, au terme de dures bagarres.

C'est dans l'atmosphère assez particulière de cette contre-société communiste que j'ai fait mes premières armes. Mais c'est un voyage à Moscou, capitale mondiale du communisme, qui a provoqué ma rupture avec ce « communisme ».

intellectuel, [illegible] qu'il [illegible] Aussi est-il
petits comme les plus élevés.

[illegible]

[illegible]

3.

Dans ces pages, il sera beaucoup question de communisme, de socialisme, de trotskisme, de révolution. Les mots peuvent être trompeurs, surtout lorsqu'ils appartiennent au vocabulaire politique. Bien souvent, l'Histoire les a éloignés de leur signification d'origine et dénaturés.

Ainsi, dans la France d'aujourd'hui, dans leur acception courante, les termes « socialisme » ou « communisme » renvoient, pour le premier, au Parti socialiste, un parti qui a été au pouvoir pendant dix-neuf des vingt-cinq dernières années et y a mené une politique fort peu socialiste et, pour le second, à feu l'URSS et aux crimes du stalinisme. Avant d'aller plus loin, une mise au point s'impose.

Pour moi, être communiste, ce n'est pas défendre l'expérience soviétique ; ce n'est pas non plus appartenir au Parti communiste français qui refuse aujourd'hui ce qu'il a été sans pour autant bien savoir ce qu'il est devenu. Et le socialisme ne peut être ce rideau de fumée diffusé par une gauche ralliée au libéralisme qui n'invoque ses grands anciens que pour mieux travestir leur héritage.

Au cours du XXe siècle, de par le monde, des dizaines de millions de gens ont adhéré au communisme. Ils ne l'ont pas fait par simple curiosité, esprit de contradiction, dilettantisme ou sous la contrainte. Et encore moins par intérêt individuel.

L'immense majorité l'a fait pour donner un sens et une issue à sa révolte face aux injustices sociales. Car, pour pleinement justifiée qu'elle soit, la révolte ne peut suffire. Mais elle reste le point de départ obligatoire de tous ceux qui ne veulent pas se contenter du monde tel qu'il est, de l'avenir qui nous est proposé et qui en refusent les effets, prétendument inéluctables. C'est ce même état d'esprit qui nourrit mon engagement révolutionnaire.

La société communiste pour laquelle je me bats est le contraire du capitalisme : une société qui ne s'organise pas selon les règles de la concurrence et du profit maximum, mais où le partage des richesses est démocratiquement décidé et contrôlé par tous, où les inégalités sociales s'amenuisent au lieu de s'accroître comme c'est le cas aujourd'hui. Une société dont l'horizon est la disparition des classes sociales antagonistes.

L'action révolutionnaire consiste à en créer les conditions matérielles et politiques, ainsi qu'à faire évoluer les mentalités pour parvenir à ce résultat. Elle doit faire la démonstration qu'il existe bien une alternative possible à la société actuelle et que cette alternative n'aura rien à voir avec les régimes sanglants instaurés en URSS et dans les « démocraties populaires ».

Les principes qui régissent la société capitaliste – culte de l'argent, marchandisation du monde, exploitation des femmes et des hommes, désincarnation du travail, précarité généralisée, apologie de la concurrence, dégradation de la nature, promotion des valeurs individualistes – remettent en cause les notions mêmes d'humanité et de progrès. Les entreprises de réforme de ce système nous semblent vouées à l'échec, comme le montre l'histoire des défaites ou des renoncements de la social-démocratie.

Le communisme n'est pas seulement le projet d'une société meilleure, plus juste et plus humaine. C'est aussi la forme la plus moderne et la plus aboutie d'un mouvement historique et séculaire de lutte pour l'émancipation sociale. De la révolte des esclaves menée par Spartacus à Gracchus Babeuf qui, pendant la Révolution française, prônait la communauté des biens et des travaux, du mouvement de la Commune de Paris aux grèves du

Front populaire, l'histoire humaine est jalonnée de luttes collectives pour l'émancipation des êtres humains. Ces combats ont pris des formes plus ou moins massives, plus ou moins conscientes, plus ou moins théorisées. Mais il y a une constance : la lutte pour le communisme fait appel à la mobilisation, à l'action collective, autant d'outils essentiels pour transformer réellement la société.

De ce point de vue, les apports théoriques de Karl Marx ne constituent pas des recettes qu'il suffirait d'appliquer. Ils fournissent surtout une méthode d'analyse et de compréhension de la société qui est toujours d'actualité. Notamment parce qu'elle met en évidence que la lutte des classes – dont l'antagonisme entre la bourgeoisie et le prolétariat est la forme moderne – est bien le moteur de l'histoire, celui qui explique l'évolution des sociétés et les grands bouleversements politiques et sociaux.

Encore embryonnaires à l'époque de Marx, la course au profit, le développement d'une classe de nantis privilégiés, l'exploitation des salariés et l'aggravation des inégalités sont des réalités on ne peut plus contemporaines. Marx – et ceux qui ensuite se sont réclamés de son héritage théorique – n'a pas bâti une construction intellectuelle qui ne serait qu'une utopie parmi tant d'autres. Ils ont su pointer les contradictions de la société capitaliste, y déceler les germes d'évolution et démontrer qu'une autre société est nécessaire et possible.

Être fidèle à la méthode marxiste ne consiste donc pas à répéter religieusement les formules écrites, il y a plus d'un siècle et demi. Mais à comprendre le fonctionnement des sociétés, les ressorts de leurs évolutions, ce qui a changé et change encore sous nos yeux. Par exemple, l'un des poncifs les plus répandus aujourd'hui est l'idée que la classe ouvrière a disparu, laissant la place à une vaste « classe moyenne », groupe central d'une société où « tout le monde est actionnaire ». La réalité est bien différente : la classe ouvrière existe toujours mais elle a radicalement changé. C'est la conséquence des profondes mutations qu'a connues le monde du travail dans le cadre de la révolution technologique et de la mondialisation. Et la classe capitaliste, la bourgeoisie, s'est

profondément transformée, elle aussi. Du coup, non seulement les acteurs de la lutte des classes ont changé, mais la lutte elle-même a investi de nouveaux terrains. Avec l'évolution des conditions de vie et des mœurs, les mobilisations liées à l'écologie, au logement, à la santé ou au féminisme occupent dans la contestation du système une place beaucoup plus importante qu'au moment où Marx décrivait le face-à-face entre ouvriers et patrons.

Bien sûr, une question brûlante reste posée : comment un mouvement historique ayant pour objectif l'émancipation humaine, la lutte contre les méfaits du capitalisme et l'espérance d'une société plus juste, a-t-il pu donner naissance à un système qui a été la négation même de ces valeurs ? Staline, ses successeurs à la tête de l'Union soviétique comme ses imitateurs dans les pays de l'Est, se réclamaient du communisme et du socialisme. Mais, concrètement, la réalité de leur pouvoir a été marquée par la répression, l'absence de démocratie, le goulag, les crimes et la concentration du pouvoir et des privilèges entre les mains d'une caste.

Pendant la plus grande partie du XX[e] siècle, le terme « communiste » a donc recouvert une double réalité : d'un côté le discours révolutionnaire et démocratique du mouvement ouvrier et, de l'autre, sa prétendue mise en œuvre en URSS, en Chine, dans les « démocraties populaires » d'Europe de l'Est. Autant de régimes marqués par la dégénérescence totale de ces idéaux. La dictature stalinienne n'a évidemment rien à voir avec le communisme tel qu'on doit le concevoir. Le stalinisme a constitué une épouvantable tragédie pour le mouvement ouvrier : en France, comme dans de nombreux autres pays, on adhérait au Parti communiste pour lutter contre le capitalisme, avec l'espoir de connaître, un jour, une société meilleure. Et, par fidélité au Parti et à l'URSS, « patrie du socialisme », les militants se sont retrouvés devoir défendre un régime d'oppression et renoncer à leurs rêves de révolution quand les impératifs de la diplomatie soviétique l'exigeaient.

Pour les militants de ma génération, la Révolution russe de 1917 représentait un événement fondateur. Quiconque rejoignait le mouvement trotskiste se devait de tout connaître des débats qui avaient agité le parti bolchevique à l'époque. Aujourd'hui les nouveaux militants arrivent avec de tout autres références et de tout autres préoccupations.

La dégénérescence stalinienne n'était pas écrite à l'avance. L'installation du stalinisme a pris des années. Il a fallu des dizaines de procès, l'élimination politique – et, souvent, physique – de ceux qui avaient fait la Révolution russe, ainsi que des millions de morts pour que Staline parvienne à imposer sa dictature. La guerre civile, l'intervention armée des grandes puissances européennes contre le jeune État soviétique ont conduit ses dirigeants à prendre des mesures extrêmes – notamment la restriction des libertés et de la démocratie – pour en assurer la survie. Conjuguées à l'arriération économique du pays et à son isolement, ces mesures firent le lit du stalinisme. Ce qui a signifié l'enterrement de l'espérance révolutionnaire, d'abord en URSS, puis dans le reste du monde. En ce sens, la montée du stalinisme n'a pas été simplement une déformation de la révolution, mais une véritable contre-révolution bureaucratique. Les dirigeants d'octobre 1917, Lénine et Trotski, ne concevaient pas que la Révolution russe reste isolée ; ils tablaient sur son extension à des pays capitalistes développés, à commencer par l'Allemagne. C'était, pour eux, la seule chance de succès. Pour Staline, le but était de « construire le socialisme dans un seul pays » : l'URSS. Toute la politique des partis communistes devait y être subordonnée. Plus question, donc, de révolutions : favoriser des gouvernements, même capitalistes et réactionnaires, mais prêts à entretenir de bonnes relations avec l'URSS, tel devint l'objectif assigné à tous les partis communistes. Ainsi, à partir de 1936, lors de la guerre d'Espagne, les staliniens espagnols ont tout fait pour empêcher une révolution sociale, y compris en éliminant physiquement les révolutionnaires. Avec, comme résultat final, la victoire de Franco. En France, à la Libération, Staline s'est mis d'accord avec la direction du PCF, alors premier parti du

pays, pour qu'elle favorise la stabilisation du pouvoir gaulliste. En Yougoslavie, il n'accepta pas que Tito entreprenne de mener une révolution socialiste, à partir de 1945 ; d'où la rupture entre les deux pays, en 1948. Et ce ne sont là que quelques exemples. Ainsi, loin de propager la révolution comme l'en accusait la propagande des forces de droite, Staline fut un grand artisan du statu quo mondial. Il contribua à empêcher tout développement révolutionnaire et instaura de fait une « coexistence pacifique » avant l'heure avec le capitalisme international, avant que celle-ci devienne, après sa mort, la ligne officielle.

Du fait de l'expérience stalinienne – c'est-à-dire à la fois l'instauration de régimes dictatoriaux dans les pays qui se réclamaient du communisme et le sabotage des mouvements révolutionnaires partout ailleurs – la « force propulsive » de la révolution d'Octobre, pour reprendre l'expression de l'ancien dirigeant communiste italien Enrico Berlinguer, s'est épuisée. Mais, depuis, le monde a connu d'autres expériences révolutionnaires notamment à Cuba avec le Che. Aujourd'hui, notamment en Amérique latine, le sous-commandant Marcos ou Chàvez suscitent bien des espoirs.

Partie II

Ruptures

Le festival de Moscou – La guerre d'Algérie
L'exclusion de l'UEC – Vers le trotskisme

[illegible]

4.

En 1957, mes loyaux services et mon dévouement reçurent la récompense suprême : je fus désigné pour faire partie de la délégation de la JC qui, en juillet, devait se rendre au VIe festival mondial de la jeunesse, à Moscou. Ce festival se tenait chaque année dans un pays socialiste et réunissait des dizaines de milliers de jeunes venus du monde entier, sous la houlette de l'Internationale des jeunesses communistes, baptisée Fédération mondiale de la jeunesse démocratique, dont le siège se trouvait à Prague. À partir de ce moment, le meilleur diffuseur d'*Avant-garde* que j'étais devint la petite personnalité « qui va aller à Moscou ». Mon cercle de la JC du 9e arrondissement de Paris avait participé à la collecte des fonds, parmi la population du quartier, pour financer le voyage. Quant à moi, j'étais fou de joie à l'idée de me rendre dans la « patrie du socialisme et de la révolution » !

Le voyage en train fut très long : il dura près de deux jours. Pendant tout le trajet, les délégations se dopaient à coup de chants révolutionnaires en attendant avec émotion l'arrivée au premier poste frontière du socialisme : la Tchécoslovaquie. Il faisait nuit ; nous dûmes patienter un long moment dans la gare frontière, remarquant les miradors, les rangées de barbelés et les gardes frontière qui protégeaient le camp des travailleurs. À la frontière soviétique, le rideau de fer était encore plus dense. Et l'attente tout aussi longue : il fallait changer de train, l'écart des

rails étant plus large. Le contact avec les premiers soldats soviétiques rencontrés fut émouvant. Nous voulions les embrasser. Les plus audacieux d'entre nous réussirent même à s'emparer de l'étoile rouge fixée à leur casquette. Confortablement installés dans des voitures de luxe, nous traversâmes ensuite l'Ukraine à petite vitesse. Manifestement, dans chaque gare, l'accueil avait été soigneusement orchestré, que le train s'arrête ou non. Partout, c'était le même spectacle : des centaines de gens sur les quais, les bras chargés de fleurs, encadrés par des miliciens débonnaires qui scandaient en cadence *Mir i droujba*, « Paix et amitié ! ». Quand la foule se rendait compte que le train transportait des Français, elle lançait des « Yves Montand, Yves Montand ! » Ces manifestations d'amitié ne nous empêchaient pas de jeter ces fleurs par la fenêtre, après chaque arrêt : problème d'espace.

C'était donc cela, le socialisme : un peuple enthousiaste, heureux et internationaliste ! Mais ma première approche de la révolution n'en était qu'à ses débuts. Le bruit courait que, le train risquant d'avoir du retard sur l'horaire de l'ouverture solennelle du festival, prévue dans le grand stade de Moscou, Nikita Khrouchtchev en personne aurait donné l'ordre aux camarades cheminots d'augmenter la vitesse... Quel pays !

Et pourtant... Ce fut bien au cours de ce séjour idyllique que les premiers grains de sable vinrent enrayer ma fidélité. Dans ce pèlerinage, tout était trop beau, trop organisé. Même pour un croyant ! Au self-service du restaurant de notre hôtel – *L'Épi d'or* – on nous servait du caviar noir à la louche, matin, midi et soir. Mais, en petit-bourgeois que j'étais, j'avais tout de même remarqué la pauvreté des gens dans les rues. Néanmoins, mes premiers vrais doutes vinrent de la rencontre avec les camarades hongrois, victimes des « contre-révolutionnaires ». Dans ce genre de festival, on croisait des délégations étrangères à chaque coin de rue ou dans chaque assemblée. Nous étions en 1957, soit un an après la révolte du peuple hongrois contre l'armée d'occupation soviétique. Du coup, rencontrer la délégation hongroise

était très prisé : nous voulions savoir ce qui s'était exactement passé. La Jeunesse communiste française eut ce privilège. La plupart de nos interlocuteurs semblaient avoir été blessés. Certains avaient le bras en écharpe. A priori, j'étais plutôt enclin à défendre le Parti et la ligne. Naïf mais de bonne foi, je les interrogeai sur l'origine de leurs blessures. Leurs réponses m'intriguèrent. Au cours de la réunion, je me rendis rapidement compte que ces fameux « représentants de la jeunesse hongroise » travaillaient quasiment tous pour l'AVO, la police politique haïe. C'étaient des flics. En dehors de quelques formules façonnées dans la meilleure langue de bois, ils se montrèrent incapables de répondre de façon convaincante à la moindre question. D'où mes premiers soupçons sur la vraie nature de cette « contre-révolution ».

La rencontre avec les Algériens fut encore plus décisive. La délégation du Front de libération nationale (FLN) clandestin avait un statut un peu particulier, semi-officiel, puisqu'elle ne représentait pas un pays indépendant. Lors de la cérémonie d'ouverture du festival, elle eut le droit de défiler, avec son drapeau, follement acclamée par la majorité de la délégation française, désireuse de manifester son opposition à la guerre coloniale que menait le gouvernement français. Quelques jours plus tard, dans une rue de Moscou, je croisai une des déléguées algériennes, qui me suggéra d'organiser une rencontre entre les dirigeants de la Jeunesse communiste présents au festival et la délégation du FLN. Certain d'être félicité pour une telle proposition, j'allai voir immédiatement mes responsables. Leur accueil fut glacial : de quoi me mêlais-je ? Ils avaient l'air furieux. Je ne comprenais pas leur embarras. Finalement, ils durent s'incliner et m'inclure dans leur délégation. La réunion regroupait une dizaine de militants pour chaque parti. Elle fut particulièrement houleuse. Après quelques paroles convenues de bienvenue et de solidarité, les délégués du FLN et de l'Armée de libération nationale (ALN) ouvrirent le feu. Leurs critiques furent acerbes. Je n'en croyais pas mes oreilles : selon nos interlocuteurs, « en France, le PCF

n'organisait pas véritablement la solidarité avec la lutte du peuple algérien ». Le Parti se montrait timoré, parlait de « paix », mais pas d'indépendance. Pire : il aurait condamné les premières actions armées de la Toussaint 1954, qui marquèrent le début de l'insurrection algérienne et de la lutte pour l'indépendance. « Pendant la guerre d'Indochine, vous avez eu une attitude complètement différente », ajouta Mohamed Khemisti, futur ministre de l'Algérie indépendante. « Vous aviez même appelé les dockers de Marseille à balancer les armes dans le port. » Il poursuivit en citant les héros de mon enfance, Raymonde Dien et Henri Martin. J'étais médusé par les propos de ces combattants, mais certain que mes camarades allaient répondre. En fait, le coup de grâce fut donné par un Algérien qui résuma l'offensive en dénonçant le vote du groupe parlementaire communiste qui, l'année précédente, avait accepté d'accorder les « pouvoirs spéciaux » au Premier ministre socialiste, Guy Mollet, lui permettant ainsi de prendre des décisions importantes sans en référer à l'Assemblée nationale. Ce dernier s'était empressé de les utiliser pour rappeler une partie du contingent et intensifier la guerre coloniale. La réponse de mes dirigeants me laissa pantois : « Nous vous soutenons. Mais vous devez comprendre que c'est difficile. Nous sommes isolés et vos actions armées et terroristes ne nous aident pas. » Enfin, concernant le vote des pouvoirs spéciaux, le Parti avait dû prendre garde à « ne pas se couper des socialistes et de la gauche, afin de leur donner toutes les chances pour faire la paix ». La fin de l'entretien fut plus traditionnelle et donna lieu à des messages de solidarité tout aussi convenus qu'au début de la réunion, ainsi qu'à des échanges de cadeaux. Je reçus des drapeaux et des journaux clandestins de l'Armée de libération nationale. Convaincu que le Parti prenait toujours la bonne décision, je n'avais jamais songé aux interrogations pertinentes formulées par les Algériens. Hélas, je n'avais encore pas tout vu.

Avant de rentrer en France, les dirigeants de la JC me demandèrent de leur remettre mes précieux cadeaux : « On ne peut pas passer la frontière avec ce matériel clandestin. Le Parti risque

d'être interdit. Donne-le nous ! » J'hésitai, avant d'accepter par discipline. Cependant, le ver s'était niché dans le fruit. Je ne comprenais plus ce qui se passait. D'autant que, à la place de mes fanions, on me donna d'immenses colis, assez légers, à rapporter en France. « Et ça, c'est quoi ? » demandai-je naïvement, un brin de subversion dans le ton. « Et si les flics me le demandent, à la frontière ? — Ne t'en fais pas, on ne te demandera rien. Il s'agit de cadeaux des camarades soviétiques qui seront vendus à la fête de L'Huma. »

Le lien de fidélité inconditionnelle était en train de se rompre, mais je n'en étais pas encore conscient. Les semaines et les mois suivants aggravèrent le malaise, en me poussant à remettre en cause le fonctionnement du Parti. En rentrant de Moscou, fin juillet 1957, je partis immédiatement encadrer, en tant que moniteur, le camp de Vaillants et Vaillantes du 9e arrondissement de Paris qui se tenait à nouveau à Buffe-Cocu. Au bout de quelques jours, ayant appris ma présence, la fédération locale du PCF demanda à la direction du camp la permission de « m'emprunter » pour aller animer, dans des villages du Limousin, des comptes rendus publics de mon voyage à Moscou. C'est ainsi que pendant une semaine, je dormis dans une pièce du local de la fédération, à Guéret.

Tous les soirs, nous partions dans la camionnette du Parti, avec le député Auguste Tourtaut, quelques militants, un appareil de projection et un film sur l'URSS, sillonner les petites routes d'une région qui était un véritable bastion du Parti. Souvent, à l'approche des villages, les gens saluaient la camionnette qu'ils reconnaissaient. Mais mon problème n'était pas là. Avant de commencer la tournée, le « camarade député » demanda à lire mon exposé. Rien de plus normal... Le récit que j'avais écrit était plus que banal. Mais il comprenait quelques critiques, des allusions à la pauvreté de personnes que j'avais croisées dans la rue, à Moscou, et un constat établissant que les passants y étaient moins bien habillés qu'en France. « Écoute, c'est bien. Mais il y a des observations à retirer. Tu sais, ici, dans les campagnes, la

tenue vestimentaire, les gens s'en fichent. Je vais réécrire ton exposé. D'accord ? » J'acceptai quoique terriblement vexé et humilié, d'autant qu'il avait un peu raison. Mais, dans ma tête, il n'y avait qu'une pensée, particulièrement lancinante : « Il est gonflé, lui. Il n'est jamais allé en URSS. Et c'est lui qui écrit mon rapport ! »

Cet épisode était révélateur du fonctionnement extrêmement hiérarchisé du Parti. Mais ce fut pourtant bien à propos du problème algérien que je fis mes premiers pas oppositionnels. À la veille d'un congrès de la JC, je découvris un tract annonçant une soirée organisée « pour la paix en Algérie ». Il se concluait par cette annonce alléchante : « Venez tous et toutes pour la paix. On dansera et on b... » Mon sang ne fit qu'un tour face à tant de désinvolture à l'égard d'une révolution ; je montai aussitôt à la tribune du congrès pour dénoncer l'affront. Je parvins à faire l'unanimité, pour la première et la dernière fois ! Tous les congressistes accueillirent mon intervention historique aux cris de : « Puceau, puceau ! » Je me sentais à la fois honteux et furieux. D'autant qu'un autre « incident » m'avait troublé : quelque temps auparavant, mon cercle des JC avait décidé d'inviter la femme d'Henri Alleg à venir parler du livre de son mari, *La Question*. Dans cet ouvrage paru en 1958 aux Éditions de Minuit, Henri Alleg raconte comment, rédacteur en chef d'*Alger républicain*, un journal favorable à l'indépendance algérienne, il fut arrêté par les parachutistes français et longuement torturé. La direction des JC m'avait sévèrement engueulé pour avoir invité « celle-là ». La rupture était proche.

Ce fut fin 1957 à l'occasion d'une jaunisse – un état de fragilité certain – que je franchis le pas de l'activité fractionnelle. Hubert, mon frère jumeau, suivait avec grande attention mes états d'âme politiques. Il savait que, sur la question algérienne, j'étais prêt à transgresser la légalité du Parti. La proposition arriva en début de maladie, alors que j'avais 39 °C de fièvre : « Écoute, je connais quelqu'un qui fait du travail concret pour aider les Algériens. Il

est prêt à venir discuter avec toi. — D'accord. Mais à une condition : qu'il ne soit pas trotskiste. — Bien sûr que non ! Mais pourquoi tu dis cela ? Qu'est-ce que tu as lu de Trotski ? Qu'est-ce que tu en connais ? — Rien, mais je sais que ce sont des flics. »

Quelques jours plus tard, le fameux contact vint me rendre visite dans ma chambre de malade. C'était un homme d'une trentaine d'années, fort sympathique. Il connaissait bien le PC et parlait le même langage que moi. Il me proposa de rejoindre une organisation de jeunesse clandestine, Jeune résistance, qui militait activement pour inciter les jeunes soldats à refuser d'aller faire la guerre en Algérie. Cette action s'apparentait à ce qu'avait fait Henri Martin au moment de l'Indochine. J'allais enfin pouvoir faire quelque chose d'utile. À 17 ans, l'idée de mener un travail clandestin me semblait le bon moyen d'acquitter une toute petite partie de la dette que nous avions au regard de ce que vivaient quotidiennement les combattants algériens. Le camarade en question, dont j'ignorais à l'époque le vrai nom, était Michel Fiant, membre du Bureau politique du Parti communiste internationaliste, le PCI, section française de la IV[e] Internationale trotskiste.

Le combat pour l'indépendance de l'Algérie fut pour moi le premier motif de rupture avec l'orientation politique de la direction du PCF et l'occasion de rechercher d'autres voies. La sale guerre que menait la France bénéficiait d'un consensus presque complet des principales forces politiques. Dans ce contexte, aider le peuple algérien contre l'impérialisme français relevait de l'évidence. À gauche, les réseaux clandestins de solidarité avec le FLN algérien constituèrent la première expérience d'activités politiques tentées en dehors des organisations traditionnelles de gauche et, souvent, contre leur volonté. Des milliers de personnes y participèrent, par convictions humanistes ou religieuses, ou par convictions politiques internationalistes. De multiples réseaux apparurent regroupant chrétiens de gauche, militants du PC ou

du Parti socialiste unifié, trotskistes, syndicalistes ou encore anciens résistants.

C'est hors du cadre solidement contrôlé par les partis communistes que se développèrent les mouvements de libération nationale, dans les colonies des pays européens ainsi que dans les pays dominés par l'impérialisme américain. Du coup, la solidarité active avec ces révolutions servit de creuset pour la constitution d'une nouvelle gauche, anticapitaliste, mais aussi antistalinienne. Les trotskistes de la IVe Internationale s'investirent largement dans cette activité, considérant que la révolution algérienne représentait un des terrains essentiels du renouveau de la conscience révolutionnaire et internationaliste.

Après mon retour du festival de Moscou, en 1957, j'étais toujours membre des JC. Sans savoir que j'entrais de fait sous le contrôle du PCI, j'adhérai donc à Jeune résistance, cette organisation clandestine qui popularisait la lutte des résistants algériens au sein de l'armée française et organisait, sur le plan politique et logistique, la désertion ou l'insoumission des soldats. Une partie de notre activité était semi-publique, notamment les lancers de tracts pendant les manifestations ou les meetings. Noyés dans la masse des manifestants, il était facile et sans danger de lancer d'un seul coup, en l'air, des centaines de tracts clandestins appelant, par exemple, les soldats à déserter. Personne n'avait le temps de voir qui les avait lancés. Nos autres activités étaient encore plus en contradiction avec la politique légaliste du PC. Une de nos initiatives principales et spectaculaires consistait à arrêter les trains de soldats en partance pour l'Algérie, via Marseille. Nous avions mis au point plusieurs méthodes. Parfois, nous bloquions au rouge un signal sur la voie, avec l'aide de cheminots sympathisants. Dès lors, le train était contraint de rester à l'arrêt un moment, moment pendant lequel le conducteur plaçait un signal sur la voie, en queue de convoi, alertait sa direction puis attendait les vérifications et l'ordre de repartir. L'arrêt devait permettre aux équipes militantes de Jeune

résistance, bien entendu présentes sur les lieux, d'intervenir, de balancer des tracts, ou de peindre des slogans sur les murs. Si le train était mixte, civil et militaire, des camarades montaient directement dans les wagons. L'autre méthode consistait simplement à tirer la sonnette d'alarme à un endroit approprié où se trouvaient les équipes militantes. D'autres camarades s'occupaient d'accueillir en Suisse les déserteurs. Nous nous chargions également d'imprimer du matériel spécifique distribué aux soldats.

Au fur et à mesure que la guerre s'intensifiait, avec son cortège de victimes, nos initiatives devenaient de plus en plus populaires. Le matin, mes camarades et moi, nous étions fous de joie lorsqu'on entendait à la radio : « Cette nuit, encore un train de soldats bloqué par Jeune résistance ». Durant ces années, plus de huit cents jeunes rejoignirent ses rangs. Pour certains, cette expérience fut leur première école du militantisme radical, les conduisant parfois à adhérer au trotskisme. Ce que je fis au bout de deux années, la plupart des dirigeants de Jeune résistance que je côtoyais étant par ailleurs membres de cette fameuse IV[e] Internationale... Mais je l'ignorais.

Plusieurs sections de la IV[e] Internationale – notamment en Belgique, en Allemagne et aux Pays-Bas – se mobilisèrent avec la section française pour apporter leur soutien politique ainsi qu'une aide matérielle aux combattants de l'indépendance algérienne. En France, de nombreux militants du Parti communiste internationaliste participèrent activement aux réseaux de soutien, en fonction de leur militantisme public et aussi de leurs compétences pratiques. Les activités étaient multiples, mais la plus importante d'entre elles fut le port des valises. Il s'agissait de faire passer en Suisse des sommes d'argent collectées par le FLN auprès de l'immigration algérienne. En général, le passage s'effectuait avec, au minimum, deux voitures et un centre téléphonique. Une voiture « vide » empruntait une route, suivie par une autre voiture qui transportait l'argent. Ses passagers téléphonaient régulièrement à une permanence pour indiquer l'état des

lieux, informer des éventuels barrages ou contrôles de police. Les passagers de la voiture litigieuse téléphonaient cinq minutes plus tard, pour obtenir tous les renseignements nécessaires et s'assurer que la voie était libre. Mes tâches relevaient, on l'a vu, d'un autre domaine : l'intervention en direction des soldats. J'eus l'occasion néanmoins de donner quelques coups de main pour les transports de fonds, notamment pour les traversées de Paris. Le système était le même, mais réclamait plus de militants car les barrages de police étaient nombreux. Mon rôle consistait à me trouver à un endroit précis et, au passage de la voiture transportant les fonds, à faire un signe particulier – nouer mes lacets de chaussures ou me peigner, par exemple – pour indiquer au chauffeur qu'il pouvait continuer sa route.

Parmi les activités de solidarité figurait également l'impression de faux papiers et de journaux clandestins. Au PCI, je ne le sus que plus tard, c'était la tâche d'un ouvrier imprimeur, Pierre Avot-Meyers. Il y eut aussi quelques opérations pour aider à l'évasion de prisonniers algériens. Là encore, ce n'est que bien plus tard que j'appris certaines aventures de mon frère jumeau, même s'il est toujours resté très discret sur ses activités : il s'était embarqué avec un autre militant dans un petit avion de tourisme pour survoler la prison de Fresnes – ce qui était, bien sûr, interdit – et prendre rapidement des photographies du bâtiment, au prix de terribles nausées dues aux virevoltes du zinc. Ma participation à ce genre d'escapades fut des plus modestes, mais des plus agréables : une nuit, je fus chargé de m'aventurer dans les talus entourant la prison de Fresnes, accompagné d'une militante. Allongés dans les fourrés, notre tâche historique était de noter à quelle heure s'effectuait la relève des gardiens, leur nombre et leur trajet.

Mais l'action la plus éclatante de la IVe Internationale fut la construction d'une usine d'armement au Maroc avec l'accord et l'aide du FLN. C'est Michel Raptis, dit « Pablo », le dirigeant de l'Internationale en charge de l'Algérie qui avait eu l'idée et l'audace de la mettre en œuvre. Les Algériens avaient acquis une grande propriété, près d'Oujda. Le matériel de fabrication fut

acheté dans plusieurs pays. Trois cents salariés furent embauchés. Ils étaient algériens pour la plupart, mais il y avait aussi des Anglais, des Grecs, des Allemands, des Hollandais et des Argentins, trotskistes ou militants solidaires des combattants algériens. L'usine démarra en 1959. Un Français s'était également engagé dans l'aventure : Louis Fontaine, de Vernon, un ancien ouvrier ajusteur, devenu un permanent du PCI depuis un an. Dirigée par Pablo, l'usine fabriqua des mortiers, des grenades et plus de cinq mille mitraillettes qui furent livrées au FLN.

La guerre d'Algérie et la prise de conscience des mensonges sur le « socialisme réel » de l'URSS ont ainsi provoqué une première rupture dans ma vision du monde : face à la lutte pour l'indépendance algérienne, le PCF s'avérait ambigu et timoré ; la société soviétique n'était pas le « paradis des travailleurs ». Celle des pays d'Europe de l'Est non plus.

Amateur de moto, j'avais entrepris de nombreux voyages en Europe sur une petite Motobécane 125 cm^3. J'avais déjà parcouru, lors de vacances précédentes, la Suède et l'Espagne. Ma destination, pour l'été 1961, était la Tchécoslovaquie où je rejoignis mes camarades de la Chorale populaire de Paris, la chorale de la CGT dont j'étais membre. Nous donnâmes des concerts, tous les soirs. Chaque concert était précédé d'un discours insipide : le bureaucrate local montait sur scène et énumérait longuement les succès remportés par sa région – le nombre de tonnes de blé récoltées ou le nombre de roulements à billes produits. Le malaise était latent : chaque soir, le discours était rapidement interrompu par des quintes de toux venant du public. Puis les raclements de gorge finissaient par devenir dominants.

À l'issue de cette tournée artistique, je décidai de partir faire le tour du pays, en moto. Un soir, je m'arrêtai à Karlovy Vary dans un camp de vacances. Macha, une jeune directrice, m'accueillit et m'affecta une tente. À mon réveil, je découvris un

homme qui dormait dans le deuxième lit. Arrivé tard dans la nuit, amoureux de la France et ayant appris la présence d'un Français, Petr Uhl avait demandé à partager ma tente.

Le contact fut tout de suite chaleureux. Étudiant, il s'intéressait à la politique et publiait un petit journal de poésie. Comme tous les étudiants qui voulaient réussir leurs examens, il était membre des Jeunesses communistes. La poésie lui offrait des moments de liberté. Nous sympathisâmes avec Macha. Surtout lui, d'ailleurs : des années plus tard, il l'épousa. Après sa période d'animation du camp, Macha, également membre des Jeunesses communistes, avait prévu de partir en « travail volontaire obligatoire ». Comme tous les jeunes communistes dévoués, elle participait pendant ses vacances à la construction d'écoles, pour le bien de la démocratie populaire. Nous décidâmes de l'accompagner, Petr et moi. Ne sachant rien faire, ma tâche consistait à nettoyer les bavures de plâtre. Je restai plusieurs jours avec eux, dans cette saine atmosphère de « travail socialiste ».

Prudent, je m'étais présenté à Petr comme un « jeune communiste antistalinien ». Nous avions entrepris de correspondre régulièrement. Lors de la crise de l'Union des étudiants communistes en 1964, Petr vint en France et assista à nos assemblées générales. Il écouta avec attention les interventions des dirigeants du PCF qui essayaient de nous faire rentrer dans le rang : « Tu sais, je ne comprends pas tout. Mais, quand ils parlent, je reconnais le même ton et la même musique que chez nous. » Comme quoi, il existe sûrement une musique internationale des bureaucrates.

En 1968, Petr joua un rôle important au moment du Printemps de Prague. Il essaya même, au lendemain de l'intervention soviétique, de créer un parti d'extrême gauche antistalinien, le Parti socialiste révolutionnaire, un peu calqué sur le modèle de la JCR. La tentative échoua et il fut arrêté et emprisonné pendant plusieurs mois.

Puis, lors du développement de la dissidence, il devint un des leaders de la Charte 77, un mouvement qui luttait pour le rétablissement des libertés démocratiques. Il fut incarcéré à

plusieurs reprises, notamment avec Vaclav Havel, et reste l'un des opposants à avoir fait le plus de prison – environ sept ans – pour « activités antiparti ». Lors de ses procès, l'acte d'accusation évoquait longuement, comme circonstances aggravantes, nos rencontres, ses voyages à Paris, ses liaisons avec les trotskistes... Il se défendit avec courage. Après la révolution de Velours, Petr a été un temps député, puis président de CTK, l'équivalent tchèque de l'Agence France-Presse. Il a ensuite travaillé pour la commission des Droits de l'homme de l'ONU avant de devenir éditorialiste au quotidien *Pravo.*

[illegible]

5.

L'histoire de la crise de l'Union des étudiants communistes, l'organisation étudiante du PCF, a été maintes fois relatée, et notamment dans *Génération*, l'ouvrage d'Hervé Hamon et Patrick Rotman. J'ai participé activement à la bataille. Pour la première fois, une organisation contrôlée par le Parti entrait, en tant que telle, en dissidence avec la direction du PCF. Les oppositions précédentes avaient touché des intellectuels ou des petits groupes rassemblés autour de bulletins. Mais jamais au-delà. Cette fois, l'enjeu était plus vaste car il s'agissait de toute une organisation, implantée dans un milieu social sensible, les étudiants. L'UEC constituait en effet un secteur moins encadré par l'appareil du Parti et plus perméable aux mutations de l'époque. La rébellion prit son essor à partir de plusieurs événements fondamentaux : la dénonciation du stalinisme, la révolte hongroise de 1956 et l'attitude du PCF par rapport à la guerre en Algérie. Très vite, ces thèmes de désaccords débouchèrent sur une remise en cause du fonctionnement fort peu démocratique du PC. La dissidence dura environ cinq ans. Elle se conclut, en 1965, par l'exclusion de plusieurs centaines de militants. Elle fut un moment de politisation intense pour tous ses acteurs, à travers des débats comme il n'y en avait jamais eu auparavant au sein d'une organisation communiste. Cette expérience contribua à former ceux qui allaient devenir, quelques années plus tard, les principaux animateurs du mouvement de 1968. Avant de suivre

des trajectoires politiques ou professionnelles très diverses : direction du journal *Libération*, cabinets ministériels, direction du PS ou direction d'entreprise. Certains choisirent même la voie du militantisme révolutionnaire...

Quatre grands courants traversèrent l'UEC. Le premier était la tendance majoritaire, baptisée « italienne », dont la principale position de force était l'animation du journal de l'UEC, *Clarté*. Elle avait l'appui discret de nombreux intellectuels comme Louis Aragon. Ses références politiques reprenaient les thèses défendues alors par Lucio Magri et bon nombre de dirigeants du Parti communiste italien : un réformisme de gauche, ouvert et antistalinien.

Le deuxième courant, lui aussi en opposition à la direction du PCF, était animé par le cercle de l'École normale supérieure. D'un marxisme assez orthodoxe, il se réclamait des thèses du philosophe Louis Althusser, enseignant à l'ENS de la rue d'Ulm. Il accusait la direction du PCF de réformisme. Nombre des dirigeants de ce courant sombrèrent par la suite dans une sorte de maoïsme fortement teinté de populisme. Cette tendance comptait dans ses rangs Étienne Balibar, Robert Linhart, Jean-Pierre Le Dantec et Benny Lévy. Après 68, ce dernier dirigera, sous le pseudonyme de Pierre Victor, la Gauche prolétarienne, une organisation maoïste, rapidement dissoute. Il deviendra ensuite le secrétaire particulier de Jean-Paul Sartre. Puis, loin de passer – comme tant d'autres – « du col mao au Rotary Club », selon la formule assassine de Guy Hocquenghem, il rejoindra le fondamentalisme religieux d'une yeshiva en Israël, pour y étudier le Talmud jusqu'à la fin de ses jours.

Il y avait enfin un autre courant, plus important que le précédent. J'étais l'un des principaux animateurs de cette opposition de gauche, antistalinienne, « trotsko-guévariste », dont la plupart des responsables avaient rejoint la IVe Internationale. Son bastion était « le secteur Lettres de l'UEC ». Implanté à la Sorbonne, il regroupait environ cinq cents adhérents. À la direction de ce secteur, en dehors des trotskistes, il y avait aussi des personnalités

telles que Pierre Goldman, Marie-Noëlle Thibaut – future animatrice des *Cahiers de Mai*, puis responsable nationale de la CFDT, elle écrit aujourd'hui des romans policiers sous le nom de plume de Dominique Manotti – ainsi qu'un réseau de militants rassemblés autour d'une revue, *La Voix communiste*, animée par Denis Berger.

Enfin, la géographie politique foisonnante de l'UEC comptait une quatrième tendance : celle des étudiants « fidèles au Parti ». Cette minorité était emmenée – courageusement, il faut le dire – par Guy Hermier et Jean-Michel Cathala, et dirigée par Roland Leroy, qui représentait la direction du PCF lors des réunions des instances nationales et qui deviendra directeur de *l'Humanité*.

Les débats au sein du Comité national étaient parfois très violents, mais Roland Leroy tenait le coup, certain d'avoir raison contre cette bande d'étudiants petits-bourgeois. Astucieux, rusé et sûr de sa victoire à terme, il s'encanaillait dans les débats internes. Une fois, comme notre courant avait décidé de boycotter les travaux de la direction, il n'hésita pas à venir nous confier « combien il allait regretter notre départ » ! Ces cinq ans me permirent, ainsi qu'à toute une génération militante, de voir de près en quoi consistaient les méthodes staliniennes. En effet, tout l'appareil du PC se mobilisait pour remettre les étudiants dans le droit chemin. Les militants de l'UEC, dont beaucoup étaient également membres du Parti, étaient systématiquement convoqués par leur cellule ou leur fédération qui essayaient de les convaincre. Lors d'un congrès où j'étais à la tribune, je constatai que l'envoyé de la direction du PCF n'avait qu'un seul souci : savoir où se trouvait la prise du micro, pour pouvoir éventuellement le couper. Il obéissait là à une tradition bien ancrée : lorsque les propos n'étaient pas dans la ligne du Parti, on coupait... En face, la « gauche » et les « Italiens » pouvaient aussi avoir la repartie mordante. Lors d'une réunion du Comité national, Roland Leroy prononça une intervention solennelle, renvoyant les petits-bourgeois que nous étions dans les poubelles de l'Histoire. L'assistance était impressionnée et glacée. André

Senik, l'un des dirigeants « pro-italien », se leva alors pour lui répondre, sur un ton tout aussi solennel : « Roland, ton discours est beau... comme un char soviétique dans les rues de Budapest ! »

Au début des années soixante, l'UEC devint ainsi un lieu de débats permanents, attirant à elle une masse d'étudiants de gauche, dont certains étaient en réalité fort éloignés du communisme. Pour de nombreux militants cette période exaltante se termina en désillusion politique.

À l'automne 1965, le PCF se rallia à la candidature de François Mitterrand. Il n'avait posé qu'une seule condition : que soit organisée une rencontre officielle et publique avec le candidat. Elle eut finalement lieu au siège du PC et déboucha sur un texte politique de quelques lignes, sans aucune substance politique. Au secteur Lettres de l'UEC, nous considérions cette alliance sans programme avec un politicien bourgeois comme une véritable capitulation. Pour nous, qui étions engagés aux côtés des Algériens, Mitterrand restait l'homme qui avait déclaré : « L'Algérie, c'est la France. » Et, surtout, le garde des Sceaux qui avait laissé guillotiner Fernand Yveton, un militant du Parti communiste algérien responsable d'un attentat qui n'avait pas fait de victimes. Aussi, quelques heures avant que la direction du PCF n'annonce publiquement son soutien, nous avons pris les devants et publié un communiqué de presse expliquant notre opposition à ce soutien et le refus de « mettre sur orbite un politicien bourgeois ». La sanction fut presque immédiate : en janvier 1966, le secteur Lettres fut dissous et tous ses membres exclus de l'UEC. Les maoïstes du cercle de l'ENS n'émirent aucune protestation, mais ils connurent le même sort quelque temps plus tard.

Après la reprise en main par la direction du PCF et les centaines d'exclusions du PC et de l'UEC qui suivirent, de nombreux étudiants communistes abandonnèrent la politique. Pendant quelques années, l'UEC avait été une remarquable école de formation. Les courants de gauche y avaient fait leurs

premières armes ; ils avaient acquis une capacité à prendre des initiatives et à diriger des mobilisations de masse en dehors de la férule du Parti. La gauche de l'UEC fut à l'origine de la construction du Front universitaire antifasciste (FUA), une organisation de riposte aux menées de l'OAS au Quartier latin. Créé conjointement avec le Parti socialiste unifié (PSU) et des militants de la Jeunesse étudiante chrétienne (JEC), le FUA s'étendit de la Sorbonne à d'autres universités parisiennes, puis gagna la province, pour bientôt rassembler des milliers d'étudiants. Après quelques hésitations, il reçut le soutien de toute l'UEC. Des permanences quotidiennes étaient organisées au Quartier latin. La moindre apparition fasciste était balayée par les étudiants.

L'extrême droite craignait le FUA, qui réussit même, grâce à ses réseaux d'informateurs, à faire arrêter les responsables du plasticage du *Figaro*. Nous avions été contactés par des étudiants qui souhaitaient rencontrer la direction du FUA pour y adhérer. Mais nous soupçonnions qu'il s'agissait vraisemblablement de militants OAS qui cherchaient à nous infiltrer. Ravis d'une telle occasion, nous trouvâmes pour les recevoir un grand appartement, situé en rez-de-chaussée. Dissimulés dans une pièce voisine, une dizaine de militants attendaient, prêts à réagir en cas de nécessité, comme dans un vrai polar ! Nous étions quatre ou cinq de la direction du FUA. Ils arrivèrent à trois. L'interrogatoire dura une quinzaine de minutes. Ils se montrèrent très mauvais à l'oral, incapables d'expliquer le sens de leur adhésion, utilisant même un vocabulaire d'extrême droite, comme le terme « cocos » pour communistes. Quand nous leur demandâmes de cesser leur petit jeu, ils se précipitèrent vers la porte et furent interceptés par nos copains qui n'attendaient que ce moment-là ! Ces grands naïfs détenaient, dans un sac, le plan du plasticage du *Figaro*, qui venait juste d'avoir lieu, ainsi qu'une liste d'officiers sympathisants de l'OAS. Il ne nous restait plus qu'à les livrer à la police, qui arriva pour nous embarquer tous au commissariat. En état d'arrestation, nos trois lascars se déchaînèrent verbalement contre nous. Par la suite, nous avons appris

qu'ils avaient été internés plusieurs mois dans un des camps de rétention construits spécialement pour les militants de l'OAS.

Les activités du FUA suscitèrent un malaise profond au PCF qui se retrouva confronté à un mouvement échappant à son contrôle. Pour nous soutenir, des personnalités créèrent alors un Front de soutien : le FACUIRA – Front d'action et de coordination des universitaires et intellectuels pour un rassemblement antiraciste – animé par Laurent Schwartz, Jean-Paul Sartre et Jean-Pierre Vigier.

C'est à cette occasion que se sont tissés les premiers liens entre notre courant politique et les « intellectuels ». Au cours des années qui suivirent nous avons participé ensemble à de nombreux combats, sans que, pour autant, ils ne rejoignent la LCR. Nombre d'entre eux nous sont cependant venus en aide, en hébergeant certains responsables de la Ligue, lors des deux dissolutions qu'elle a subies. Nous n'avons jamais cherché à les instrumentaliser. Chacun apportait sa contribution. Je me souviens encore de séances où Jean-Paul Sartre, dans son appartement, nous aidait à coller les enveloppes de convocation aux réunions. Laurent Schwartz et son fils furent parmi les plus actifs dans ce combat. Cette activité donna lieu à des scènes cocasses, comme cette conférence de presse tenue pendant la guerre d'Algérie, dans un appartement du Quartier latin avec des déserteurs. La réunion prenant fin, un camarade vint nous annoncer que la police était en bas et qu'elle nous attendait pour nous arrêter. Nous descendîmes alors dignement, à l'exception des déserteurs. Dans la rue, une nuée de policiers en civil nous encerclèrent immédiatement, et exigèrent nos papiers. Ils nous les demandèrent à tous, sauf à Jean-Paul Sartre qui, solidaire et vexé de ne pas avoir le même statut, allait d'un flic l'autre, presque provocateur : « Et moi, alors ? » Mais sans succès ! Les ordres avaient dû être stricts : « Surtout, ne touchez pas au petit qui louche... »

En fait, j'ai peu connu Jean-Paul Sartre, si ce n'est lors d'initiatives militantes comme celle-là. D'une façon générale, il se sentait toujours coupable de ne pas appartenir au cœur militant

de la classe ouvrière. C'est sans doute pourquoi ses rapports avec les organisations politiques furent ambigus et souvent naïfs avec le PCF et, plus tard, après 68, avec les maoïstes. En homme généreux, il signait toutes les pétitions qui lui semblaient aller dans le bon sens – et tous les chèques qui les accompagnaient –, souvent sans trop regarder. Ainsi, un jour, à la radio, un journaliste se mit à lui lire la liste de toutes les organisations basques signataires d'un appel qu'il avait lui-même signé, en lui demandant sournoisement de qui il s'agissait. Sartre ne sut que répondre. Pour les aides financières, il suffisait de prendre rendez-vous chez lui et de lui exposer en quelques minutes le sens de la demande. Le chèque était posé sur le bureau. Lorsqu'il voulait réellement discuter avec son interlocuteur, il le faisait après avoir signé le chèque. Ainsi, à sa manière, il évitait l'hypocrisie.

C'est grâce à des engagements publics comme celui de Sartre que nombre de valeurs bafouées par la gauche traditionnelle furent maintenues, notamment pendant la guerre d'Algérie. Le « Manifeste des 121 » dont Pierre Vidal-Naquet fut un des principaux signataires fut le symbole de cette résistance à tous les reniements des politiciens. Dans ce texte de soutien à la lutte du peuple algérien, les signataires apportaient leur solidarité aux soldats qui refusaient de partir en Algérie. En clair, ils appelaient à la désertion et à l'insoumission. Ce geste revendiquant des actions illégales a fait grand bruit. Certains des signataires furent censurés à la radio. D'autres, comme Laurent Schwartz, professeur à l'École polytechnique et titulaire de la médaille Fields – l'équivalent du prix Nobel pour les mathématiques –, furent même interdits d'enseignement.

L'attitude de ces personnalités, renommées dans les milieux universitaires, qui s'engageaient sur les sujets d'actualité les plus brûlants – et qui, de fait, prenaient aussi des risques quant à leurs carrières –, a nourri, en France et à l'étranger, de nombreuses polémiques sur « l'engagement des intellectuels ». Jean-Paul Sartre philosophe et Laurent Schwartz mathématicien, très

bien. Mais pas question qu'ils utilisent leur notoriété pour s'opposer à la guerre et dénoncer la torture ! Les critiques ne fusaient pas uniquement de la droite. La prise de position des signataires du Manifeste des 121 soulignait aussi, cruellement, les renoncements de la SFIO et les défaillances du PCF.

À partir du milieu des années quatre-vingt-dix, des intellectuels – dont Pierre Bourdieu – se sont à nouveau investis dans le débat politique. La gauche gestionnaire a cru trouver la parade : il était de bon ton d'ironiser sur la « race des signeurs » et de fustiger ces personnalités « irresponsables » toujours prêtes à soutenir n'importe quelle pétition, sur les droits des sans-papiers ou ceux des chômeurs. Mais si, périodiquement, les voix de quelques intellectuels qui ne se résignent pas à l'injustice ont un tel retentissement, c'est d'abord et avant tout parce que le silence de la gauche traditionnelle – qu'on serait en droit d'entendre sur de tels sujets – est assourdissant.

En 1965, j'avais obtenu ma licence et mon diplôme d'études supérieures d'histoire. Mais j'avais renoncé à préparer l'agrégation. Je décidai de travailler à mi-temps, pour pouvoir continuer à militer. Quittant la Sorbonne, je devins professeur à Saint-Louis-de-Monceau, un établissement religieux très huppé. Les classes étaient peu fournies et comptaient parmi les élèves de nombreux fils de diplomates ou de notables. Je ne rencontrais pas de problèmes particuliers si ce n'est, parfois, quelques réflexions, après une mauvaise note, telle que : « Vous allez entendre parler de mon père. » Le matin, un curé venait leur faire réciter la prière. Je restais silencieux devant mon tableau noir, m'imprégnant bien malgré moi des paroles du « Je vous salue, Marie ». Une seule fois, le directeur vint me signifier que, pendant l'année, je pouvais les noter comme je voulais mais qu'il fallait absolument qu'ils passent dans la classe supérieure, à cause de la concurrence du collège privé voisin, Saint-Louis-de-Gonzague !

À l'époque, un maître auxiliaire – un enseignant n'ayant pas passé les concours – pouvait être nommé dans un grand lycée

parisien et même enseigner dans les classes terminales. Ce fut mon cas. Au bout d'un an, je devins professeur d'histoire au lycée Voltaire. Et, bien sûr, membre de la cellule communiste du lycée. Plusieurs de mes élèves s'intéressaient à la politique et nous terminions souvent les cours par des discussions « hors programme », au café du coin. L'un d'entre eux, Charles Michaloux, sera même, quelques années plus tard, membre de la Direction nationale de la Ligue.

Mon arrivée dans la cellule du lycée suscita quelques remous. Pour la direction du Parti, j'étais l'un de ceux qui avaient organisé le désordre dans l'UEC et dirigé la rébellion. Elle avait exigé l'exclusion des principaux responsables de cette crise. Très vite, la majorité des professeurs de la cellule, qui se posaient sans doute des questions sur la ligne du Parti, se positionnèrent contre mon exclusion. Néanmoins, sept réunions consécutives consacrées au « cas du camarade Krivine » furent organisées pour permettre à la direction et à ses émissaires d'aboutir à leurs fins. Mais à quel prix ! D'abord, ils firent venir dans la cellule du lycée Voltaire des « camarades ouvriers » du quartier, mutés sous prétexte de mieux « opérer le lien entre les intellectuels et la classe ouvrière ». Traditionnellement, les réunions de la cellule avaient lieu dans le lycée. À partir de ce moment, elles se tinrent au siège de la section du quartier. Pour achever le boulot, ils sollicitèrent également la participation du vieux sénateur Georges Cogniot, qui nous fit ainsi « l'honneur d'être muté dans cette cellule qu'il avait quittée, il y a trente ans, alors qu'il était encore prof ici ». Georges Cogniot était un des vieux dirigeants historiques du Parti, très lié aux Soviétiques. Sa première phrase donna le ton : « Vous savez, je suis un spécialiste de la lutte antitrotskiste dans le Parti... »

Au cours du premier trimestre 1966, je fus finalement exclu du Parti pour « activités fractionnelles ». Deux mois plus tard, le Comité central du PCF me convoqua et je fus reçu par un jeune responsable, chargé de me confirmer que la direction du Parti avait ratifié mon exclusion. Il était mal à l'aise, bredouillant,

lisant un papier et refusant de me regarder dans les yeux. En fait, ce n'est pas mon exclusion qui l'embarrassait. Mais il avait été avec moi à Moscou, dans la délégation des Jeunesses communistes, au festival mondial de la Jeunesse, et il savait que je savais qu'il s'y était fait surprendre et arrêter par la milice, pour avoir osé embrasser une jeune Russe dans la rue ; une attitude jugée contre-révolutionnaire par les autorités soviétiques !

J'étais donc définitivement exclu d'un Parti qui n'avait pas été pour moi qu'une simple organisation politique, mais une véritable famille. Je n'avais plus aucun respect pour les bureaucrates qui me chassaient, et pourtant, je quittai ce siège du Comité central, carrefour de Châteaudun, avec tristesse. Subitement, tous les bons souvenirs revenaient. Dans mon esprit, le PCF ne se réduisait pas à ses dirigeants : il regroupait tous les camarades que, pendant des années, j'avais côtoyés dans les réunions de cellule, les fêtes, les manifestations. Avec eux, j'avais vendu *L'Huma Dimanche*. Avec eux, j'avais monté la garde, la nuit, sur le balcon de cet immeuble que je quittais maintenant comme un pestiféré. Personne n'eut un mot pour moi tandis que je franchissais la porte.

Cette vague d'exclusions nous prit un peu au dépourvu mes camarades et moi car nous pensions pouvoir résister plus longtemps.

6.

Longtemps, la culture stalinienne a interdit toute forme de critique interne. Le pluralisme y était inimaginable. Lorsque des oppositions se constituaient, la direction répondait inéluctablement par des exclusions. Dès mon arrivée à l'UEC, en 1959, j'avais pris contact avec la première – et la seule – opposition bien organisée dans le Parti. Elle diffusait régulièrement *UNIR*, un bulletin imprimé à large diffusion, mais qui était totalement clandestin : on ne pouvait correspondre avec elle que par l'intermédiaire d'une boîte postale. La « rédaction » vous envoyait alors un numéro de « correspondant », à quatre chiffres, sans doute dans le but d'impressionner par son rayonnement. En revanche, les réponses à mes lettres étaient presque immédiates, ce qui m'étonnait un peu. De la part de leurs auteurs, elles dénotaient une très bonne connaissance de ce qui se passait dans le Parti. Mais – et c'était ma seconde source d'étonnement – le bulletin abordait rarement les problèmes politiques de fond. Il se contentait, en guise de « lutte antistalinienne », de dénoncer les méthodes et le comportement des dirigeants, les brimades ou les exclusions d'anciens résistants et, surtout, le système de privilèges multiples, comme les cadeaux pour les anniversaires des dirigeants. *UNIR* se faisait une spécialité de la mise en cause permanente du train de vie du secrétaire général, Maurice Thorez, et de sa fameuse « villa à Cannes ». Toute demande de rencontre était refusée au nom de la sécurité. Il fallut attendre

la crise de l'UEC pour que la direction d'*UNIR* daigne accepter une rencontre entre dirigeants « jeunes ». C'est là que je fis connaissance avec le groupe de Cannes, composé d'anciens membres des Jeunesses communistes. Il publiait un bulletin, *La Méthode*, rédigé par Philippe Sabathé et Jean-Jacques Samary. Ce groupe comptait également dans ses rangs sa sœur, Catherine, future dirigeante de la LCR, ainsi que l'un des gardiens de la villa de Thorez. Finalement, je réussis à obtenir une rencontre clandestine, dans un café parisien, avec « le » dirigeant de la publication, un dénommé « Courtois ». La cinquantaine, il connaissait tout sur le PC. Il me lut même ma « biographie ». Tout militant aspirant à prendre des responsabilités devait remplir ce questionnaire qui était ensuite centralisé par la section des Cadres, chargée d'opérer la sélection des futurs dirigeants. Il pensait ainsi m'en imposer. Très vite, il m'était tout de même apparu que, pour le combat politique, cette opposition-là n'était pas franchement utile. Et ce sont d'anciens résistants, eux-mêmes en délicatesse avec la direction du Parti, qui finirent par découvrir le pot-aux-roses. Eux aussi voulaient savoir « qui était qui ». Au cours de rencontres entre anciens, ils se rendirent compte qu'ils étaient tous membres d'*UNIR*. Mais chacun croyait que l'autre savait qui en était le responsable. Ils entreprirent alors une enquête en règle, menée avec des méthodes éprouvées acquises au cours de leur passé de résistants : filatures, photos, etc. Ainsi, ils découvrirent enfin qui était « Courtois » : un ancien membre du parti dans les Alpes-Maritimes, au passé plus que trouble pendant la guerre. Il s'était racheté une conduite en acceptant de monter une opposition factice, pour le compte de la direction du Parti. Les dirigeants du PCF avaient créé leur propre opposition, qu'ils contrôlaient : on n'est jamais aussi bien servi que par soi-même ! Furieux, les anciens résistants voulurent faire éclater le scandale. Mais *UNIR* se saborda et Courtois disparut dans la nature.

Dans les années cinquante et soixante, certains responsables communistes avaient aussi tenté de briser l'étouffoir stalinien :

André Marty, Charles Tillon, Laurent Casanova, Marcel Servin ou Maurice Kriegel-Valrimont. Tous furent victimes de véritables procès politiques, puis chassés de la direction du PCF et, pour certains, exclus du Parti.

En 1919, André Marty, officier mécanicien sur un torpilleur en mer Noire, avait refusé d'aller combattre la Révolution russe et s'était mutiné. Un peu plus tard, il devint secrétaire de l'Internationale communiste et, pendant la guerre d'Espagne, responsable des Brigades internationales basées à Albacete. Plus particulièrement chargé de la chasse aux trotskistes, il était soupçonné d'avoir eu recours aux exécutions sommaires et avait ainsi gagné le surnom de « boucher d'Albacete ». Je garde en mémoire une photographie, parue en première page de *L'Huma* dans les années cinquante : elle montre André Marty, qui traverse une rue de Paris et salue de la main un policier qui règle la circulation. Et *L'Huma* de légender : c'était bien « la preuve qu'André Marty était devenu un flic » ! La direction du PCF avait pris l'habitude de calomnier les opposants, les accusant d'être des policiers infiltrés, ou des agents de la CIA. La méthode s'avérait efficace : dans un parti qui cultivait la posture de la citadelle assiégée, aucun militant ne portait plus la moindre attention aux critiques des oppositionnels, ainsi criminalisés.

Je n'ai pas connu personnellement André Marty. Mais j'ai su que, toujours membre du Parti communiste et de nouveau candidat à la députation, il s'était secrètement mis en rapport avec Pierre Frank, le dirigeant du PCI trotskiste, en utilisant toutes les veilles ressources de la clandestinité : Pierre avait dû se rendre chez un commerçant parisien et donner un mot de passe, afin qu'on lui remette une lettre ! Il me raconta cette histoire et, avant sa mort, me confia leur correspondance. L'ensemble contient une quarantaine de lettres. Les premières témoignent d'une approche très méfiante. Elles énoncent une série de mesures de sécurité pour établir le contact. Puis, peu à peu, la correspondance prend des tournures plus politiques. Marty se demande s'il doit vraiment se présenter de nouveau aux élections, pour briguer un siège de député. Puis il est exclu « pour activités

fractionnelles antiparti ». C'était la mode ! En 1956, une vingtaine de personnes seulement, dont Pierre Frank, ont assisté à ses obsèques. L'ancien secrétaire de Trotski sur la tombe du « boucher d'Albacete » : quel pied de nez de l'Histoire !

Bien plus tard, j'ai rencontré Charles Tillon à plusieurs reprises, jamais sans émotion. Lui aussi s'était illustré comme mutin de la mer Noire. Pendant l'occupation nazie en France, il avait dirigé les Francs-tireurs et partisans (FTP). C'était l'incarnation même du dirigeant communiste « à l'ancienne ». D'allure très simple, parlant peu et pesant ses mots, il relatait avec indignation la façon dont le PCF, sur consigne de Staline, avait expulsé tous ceux qui avaient eu une expérience de masse, notamment les anciens résistants qu'on jugeait dotés d'un trop grand prestige, pas suffisamment dociles et, donc, potentiellement dangereux.

La même mésaventure tragique est arrivée à la fin des années cinquante à Maurice Kriegel-Valrimont, chef militaire de la Résistance et ancien député. À partir de 1988 et de la campagne électorale de Pierre Juquin, nous prîmes l'habitude de nous voir souvent, soit chez lui à Paris, soit dans sa maison dans la Nièvre, où il vivait six mois par an. Au-delà de nos divergences politiques, j'avais un profond respect pour ce militant qui gardait l'essentiel de ses convictions. La différence d'âge aidant, il se comportait avec moi comme il avait souvent dû le faire avec de jeunes militants communistes. Nos entretiens débutaient toujours de la même manière : il posait d'abord une série de questions très précises sur l'orientation politique de la LCR, les caractéristiques des mobilisations sociales en cours, l'état de nos rapports avec le PCF, les motivations des nouveaux adhérents de la LCR. Il n'y avait aucune hostilité de sa part vis-à-vis de la Ligue, qu'il percevait comme une autre branche du communisme, victime du stalinisme. Même si, bien souvent, il ne se reconnaissait pas dans notre « extrémisme », comme il disait. Malgré les calomnies subies de la part des bureaucrates, il était resté très fidèle à la

« culture communiste ». Il s'était enfin senti réhabilité, lorsque Robert Hue, il y a quelques années, se rendit dans son ancienne fédération de la Meurthe-et-Moselle lui rendre solennellement hommage. Il est décédé en août 2006.

En 1958, certains rares dirigeants du PC avaient émis des réserves sur la ligne officielle de la direction du PCF qui caractérisait le coup d'État gaulliste comme un coup d'État « fasciste ». Le PC voyait en de Gaulle la prolongation de ce qu'il avait été dans les débuts de la IVe République : le dirigeant du Rassemblement du peuple français (RPF), un parti fascisant, dont les groupes de nervis attaquaient les militants communistes. Laurent Casanova, membre du bureau politique du PCF, s'était opposé à cette analyse ; il remettait également en cause la pratique du PC dans les organisations de masse, notamment les manipulations auxquelles il se livrait au sein du Mouvement de la paix. Il avait des antennes parmi des dirigeants de l'UEC, comme Philippe Robrieux, à qui il fut reproché d'avoir attisé la rébellion.

En fait, la crise de l'UEC n'était qu'une étape des multiples crises et oppositions qui ont traversé le PCF, à partir des années cinquante. Elle s'en différenciait pourtant car elle était le signe avant-coureur de l'émergence d'une gauche antistalinienne, indépendante du PCF. Les crises précédentes – comme celles qui allaient suivre – n'avaient pas véritablement permis de bouleverser la donne, ni de donner naissance à un nouveau parti. Cependant, à chacune de ces étapes, le courant révolutionnaire auquel j'appartiens rechercha le contact et la discussion sans a priori sur le passé avec celles et ceux qui, en s'opposant à la direction du PCF, empruntaient des voies les conduisant à rompre avec le stalinisme.

[illegible]

[illegible]

[illegible]

[illegible]

7.

Combien d'articles consacrés à mes activités politiques commencent invariablement par : « Alain Krivine, le leader trotskiste... » ? Trotskiste est, en fait, un qualificatif que je n'ai jamais beaucoup apprécié. D'abord, au début, par antitrotskisme, lors de mes premières années au sein des Jeunesses communistes et du PCF, et ce jusqu'à ma rencontre avec des militants du PCI. Ensuite, lorsque j'ai appris que ce terme venait de l'adversaire. En effet, à l'origine, ni Léon Trotski ni les « trotskistes » n'aimaient être appelés ainsi, essentiellement parce que c'est Staline – et les staliniens à sa suite – qui les désignait sous ce vocable, essayant de transformer en querelle de personnes ce qui était en réalité un affrontement entre deux orientations politiques. Aujourd'hui encore, j'ai plutôt tendance à me définir comme un communiste antistalinien, ou un marxiste révolutionnaire... Cela étant dit, face aux antitrotskistes, je suis tout à fait prêt à m'affirmer trotskiste. Un peu comme je me revendiquerai toujours juif face aux antisémites.

Les apports théoriques de Léon Trotski sont nombreux. Il est le premier, avant Lénine, à avoir défendu l'idée selon laquelle, lorsqu'elle se déclencherait, la Révolution russe ne se contenterait pas de renverser le tsar et d'abolir le féodalisme, mais qu'elle s'orienterait vers la construction d'une société socialiste. Au-delà de l'exemple russe, sa thèse – la théorie de la révolution

permanente – est qu'à une époque où le capitalisme est devenu le système dominant sur la planète, les révolutions ne peuvent – comme la Révolution française de 1789 – s'arrêter à la phase démocratique (abolition de la monarchie, suffrage universel, réforme agraire, etc.). Parce qu'elles sont inconcevables sans que la classe ouvrière et les couches populaires y jouent un rôle majeur, elles doivent forcément s'attaquer à la question sociale, remettre en cause la propriété privée d'une petite minorité sur les moyens de production et prendre des mesures à caractère socialiste. Sous peine d'échouer rapidement.

Cette thèse a été largement validée par l'histoire des révolutions du XXe siècle. Ainsi, les objectifs initiaux de la Révolution cubaine n'avaient rien de spécifiquement socialistes : il s'agissait seulement de renverser la dictature de Fulgencio Batista et de dégager Cuba de l'emprise nord-américaine. Mais, au cours du processus, pour répondre à l'affrontement avec les grandes compagnies multinationales étasuniennes, Fidel Castro, Che Guevara et les dirigeants cubains furent rapidement conduits à nationaliser les intérêts étrangers et à mettre en œuvre d'importants programmes sociaux en matière de santé et d'éducation. À l'inverse, en Algérie, en 1962, après l'Indépendance, Ben Bella tenta d'édifier un « socialisme spécifiquement algérien » en privilégiant les réformes économiques étatiques par rapport aux réformes sociales ; le coup d'État de Boumediene, dès 1965, mit un terme à cette expérience révolutionnaire, laissant place à un régime militaro-mafieux tout à fait compatible avec le capitalisme international.

Mais, bien sûr, le grand mérite de Trotski fut d'avoir, le premier, décrypté le stalinisme et ses effets dévastateurs, aussi bien en URSS qu'au sein du mouvement communiste international. Lorsqu'il entreprit son combat contre le stalinisme, au tournant des années trente, presque tout le monde identifiait le communisme avec l'Union soviétique stalinienne, ses partisans comme ses adversaires. C'est bien pourquoi, au cours du XXe siècle, le terme trotskiste s'est finalement imposé pour

désigner les militants qui se réclamaient du communisme et, en même temps, dénonçaient les crimes commis en URSS « en son nom ». Au-delà des mots, c'est bien la substance qui importe : ce qui différencie les trotskistes des communistes « orthodoxes » ou staliniens, c'est de ne jamais avoir considéré que les dictatures qui sévissaient en URSS et en Europe de l'Est – ou en Chine – représentaient réellement la réalisation de l'espérance socialiste, et de n'avoir jamais apporté le moindre soutien à leurs dirigeants. Au contraire, les trotskistes ont soutenu et aidé, dans la mesure de leurs moyens, les révoltes des peuples de ces États. Ils ont toujours été aux côtés des travailleurs hongrois, tchécoslovaques, allemands de l'Est ou polonais, lorsque ceux-ci se dressèrent, souvent au péril de leur vie, contre les tyrannies bureaucratiques. Mais, à la différence des sociaux-démocrates, le courant trotskiste n'a jamais adhéré aux théories anticommunistes qui conduisaient les socialistes européens, dont François Mitterrand, à se situer dans le camp impérialiste. Privés du soutien populaire, économiquement asphyxiés par les lois du marché international et le coût exorbitant de la course aux armements, les régimes staliniens, à partir de 1989, commencèrent à s'effondrer sous la pression des manifestations populaires. Aujourd'hui, les anciens hiérarques brejnéviens se sont convertis en capitalistes mafieux, ou en dictateurs déguisés en démocrates, comme Vladimir Poutine. La Chine maoïste s'est transformée en eldorado du capitalisme sauvage, tout en conservant le pire du régime stalinien : le parti unique, la répression brutale contre les opposants, etc.

Pour reconstruire un projet communiste, il sera nécessaire de tourner définitivement la page du stalinisme sous toutes ses formes. Si la possibilité en est encore ouverte aujourd'hui, c'est bien parce que, dès les années trente, les communistes révolutionnaires – les trotskistes – s'opposèrent courageusement au stalinisme, au nom de la tradition révolutionnaire. Si ce courant politique n'avait jamais existé, seuls la droite réactionnaire et les sociaux-démocrates pourraient aujourd'hui prétendre avoir combattu le communisme bureaucratique.

Reconnaître l'apport de Trotski et ce que nous lui devons ne

la direction du PCF et dans toutes les initiatives publiques prises – comme la création du Front universitaire antifasciste – j'allais être cornaqué par Pierre et, surtout, par cet autre membre de la direction du Parti communiste internationaliste, Michel Fiant. Mes conseillers me donnaient parfois l'impression de connaître mieux que moi la vie interne de l'UEC et ses militants, sans y avoir jamais mis les pieds. Entre 1960 et 1965, leurs conseils et leur expérience ont été pour nous, la jeune génération, d'une aide décisive.

Pierre Frank était à l'image même des dirigeants trotskistes de l'époque, avec sa personnalité propre. Travailleur acharné, il gagnait son local dès l'aube. Lui-même s'était donné une discipline de vie intangible qui lui faisait interrompre des réunions, même internationales, pour respecter l'heure des repas. À ma connaissance, il n'y eut qu'une exception. Au début des manifestations étudiantes de Mai 68, alors que personne ne prévoyait ce qui allait suivre, Pierre connut un relâchement dans ses horaires. Devant mon inquiétude, il me répondit : « Tu vas voir, Alain, cela va être plus important qu'en juin 1936. » C'est ce que l'on appelle avoir du flair. Les discussions avec lui étaient toujours brèves. Nous allions droit aux faits, sans perte de temps : « Tu as autre chose à faire. » Jamais d'allusion à ma vie personnelle si ce n'est, parfois, quelques questions timides sur ma femme et mes enfants. Lui-même parlait peu de sa compagne, Marguerite, militante discrète qui avait été déportée par les nazis et ne pouvait plus travailler. Toute sa vie, Pierre n'avait connu que les combats minoritaires, mais il avait tenu. Il avait une solide culture politique et, surtout, il avait réussi à échapper aux dérives sectaires, guidé par une devise qui peut, comme le reste, sembler aujourd'hui hors du temps : « Tu sais, pour tenir, il faut avoir une peau d'éléphant. » Pendant toute cette période, je l'ai souvent accompagné à de nombreux enterrements, ceux des anciens de la vieille garde. Pierre était toujours là, me soufflant à l'oreille le pedigree des survivants rassemblés autour du cercueil : « Lui, c'est la scission de 1953. Lui, c'est celle de 1961.

Lui, il est dans les affaires, celui-là est passé au PS... » Et puis, son tour est arrivé. À la veille de sa mort, le 17 avril 1984, juste avant que je lui rende une dernière visite dans sa chambre d'hôpital, il avait demandé à Marguerite de placer *Le Monde* sur sa couverture, pour me donner l'impression qu'il venait de le lire.

130 militants pour un pays de 40 millions d'habitants, voilà quel était à peu près l'effectif du Parti communiste internationaliste quand je l'ai rejoint, dans les années soixante. Même aujourd'hui, dans une France peuplée de 60 millions d'habitants, malgré un certain développement depuis quelques années, la LCR approche tout juste les 3 000 militants. Ces chiffres signalent une situation qui n'est évidemment pas sans risques, car ils posent une question perturbante : qui peut être assez insensé pour militer longtemps dans les rangs d'organisations si petites qui – en toute modestie – se fixent comme but de changer radicalement la société, non seulement en France mais à l'échelle de la planète ?

Quelle pouvait bien être, à la fin des années cinquante, la motivation essentielle de l'adhésion à un groupe aux effectifs aussi squelettiques ? Sinon la conviction politique, nourrie par une bonne connaissance de l'histoire fondatrice de notre courant politique et de ses traditions. Et celles-là n'étaient pas « groupusculaires ». Elles plongeaient au cœur de la grande Histoire ! La Révolution russe, les débats entre mencheviks et bolcheviks, Rosa Luxemburg, Lénine, Trotski, nous connaissions ! Quelles qu'aient été leurs activités professionnelles « alimentaires », les militants de l'époque étaient de vrais intellectuels, souvent autodidactes. Ils ne pouvaient « tenir » que grâce à une formation politique et historique poussée et, surtout, une vision de l'histoire très déterministe : un jour, c'est sûr, nos idées, les idées révolutionnaires, l'emporteraient... Puisqu'elles correspondaient au sens de l'histoire !

Dans un tel cadre, on peut comprendre pourquoi les modalités de recrutement étaient très sélectives. Il fallait d'abord être stagiaire, militer dans une cellule pendant plusieurs mois sans avoir

le droit de voter, suivre un minimum de stages de formation, avant d'être soumis au vote de l'instance de base qui décidait d'intégrer le stagiaire comme militant titulaire, c'est-à-dire militant à part entière. La durée du stage permettait au stagiaire de voir s'il ne regrettait pas son choix. Mais il permettait aussi à ses camarades de le tester et d'avoir la garantie qu'il serait capable de « tenir ». Car les révolutionnaires trotskistes devaient faire face à l'isolement, ainsi qu'à toutes les calomnies répandues contre eux, aussi bien par la droite que par la gauche. Les communistes staliniens étaient souvent les pires : ils n'hésitaient pas à utiliser la violence physique contre les « hitléro-trotskistes », rebaptisés plus tard, après 1968, « gauchistes à la solde de la bourgeoisie ».

Cette situation problématique, je l'ai surtout connue comme militant du Parti communiste internationaliste, avant 1968. J'ai pu mesurer alors tous les risques induits par une telle marginalité dans la société et une telle sélection des individus : ce type d'organisation attirait principalement des gens dotés de fortes convictions, mais aussi des individus marginaux, plus ou moins égarés, qui cherchaient des amis, une famille ou un groupe auquel s'identifier. Et même, parfois, il faut bien le dire, des cinglés.

Tant il est vrai que le danger immédiat qui guette de si petites organisations, c'est la dégénérescence en secte. Un groupe politique sectaire théorise son isolement. Il s'en fait une gloire et puise son identité dans l'ampleur de son rejet par la société. Sa philosophie naturelle devient alors : « Plus on m'attaque, plus c'est la preuve que j'ai raison. » Par définition, la secte craint le succès : dès que la fenêtre sur la société s'entrouvre pour laisser passer un peu d'oxygène, ses militants s'asphyxient. Ce qui, je crois, a sauvé le courant politique au sein duquel j'ai milité et lui a évité de connaître le sort commun aux différentes sectes trotskistes ou gauchistes, c'est d'avoir eu, dès le départ, une compréhension lucide du danger qui le guettait. Très vite, cela s'est traduit par l'obligation faite à chacun de militer également dans ce que le jargon en usage désignait comme une « organisation de masse » : un syndicat, une association de locataires, un

comité antiraciste ou un groupe féministe, etc. Bref, un regroupement où l'on pouvait côtoyer des gens normaux...

Cette même préoccupation fut à l'origine de la décision fort controversée, prise dans les années cinquante, de pratiquer l'entrisme dans les partis communistes ou socialistes. Entrer dans les PC ou les PS ouvrait la possibilité, pensait-on, de se lier aux militants les plus à gauche et les plus politisés et d'essayer d'y construire des tendances de gauche.

La chute du mur de Berlin en 1989, la disparition de l'URSS peu après et, d'une façon générale, l'implosion des systèmes staliniens ont bouleversé le monde. Notre courant est né de la lutte contre ce régime. Sa fin ne pouvait que nous réjouir. Et, sans la moindre hésitation, nous nous sommes effectivement réjouis. Ce qu'on a désigné sous le vocable de trotskisme n'a jamais été, au fond, que la défense et l'effort d'actualisation du projet socialiste, contre sa caricature qu'a été le stalinisme. Trotski – puis, à sa suite, l'organisation qu'il a fondée, la IVe Internationale – avait espéré et prévu que la chute de la dictature bureaucratique serait le résultat d'une révolution populaire. Mais il imaginait aussi que ce mouvement n'aurait, en quelque sorte, qu'à réinstaller un système socialiste, démocratique et débarrassé de la bureaucratie, sans toucher aux bases économiques et au système de propriété nationalisée. C'est ce que Trotski appelait une « révolution politique ». Ce qui s'est finalement passé à la fin des années quatre-vingt et au début des années quatre-vingt-dix n'a pas corroboré ces prévisions. Certes, au début du soulèvement de 1989 en RDA, quelques embryons de comités populaires sont apparus, qui se référaient encore au socialisme. Mais ce phénomène fut de courte durée ; suffisamment significatif cependant pour qu'un de nos dirigeants internationaux, l'économiste Ernest Mandel, d'habitude mieux inspiré, l'interprète comme le « début de la révolution politique en Allemagne » ! On connaît la suite : la réunification allemande, sous hégémonie d'un des fleurons du capitalisme, l'Allemagne de l'Ouest.

Très vite, la Russie et les pays d'Europe de l'Est abandonnèrent le « socialisme de caserne » pour se lancer à corps perdu dans le capitalisme sauvage. En quelques années, les anciens bureaucrates se sont reconvertis en patrons de combat et, parfois, en chefs mafieux. Quiconque visite aujourd'hui ces pays peut avoir l'impression que, sur le plan idéologique, les dizaines d'années de « socialisme » n'ont laissé aucune trace. En revanche, on y rencontre des gens – souvent les plus âgés – qui, abandonnés par le nouveau système, regrettent certains avantages de la vie quotidienne d'autrefois : l'emploi garanti, les crèches, le système de retraites, le système de santé, etc. Dans ce qui est désormais l'Est de l'Allemagne, les inégalités avec l'Ouest n'ont pas été comblées : à tel point que s'est développée une certaine nostalgie pour l'ancien régime. En Tchéquie, dans les pays baltes ou en Russie, des partis politiques issus des anciens partis communistes ont même reconquis depuis un poids grandissant.

Ainsi, les « trotskistes » avaient sous-estimé – ce qui est un comble – la nocivité du poison stalinien. Celui-ci a réussi à discréditer l'idée même du socialisme, aux yeux de dizaines de millions de gens. Cela explique aussi que, dans nos rangs, la chute du mur de Berlin et l'explosion de l'URSS ont provoqué simultanément une grande satisfaction et un sentiment d'inquiétude. Bien sûr, l'écroulement du stalinisme allait enfin permettre d'envisager une alternative au capitalisme, sans être obligés de se différencier en permanence de la tragique caricature du socialisme qui avait régné pendant des décennies à l'Est. Tout redevenait possible. Mais, en même temps, les désastres ont été tels qu'un « socialisme débarrassé de sa caricature » a aujourd'hui beaucoup de mal à apparaître comme une possibilité crédible. Alors même que le capitalisme mondialisé se manifeste plus encore que par le passé sous un jour guerrier et barbare : la fin de la guerre froide et la disparition des deux blocs n'ont pas ouvert une ère de paix. Guerres locales, guerres ethniques, interventions armées, massacres et attentats se sont multipliés. Les bulletins d'informations télévisés enchaînent désormais une succession de flashs rendant compte de l'extension de la terreur dans

le monde, à peine interrompue d'analyses indécentes décrivant les retombées de la situation sur l'évolution des cours de la Bourse.

Il y a maintenant cinquante ans, on m'avait charitablement averti : « Ça te passera avec l'âge. » Il n'y a pourtant rien dans l'actualité qui me pousse à renoncer au combat politique pour en finir avec cette société. Bien au contraire.

[illegible]

Partie III

La révolution est de retour

La Jeunesse communiste révolutionnaire – Mai 68
Soldats en lutte – La Révolution portugaise

[illegible]

[illegible]

[illegible]
[illegible]

8.

Fin 1965, le secteur Sorbonne Lettres de l'UEC avait à peine manifesté son opposition au soutien apporté par le PCF à François Mitterrand que la purge a commencé. Et, pour moi, les années de militantisme clandestin à l'intérieur du PCF ont pris fin.

Lorsque les risques d'expulsion se sont précisés, nous avons décidé de faire un stage de réflexion sur les perspectives, regroupant les principaux responsables étudiants, membres du PCI. Nous nous sommes réunis plusieurs jours dans un chalet à Briançon, en présence d'Ernest Mandel, où nous avons pris la décision de construire une organisation indépendante de jeunes, la Jeunesse communiste révolutionnaire (JCR). Ce projet constituait une rupture avec la stratégie d'entrisme qui était alors celle des militants trotskistes français.

Au moment de sa dissolution, le secteur Lettres de l'UEC comptait environ 500 membres et quelques ramifications dans d'autres villes, comme à Rouen. Le contact avait également été établi avec le cercle oppositionnel de la Jeunesse communiste (JC), à Cannes. Mais, comme on aurait pu s'y attendre avec plus d'expérience, entre ceux qu'influençait l'opposition de gauche à l'intérieur de l'UEC et qui pouvaient potentiellement participer à l'aventure de la JCR et ceux qui ont effectivement franchi le pas, l'écart a été considérable : de 1 à 5 ! Quand nous avons créé la nouvelle organisation, avec mes complices Daniel Bensaïd et

Henri Weber, nous n'étions plus que 150... Nous avons alors immédiatement lancé un nouveau journal : *Avant-garde Jeunesse.*

Daniel Bensaïd est certainement l'une des personnes les plus respectées, aussi bien à l'intérieur de la Ligue qu'à l'extérieur, notamment parmi les intellectuels. La publication de dizaines d'ouvrages philosophiques et politiques – dans *Une lente impatience*, paru en 2004, il retrace son itinéraire – ne l'a pas empêché d'assumer d'importantes responsabilités, aussi bien à la tête des finances de l'organisation qu'à celle de son service d'ordre. Son écoute des gens, sa simplicité, sa boulimie de lecture et d'écriture, comme sa passion pour les débats d'idées lui ont permis de donner une authentique leçon de vie à son entourage. Du lycée toulousain à la fac de Nanterre, où, dès 1968, il est devenu l'un des principaux protagonistes des débats avec Cohn-Bendit, au sein du « Mouvement du 22 mars », Daniel a été de tous les combats qu'a connus la société française. Mais il s'est également consacré au suivi des luttes en Amérique latine. À la direction de la IVe Internationale, il a notamment accompagné de très près la création et le développement du Parti des travailleurs, au Brésil. Il est, à lui seul, la preuve vivante qu'il est possible de militer dans une petite organisation et d'apporter, sur le plan politique et théorique, l'oxygène qui manque tant aux grands partis de gauche.

Autre cofondateur de la JCR puis, quelques années plus tard, de la Ligue communiste, Henri Weber fut un de mes meilleurs camarades. Présent dès le début de la crise de l'UEC, il a participé activement à la direction de tous nos combats jusqu'à son départ, sur la pointe des pieds, au début des années quatre-vingt. Excellent organisateur, y compris en matière de service d'ordre, Henri était également passionné par les débats théoriques : il n'hésitait pas à prendre la plume pour synthétiser et, parfois, enrichir les travaux d'actualisation du marxisme. C'était, entre autres choses, un grand admirateur d'Ernest Mandel. Mais il était profondément agacé par le manque de rigueur organisationnelle de la Ligue. Une tare qui, à ses yeux, empêchait de faire fructifier nos

richesses. Toujours à la recherche de coups médiatiques, il nous proposa, un jour, de louer des éléphants à un cirque pour les mettre en tête de notre cortège dans une manifestation du 1er Mai. Son départ de la Ligue, en 1980, n'a pas été le produit d'une divergence politique assumée, mais la conséquence d'une lassitude et d'une perte progressive de confiance dans les capacités de la Ligue à sortir de la marginalité. Sa véritable rupture avec les idées révolutionnaires a été plus tardive. Il n'a d'ailleurs rejoint le Parti socialiste que des années plus tard. Il est ensuite devenu sénateur puis député européen. Aujourd'hui, c'est un des proches conseillers de Laurent Fabius. Nos relations se sont espacées.

À ses débuts, en 1966, la JCR était une organisation essentiellement étudiante. Ses activités se situaient dans le prolongement de celles de la « gauche de l'UEC » : principalement la tenue d'écoles de formation et l'organisation des mobilisations anti-impérialistes contre la guerre du Vietnam. La JCR avait peu de contacts avec la classe ouvrière : c'était une organisation de jeunes, dans laquelle les militants du Parti communiste internationaliste jouaient un rôle déterminant.

Mais aucun d'entre nous ne possédait l'expérience de la construction d'une organisation indépendante. Ils furent nombreux ceux qui avaient milité à nos côtés, dans l'opposition de gauche au sein de l'UEC, à ne pas nous avoir rejoints. Notamment parce que chaque courant d'extrême gauche a voulu créer sa propre organisation : à côté de la JCR, il y avait différents groupes maoïstes ou marxistes-léninistes, les anarchistes, et d'autres organisations qui se réclamaient du trotskisme, comme l'Organisation communiste internationaliste (OCI, dirigée par Pierre Lambert) et Voix ouvrière, l'ancêtre de Lutte ouvrière, qui était assez faiblement implantée parmi les jeunes et les étudiants.

Notre référence majeure parmi les luttes de libération des pays du Tiers Monde, fut sans nul doute la Révolution cubaine, ce

qui nous valut l'étiquette de « trotsko-guévariste ». L'un de nos premiers actes politiques publics fut d'ailleurs de publier et de diffuser le « Message à la Tricontinentale ». Dans ce discours percutant, Che Guevara dénonçait vigoureusement l'impérialisme américain. Mais il accusait aussi l'URSS et la Chine d'avoir, « à l'heure de la décision, hésité à faire du Vietnam une partie inviolable du territoire socialiste ». Bien sûr, nous soutenions la révolution cubaine contre les menaces d'intervention américaine. Mais, surtout, Che Guevara incarnait à nos yeux l'idéal du militant révolutionnaire. La nouvelle de sa mort, le 9 octobre 1967, fut un choc terrible. Le 19 octobre, la JCR organisa à la Mutualité une soirée d'hommage où notre camarade Janette Habel prononça un discours qui bouleversa la salle.

Ancienne dirigeante de l'UEC, elle avait longuement séjourné à Cuba, où elle avait connu le Che. Nul mieux qu'elle ne pouvait parler de l'expérience des guérillas d'Amérique latine. « Elle connaît Cuba mieux que nous », me confia un jour un dirigeant cubain, au cours d'un voyage que je faisais là-bas avec elle. En dehors de ce centre d'intérêt principal, Janette a participé à toutes nos aventures, après notre exclusion du PCF. Elle a été longtemps à la direction de la Ligue et de la IVe Internationale. Aujourd'hui, l'essentiel de ses activités est de nouveau tourné vers l'Amérique latine.

La mobilisation contre la guerre du Viêtnam menée par les États-Unis mobilisa toutes nos énergies. Mais il ne fut pas possible de retrouver l'unité qui s'était construite quelques années auparavant lors de la guerre d'Algérie avec la création du FUA. Les clivages idéologiques, entre la gauche et l'extrême gauche, mais aussi au sein même de l'extrême gauche, pesaient lourdement sur le mouvement de solidarité. Les maoïstes créèrent les Comités vietnam de base (CVB) qui apportaient un soutien inconditionnel à la direction du PC vietnamien. En revanche, la JCR participait aux côtés de nombreux intellectuels au Comité Viêtnam national (CVN) qui refusait une telle inconditionnalité.

Le CVN a été la deuxième expérience de construction d'une organisation de masse, conduite par la même génération qui s'était déjà engagée aux côtés du peuple algérien, et dans le mouvement de 1968. La lutte contre cette guerre fut l'occasion privilégiée de retrouver des intellectuels comme Jean-Paul Sartre, le mathématicien Laurent Schwartz, l'historienne Madeleine Rébérioux, le rhumatologue Marcel-Francis Kahn ou encore le professeur Maurice Halbwachs.

Marcel-Francis Kahn a, toute sa vie, partagé son temps entre la médecine et l'engagement militant en faveur de tous les combats anticolonialistes et anti-impérialistes, à commencer par le soutien à la lutte du peuple algérien. Ensuite, il fut en première ligne dans les mobilisations contre la guerre du Viêtnam. À la fin des années soixante et au début des années soixante-dix, il a participé activement aux travaux du tribunal Russel. Ce tribunal international des crimes de guerre – co-présidé par Jean-Paul Sartre et Bertrand Russel, mathématicien et philosophe britannique, prix Nobel de littérature – entendait juger les crimes américains au Viêtnam, comme le tribunal de Nuremberg l'avait fait pour les crimes nazis. Marcel-Francis Kahn s'est rendu à plusieurs reprises dans les zones libérées du Viêtnam pour aider à la formation de personnel médical. Aujourd'hui encore, il reste très actif, jouant un rôle important à la tête de la campagne de solidarité avec la lutte du peuple palestinien. Militant du PSU, il a rejoint la Ligue communiste après Mai 68, avant de la quitter des années plus tard. Son départ n'a affecté en rien mes rapports avec lui, tant militants qu'amicaux.

La JCR a également essayé de construire une activité internationaliste en développant les contacts avec des organisations de gauche radicale comme le Socialist Workers Party (SWP) aux États-Unis, qui avait une forte influence sur le mouvement anti-guerre, ou le SDS, l'organisation des étudiants socialistes allemands de la RFA en rupture de ban avec la social-démocratie. Le SDS était dirigé par Rudi Dutschke, un jeune leader très

connu dans son pays, excellent orateur, aussi apprécié par les étudiants que haï par la droite.

Très vite, la LCR et le SDS ont co-organisé des manifestations à dimension européenne, ce qui n'avait jamais existé auparavant. Elles eurent lieu à Liège en 1966, à Bruxelles en 1967 et surtout à Berlin en 1968. Pour préparer cette manifestation, je m'étais rendu en Allemagne où j'avais fait la connaissance de Rudi Dutschke. Nous savions que la population se montrerait hostile et la police très présente. C'est donc cartes d'état-major en main, devant une assemblée de centaines de militants français, que nous avons organisé le cortège. Nous avons beaucoup appris de nos camarades allemands : l'autodéfense, le rôle des services d'ordre, la tactique dans les rues, le rythme des slogans. Finalement, il n'y eut pas d'affrontement avec la police, mais une manifestation très dynamique, structurée, festive avec des mots d'ordre « Ho, Ho, Ho Chi Minh ! » ou « Che, Che, Che Guevara ! », que nous avons importés ensuite en France. Rien à dire sur les rythmes... même si le contenu était plus discutable !

Ainsi, en mars 1968, la JCR et le SDS avaient réussi à former au cœur de l'Europe un pôle d'organisations radicales, en dehors du contrôle des appareils sociaux-démocrates ou staliniens.

Depuis des mois, Rudi Dutshke se sentait très menacé, en raison de la campagne de haine que menait contre lui le groupe de presse Springer. Il se baladait toujours avec une arme dont, à mon avis, il ne devait pas savoir se servir. Je l'ai découverte tandis que nous roulions dans sa 2 CV, sans garde du corps ; le revolver était rangé dans sa boîte à gants, au milieu de peaux de bananes et de tracts. Je lui ai demandé : « À quoi ça sert ? — À rien ! Les copains m'ont donné ça... » Au début du printemps 1968, le 11 avril, il a été atteint par une balle lors d'un attentat. Paralysé, il mourra quelque temps plus tard. La JCR a immédiatement organisé une manifestation de protestation devant l'ambassade d'Allemagne à Paris. Nous devions être entre 1 500 et 2 000. Au bout d'un moment, nous décidâmes de quitter les environs de l'ambassade, d'une façon un peu spontanée et improvisée. En

fait, personne ne savait trop quoi faire. La manifestation traversa la Seine et se dirigea vers le Quartier latin. Arrivé sur le boulevard Saint-Michel, le cortège devenu vraiment important, fut bloqué par un barrage débonnaire de flics en képis et pèlerines. À notre grande surprise, les étudiants ont soudainement forcé le barrage, s'emparant des tables de café, des verres, des bouteilles, déclenchant une bagarre en règle, inhabituelle à cette époque au Quartier latin. Nous n'avions même pas prévu la présence d'un service d'ordre. Étaient-ce déjà là les prémisses d'une radicalité qui allait émerger quelques semaines plus tard ?

9.

Quand débutèrent les événements de Nanterre, je n'étais plus étudiant ni enseignant mais, depuis deux ans, secrétaire de rédaction à mi-temps d'une revue historique, chez Hachette. Un mi-temps qui se transforma en absence prolongée dès la fin du mois d'avril. Quiconque aurait osé dire que bientôt allait exploser en France une grève générale de dix millions de travailleurs avec occupation d'usines, aurait été perçu comme un doux rêveur quelque peu farfelu. Je me souviens encore du célèbre éditorial de Pierre Viansson-Ponté, dans *Le Monde* du 15 mars 1968, titré : « La France s'ennuie ». On avait l'impression qu'il ne se passait rien d'important.

Pourtant tous les symptômes d'une crise de la jeunesse, relayée par une révolte ouvrière, existaient bien. L'histoire des grandes révoltes ou des révolutions a toujours commencé par des événements mineurs qui servent de détonateurs. En tant que petite organisation désireuse de peser sur la situation, la JCR avait les yeux rivés sur les signes avant-coureurs de mobilisations plus vastes. Au cours de l'année 1967 et au début de 1968, *Avant-garde Jeunesse* avait relaté avec force détails les conflits à Redon le 17 janvier, à l'usine Rhodiaceta, à Caen le 26 janvier. Ces luttes étaient impulsées par une génération de jeunes travailleurs, plus radicaux et combatifs que leurs aînés. Lors de la rentrée universitaire, à l'automne 1967, le milieu étudiant était entré en ébullition contre un projet du ministre de l'Éducation nationale,

Christian Fouchet, qui visait à instaurer des mesures de sélection pour l'inscription en faculté. L'agitation avait également touché les lycées, débouchant pour la première fois, en décembre 1967, sur la constitution de structures de lutte, les Comités d'action lycéens (CAL) au sein desquels nous étions très actifs : Michel Recanati, militant de la JCR, et Maurice Najman en furent les principaux animateurs.

L'arrestation de notre camarade Xavier Langlade, militant JCR et étudiant à la faculté de Nanterre – à la suite de l'attaque, le 20 mars 1968, de la boutique de l'American Express, en solidarité avec le peuple vietnamien – fut l'un des détonateurs qui donnèrent naissance au « Mouvement du 22 mars ». Nom que se donna l'assemblée générale des étudiants réunis à l'université, ce jour-là, pour protester contre son arrestation. Ce mouvement était animé, entre autres, par Daniel Cohn-Bendit et Daniel Bensaïd. La faculté fut rapidement fermée et ses étudiants allèrent rejoindre la Sorbonne. Occupée à son tour, elle fut évacuée par la police qui s'y installa le 3 mai, au mépris de toutes les traditions universitaires. Cette occupation policière déclencha de nombreuses soirées de bagarres au Quartier latin, en particulier la fameuse « nuit des barricades », dans la nuit du 10 au 11 mai. De façon plus ou moins spontanée, des milliers d'étudiants encerclèrent la police en construisant autour du périmètre occupé de la Sorbonne un réseau de barricades, à l'aide de voitures renversées, de pavés arrachés à la chaussée du boulevard Saint-Michel et d'arbres coupés. Vers 3 heures du matin, après de durs affrontements, la police réussit à reprendre ces barricades, une à une. Il y eut des centaines de blessés. Les radios retransmettant en direct les affrontements, l'opinion publique fut fortement ébranlée. La violence de ces interventions policières mobilisa à son tour le mouvement ouvrier. Le 13 mai, les syndicats appelèrent à une manifestation de solidarité : elle réunit des centaines de milliers de personnes, à Paris comme en province. Puis peu à peu, des grèves éclatèrent dans les entreprises pour aboutir enfin à une grève générale rassemblant, pendant quelques

semaines, près de dix millions de travailleurs avec leurs propres revendications. Ils occupèrent presque partout leurs usines, drapeaux rouges sur les toits. Toute la politique sociale du gouvernement de De Gaulle fut remise en cause, avec comme mot d'ordre central : « Dix ans, ça suffit ! »

Lors de ces événements, le rôle de la JCR (et du PCI) fut celui d'une petite organisation bien implantée en milieu étudiant, notamment à la Sorbonne, mais absente dans les autres secteurs de la population. Certes, il s'agissait de militants expérimentés sur le plan politique et organisationnel, qui avaient déjà fait leurs premières armes pendant la guerre d'Algérie, la lutte contre l'OAS et la crise de l'UEC. Mais nous n'étions que neuf cents à la fin du mouvement : un chiffre à mettre en regard avec les trois cent mille étudiants et les dix millions de travailleurs en grève.

Connaissant bien le milieu étudiant, je m'étais installé à la Sorbonne, centre névralgique du mouvement, dont la cour et les amphithéâtres servaient de permanences à toutes les organisations politiques et aux assemblées générales quotidiennes qui réunissaient plusieurs milliers de participants. Dans de telles circonstances, les repères habituels disparaissent. La notion du temps aussi. Je ne rentrais quasiment plus chez moi ; je dormais souvent dans une chambre au Quartier latin. Je passais d'une réunion à un meeting puis à une assemblée générale pour me retrouver presque tous les soirs, vers 18 h 30, autour de la statue de la place Denfert-Rochereau d'où partaient les manifestations. Il fallait aussi répondre aux interviews de la presse française et étrangère, participer, au nom de la JCR, aux réunions de la « direction » du mouvement. Elles se déroulaient au siège de l'UNEF, rue Soufflot : les représentants des organisations syndicales et politiques de jeunesse, investies dans la lutte, s'y retrouvaient quotidiennement. Par chance, la JCR disposait d'un local occasionnel au milieu des barricades, au 22 rue Gay-Lussac : une agence de voyage tenue par une sympathisante, ancienne résistante, Annick Fructus. Nous avons organisé, cette nuit-là, une permanence à laquelle participait Ernest Mandel, ce dont le

gouvernement prit prétexte pour l'expulser du territoire. En pleine grève générale, alors que les pompes à essence étaient à sec, nous étions régulièrement ravitaillés par nos camarades belges, suisses, allemands et luxembourgeois. La seule difficulté était de remplir les réservoirs en pleine rue, sans éveiller la convoitise. L'internationalisme n'était pas qu'un slogan, il devenait source d'énergie ! Tous les jours, nous publiions un petit bulletin intitulé *Aujourd'hui*, dont Guy Hocquenghem était l'un des responsables. Chaque soir, sur le coup de 17 heures, se tenait un meeting JCR à la Sorbonne, pour faire le point sur la situation. Nos militants étaient peu nombreux, mais bien acceptés et totalement intégrés dans le mouvement.

Cette situation n'était pas le lot de tous les groupes d'extrême gauche. Ainsi, l'Alliance des jeunes pour le socialisme – l'organisation de jeunesse de l'OCI de Pierre Lambert – avait prévu un meeting à la Mutualité qui, par hasard, tomba le soir de la fameuse nuit des barricades. Sa ligne politique consistait à dénoncer « l'aventurisme petit-bourgeois » des étudiants et à appeler la classe ouvrière à la grève générale. À la fin du meeting, vers 23 h 30, ses militants se rendirent en cortège devant les barricades pour lancer leur appel. Puis ils partirent se coucher ! Avec l'effet qu'on peut imaginer sur les manifestants : ils virent là une véritable trahison du mouvement. Et s'il y eut bien, à partir du 13 mai, une grève générale, ce ne fut évidemment pas grâce à l'appel de Pierre Lambert mais suite à la répression policière de la nuit des barricades.

Quant aux maoïstes, retranchés dans les locaux de l'École normale supérieure, ils attendaient patiemment que les ouvriers partent en lutte pour aller « humblement se mettre à leur service ». Ils ont tout de même accepté d'ouvrir les portes de la rue d'Ulm au milieu de la nuit, pour accueillir les étudiants réfugiés et les blessés.

Peu nombreux à l'époque mais présents dans quelques usines, les camarades de Voix ouvrière n'étaient pas très actifs au Quartier latin : leurs militants étudiants n'intervenaient pas dans les

universités et utilisaient toute leur énergie à distribuer des tracts à la porte des entreprises.

En cinquante ans de militantisme, j'ai eu la chance d'être impliqué – comme acteur ou comme témoin engagé – dans plusieurs de ces grandes mobilisations politiques et sociales qui bouleversèrent la société, en France comme à l'étranger.

Mai 68 fut la première. De nombreux ouvrages lui ont été consacrés ; aussi, je souhaite me limiter à quelques aspects et dire, à travers mon expérience personnelle, comment un mouvement aussi exceptionnel a pu marquer les militants de cette génération et quels enseignements on peut en tirer. En effet, une partie de cette génération a contribué à faire émerger une « gauche de gauche », ce courant politique et social qui se développe aujourd'hui à la gauche du PS et du PCF.

Sur Mai 68, beaucoup de choses ont donc été dites et écrites... ainsi que leur contraire. Selon les périodes et l'actualité politique se sont ainsi succédé des tentatives de récupération ou, à l'inverse, des tentatives de culpabilisation accusant l'esprit de 68 d'être responsable de tous les maux dont souffre la société française. Tour à tour, on a parlé de libération des mœurs, d'ouverture culturelle, d'extension des libertés, mais aussi de chienlit, d'anarchie, de remise en cause de l'autorité, d'un nouveau totalitarisme de la pensée. Comme il y a ceux « qui ont fait Verdun », on rencontre aujourd'hui des autodécorés des barricades. Quant aux jeunes générations, elles écoutent leurs parents ou leurs grands-parents plus qu'elles ne lisent les livres d'histoire, généralement moins prolixes sur le sujet. Dépendantes de la conjoncture politique, leurs réactions oscillent entre accusation d'échec : « À quoi ça a servi ? Vous n'avez rien obtenu ! », et admiration pour la radicalité de ces journées : « Ce devait être fantastique. Il faudrait un nouveau Mai 68, mais qui réussisse. »

Certes, à la direction de la JCR, nous ne savions pas jusqu'où irait le mouvement. Mais nous savions assez précisément où il n'irait pas. C'était une révolte d'une ampleur inégalée mais ce n'était pas une révolution : pas de programme, ni d'organisations

crédibles prêtes à prendre le pouvoir. Le premier enseignement à tirer est la disproportion qui peut exister dans une telle situation entre la faiblesse numérique d'une organisation et l'impact massif qu'elle peut avoir.

Ainsi, je me souviens du jour, le 17 mai, où j'ai appris le début de l'occupation des usines Renault, à Boulogne-Billancourt. Cet événement, nous l'attendions depuis longtemps. Je me précipitai donc à l'assemblée générale, dans le grand amphithéâtre de la Sorbonne ; je pris le micro pour annoncer la nouvelle et proposer de partir tout de suite en manifestation de solidarité en direction de l'usine Renault. L'effet était prévisible : tout le monde sortit et cette longue marche qui traversa Paris fut la première tentative de jonction entre étudiants et ouvriers. Une jonction un peu particulière, mais révélatrice des rapports de force. Quand nous arrivâmes devant ce qui était alors le bastion du PCF et de la CGT, nous fûmes accueillis par une usine complètement bouclée par les dirigeants syndicaux. Les ouvriers, massés aux fenêtres, nous regardaient passer avec méfiance, dans un silence pesant. Depuis plusieurs jours, ils avaient subi le bourrage de crâne du PCF et de la CGT qui leur demandaient de se méfier des « petits-bourgeois gauchistes ». Ce fut une vraie douche froide pour les étudiants qui faisaient là leur première expérience des méfaits de la politique des bureaucrates. En revanche, leur poids ne put empêcher, quelques jours plus tard, le 27 mai, Georges Seguy de se faire huer par les milliers d'ouvriers de l'usine lorsqu'il leur proposa d'approuver l'accord au rabais qu'il venait de conclure avec le Gouvernement, tant il était désireux d'arrêter au plus vite une grève que plus personne ne contrôlait. Autre exemple significatif : lors de la manifestation du 21 mai, une cinquantaine de militants du service d'ordre de la JCR dut empêcher un groupe de manifestants de s'emparer d'une armurerie, près de la gare de Lyon. Nous étions convaincus que l'usage éventuel d'armes à feu par une minorité aurait eu des conséquences dramatiques.

Ces exemples permettent de poser le problème de l'apport spécifique des organisations politiques. Par ailleurs on croit

parfois que les mots d'ordre criés par la foule dans la rue sont complètement spontanés, sans se rendre compte qu'ils sont souvent le produit d'une propagande menée pendant des années par les partis politiques, mais qui, en période calme, ne trouve que peu d'échos.

Relatant son expérience de la Révolution russe, Léon Trotski remarquait que, dans pareille mobilisation, « les gens deviennent quotidiennement méconnaissables ». Ce constat, beaucoup le font au cours de grèves : on voit souvent des personnes qui, d'habitude, semblent ne pas s'intéresser à la politique ou au syndicalisme, se transformer en quelques jours de grève et devenir encore plus actifs et radicaux que le vieux responsable politique de l'entreprise. Ce constat fait justice de la vieille rengaine selon laquelle « les gens ne changeront jamais ». En fait, ces changements quotidiens touchent à la fois la conscience politique et les comportements personnels. D'un seul coup, on prend conscience de ses propres capacités d'action, de celles de la collectivité. Plus la lutte se développe, plus on se radicalise. Au cours d'une mobilisation, les contraintes sociales explosent. En Mai 68, le triptyque traditionnel imposé par le système – « métro-boulot-dodo » – a volé en éclats. En effet, du fait de la grève, il n'y avait plus de métro, ni de boulot et très peu de dodo. Dans les cités, des gens qui ne se connaissaient pas et qui habituellement ne se parlaient pas, si ce n'est en se croisant le matin et le soir, se mirent à parler et à se parler. Les attroupements fleurirent peu à peu dans les rues. Le climat était à la joie, à la fête, à la solidarité, créant une espèce de monde irréel. On se croyait en plein rêve éveillé ; des grévistes remplaçaient les policiers pour régler la circulation. Dans certains endroits, les salaires n'étant plus payés, on achetait les marchandises contre des bons d'usine en grève, à échanger plus tard ! À Paris, privé de transports en commun, plus question d'être seul dans sa voiture. La pratique de l'auto-stop s'imposait. Les statistiques officielles ont montré que jamais le taux de délinquance ne fut si bas. C'était la fête, évoquant en cela le Front populaire, ou plus tard la Révolution des Œillets au Portugal, l'arrivée au

pouvoir des sandinistes au Nicaragua ou bien encore la grève de novembre et décembre 1995 en France.

Au cours de ce type d'expériences, on prend conscience de réalités que l'on ne soupçonnait pas. Beaucoup de ceux qui vécurent ces années-là se souviennent sans doute encore d'une affiche sur la grève du Joint Français – une usine située à Saint-Brieuc – au début des années soixante-dix. On y voit une rangée de grévistes face à un groupe de CRS. Au centre de la photographie, un des ouvriers agrippe un CRS ; il a les larmes aux yeux. L'histoire de cette scène est révélatrice. Cet ouvrier venait de reconnaître, parmi les forces de l'ordre, un proche, habitant son village, qu'il fréquentait régulièrement. Avant la grève, il n'aurait jamais cru au discours des révolutionnaires sur le rôle de la police, sa fonction répressive, sa mission de défense du patronat. Brusquement, il se trouvait confronté à la réalité : son copain allait lui taper dessus, sans raison si ce n'est pour défendre l'ordre social.

Avant 1968, la JCR développait dans ses tracts ou ses brochures une série de thèmes, mais sans grand écho. En revanche, en pleine grève générale, ces thèmes ont resurgi, repris par des milliers de gens. Par exemple, l'idée de l'internationalisme est apparue, symbolisée par le slogan « Nous sommes tous des juifs allemands », en réponse aux attaques contre Daniel Cohn-Bendit. De même, traditionnellement, les révolutionnaires insistaient sur le rôle de la classe ouvrière pour changer la société. Or en 1968, durant la nuit des barricades, les étudiants attendaient fébrilement son arrivée. Les rumeurs les plus folles – des camions d'ouvriers affluaient des banlieues ! – circulaient. Sans oublier les acclamations qui ponctuaient la moindre intervention d'un ouvrier ou prétendu tel dans les assemblées générales étudiantes alors que, parfois, il ne s'agissait que d'un imposteur.

Cela conduit à une autre réflexion sur la démocratie. Au cours d'un tel mouvement, qui décide ? Selon quelles modalités ? Dans quelle instance ou dans quels lieux ? Quelques jours avant le début des événements, la JCR avait programmé un meeting à la Mutualité pour le 9 mai. Le mouvement ayant éclaté

entre-temps, nous proposâmes immédiatement de l'ouvrir à ses principaux porte-parole, notamment Daniel Cohn-Bendit et Daniel Bensaïd. Le débat portait déjà sur la nécessité – ou pas – de ne plus se contenter d'assemblées générales mais de mieux organiser la démocratie du mouvement : en élisant des délégués par facultés, voire par licences, contrôlables et révocables par les étudiants qui les avaient élus. Cohn-Bendit théorisait une démarche de démocratie directe, illustrée par les assemblées générales regroupant des milliers d'étudiants, et d'où rien ne sortait. Les décisions étaient alors prises ailleurs. L'exemple le plus probant de cette fausse démocratie se reproduisait quotidiennement le soir, place Denfert-Rochereau : les étudiants avaient pris l'habitude de s'y rassembler avant d'aller manifester. On assistait alors invariablement au spectacle offert par Daniel Cohn-Bendit, perché sur le lion de la place, une sono à la main, demandant aux dizaines de milliers de gens où ils voulaient aller. Devant la prison de la Santé ? Non, sur les Champs-Élysées ! Non, devant les usines Renault ! Des dizaines de propositions fusaient. Mais, en pareille situation, ceux qui décident sont en réalité ceux qui tiennent le micro ou ceux qui forment les premiers rangs du service d'ordre. Et, à ce jeu, la JCR n'était souvent pas la plus mal placée ! En fait, très peu de comités de base se créèrent. L'auto-organisation demeura limitée à certaines villes et certaines entreprises. Ce fut d'ailleurs l'une des grandes faiblesses du mouvement, incapable de se donner une structure nationale de représentation comme, par exemple, une coordination de délégués élus par université, par usine ou par bureau. Ce vide autorisait ainsi n'importe quel dirigeant syndical à parler au nom du mouvement.

La tonalité libertaire du mouvement fut à la mesure de ce qu'avait été, pendant des années, la force d'encadrement des appareils bureaucratiques, désormais victimes d'un puissant rejet. En ce sens, le personnage Cohn-Bendit s'intégrait parfaitement à la situation et à l'air du temps. Astucieux, excellent orateur maniant l'humour et la dérision, usant d'un langage simple, ce

libertaire était aussi un excellent comédien, sachant déjà jouer des effets médiatiques et des petites phrases. Conduisant le mouvement, au jour le jour, avec beaucoup d'intuition, il n'avait aucune idée de son devenir. Comme la plupart d'entre nous, du reste ! Au fil des années, il a su garder cette gouaille qui le rendait si populaire parmi les jeunes. En revanche, son adhésion aux Verts allemands puis son élection au Parlement européen ont révélé son cheminement politique vers le libéralisme. Situé à la droite des Verts, il a depuis longtemps renoncé à toute idée de renversement du capitalisme. En ce sens, sa notoriété repose sur un malentendu. Certains le soutiennent en se rappelant son passé gauchiste de « leader des barricades ». D'autres apprécient, au contraire, son évolution : « Lui, au moins, il a compris ; il est devenu sérieux et responsable. » Au Parlement européen, il fait la joie des députés qui apprécient la gouaille de cet ancien gauchiste tenant des propos politiquement corrects.

Le dernier enseignement important de Mai 68 concerne, à mon sens, la grève générale ouvrière et ses rapports avec le monde étudiant. Cette jonction n'eut lieu qu'en France et, partiellement, en Italie. Partout ailleurs, en Europe ou au Mexique, la révolte étudiante resta isolée.

En France, il y eut jonction mais jamais convergence. La grève générale ouvrière avait ses propres motivations, notamment l'opposition aux ordonnances prises par de Gaulle en 1967, pour réformer la Sécurité sociale. En fait de réforme, il s'agissait surtout d'une mainmise de l'État sur la Sécurité sociale, symbolisée par la suppression de l'élection des administrateurs représentant les salariés. D'une façon plus globale, ce fut la découverte pour une partie des gens qui avaient élu le général que celui-ci n'était pas au-dessus des classes sociales comme ils l'avaient cru, mais qu'il représentait en réalité les volontés du patronat et de la droite. Une décennie d'illusions s'effondra au rythme du slogan : « Dix ans, ça suffit ! »

Jusqu'alors, les luttes sociales et politiques étaient sans surprise. Les dirigeants syndicaux avaient coutume de convoquer les travailleurs en lutte d'une préfecture à une autre ou d'organiser de

sempiternels défilés, entre la place de la Bastille et celle de la République. Le mouvement étudiant apporta de nouvelles formes de lutte, avec des actions directes et spectaculaires : manifestations radicales, barricades, occupations de bâtiments publics. En outre, ces initiatives qui tranchaient avec la routine obtinrent des résultats : c'est la nuit des barricades qui permit d'obtenir le départ de la police de la Sorbonne. Le mouvement étudiant joua ainsi un rôle de modèle, avec d'autant plus d'efficacité que les directions du PCF et de la CGT restaient sur leurs gardes, craignant d'être débordées par un mouvement qu'elles ne contrôlaient pas. À travers la grève, le monde du travail affirmait donc à la fois sa solidarité avec les étudiants victimes de la répression, son ras-le-bol après dix ans de gaullisme et son accord avec les nouvelles formes de lutte des étudiants. Mais cela n'alla pas plus loin. En aucun cas les travailleurs ne faisaient confiance aux dirigeants étudiants pour prendre le pouvoir. Or ce problème s'est posé pendant quelques jours, fin mai : de Gaulle parti en Allemagne rendre secrètement visite au général Massu et les ministères soudain désertés, les manifestants lancèrent pour la première fois le mot d'ordre : « Le pouvoir aux travailleurs ». Mais cela relevait plus de l'incantation que d'une possibilité réelle. À quelle structure confier le pouvoir ? Comment ? Il n'y avait pas, on l'a vu, de représentation nationale des grévistes, crédible et candidate au pouvoir. Quant aux partis traditionnels de la gauche, le PCF et le PS, ils ne voulaient en aucun cas prendre le pouvoir dans le cadre de mobilisations extraparlementaires qui risquaient de les déborder. Dès lors, la grève ne pouvait que refluer et s'arrêter. Les tentatives de François Mitterrand ou de Pierre Mendès-France de se poser en recours apparurent comme autant de manœuvres de récupération politicienne. Il n'était évidemment pas question, pour les millions de grévistes, de se tourner vers Daniel Cohn-Bendit ou Alain Geismar pour résoudre le problème du pouvoir politique.

Du reste, les étudiants n'avaient pas d'illusion sur leur rôle. Combien de fois des cortèges de manifestants passèrent-ils devant

l'Assemblée nationale, gardée par quelques gendarmes, sans que jamais personne n'émette la suggestion de l'occuper ? Quant à de Gaulle, il connaissait bien les limites que le Parti communiste s'était fixées : il savait que ce parti était prêt à abandonner une grève générale qu'il contrôlait mal pour le plat de lentilles des élections. À la mi-mai, il tenta une première fois de noyer le mouvement dans les urnes en proposant un référendum. Mais c'était trop tôt, le mouvement était encore en plein essor. Et la rue répondit : « Ton référendum, on s'en fout ! » La deuxième tentative fut la bonne. Le 30 mai, il annonça à la télévision la dissolution de l'Assemblée et des élections législatives, tout de suite acceptées avec soulagement par les partis de gauche. Ce fut l'enterrement d'un mouvement extraparlementaire dans les urnes, résumé par un mot d'ordre, qui n'avait qu'une valeur conjoncturelle : « Élections, piège à cons ! »

Par la suite, on a souvent fait remonter à Mai 68 la naissance des grandes mobilisations en faveur des femmes, de l'écologie, du droit au logement ou bien encore de l'immigration. En réalité, leur émergence et leur développement eurent lieu plus tard. En fait, Mai 68 fut un mouvement de transition entre le vieux mouvement ouvrier traditionnel dont il utilisait tous les symboles – barricades, chants révolutionnaires, occupation d'usines – et les nouveaux mouvements sociaux, dont les caractéristiques ne faisaient que poindre. Spectacle impensable aujourd'hui : les portraits qui fleurissaient alors dans la cour de la Sorbonne étaient ceux de Marx, de Lénine, de Trotski, de Mao, d'Ho Chi Minh ou de Che Guevara. Et même, parfois, celui de Staline ! Dans les manifestations de 1995 ou dans celles de 2003, il n'y aura plus un seul portrait de ces illustres ancêtres, à l'exception de celui du Che, qui reste de toutes les époques.

En 1968, le PCF représentait encore une force essentielle à gauche. Il continuait à diriger une CGT qui dominait le mouvement syndical. Il est paradoxal de constater que son attitude, voire son hostilité vis-à-vis de la révolte des jeunes, comme celle de la CGT en partie débordée par la base, ne suscita que peu

d'oppositions visibles en leur sein. Seuls Jean-Pierre Vigier au PCF ou André Barjonnet à la CGT manifestèrent leur désaccord. Le premier démissionna du Comité central du PCF, le second de ses responsabilités à la direction de la CGT. Il faudra attendre des années, pour entendre des communistes faire remonter leurs difficultés au comportement du Parti à cette époque, et au fait qu'il était « passé à côté » de 1968. Seul le milieu étudiant commença, en 1968, à être significativement perméable aux idées développées par l'extrême gauche. À côté des revendications classiques (salaires, conditions de travail...), les débats sur le rôle des femmes, la reconnaissance et la place des homosexuels, des immigrés, de la culture ou des intellectuels, les thèmes du logement, des loisirs ou de la sexualité, émergent mais sans pour autant donner encore naissance, à des structures de lutte particulières. En fait, 1968 ouvre une nouvelle période de revendications et de remise en cause de l'hégémonie des organisations traditionnelles. C'est ce qu'ont très bien compris les dirigeants du PS et du PCF qui se hâteront de signer, quelques années plus tard en 1972, un programme commun de gouvernement, ersatz de débouché politique pour de prochaines mobilisations. Mais, cette fois, sous leur contrôle.

Trotskistes, maoïstes, anarchistes avaient alors un début d'existence significative. Le Gouvernement ne s'y trompa pas. Au cours du mois de juin 1968, il prononça la dissolution de douze organisations révolutionnaires, dont le Parti communiste internationaliste et la Jeunesse communiste révolutionnaire. Par la suite, le décret de dissolution sera cassé pour une seule d'entre elles : l'OCI.

[illegible]

[illegible]

[illegible]

10.

En France, la période de l'immédiat après-68 fut particulièrement fertile en mouvements sociaux qui ébranlèrent les piliers de l'ordre établi.

« Tiens, mais c'est Robert ! » Impossible de s'y tromper : sur l'écran du journal télévisé, Robert Pelletier est parfaitement reconnaissable, au premier rang d'une manifestation de bidasses en uniforme qui parcourt les rues d'une petite ville autrefois paisible, Draguignan. Quelques années auparavant, je l'avais rencontré lors d'une réunion publique au lycée de Gennevilliers où il animait un petit « cercle rouge », structure sympathisante de la Ligue.

Cette manifestation couronnait un mouvement de révolte dans les casernes qui s'était développé depuis 1970. On assista d'abord à une agitation sporadique, puis à un mouvement important qui se dota de ses propres revendications et formes de lutte : les pétitions, la création de comités de soldats, la publication de bulletins des comités, la revendication en faveur des droits syndicaux à l'armée et, même, les manifestations de soldats en uniforme. Naturellement, les autorités civiles et militaires, tout comme les médias, y virent la preuve d'un complot subversif, visant à mettre à bas notre belle défense nationale. Comme toujours, la vérité est plus complexe. Certes, des militants révolutionnaires, ceux de la Ligue en particulier, y jouèrent un rôle important. Mais la situation dans l'armée était pour le moins

favorable au développement de la contestation. Dans les années soixante-dix se retrouvèrent sous les drapeaux des dizaines de milliers de jeunes qui, en Mai 68, étaient étudiants ou lycéens. Alors qu'ils venaient de conquérir certaines libertés dans le cadre de l'institution scolaire, ils entraient pour douze mois dans un univers soumis à l'arbitraire d'une hiérarchie militaire qui comptait bien dompter tous ces « intellectuels » responsables de la « chienlit » du printemps 1968.

En 1973, des milliers de lycéens avaient manifesté pendant plusieurs semaines contre « la loi Debré » qui entendait modifier le régime des sursis alors en vigueur. Les militants de la Ligue avaient été très actifs dans cette mobilisation. L'un des responsables de notre « secteur lycéen », Michel Field, était apparu rapidement comme le porte-parole du mouvement, n'hésitant pas à interpeller le ministre de l'Éducation nationale avec verve et insolence. La mobilisation s'était étendue comme une traînée de poudre dans les lycées et les facultés. Elle s'était dotée de structures démocratiques, avec assemblées générales dans les établissements, élections de délégués, réunions de coordinations nationales où se décidaient les actions à mener. Le mouvement prit une telle ampleur que les organisations syndicales de salariés furent obligées de le soutenir et de négocier, d'égal à égal, les modalités d'organisation des manifestations avec les porte-parole du mouvement de la jeunesse, Michel Field pour la coordination lycéenne, et Olivier Martin (dit Olive), l'un des responsables du « secteur étudiant » de la Ligue, pour la coordination étudiante.

La tentative de l'armée française de s'emparer du plateau du Larzac pour le transformer en champ de manœuvres militaires s'était heurtée à la résistance d'une petite communauté de paysans et d'éleveurs, parmi lesquels on remarquait déjà José Bové. Très rapidement cette lutte était devenue l'un des symboles du mouvement de contestation qui agitait alors la société française. Même si elle n'y avait pas joué de rôle moteur, la LCR

avait été bien présente, notamment lors d'un vaste rassemblement, au cours de l'été 1974, sur le plateau du Larzac.

Renouant avec les traditions d'antimilitarisme, la Ligue communiste a alors créé une structure, plus ou moins clandestine : la CNA, Commission nationale armée. Dans un premier temps, cette commission aidait les soldats de la Ligue à militer dans leurs casernes. Avec le développement du mouvement, ses tâches s'élargirent considérablement jusqu'au soutien logistique et politique à la création de collectifs de soldats, relayant leurs actions et leurs revendications auprès des médias. En 1970, une première action avait eu lieu à Rennes : trois soldats furent traînés en justice pour avoir diffusé de la presse antimilitariste. Un slogan résume bien l'état d'esprit qui présidait à toutes ces activités : « Soldat, sous l'uniforme, tu restes un travailleur ! » Très concrètement, les appelés avaient effectivement des revendications spécifiques dues à la vie à la caserne mais en définitive, assez semblables à celles qu'expriment les salariés dans le cadre des luttes syndicales. À ceci près que, dans l'institution militaire, il n'y avait précisément ni syndicat pour les défendre ni droits syndicaux pour s'organiser. C'est en 1974 que parut un appel signé par cent soldats qui effectuaient alors leur service militaire dans différentes casernes de France et d'Allemagne. Cet « Appel des cent » formulait plusieurs revendications : libre choix de l'âge (entre 18 et 25 ans) et du lieu d'incorporation, augmentation de la solde au niveau du SMIC, droit pour les engagés de résilier leur contrat, suppression des brimades, droit à des permissions hebdomadaires, liberté d'information et d'expression dans les enceintes militaires. Et, pour faire bonne mesure, dissolution de la Sécurité militaire et suppression des tribunaux militaires ! Immédiatement, cette initiative fut une véritable réussite. D'abord au niveau médiatique puisque la presse la répercuta largement. Ensuite, auprès de nombreux appelés qui, arrivés sur leur lieu d'encasernement, demandaient : « Auprès de qui peut-on signer l'appel ? » La hiérarchie, prise de court, opta pour une répression sélective : menaces sur les signataires, quelques

mesures d'arrêts de rigueur et mutation des « meneurs » dans d'autres casernes. Effet garanti pour cette dernière disposition : une diffusion de l'appel dans des enceintes jusque-là épargnées !

Fort de ce premier succès, le mouvement ne s'arrêta pas là. Des comités de soldats se constituèrent et donnèrent un contenu concret et local aux revendications de l'appel. Bientôt fleurirent des bulletins aux titres évocateurs : *Ras l'calot, Soldats en lutte, Col Rouge, Les marsouins prennent la parole, Les Bœufs voient rouge, La Cause du soldat, Arrête ton char, L'Alpin déchaîné.* Une rubrique, en particulier, connut un franc succès : la « super-crevure du mois », dans laquelle un officier obtus ou vindicatif était dénoncé en termes particulièrement vigoureux.

Le slogan emblématique du mouvement – « Soldat, sous l'uniforme, tu restes un travailleur... » – incita les organisations syndicales à prendre en charge les revendications des appelés, à les aider à s'organiser et à les protéger contre la répression. De nombreuses structures syndicales, CFDT en particulier, ouvrirent les unions locales aux réunions des comités de soldats, assurèrent la publication de leurs bulletins et même, parfois, profitèrent des opérations portes ouvertes dans les casernes pour se livrer à de véritables inspections des conditions d'hygiène et de sécurité. Ce slogan affichait aussi un engagement : empêcher que l'armée ne soit utilisée pour des missions hostiles au mouvement ouvrier comme briser des grèves ou pire, éventuellement. L'exemple du coup d'État militaire de Pinochet au Chili était dans toutes les têtes. Lors des manifestations du 1er Mai, en 1973, en 1974 et en 1975, on vit apparaître, dans les défilés syndicaux, des petits cortèges de soldats en uniforme, le visage masqué.

Il fallait franchir un pas de plus. Au 19e régiment d'artillerie de Draguignan, la situation était explosive : aux conditions de vie déplorables s'ajoutaient les brimades racistes des officiers et sous-officiers contre un groupe d'appelés antillais. Il existait dans cette caserne un comité de soldats animé par quelques militants révolutionnaires, dont Robert Pelletier. L'action ne devait pas

rester confinée à l'enceinte militaire : il fallait manifester au grand jour pour susciter la sympathie et le soutien de la population, ce qui reste encore la meilleure protection contre la répression. Le 9 septembre 1974, profitant d'un reportage des journalistes de la télévision régionale, plusieurs centaines de soldats sortirent de la caserne et traversèrent la ville en manifestation jusqu'à la sous-préfecture de Draguignan où un sit-in s'organisa.

Cette fois, la hiérarchie militaire ne fit pas dans la dentelle. Dès le lendemain, les meneurs, Robert Pelletier, Serge Ravet et Alexandre Taurus furent emprisonnés et transférés au camp militaire de Canjuers. Robert fut ensuite détenu au camp de la Courtine, puis incarcéré à la prison des Baumettes, à Marseille. En janvier 1975, à l'issue d'une intense campagne de pétitions, de meetings et de manifestations, associant partis de gauche, syndicats et associations de défense des Droits de l'homme, s'ouvrit le procès des appelés de Draguignan, devant le Tribunal permanent des forces armées. La défense était assurée par M[es] Jean-Jacques De Felice, Antoine Comte et Yves Jouffa. Je fus appelé à témoigner, de même que de nombreuses personnalités dont Madeleine Rebérioux, Charles Hernu, des responsables de la CGT et de la CFDT, ainsi que le maire d'Argenteuil, ville où résidait Robert. Parmi ses témoins de moralité, il y avait même le commandant du camp de la Courtine où il avait été emprisonné. Le procès se conclut par des condamnations de principe : quatre mois de prison qui couvraient la durée des arrêts de rigueur et de la prison préventive déjà effectuée. Autant dire que, pour les soldats rebelles, il s'agissait d'une victoire qui en appelait d'autres. Dans la foulée, des soldats manifestèrent également à Karlsruhe, Nancy, Verdun et Lunéville.

L'année suivante, en 1976, la hiérarchie militaire tenta de prendre sa revanche. Renonçant à s'attaquer directement à l'agitation dans les casernes, elle s'en prit aux organisations civiles qui soutenaient le mouvement des soldats dont le Comité de défense des appelés et certains syndicats. Cette fois-ci, la Cour de sûreté de l'État entra en scène. La Sécurité militaire mais aussi la DST étaient sur les dents ; le pouvoir politique leur avait

assigné pour mission de débusquer la subversion et le complot, les militants de la Ligue étant particulièrement visés. Les locaux des organisations antimilitaristes et de certains syndicats furent perquisitionnés, des responsables syndicaux interpellés. Malgré tous les efforts déployés, les dossiers de l'accusation restèrent désespérément vides et l'entreprise s'acheva sans gloire. Mais les organisations syndicales saisirent l'occasion de la répression pour prendre leurs distances avec l'agitation dans les casernes et le mouvement des comités de soldats commença à refluer. Plus tard, sous le premier septennat de François Mitterrand, la pétition « 6 mois comme promis » – rappelant à la gauche sa promesse de réduire la durée du service militaire – n'eut pas le même écho.

La lutte des ouvriers horlogers de l'usine Lip à Palente, près de Besançon, fut tout à fait emblématique des conflits qui se sont développés au début des années soixante-dix. Menacés de licenciement par un plan de restructuration, les salariés inventèrent de nouvelles formes d'action, n'hésitant pas à transgresser la légalité : ils ralentissent les cadences, envahissent les bureaux de la direction et récupèrent des documents planifiant leur sort dans le secret. Ils les publient. Mais c'est surtout la suite qui fera date : en juin 1973, las de n'avoir aucune réponse à leurs revendications, ils occupent l'usine et s'emparent d'un important stock de montres, d'une valeur de plus d'un million d'euros. Sans tarder, ils mettent en lieu sûr, à l'extérieur de l'usine, ce véritable trésor de guerre. Puis, l'assemblée générale décide la remise en marche de l'usine. Mais, cette fois, sous le contrôle des salariés et pour leur propre compte. Aussitôt, un slogan résonne, comme un défi : « C'est possible : on fabrique, on vend, on se paye. » Très rapidement en effet, un vaste mouvement de solidarité s'étend : à travers toute la France, comités de soutien et sections syndicales essentiellement CFDT organisent des ventes sauvages de montres Lip, produites dans l'usine occupée ou puisées dans le stock. Pas un meeting, une manifestation, une fête militante sans un stand Lip. L'argent ainsi récolté sert à assurer la paie des

ouvriers. En toute illégalité ! De nouveaux modèles sont créés. Dans la rue ou au café, reconnaître au premier coup d'œil si quelqu'un est de gauche devient facile : il suffit de regarder s'il porte une Lip au poignet...

À l'intérieur de l'usine, les Lip créent des commissions pour organiser la production, les ventes, la campagne de soutien, la préparation des négociations, la communication, etc. Alors que le nouveau féminisme commence à se développer, un groupe d'ouvrières se constitue, animé par la volonté d'éviter que la parole des femmes ne soit confisquée, comme souvent, et que leur sort ne soit relégué au second plan : une tradition bien ancrée chez les patrons consiste en effet, lors des plans de licenciements, lorsque les deux conjoints travaillent dans l'usine, à n'en garder qu'un, le mari.

Les grévistes n'avaient pas d'illusions sur la possibilité d'une expérience durable de gestion ouvrière « dans une seule usine », au sein d'une société où règnent les lois de la concurrence capitaliste. Pour eux, remise en marche de la production et ventes constituaient des moyens de lutte, pour forcer les pouvoirs publics à trouver des solutions. Mais les formes d'action contribuaient à donner un contenu concret à l'autogestion, une notion alors au cœur des débats de la gauche. Dans la foulée, un autre slogan apparut : « Ton patron a besoin de toi, tu n'as pas besoin de ton patron ! » Effrayés par son retentissement, patrons et Gouvernement décidèrent d'y mettre le holà. La police intervint, chassa les grévistes et réoccupa l'usine. La riposte s'organisa. Le 29 septembre, je participai à une immense manifestation de solidarité qui, sous une pluie battante, défila pendant des heures dans les rues de Besançon. C'est à cette occasion que je fis la connaissance de Charles Piaget, le leader de la section CFDT et l'un des animateurs du conflit. Mon impression concorde avec tous les témoignages : d'une grande simplicité, sa capacité d'écoute, son respect pour les opinions d'autrui, ses efforts constants pour susciter la parole et l'expression des ouvriers, sa persévérance à construire des décisions collectives portées par tous ont joué un grand rôle. Son itinéraire témoigne d'un

phénomène plus vaste : la radicalisation des militants de culture chrétienne, influencés par l'Action catholique ouvrière. D'ailleurs, Jean Raguenès, autre responsable de la grève, était prêtre-ouvrier. En 1974, après la mort de Georges Pompidou, l'idée germa de présenter Charles Piaget à la présidence de la République : militant syndicaliste reconnu, fort de sa conduite de la lutte de Lip, il était le mieux placé pour fédérer les courants et les électeurs qui ne se reconnaissaient pas vraiment dans l'Union de la gauche et aspiraient à des transformations radicales. La Ligue s'est totalement investie dans ce projet. Mais les pressions de la direction de la CFDT et de celle du PSU (dont Piaget était adhérent) eurent raison de la tentative. Plus tard, au milieu des années quatre-vingt-dix, il participa au mouvement pour les droits des chômeurs et notamment à la création de l'association Agir ensemble contre le chômage (AC !). Et nous nous sommes retrouvés, au printemps 2005, lors de la campagne référendaire contre le Traité constitutionnel européen.

Dans les années soixante-dix, la paranoïa antigauchiste de Raymond Marcellin, le ministre de l'Intérieur, était loin d'être une exception française. J'étais régulièrement sollicité pour intervenir hors de l'hexagone dans des réunions publiques, soit par des sections de la Quatrième Internationale, soit par des organisations d'extrême gauche, intéressées par l'expérience de Mai 68 en France et ses conséquences. À l'époque, franchir les frontières ou tenir un meeting à l'étranger n'était pas toujours aisé, même au cœur de l'Europe. Quels qu'en soient les protagonistes – flics, police des frontières, douanes –, les tracasseries policières débouchaient souvent sur des incidents passablement grotesques, comme celui qui m'arriva en Suisse.

Mon frère Hubert avait été arrêté en Suisse en 1970. Il était accusé de s'être trouvé, avec un camarade, sur le toit d'une usine, la nuit, et d'avoir voulu y dérober des plans. À l'époque, la IVe Internationale était fortement impliquée dans des activités clandestines, en Amérique latine notamment : la section

argentine, le Parti révolutionnaire des travailleurs (PRT), y animait une importante guérilla. Certains ont voulu faire le lien... Toujours est-il que mon frère avait passé un mois en prison, avant d'être libéré, avec interdiction de revenir sur le territoire helvétique. Mais ce n'était absolument pas mon cas quand je me suis retrouvé bloqué à l'aéroport de Genève, des années plus tard, au retour d'un meeting en Suisse. Au passage du contrôle des frontières, j'ai tendu mécaniquement mon passeport. Le policier a pianoté tout aussi mécaniquement sur son ordinateur quand, d'un seul coup, son regard s'était illuminé : « Vous vous appelez bien M. Krivine ? — Oui ! — Vous êtes né le 10 juillet 1941 ? Oui. » Alors, ravi de sa « prise » qui témoignait d'un contrôle bien effectué, il appuya sur un bouton. D'autres policiers sont arrivés et il a repris devant eux les mêmes questions : « Vous vous appelez bien M. Krivine ? », etc. Mêmes réponses. Il triomphait : « On vous arrête. Vous êtes interdit de séjour en Suisse. » Pourtant j'étais déjà passé souvent par la Suisse, sans problème. Le téléphone a sonné et j'ai entendu : « Ça y est, on le tient ! » C'est seulement à ce moment que j'ai compris qu'ils me confondaient avec mon frère. J'essayais de leur expliquer qu'ils faisaient erreur et que, en réalité, ce n'était pas moi mais mon frère qui était interdit de séjour en Suisse. « Mais vous êtes bien né le 10 juillet 1941 ? » Ce qui est somme toute normal, puisque nous sommes jumeaux. Là, panique ! Du jamais vu ! Le chef des policiers eut alors cette réflexion géniale : « Mais, qui nous assure que vous n'êtes pas votre frère ? » Question fatale et insoluble ! J'étais parti pour rater l'avion. Finalement, une seule solution, conséquence d'un ego prononcé, m'est venue à l'esprit : « Écoutez, je suis un peu connu en France. En tout cas, plus que mon frère. Allons voir le poste de CRS qui est à dix mètres et observons comment ils vont réagir. » La petite troupe se mit en route et, par bonheur, croisa un CRS qui me demanda aussitôt : « Mais qu'est-ce qui vous arrive, M. Alain Krivine ? » J'étais sauvé ! Et, en prime, j'ai même eu droit à des excuses.

11.

Le mouvement du printemps 1968 en France avait pris des formes spécifiques, liées à la crise du gaullisme, cependant il ne constituait pas une exception : à la fin des années soixante et au début des années soixante-dix, la vague de contestation de l'ordre établi toucha une grande partie de l'Europe du Sud.

Combinant révoltes de la jeunesse et grèves ouvrières aussi massives que radicales, ce que l'on appela le « mai rampant » secoua la société italienne entre 1968 et 1977. Au plus fort de son influence, la gauche révolutionnaire italienne, de loin la plus puissante d'Europe, regroupa plusieurs dizaines de milliers de militants, dont certains fort bien implantés dans les grandes concentrations ouvrières, à commencer par les usines Fiat à Turin. Elle alla même jusqu'à se doter de trois journaux quotidiens, preuve de son influence sur des secteurs significatifs du monde du travail et de la jeunesse.

Comme une grande partie de l'extrême gauche, la Ligue avait alors surtout les yeux rivés sur l'Espagne et le Portugal, confiante dans le fait que l'agonie des dictatures franquiste et salazariste ne manquerait pas de nourrir une dynamique d'affrontements révolutionnaires.

La Révolution des Œillets n'avait pas surgi selon les schémas classiques des grands mouvements populaires : à l'origine, on ne trouve ni manifestations gigantesques ni grève générale ouvrière,

mais une rébellion militaire ! Le 25 avril 1974, une partie de l'armée fit un coup d'État et renversa la dictature. Pour les officiers rebelles, organisés clandestinement au sein du Mouvement des forces armées (MFA), l'objectif initial était surtout d'en finir avec les guerres coloniales sans issue que menait l'armée portugaise en Afrique (Guinée, Mozambique, Angola). Pourtant, en dix-huit mois, la situation évolua rapidement avec l'apparition de structures démocratiques de base comme les commissions de travailleurs dans les entreprises, les commissions de *moradores* dans les quartiers et les comités de soldats dans les casernes.

Au cours de l'été 1974 et jusqu'en novembre 1975, des centaines de militants français (et européens) dont ceux de la Ligue et de la IV[e] Internationale, séjournèrent au Portugal. Leur premier objectif était d'aider la Ligue communiste internationaliste, l'organisation sœur de la Ligue au Portugal. La LCI était une organisation récente, qui s'était constituée dans la clandestinité en décembre 1973, et ses militants étaient totalement investis dans le mouvement. Elle disposait d'un local à Lisbonne, Rua de Palma, réquisitionné après le 25 avril et dont on avait expulsé les salazaristes. Nous voulions observer de près un processus révolutionnaire en marche dans un pays relativement développé au cœur de l'Europe. Ici, la question du pouvoir était effectivement posée.

Le plus impressionnant était la présence des comités de soldats dans la rue. Une fraction de la hiérarchie s'était investie dans le processus, à travers le COPCON qui regroupait les troupes d'élite, très politisées, dirigées par Otelo de Carvalho. La population leur réservait un accueil très chaleureux. Ces unités servaient aussi de service d'ordre lors des immenses manifestations.

Je fus particulièrement frappé par l'attitude du Parti communiste portugais, qui s'appuyait sur un courant du MFA et ne jurait que par l'alliance de celui-ci avec le peuple. Il comptait sur son prestige dans les entreprises et dans le mouvement syndical en voie d'organisation, ainsi que sur une solide implantation paysanne dans l'Alentejo, pour accroître son influence sur

l'appareil d'État, notamment par le biais de nationalisations des principaux secteurs d'activité. Le Parti incarnait la principale force de résistance contre la dictature. Ses dirigeants cumulaient des dizaines d'années de prison, certains avaient été torturés. C'était notamment le cas de leur leader, Alvaro Cunhal. Ainsi, après des années de lutte clandestine, le PCP était enfin rentré dans la légalité, auréolé d'un prestige extraordinaire. En même temps, Cunhal était malheureusement le porte-parole de l'un des partis communistes les plus staliniens d'Europe occidentale. Dès le début, le PCP essaya de jouer un rôle dans la Révolution, mais en utilisant toutes les bonnes vieilles méthodes staliniennes : démonstration de force du Parti, sectarisme et manipulation des organisations de masse. Lors de mon premier séjour au Portugal, quelques mois après le coup d'État, à peine sorti de l'avion, je suis tombé sur une manifestation populaire, au centre de Lisbonne. C'était un cortège de l'Intersyndicale, ce mouvement syndical était alors en plein développement. Des milliers d'ouvriers défilaient sous les banderoles des syndicats. Mais le seul mot d'ordre qu'ils scandaient, c'était : « PCP, PCP ! Ainsi se voit la force du PC. » Curieuse conception de l'indépendance syndicale.

Nos camarades portugais de la LCI analysaient le MFA comme un regroupement instable et contradictoire, rassemblant à la fois des appelés, des engagés de base et certains secteurs de la hiérarchie – les « fameux capitaines d'Avril » à l'origine du soulèvement militaire – dont on ne pouvait raisonnablement espérer qu'ils dirigent spontanément une révolution socialiste. Ils mirent donc l'accent sur le développement des structures d'auto-organisation dans les entreprises et les quartiers, mais aussi dans l'armée, parmi les soldats du rang. Rapidement apparurent des phénomènes de fraternisation entre les éléments les plus radicalisés du mouvement populaire et de l'armée, notamment à partir de mars 1975, lorsque la droite tenta un putsch. Des unités réactionnaires encerclèrent le RAL-I, baptisé « le régiment rouge » du fait de ses options politiques radicales. À Lisbonne,

la population descendit alors dans la rue et, à son tour, encercla les putschistes. Les caméras de télévision étant présentes, la scène fut diffusée dans le monde entier.

Plus tard, au sein de l'armée, des revendications matérielles se firent entendre à propos des soldes, de la nourriture, et des transports. Le MFA fut alors contraint de mettre en place des structures de représentation des soldats du rang. Ces structures échappèrent rapidement au contrôle de la hiérarchie et se radicalisèrent pour devenir des embryons de comités de soldats. C'est ainsi que, à l'automne 1975, se créèrent les SUV, les Soldats unis vaincront. Le 15 septembre, plusieurs milliers d'entre eux défilèrent dans les rues de Lisbonne aux côtés des travailleurs pour réclamer la libération de deux soldats mis aux arrêts. Les slogans changèrent. Au traditionnel « Alliance Peuple – MFA » se substituèrent de nouveaux mots d'ordre : « Ouvriers, paysans, soldats et marins, unis nous vaincrons » et « Travailleurs, soldats, autodéfense populaire ».

La mobilisation populaire, le développement de structures d'auto-organisation et leur liaison avec les comités de soldats donnèrent alors le sentiment que l'on assistait peut-être à la première expérience révolutionnaire depuis longtemps dans un pays d'Europe. Mais les profondes divergences entre communistes et socialistes, et la trop faible participation des travailleurs aux commissions, enrayèrent le processus.

Lors des élections libres d'avril 1975, le PS arriva en tête avec 38 % des voix, immédiatement suivi par le principal parti de droite, le PPD qui en recueillit 26 %. Le PCP n'en obtint que 12,5 % et le cumul des différentes listes d'extrême gauche à peine plus de 3 %. Formellement, les élections législatives avaient donné une majorité de gauche (PS et PC), pour la première fois dans l'histoire du Portugal. La multiplication des occupations d'entreprises contraignit même le gouvernement à nationaliser les banques et les assurances. Mais, en pratique, PS et PC s'opposaient et deux pouvoirs coexistaient difficilement : celui issu des urnes faisait face à celui imposé par la mobilisation populaire, dans les entreprises et dans les rues. Reprenant assez largement

la propagande anticommuniste de la droite, le PS portugais et ses soutiens internationaux dénoncèrent les tentatives de mainmise du PCP sur le gouvernement, le MFA, le mouvement syndical et même les médias.

C'est dans ce contexte qu'éclata l'affaire du quotidien *Republica* qui eut un retentissement considérable, au Portugal et au-delà, parce qu'elle posait les problèmes du socialisme et de la liberté. Le 1er mai 1975, le PS, refusant tout cadre unitaire, organisa son propre défilé, rythmé par les slogans comme « Socialisme oui, dictature non » ou « Ni Prague, ni Chili ». Puis ses partisans se dirigèrent vers le stade où le PCP, l'Intersyndicale et l'extrême gauche célébraient de leur côté la fête du Travail. Ils ne purent y prendre la parole, ce qui entraîna plusieurs incidents.

La direction du *Republica*, journal proche du PS, voulut relater ces incidents à la faveur des socialistes. Mais les ouvriers de l'imprimerie, réunis en assemblée générale, s'y opposèrent exigeant un droit de contrôle sur la ligne éditoriale du quotidien dont, à leurs yeux, « le seul propriétaire légitime était le peuple portugais ». Le PS prit prétexte des multiples rebondissements du conflit pour quitter le gouvernement. Aux yeux d'une partie de l'opinion publique portugaise et européenne, l'affaire donna du crédit aux accusations du PS selon lesquelles le PCP et les syndicats menaçaient la liberté d'expression. Nos camarades de la LCI eurent une position conforme à notre vision de la démocratie : les opinions du PS comme celles des salariés devaient pouvoir s'exprimer dans le journal, sans contrôle ni censure. Mais le mal était fait.

Fin novembre 1975, la confusion était à son comble. Le gouvernement ne disposait ni de la légitimité ni des forces répressives pour contrôler quoi que ce soit. La gauche radicale était en proie au doute et le PCP temporisait. Finalement, la droite réactionnaire passa à l'offensive. Un groupe de militaires, en liaison avec l'aile la plus modérée du MFA, se lança à l'assaut du régiment le plus radical de Lisbonne, celui de la police militaire. Les autres forces armées liées à la gauche du mouvement restèrent l'arme

au pied. La population demeura passive. Otelo de Carvalho se rendit. La Révolution portugaise était terminée.

Le pays assista alors à une véritable restauration. Les conquêtes de la Révolution des Œillets, dont certaines nationalisations et les structures de pouvoir populaire, furent démantelées ; l'épuration des médias se mit en place. Dans l'armée, la plus stricte discipline militaire fut rétablie. Une vague de répression s'abattit, en particulier sur les officiers progressistes et les soldats révolutionnaires. Otelo de Carvalho fut incarcéré pendant deux mois, en janvier et février 1976. Finalement, il fut libéré et se présenta à l'élection présidentielle d'avril 1976. Il recueillit 16 % des voix. Le général Eanes représentant la droite du MFA fut élu dès le premier tour : il était soutenu par la hiérarchie militaire, les milieux d'affaires, les gouvernements occidentaux, la droite portugaise et le Parti socialiste portugais. Sitôt en poste, le général Eanes désigna d'ailleurs le socialiste Mario Soares comme Premier ministre.

Au prétexte de la défense de la démocratie, le PS a joué un rôle essentiel dans cet échec. Son objectif n'était pas de promouvoir un authentique socialisme démocratique mais d'en finir avec la démocratie directe, à la base, incarnée par les commissions de travailleurs. Il souhaitait restaurer une démocratie parlementaire fondée sur la délégation de pouvoir et l'absence de contrôle véritable des élus. Il voulait surtout étouffer la mobilisation populaire et l'effervescence révolutionnaire pour sauver la mise au capitalisme en crise. Sur l'attitude de la social-démocratie, l'exemple portugais n'est pas une exception mais la règle.

La droite étant revenue au gouvernement, Otelo de Carvalho fut de nouveau arrêté en 1984 : il était accusé d'entretenir des contacts avec un groupe politique clandestin, le FP-25 (Forces populaires du 25 avril). En 1987, il fut condamné pour ce motif à quinze ans de prison. C'est donc dix ans après la Révolution des Œillets que je retournai au Portugal pour lui rendre visite. Il était alors emprisonné, assez loin de Lisbonne. Je ne le connaissais pas personnellement, mais il bénéficiait encore du

prestige d'avoir mené la lutte qui a renversé la dictature. La situation était pour le moins étonnante : officiellement, il était incarcéré dans une prison militaire, mais les soldats qui, en principe, étaient ses geôliers le considéraient avec bienveillance. Carvalho arriva vers moi escorté de deux ou trois soldats, et j'eus aussitôt l'impression qu'ils se comportaient comme ses aides de camp. Nous discutâmes un bon moment sur la situation présente au Portugal et le bilan de la révolution, mais nos propos restèrent très généraux. Otelo était avant tout un homme d'action qui avait su prendre ses responsabilités au bon moment mais sans en maîtriser toutes les conséquences politiques. Il ne prétendait pas avoir une formation politique très développée ni une vision stratégique sur les moyens de transformer la Révolution des Œillets en Révolution socialiste. Sa seule initiative fut d'avoir courageusement engagé le combat contre Salazar, ce qui était particulièrement méritant pour un militaire, dont la seule expérience avait été la guerre coloniale. Il fut finalement libéré en 1989 et j'eus l'occasion de le revoir à nouveau, en juillet de cette année-là, lorsqu'il vint défiler à nos côtés, lors du bicentenaire de la Révolution française.

Quant à la gauche révolutionnaire portugaise, la majorité des organisations qui la composaient ne survécurent pas longtemps aux contrecoups du 25 novembre. Trente ans plus tard, elles ont presque toutes disparu. Seules deux d'entre elles existent encore : la LCI (devenue Parti socialiste révolutionnaire) et une organisation maoïste, l'Union démocratique populaire. Il y a quelques années, ces deux organisations avaient entamé un processus de rapprochement et créé, avec des militants issus d'autres traditions, notamment communiste, une coalition électorale d'abord, puis un mouvement politique, le Bloc de gauche. Le Bloc qui compte aujourd'hui plus de trois mille militants, a des députés au Parlement portugais ainsi qu'au Parlement européen, et connaît un développement certain au sein de la gauche portugaise.

Après l'échec de la Révolution portugaise, beaucoup d'espoirs se reportèrent sur l'Espagne. On sentait bien que la dictature franquiste vivait ses derniers moments et que la mort de Franco allait ouvrir la voie à de grands bouleversements politiques.

Quelque temps après la mort de Franco, en novembre 1975, je fus invité par des organisations étudiantes qui sortaient juste de la clandestinité, pour participer à un débat à l'université de Madrid. Deux jours avant la date prévue, j'arrivai de Genève, par avion. Je devais être accueilli par un camarade de la IVe Internationale en Espagne, Jaime Pastor. Arrivé en pleine nuit, j'étais attendu par de nombreux journalistes, avant même d'avoir franchi le poste de vérification des passeports. Ce qui me surprit beaucoup. Tout de suite, ils me demandèrent où j'allais, qui m'avait invité, où j'allais dormir, ce que j'étais venu dire. J'aperçus Jaime de l'autre côté, qui me faisait signe de le rejoindre. Il m'expliqua en deux mots qu'il fallait rapidement quitter les lieux car la police pouvait intervenir à tout moment. À bord de sa voiture, nous fîmes au moins trois fois le tour de la ville pour nous assurer que personne ne nous suivait. Je compris alors que « l'accueil presse » n'était pas au programme. En fait, il s'agissait de policiers déguisés en journalistes, avec caméras et appareils photo. Le lendemain, nous partîmes en reconnaissance sur le campus de l'université de Madrid. L'ambiance y était tendue en raison d'une forte présence policière.

Le soir, Michel Rovère, un camarade français, et moi, dormîmes chez Jaime et sa compagne, Lucie Gonzales. Jaime nous laissa chez lui car il devait se rendre à une réunion politique ; le lendemain matin, il n'était toujours pas rentré. Sa femme, qui avait l'habitude de la clandestinité, était inquiète : « Quand il ne rentre pas la nuit, il prévient. Il a dû se faire arrêter. » Michel Rovère avait, lui aussi, une certaine habitude de ce genre de situation. Il jeta un coup d'œil par la fenêtre : « Regardez : les cabines téléphoniques de la place sont, comme par hasard, toutes occupées. » Nous nous doutions que c'étaient des policiers. En quelques minutes, nous avons brûlé tous les papiers compromettants qui se trouvaient chez Jaime. Un petit

moment plus tard, les policiers frappèrent à la porte. Une armada en civil se rua dans l'appartement, en nous sommant de ne pas bouger. Ils commencèrent à fouiller tout l'appartement. Nous fûmes arrêtés tous les trois. Je me retrouvai avec Michel, dans la même voiture de police. Mais, conséquence de l'utilisation des pseudonymes, fréquente à l'époque, je ne connaissais pas son véritable nom, Thierry Jouvet. Difficile de jouer les innocents et d'ignorer le nom de son copain. Je dus le lui demander pendant le trajet qui nous conduisait directement à la Puerta del Sol, prison dont la triste réputation est d'avoir été un centre d'internement et de torture des antifranquistes.

Nous fûmes immédiatement isolés dans un sous-sol, chacun enfermé dans une cellule avec pour seul meuble un lit en pierre. Au bout d'une journée, un gardien vint me chercher, pour me conduire dans un bureau où se trouvaient cinq à six policiers en civil, dont l'un me donna tout de suite son nom : Ballestros. Ce policier était connu comme tortionnaire notoire. Je dus subir plusieurs interrogatoires, sans être toutefois frappé. Mais Ballestros, et ses collègues qui œuvraient autour de lui, n'avaient de cesse de hurler. Comme j'étais en possession d'une carte de presse, ils me demandèrent pour quel journal je travaillais. Je répondis « *Rouge* », ce qui les mit dans un état de fureur : « *Rojo, rojo !* » Ils pensaient que je les provoquais. En outre, les interrogatoires se déroulaient dans la langue de Cervantès, dont je ne comprenais pas un traître mot. Ils finirent par m'attribuer un traducteur parfaitement incompétent. Ce petit jeu dura deux jours avant qu'ils ne nous expulsent, Rovère et moi. Nous nous sommes ainsi retrouvés, à l'aéroport, menottés et escortés par des policiers. Par la suite, nous apprîmes que notre camarade espagnol Jaime avait été libéré, beaucoup plus tard, après avoir été durement tabassé par les policiers. Sa compagne avait également été arrêtée, mais ils s'étaient montrés un peu plus corrects avec elle car elle appartenait à une grande famille, plutôt connue.

C'est ainsi que s'acheva mon voyage en Espagne. Franco était mort mais les méthodes franquistes allaient lui survivre encore

quelque temps. Puis, un passage en douceur à la démocratie parlementaire se mit en place. En réalité, l'État espagnol s'avérait bien plus solide que l'État portugais. Au cours des dix dernières années du franquisme, l'économie espagnole s'était considérablement modernisée, même si elle accusait un retard par rapport aux autres économies européennes. En 1974, le Portugal voisin, lui, restait économiquement arriéré et demeurait la dernière puissance coloniale en Europe. Ce sont les défaites subies en Afrique, face aux mouvements de libération nationale, qui avaient provoqué la crise de l'institution militaire et la Révolution des Œillets. Rien de tel en Espagne, d'autant que, à la mort de Franco, la gauche avait accepté d'autolimiter son action : elle souhaitait une transition contrôlée pour sortir du franquisme, renonçant même au rétablissement de la république et à l'épuration de l'armée et de la police, pourtant lourdement impliquées dans les agissements de la dictature. Socialistes et communistes espagnols signèrent, en 1977, le pacte de la Moncloa et s'engagèrent à conserver la monarchie.

De nombreux militants de la gauche radicale ont espéré que l'effondrement des dictatures espagnole et portugaise provoquerait de mouvements de contestation qui se nourriraient les uns les autres. En fait, même si l'extrême gauche mit du temps à en prendre conscience, l'échec de la Révolution portugaise a marqué un tournant politique : en Europe, la vague révolutionnaire de la fin des années soixante allait véritablement refluer. Et à ce jour, la Révolution portugaise est en effet l'expérience révolutionnaire la plus récente dans un pays développé.

Partie IV

La Ligue

La Ligue communiste – Rouge
Les « anciens » – Artistes et créateurs

[illegible]

[illegible]

[illegible]

12.

En juin 1968, le pouvoir gaulliste décida de dissoudre les organisations « gauchistes », dont la Jeunesse communiste révolutionnaire et le Parti communiste internationaliste. Notre projet était alors de laisser passer un peu de temps et de préparer la création d'une nouvelle organisation adulte en fusionnant la JCR – et ceux qu'elle avait attirés par son action en mai 1968 – avec le PCI. Ce processus s'étala sur près d'un an. Durant l'été 1968, Daniel Bensaïd et Henri Weber rédigèrent *Mai 1968, répétition générale ?* publié aux éditions Maspero. Et, début septembre, fut lancé *Rouge*, d'abord bimensuel puis hebdomadaire. Autour du journal se formèrent des cercles de diffuseurs, embryons de la future organisation. Pendant plusieurs mois, le débat fit rage autour de nombreuses questions : quelles perspectives pour les révolutionnaires ? Quel type d'organisation construire ? Quels liens établir avec la IVe Internationale ? À l'issue de ces discussions, en avril 1969, se réunit le congrès de fondation de la Ligue communiste, en Allemagne, du fait des menaces de répression policière. Une large majorité se dégagea en faveur de l'adhésion à la IVe Internationale et de la construction d'une organisation assumant sans ambiguïté la référence à l'héritage trotskiste. Je n'ai malheureusement pas pu participer à ce congrès puisque j'avais été appelé sous les drapeaux.

En juin 1968, mes activités politiques me valurent d'être recherché par la police, ce qui m'obligea à vivre dans une semi-clandestinité. Je profitai de cette brève accalmie pour rencontrer la direction de la IVe Internationale, basée à Bruxelles.

N'ayant pas pu voir ma femme, Michèle, depuis plusieurs semaines, je lui fis parvenir, grâce à des amis, une date et un lieu de rendez-vous : devant le lycée Condorcet, près de la gare Saint-Lazare. Un camarade belge m'y déposa en voiture. Ma femme se trouvait déjà sur place en train de discuter avec « Spart », un dirigeant de Voix ouvrière (devenue depuis Lutte ouvrière) qui passait là par hasard. Dissolution oblige, il était clandestin lui aussi et m'attendait pour me saluer. Nous n'en eûmes guère le temps car nous fûmes immédiatement ceinturés par des flics en planque déguisés en « mendiants », en « marchand de journaux » et en « employé SNCF ». En quelques secondes, ils nous poussèrent dans des voitures banalisées. Direction le fort de l'Est, près de Saint-Denis. Le fort était un vieux bâtiment, réquisitionné en urgence pour héberger les « délinquants de 68 ». Mais ce jour-là, il n'y avait que nous deux, Michèle ayant été libérée rapidement. J'étais installé à un bout du dortoir, mon copain de VO à l'autre avec, au milieu, une dizaine de policiers, affalés sur des lits inoccupés. Nous n'avions pas le droit de parler entre nous. Seulement, après chaque interrogatoire, Spart me renseignait sur ce qu'il avait dit en chantant les questions et les réponses, en anglais, sur un air des Beatles ! À un moment, toujours en chantant, il m'invita à aller aux toilettes où il avait déposé un compte rendu écrit, plus précis. Les policiers n'y comprenaient rien : « Il est fou, votre copain. Il va aller en taule et il chante tout le temps. » La clandestinité de VO avait du bon...

Mon « ténor » fut libéré à son tour, au bout de quelques jours. Les flics ne surent jamais qu'ils avaient arrêté un dirigeant de VO. Le commissaire Delarue, auteur de plusieurs ouvrages consacrés à l'histoire de la police pendant l'Occupation, fut à notre égard d'une franchise aussi désarmante que sympathique : « Je regrette de faire votre connaissance en pareille occasion. Je

me doute que vous ne parlerez pas beaucoup. Mais, allons-y quand même ! » Les questions étaient sans intérêt et il le savait. La seule pièce à conviction sur « le complot international de 68 » se résumait à une note trouvée à mon domicile traitant de la préparation par la JCR d'un camp de vacances à Cuba. Un peu maigre.

Le reste du temps, nous parlions politique, jusqu'à ce que je sois inculpé de « reconstitution de ligue dissoute », un délit créé par une loi votée par le Front populaire pour lutter contre les ligues fascistes. Quelques jours plus tard, je fus emmené à la prison de la Santé.

Arriver pour la première fois dans une prison est toujours impressionnant, même si les habitués des lieux m'affirmèrent que la Santé, par son côté vieillot et historique, était plus conviviale et moins glaciale que les prisons modernes comme Fleury. Le sous-directeur vous y reçoit et vous indique le règlement interne. Les conditions de détention étaient pénibles. J'étais seul dans une cellule, sans journaux, sans télévision, sans montre. Le lit étant replié pendant la journée, restaient une table, un tabouret, un trou de WC et un lavabo. Seules distractions : une promenade quotidienne dans une cour minable, le cliquetis permanent des clés dans les serrures et les visites, derrière une vitre pour la famille ou au parloir pour les avocats. Dans mon cas, il s'agissait de Maître Yves Jouffa, qui resta mon défenseur jusqu'à la fin de sa vie. Dans une prison, tout se sait : à peine arrivé, des détenus anonymes me firent parvenir de la nourriture, car je n'avais pas encore eu le temps de « cantiner », ainsi que des conseils pour mener une éventuelle grève de la faim sans risque. Courtois avec « un politique », surtout après 68, les gardiens discutaient un peu de leur situation, surtout les jeunes qui habitaient à l'intérieur de la prison, par économie. Pour certains d'entre eux, la politique se résumait aux différents occupants de leurs cellules. Ils étaient un peu cyniques : « Aujourd'hui, c'est vous. Hier, c'était Argoud ; avant-hier, Ben Bella... » Quelques années plus tôt, la Santé avait effectivement hébergé des chefs de l'OAS, mais aussi des dirigeants du mouvement nationaliste

algérien. Quelques semaines plus tard, je fus remis en liberté provisoire et convoqué dans la foulée pour « remplir mes obligations militaires ». Le procès n'eut jamais lieu, car je bénéficiai de l'amnistie accordée par le nouveau président de la République, Georges Pompidou, un an après.

Mon séjour au 150e régiment d'infanterie de Verdun fut d'un grand intérêt. D'abord, j'ai appris à connaître de l'intérieur l'institution militaire. Et puis j'ai côtoyé des jeunes de milieux sociaux que je connaissais mal, car peu d'étudiants sursitaires étaient affectés dans l'infanterie, où l'on rencontrait surtout des jeunes d'origine rurale.

Toute la caserne était au courant : un meneur « soixante-huitard », sorti de la Santé, allait débarquer ! Dès le départ, je fus accueilli par de nombreuses marques de sympathie, plus ou moins discrètes. Pour ces jeunes, Mai 68 n'était pas loin, même si son écho avait été plus faible en province, en particulier auprès des jeunes agriculteurs. Je fis mes classes, soumis au même régime que les autres : marches, parcours du combattant, marches. Mon chef de section, un lieutenant, très « grandes écoles », se montrait correct à mon égard, mais évitait toute discussion politique. Les deux mois de classes achevés, on me planqua à la trésorerie, pour me séparer des autres bidasses. Je me retrouvai donc dans un bureau avec un sous-off, un officier et un soldat du contingent. Lui et moi dormions dans le bureau. Ma tâche consistait à recevoir les militaires de carrière pour rembourser leurs frais de mission. Tout se passait bien avec mon collègue, un clerc de notaire originaire de la région.

Mais, au bout d'un certain temps, je le sentis de plus en plus embarrassé, surtout après certains coups de fil qu'il recevait et qui se traduisaient parfois par un départ précipité. Et puis, un jour, il craqua : « Il faut que je te dise : il y a plusieurs semaines, à Metz, j'ai été invité à déjeuner par un officier de la Sécurité militaire. Il m'a expliqué que tu étais peut-être sympathique dans la vie de tous les jours, mais dangereux pour le pays et l'ordre public, comme on l'avait bien vu en mai dernier. On m'a choisi,

parce que je suis un jeune sans problème. L'officier m'a demandé, pour aider mon pays, de noter tous tes faits, tes coups de fil, tes contacts, tes sorties, ton comportement. » Bref, de faire un rapport régulier. L'officier lui avait donné un numéro de téléphone et se proposait de le rencontrer ponctuellement. Mon copain qui me trouvait parfaitement « normal » était choqué par ces méthodes. Je le remerciai sincèrement pour sa franchise. Il décida d'ailleurs assez vite de ne plus rencontrer son « contact ».

En fait, en dehors de nombreuses discussions au foyer avec des soldats et une activité politique à Paris pendant mes permissions bimensuelles, j'étais parvenu à regrouper trois ou quatre soldats sympathisants. Nous tenions des réunions dans l'appartement d'un habitant de Verdun, proche de la Ligue, le seul à l'époque. Peu de temps après, ma situation à la caserne allait rapidement changer quand on apprit que j'étais désigné par la Ligue... comme candidat à la présidence de la République !

Deux ans après sa création la Ligue avait réussi son ancrage dans le paysage politique. Le 24 mai 1971, nous organisâmes avec la IVe Internationale et Lutte ouvrière une grande manifestation pour commémorer le centième anniversaire de la Commune de Paris. Environ quinze mille personnes, dont des délégations venues de province et de l'étranger – États-Unis, Canada, Ceylan, Inde... – défilèrent dans les rues du 20e arrondissement jusqu'au cimetière du Père-Lachaise. Pour rompre avec les défilés classiques, Jacques Higelin avait fait répéter au service d'ordre des slogans et les chœurs parlés qui allaient des années durant contribuer à l'originalité de nos cortèges. Lors de la grande fête qui précéda la manifestation, Higelin interpréta une *Internationale* blues pour le moins peu orthodoxe. Sa prestation entraîna des réactions hostiles d'une partie du public, malheureusement peu ouvert à la création subversive d'un artiste.

Nous attachions une importance particulière aux formes de notre apparition dans les manifestations, afin de rompre avec le train-train traditionnel des défilés. Il s'agissait aussi, il faut bien le dire, de compenser par un certain décorum un rapport de

force numérique défavorable au regard des cortèges du PCF ou de la CGT. Nous eûmes ainsi l'occasion de travailler avec des artistes talentueux comme Jérôme Savary. Au cours de ses nombreuses manifestations, le cortège de la Ligue était toujours précédé par la « fanfare de Jérôme Savary et ses animaux tristes », suivie de « chars », véritables ancêtres des camions-sonos qui égayent désormais la moindre marche. Plusieurs décennies plus tard, la LCR produira un CD – *Motivés !* – avec le groupe toulousain Zebda qui y interprète des chants révolutionnaires et de lutte, tout à fait traditionnels, mais avec des arrangements modernes et, pour tout dire, iconoclastes. Le succès sera considérable. Autres temps...

La lutte contre les mouvements d'extrême droite constitua un autre domaine privilégié d'intervention, qui nous valut une seconde dissolution. L'organisation Ordre nouveau avait décidé de tenir un meeting contre « l'immigration sauvage », le 21 juin 1973 au palais de la Mutualité, à Paris. Traditionnellement, la politique de la Ligue, fidèle en cela aux enseignements du passé, se résumait en une formule aussi lapidaire que parlante : « écraser le fascisme dans l'œuf. » En 1973, l'extrême droite n'était pas encore très populaire. Composée en grande partie de jeunes, encadrés par des nervis nostalgiques de la Collaboration et des guerres coloniales, elle essayait, après la perte de « l'Algérie française », de recruter sur les thèmes racistes anti-immigrés. Ce n'était que le début !

Ainsi, à chaque initiative d'Ordre nouveau, nous tentions d'organiser des contre-manifestations radicales. Nous pensions empêcher ainsi la banalisation de leurs initiatives. Mais la plupart du temps, les grands partis de gauche refusaient de s'y associer, au prétexte de ne pas « leur faire de publicité ». Le 21 juin avait suscité des débats à la direction de notre organisation. Une minorité de camarades estimait que s'attaquer à un meeting central, à Paris, risquait de déboucher sur des violences mal comprises par la population, plaçant l'organisation dans une logique de dérive vers l'ultra-gauche. Finalement, la majorité

– dont je faisais partie – trancha en faveur d'une contre-manifestation radicale, se donnant les moyens d'affronter le Service d'ordre d'Ordre nouveau. Elle rassembla près de 5 000 participants, bien au-delà des effectifs de la Ligue ou de ses sympathisants. Plusieurs centaines d'entre eux portaient des casques. Lorsque le cortège arriva à proximité de la Mutualité, la police protégea le service d'ordre d'extrême droite. Conséquences : un affrontement spectaculaire éclata, d'une rare violence, avec jets de cocktails Molotov. Et, à notre grand étonnement, la police fut obligée de reculer devant les manifestants.

On dénombra plus d'une cinquantaine de blessés dans ses rangs. Nous ne comprîmes que plus tard que nous étions tombés dans un piège. En sous-équipant ses hommes en grenades lacrymogènes, Raymond Marcellin espérait souder la police contre l'extrême gauche et développer un syndicalisme policier d'extrême droite face à la Fédération autonome des syndicats de police (FASP), proche du Parti socialiste et alors largement majoritaire.

Ce soir-là, je ne manifestais pas à Paris mais à Nice. J'avais rendez-vous le lendemain matin, à notre local parisien, impasse Guéménée, près de la place de la Bastille, pour faire le point de la situation. Quand je suis arrivé à une centaine de mètres des lieux, j'ai été immédiatement entouré par des militants postés aux alentours : « Ne reste pas là, les flics occupent le local. »

Heureusement, la Ligue avait gardé certaines habitudes : en cas de coup dur, nous disposions d'un lieu de réunion clandestin, l'appartement d'un ami comédien, Jacques Charby. C'est là que nous apprîmes, au journal télévisé de la mi-journée, que le Gouvernement venait de dissoudre la Ligue communiste et, pour faire bonne mesure, Ordre nouveau.

Cette mesure d'interdiction qui mettait sur le même plan la Ligue et l'extrême droite provoqua une grande indignation à gauche. Les grands partis de la gauche traditionnelle organisèrent un meeting de protestation au Cirque d'Hiver : le leader communiste Jacques Duclos en fut le principal orateur. Le PCF

défendant des trotskistes réprimés ? Du jamais vu ! La foule débordait de la salle. Mais malgré ses demandes – « La parole à la Ligue ! » – les organisateurs refusèrent qu'un de nos dirigeants intervienne. Il y avait quand même des limites à ne pas dépasser.

La Ligue était repartie pour un deuxième tour de « non légalité ». Ses principaux responsables, plus ou moins recherchés par la police, réutilisèrent alors leurs carnets d'adresses pour trouver les amis prêts à les héberger. Daniel Bensaïd et Henri Weber avaient atterri chez Marguerite Duras, moi je fus accueilli chez Lucienne Hamon puis chez Michel Piccoli et Juliette Gréco, rue de Verneuil. J'avais rencontré Michel Piccoli à l'occasion de réunions organisées par Michel Rotman, un de nos dirigeants familier des milieux artistiques. Le contact avait été assez facile, car Piccoli était curieux de tout. Comme Sartre et beaucoup d'autres, dans les années soixante-dix, il voulait s'engager davantage dans le militantisme, s'interrogeant même sur son métier. À la différence de ce que faisaient les maos avec les artistes qu'ils influençaient, nous lui avions déconseillé d'aller « à la porte des usines ». Chacun devait pouvoir jouer un rôle constructif en fonction de ses compétences. Il venait nous rendre visite au bistro de l'impasse Guéménée. On prenait un pot, au fond de la salle, devant le patron et les clients ébahis de se retrouver en telle compagnie. Sans bien sûr partager toutes nos positions, Michel Piccoli eut à nouveau l'occasion de nous rendre service, trois ans plus tard. La Ligue voulait contracter un emprunt pour acheter une rotative, permettant de sortir *Rouge quotidien*. En dépit des mises en garde de son banquier, il se porta garant de l'emprunt, apportant en caution un studio qu'il possédait rue Monsieur-le-Prince. Sa confiance et sa générosité permirent la naissance de la société d'imprimerie Rotographie, toujours en activité.

À la direction de la Ligue, nous décidâmes que je devais me laisser arrêter : le Gouvernement préférait un Krivine en fuite, donc coupable. Des contacts furent alors pris pour la mise en scène, unitaire et médiatique, de mon arrestation. Je tins une conférence de presse, un matin, au premier étage d'un café situé

place du Châtelet, en présence d'une foule de journalistes et de représentants des diverses organisations venues témoigner leur solidarité. Il y avait là Charles Hernu, pour le PS, Edmond Maire alors secrétaire général de la CFDT, la Ligue des Droits de l'homme et bien d'autres. Sur la place, de nombreux policiers en civil attendaient. Des camarades étaient passés me chercher en moto, chez Piccoli. Après cette conférence, il avait été prévu que Charles Hernu me conduise dans sa voiture au siège du PS, cité Malesherbes, pour y rencontrer François Mitterrand. À nouveau, la mise en scène fut parfaite : je partis, suivi par une meute de journalistes dont certains en moto, et à peu près autant de flics à bord de voitures banalisées. Au local du PS, François Mitterrand, grand maître de ce genre d'exercices médiatiques, me reçut à l'intérieur de l'immeuble. Il m'affirma sa solidarité contre la répression et me demanda ce que je comptais faire, ajoutant que je pouvais même rester là quelque temps si je le désirais.

Avant mon départ, il m'annonça qu'il allait me raccompagner jusqu'à la porte de la cité et que là, devant la presse, nous allions nous serrer la main pendant quelques instants. Précédé par les journalistes et les caméras, le futur président de la République, avec force gestes, me raconta alors des histoires de ravalement concernant les immeubles que nous longions. On m'expliqua plus tard que, même lorsque l'on n'a rien à dire, il faut toujours parler devant les caméras. J'avais encore beaucoup à apprendre.

Comme j'habitais à proximité, j'avais décidé de rentrer à pied chez moi, rue Saint-Georges, pour me faire arrêter. Dix minutes après mon arrivée à mon domicile, les flics sonnèrent à la porte : « Eh bien, M. Krivine, quelle journée ! » Ma valise était prête. Arrivé quai des Orfèvres, je me retrouvai dans une salle où des policiers fêtaient un départ à la retraite. Sandwichs et boissons : « Allez M. Krivine, venez trinquer avec nous. Parce que, après, ça sera moins drôle. » J'étais assez étonné : peut-être des membres de la FASP ? Puis, départ pour le dépôt, dont la vétusté et la saleté ont été maintes fois décrites. Le lendemain, un gardien entra dans ma cellule et sortit *L'Huma* de son pantalon : « Tiens,

on n'est pas exactement du même bord. Mais lis-le. » Décidément, j'attirais la sympathie de l'avant-garde des forces de répression ! Le départ vers la prison de la Santé se déroula avec tout le grand cirque, voitures suiveuses et flics armés, motards devant, sirènes hurlantes. En prison, j'ai retrouvé la même ambiance que lors de mon précédent séjour, en 1968. Et même certains gardiens ! Les journées étaient rythmées par le même cérémonial, mais les conditions s'étaient améliorées : le lit n'était plus replié la journée, on pouvait garder sa montre, avoir des journaux et une radio. Les premiers jours, je me retrouvai isolé. Puis, j'eus accès à la promenade avec les autres prisonniers. L'un d'entre eux vint me parler. Il était condamné à plus de dix ans pour espionnage au profit de la RDA. Mais il s'en moquait, il savait qu'il serait bientôt libéré, à l'occasion de la signature du prochain accord commercial avec la France. La politique a ses valeurs... Officiellement, le « statut politique » n'existait pas. Mais, quelques jours plus tard, on m'installa dans un secteur privilégié de la prison – cellule ouverte le jour et repas fait par un taulard – où je retrouvai Pierre Rousset, un autre dirigeant de la Ligue, arrêté le 22 juin au matin, lorsque la police avait envahi notre local.

Les interrogatoires au Palais de Justice donnèrent lieu au même rituel : menottes, voiture, motos. Ce qui intéressait le plus le juge était de savoir « qui était Ludo », dont un procès-verbal du Bureau politique, saisi par la police, indiquait qu'il était le « responsable de la manif du 21 ». Il s'agissait en fait de Michel Recanati ; il était parti en Suisse avant que notre avocat Yves Jouffa ne négocie son retour et un bref emprisonnement. Quant à moi, je fus libéré au bout de cinq semaines. Et, une fois de plus, amnistié l'année suivante à la faveur de l'élection d'un nouveau président de la République. Inculpé à deux reprises, je n'ai jamais été jugé, grâce au départ de De Gaulle et à la mort de Pompidou.

Au cours de cette période, je fus également contraint de goûter aux joies de la haute montagne. En janvier 1974, je devais

participer au Xe congrès mondial de la IVe Internationale qui se tenait à Rimini, en Italie. Comme j'étais encore en « liberté provisoire avec interdiction de quitter le territoire », je ne pouvais pas officiellement franchir la frontière. Mes camarades de Grenoble, sans doute en manque de sortie collective, décidèrent de me faire passer la frontière par la montagne. De ma vie, je n'avais jamais mis les pieds sur des skis. La randonnée dura toute une journée que je ne suis pas près d'oublier ! Entouré par cinq camarades, des habitués de la montagne, et un guide professionnel qui trouvait l'épopée plutôt hilarante, je devais monter des heures durant, chaussé de skis de randonnée, en suivant scrupuleusement les traces de mes bourreaux, avant de redescendre tout schuss, à plus de 2 000 mètres d'altitude et de passer devant un poste de douane où personne ne remarqua qu'il y avait, au milieu d'un groupe, un énergumène qui descendait accroché à des bâtons horizontaux tenus par des militants de la Ligue dissoute. Voilà pour le folklore.

Dans ces années-là, les pseudonymes, le service d'ordre, les voyages plus ou moins clandestins symbolisaient un certain style de militantisme. Ils contribuèrent à donner à la Ligue une image de groupuscule gauchiste et inquiétant.

Utiliser des pseudonymes pouvait paraître archaïque. En fait, il s'agit d'une forte et ancienne tradition du mouvement ouvrier et une mesure de protection en cas d'arrestation. Le principe est simple : quand on ne connaît pas les véritables noms, on ne risque pas de les donner ! Valable dans les périodes de répression et de clandestinité, cette pratique n'avait plus de sens pour une organisation qui présentait des candidats aux élections. Nous avons même souvent frisé le ridicule lorsque des camarades, présidant une assemblée syndicale ou associative, donnaient la parole à d'autres militants de la Ligue en les appelant par leurs pseudonymes, au grand étonnement de l'assistance.

Le service d'ordre de la Ligue s'était illustré comme on l'a vu le 21 juin 1973, au point d'enfiévrer les imaginations. En fait, sa création date de la JCR. Son rôle était de protéger toutes les

activités publiques de l'organisation contre les attaques de la police ou de l'extrême droite. Cette préoccupation constante était le fruit de notre formation et de notre héritage politique. Par sa structuration, notre service d'ordre fut capable de diriger des cortèges de milliers de personnes inorganisées. Aujourd'hui, intégré à la Ligue et à son fonctionnement, le SO s'est largement féminisé. Il est composé de militants et de militantes, syndicalistes pour la plupart. Ils sont élus dans leurs sections de base. Lors des initiatives unitaires, on fait appel à lui, souvent et parfois trop, les services d'ordre des autres organisations étant quasi inexistants, à l'exception de celui de la CGT et, dans une moindre mesure, de ceux de SUD et de la FSU.

13.

La dissolution de la JCR en juin 1968 n'avait pas empêché ses militants de se regrouper dans une nouvelle organisation quelques mois plus tard. Il en fut de même après la nouvelle dissolution de juin 1973. Au début de l'année 1974, une trentaine de dirigeants de l'ex-Ligue publièrent un appel annonçant la création du Front communiste révolutionnaire. Puis, dès la levée des poursuites intentées contre nous, un congrès fut convoqué pour la fin du mois de décembre 1974. Il décida la création de la Ligue communiste révolutionnaire, section française de la IV[e] Internationale, en lieu et place de la Ligue communiste. Au-delà du changement d'appellation, cette refondation marquait un tournant dans notre histoire, une rupture avec l'activisme débridé de l'après-68 et la volonté de regrouper la gauche révolutionnaire.

À sa création, divers courants de la gauche radicale considéraient que leur adhésion à la Ligue pouvait permettre d'avancer dans la construction d'une force significative... quitte à la bousculer quelque peu ! Chaque fois que l'occasion s'est présentée, nous avons toujours répondu « banco », sachant parfaitement que c'était un défi : décider une fusion est facile, la réussir est une autre affaire ! Car il s'agit de faire travailler ensemble des militants riches d'histoires et de cultures politiques différentes qui, dans le passé, s'étaient affrontés parfois durement. Plus que les références idéologiques, la pratique commune constitue le

principal atout. Avoir la même interprétation des textes classiques du marxisme n'est certes pas négligeable, mais avoir mené les mêmes combats, s'être retrouvé dans les mêmes mobilisations sociales et, surtout, avoir la même appréciation de ce qu'il convient de faire concrètement dans les années à venir peut s'avérer plus déterminant.

Parmi les nombreux apports militants que connut la Ligue, les plus significatifs furent ceux du « courant marxiste-révolutionnaire » du PSU, en 1972, d'une partie de l'OCT en 1979 et de l'organisation Voix des travailleurs, en 2000.

Le Parti socialiste unifié est né dans les années soixante du regroupement de plusieurs courants politiques de gauche qui avaient en commun l'ambition de construire un pôle indépendant, refusant à la fois le stalinisme et les compromissions de la social-démocratie. Dès sa naissance, il joua un rôle important dans la lutte contre la guerre d'Algérie, attirant ainsi nombre de militants chrétiens. En Mai 68, le PSU s'investit sans réserve dans le mouvement. Mais c'était une organisation hétérogène, où coexistaient des sensibilités très diverses : d'un côté, Michel Rocard et ses camarades entendaient surtout « moderniser la gauche » et la société, sans nulle intention de bouleverser le système politique et économique ; de l'autre, divers courants puisaient leurs références dans le maoïsme ou dans le trotskisme. Ainsi se constitua le « courant marxiste-révolutionnaire du PSU » autour de Jacques Kergoat, Christian Leucate, Francis Sitel, Jean-Claude Vessilier et Jean-Marie Vincent. À la fin de l'année 1972, constatant qu'il leur était impossible d'enrayer l'évolution de leur parti vers le PS, ils décidèrent de rejoindre la Ligue, entraînant avec eux 200 militants.

Quelques années plus tard, fin 1979, la LCR reçut le renfort de 150 militants venus de l'Organisation communiste des travailleurs. Il s'agissait pour partie d'anciens militants de la JCR qui avaient refusé à l'époque l'adhésion à la IV[e] Internationale, pour partie d'anciens du PSU d'abord influencés par le maoïsme. Leur sensibilité aux nouvelles formes de radicalité propres aux années soixante-dix avait favorisé un travail en commun, aussi

bien lors de campagnes électorales que dans les mouvements sociaux. En les accueillant, la Ligue montrait qu'elle était capable d'accueillir des courants avec des références politiques spécifiques qu'elle s'engageait à respecter. Plusieurs de ces militants – Hélène Adam, Samy Johsua, Christian Piquet ou Christine Poupin, par exemple – participèrent par la suite à la direction de la Ligue.

Enfin, en 2000, deux cents militants issus de Lutte ouvrière ont, à leur tour, décidé de rejoindre la LCR. En mars 1997, Lutte ouvrière avait exclu de ses rangs soixante-dix militants et dissous ses sections de Rouen et de Bordeaux. Paradoxalement, cette crise était une conséquence du succès d'Arlette Laguiller à l'élection présidentielle de 1995 où elle avait franchi la barre des 5 %. Les militants exclus, qui avaient pris au sérieux son appel à construire un grand parti des travailleurs, reprochaient à leur direction de ne pas le mettre en pratique, de refuser l'unité des révolutionnaires et de maintenir un fonctionnement interne peu démocratique. Avec leurs sympathisants, ils s'étaient regroupés autour d'un journal : *Voix des travailleurs.* Finalement, les délégués du XIVe congrès national de la LCR approuvèrent à la quasi-unanimité la fusion-intégration avec ce groupe. Depuis, ils ont pris toute leur place dans la diversité qui est celle de la Ligue, y compris au sein de sa direction à laquelle participent aujourd'hui Jean-Marie Bénaben, Yvan Lemaitre, Agnès Jamin, Galia Trepère et Germain Thomas.

Au cours de son histoire, d'autres courants politiques, de taille plus modeste, ont rejoint la LCR. Ces expériences réussies d'intégration collective illustrent à la fois la place de la Ligue dans tout effort de regroupement de la gauche anticapitaliste et sa capacité d'ouverture à d'autres traditions politiques. Néanmoins, jusque-là, les groupes évoqués se réclamaient tous explicitement du marxisme ; aujourd'hui, le défi, plus ambitieux, est de construire une force politique beaucoup plus large, rassemblant des courants ou des militants de culture communiste ou socialiste et, surtout, des syndicalistes et des associatifs qui partagent nos aspirations à une véritable gauche anticapitaliste. Dans cette

perspective, avoir été capable de regrouper des courants d'extrême gauche divers n'est pas négligeable.

La LCR reste une petite organisation, mais elle a changé de nature. Depuis cinq ans, elle a presque doublé ses effectifs, surtout après la campagne présidentielle d'Olivier Besancenot en 2002, puis, grâce à ses interventions remarquées pour faire triompher, avec nos partenaires, le non au texte de la Constitution européenne, trois ans plus tard. Aujourd'hui, sa force essentielle tient à la popularité de son porte-parole, mais aussi à l'implantation de ses militants au cœur du mouvement social, des syndicats, des comités et des associations. Les modalités d'adhésion ou de fonctionnement n'ont plus grand-chose à voir avec ce qu'elles étaient dans le passé. Il n'y a plus de pseudonymes, ni de sélection matérialisée par les statuts de stagiaire et de titulaire. Quiconque se sent globalement en accord avec le combat mené par la Ligue peut la rejoindre. C'est ensuite, au sein même de l'organisation, que peut s'acquérir la formation. Le recrutement est devenu très large et beaucoup plus diversifié. Il varie d'ailleurs selon les périodes et le retentissement de nos campagnes politiques. La différence est grande entre un militant issu du PC ou du PS – ou encore un syndicaliste – qui ont attendu des années avant de rompre avec leur parti et un jeune qui adhère « parce qu'il est contre les patrons et contre Le Pen » et qu'il ne fait pas confiance à la gauche traditionnelle. C'est la difficulté à laquelle la Ligue est aujourd'hui confrontée : elle commence à bénéficier du recrutement d'un petit parti populaire sans en avoir encore ni la taille ni la force. Certaines expériences en témoignent.

À Carbonne, près de Toulouse, en 1998, un vieux militant du PCF décida, avec quelques camarades, d'adhérer à la Ligue. Républicain espagnol réfugié en France pour fuir la dictature franquiste, Eleuterio Moreno – décédé depuis, en mai 2005 – avait participé aux combats pour la Libération de Paris. Il m'avait invité dans sa ferme, à Saint-Elix-le-Château. La grange avait été aménagée pour servir de local à son parti, avec des chaises et un

coin buvette. Avant de quitter le Parti communiste, il avait tenu à rendre tout le matériel qui lui appartenait, et qui appartenait à la fête de l'Humanité hormis quelques chapiteaux qu'il avait fabriqués. « Ceux-là seront désormais pour la Ligue », m'avait-il dit avant d'ouvrir le pot officiel qui réunissait des dizaines de personnes, dont un groupe de femmes qui, tradition oblige, avait confectionné des gâteaux. Moreno prononça un petit discours de bienvenue et me remit un cadeau, toujours selon les traditions. Nullement habitué à ce protocole mais ému par une telle atmosphère, j'étais très gêné. Ensuite, nous partîmes en voiture pour rejoindre Carbonne, à quelques kilomètres. Plus de soixante-dix personnes remplissaient déjà la salle : dont tous ses camarades du PCF. Tous avaient boudé la réunion publique du PCF qui, comme par hasard, se tenait le même jour, exactement en face, dans la même rue. Mais, avec seulement six ou sept participants. Le débat se déroula principalement entre Eleuterio et ses camarades : fallait-il, oui ou non, quitter le PC ? À la sortie, j'aperçus un camion-grue des Télécom qui retirait la banderole annonçant le meeting. Je n'y avais pas prêté attention en arrivant, mais elle barrait la rue. « Ce sont des copains... »

Le 21 mai 2005, direction Carhaix, pour la deuxième édition de la fête de la LCR baptisée « Du bruit et de l'odeur ! » « Attention, ça n'est pas le Finistère, m'avait-on prévenu, mais le Centre Finistère, ce qui est très différent... » Je connaissais de réputation cette petite ville de 9 000 habitants parce que, chaque année, des dizaines de milliers de jeunes y affluent pour assister au festival des Vieilles Charrues. Dans la toute nouvelle section de la LCR, je ne connaissais quasiment personne. Affairés à monter un stand pour la buvette les jeunes vinrent tout de même me saluer... en me vouvoyant ! Pendant ce temps, les militants de la section de Rosporden préparaient une centaine d'assiettes de crustacés. Près de 150 personnes assistèrent au débat sur la Constitution européenne, avec une tribune composée des représentants de la LCR, des JCR, d'ATTAC, du MODEF, d'EMGANN, de la Gauche unie et du PCF. En fin de soirée, on avait décompté plus de 500 participants, pour la plupart des jeunes,

venus aussi pour écouter des groupes musicaux qui apportaient leur concours bénévole à la fête de la LCR et des JCR... du Centre Finistère.

Cette vague de renouvellement pousse à réfléchir et à innover. Mais elle n'est pas sans poser de nombreuses questions, notamment à certains militants anciens, formés à la « vieille école ». Ils sont souvent plus intéressés à polémiquer sur les enseignements de la théorie du parti chez Lénine, Rosa Luxemburg ou Trotski qu'à répondre aux exigences de jeunes révoltés qui n'ont jamais entendu parler ni des uns ni des autres ! Et pourtant, la formation politique demeure indispensable si on veut respecter une vie interne démocratique. Chaque militant doit acquérir une base commune de formation et se doter des moyens de participer aux grandes décisions, sans suivisme paresseux vis-à-vis de la direction.

Pour le moment, notre faible présence dans les institutions limite le carriérisme ou la volonté d'obtenir des privilèges. Mais cela n'empêche pas, à une moindre échelle, et avec d'autres enjeux, plus modestes, les manifestations d'ambition personnelle. À la LCR, organisation dont l'histoire est relativement brève, surtout comparée à celles du PS ou du PCF, les comportements élitaires sont davantage la conséquence d'une césure entre générations qui n'ont pas vécu les mêmes expériences. C'est surtout vrai pour les « anciens », comme moi, qui ont participé à la construction de petits groupes dans des périodes très difficiles. Ils ont du mal à faire une place aux générations plus récentes, à organiser une direction collective au sein d'une équipe devenue plus nombreuse.

La LCR est un des rares partis où l'équipe fondatrice est toujours présente, avec des liens personnels très forts. C'est le cas avec François Sabado. Ses coups de gueule de pied-noir du Maroc cachent mal sa grande sensibilité dans les contacts avec les militants. Il porte à la fois la mémoire de l'organisation et de ses débats et, en même temps, c'est un élément sécurisant qui saisit toujours l'essentiel et se bat pour ses idées, sans jamais

louvoyer. Longtemps permanent de l'organisation, il a donné l'exemple quand la LCR, au début des années quatre-vingt, a décidé de tester l'embauche de militants dans de grandes entreprises industrielles. C'est ainsi qu'il s'est retrouvé ouvrier spécialisé à l'usine de Renault Flins, avant de devenir ensuite employé à l'ANPE. Son rôle à la direction de l'organisation est fondamental, c'est lui qui fait aussi la jonction avec l'arrivée de la génération d'Olivier Besancenot.

Parmi les quinquagénaires, Olive est une autre personnalité de la Ligue. Éducateur à la Protection judiciaire de la jeunesse, il a la gouaille des mômes en difficulté dont il s'occupe. Il a su imposer son calme au service d'ordre dont il eut longtemps la responsabilité. Il a toujours tenu à faire régner une éthique exigeante dans le fonctionnement interne, ce qui lui vaut un grand crédit auprès de toutes les tendances de l'organisation.

Aujourd'hui, la grande majorité des militantes et des militants oscille entre 30 et 40 ans. Leur histoire politique commence souvent avec les manifestations de 1995. L'arrivée d'Olivier Besancenot comme porte-parole a contribué à donner à la Ligue une image plus conforme à sa réalité. Elle est désormais confrontée à la nécessité impérieuse de rajeunir et de féminiser sa direction nationale qui, depuis 2003, comporte quatre-vingts membres, dont 50 % de femmes.

Chaque militant est censé participer à la réunion de sa section, l'instance de base, environ tous les quinze jours. C'est le lieu des discussions politiques et des débats sur l'activité. En effet, dans la mesure du possible, chacun doit être actif dans au moins une autre structure que la Ligue : syndicat, association ou collectif. Les ordres du jour des réunions de ma section locale de Saint-Denis durant le printemps 2005 donnent un bon aperçu de la vie quotidienne de la Ligue. En quelques semaines, la section a abordé de nombreux sujets : l'expulsion de « squatters » ; le devenir du collectif local pour le non au référendum ; les rapports de la Ligue avec le PCF ; les menaces d'expulsion qui

pesaient sur plusieurs élèves sans-papiers du lycée Bartholdi ; le congrès de l'union locale CGT ; ou encore les nuisances provoquées par la Saria, une déchetterie qui sévit dans la commune. Sans oublier la préparation collective de l'intervention que projetait de faire notre conseiller municipal, Jean-Marc Bourquin, à la séance du Conseil sur la sécurité et les violences. Avant d'aborder ces problèmes concrets liés à l'intervention quotidienne, la réunion commence systématiquement par un débat de politique générale, en rapport avec l'actualité. La formation plus théorique ou historique s'acquiert grâce à la tenue des stages, organisés au niveau d'une ville ou d'une région. Enfin, au niveau national, des commissions spécialisées travaillent pour approfondir certains thèmes comme l'immigration, le syndicalisme, l'écologie, la culture, l'enseignement, le féminisme, la solidarité internationale, etc.

Les congrès, convoqués tous les deux ans, sont des moments forts de la vie de l'organisation : à cette occasion, elle essaye de mettre en pratique sa conception de la démocratie. Les délégués, élus lors de congrès locaux, décident des grandes orientations. Le respect scrupuleux du pluralisme se traduit par la confrontation de tendances – ou de « plates-formes ». Pour constituer une tendance, il suffit de proposer des amendements aux documents présentés par la majorité de la Direction nationale sortante, ou un texte défendant une orientation alternative. Une fois enregistrée, une tendance bénéficie, pendant les trois mois que dure la période de préparation du congrès, des mêmes droits que la Direction. On ne préjuge pas de ce que sera son importance numérique à l'issue des débats. En pratique, cela signifie : le même temps de parole pour présenter ses positions lors des assemblées régionales et un financement égalitaire pour circuler en province. L'avant-dernière étape de ce processus est la tenue de congrès locaux : ils envoient au congrès national des délégués, élus à la proportionnelle des tendances. Il n'y a pas de mandat impératif : le congrès est souverain et les délégués se déterminent en leur âme et conscience. Ce fonctionnement est maintenant

assez bien rodé. Les discussions sont franches et, parfois, rudes. La direction est contestée, souvent vivement. Notre conception et notre pratique du débat provoquent régulièrement l'étonnement des observateurs : il est vrai qu'elles sont loin d'être la règle en vigueur dans les autres partis, à commencer par les organisations d'extrême gauche !

À la fin du congrès, les délégués se prononcent sur les orientations proposées et élisent la nouvelle Direction nationale, à la proportionnelle. Chaque tendance choisissant librement ses représentants. Les travaux du congrès sont publics, ouverts à la presse et aux représentants des partis de gauche, ainsi qu'à de nombreux observateurs de partis venant d'autres pays. Ensuite, la Direction nationale se réunit tous les deux mois environ et prend les décisions politiques importantes, entre deux congrès. Elle élit en son sein un Bureau politique, l'exécutif du parti, d'une vingtaine de membres, qui se réunit tous les quinze jours. Un secrétariat d'une dizaine de membres assure la gestion quotidienne et l'animation de la Ligue. En dehors des permanents qui s'occupent de l'imprimerie et de la librairie *La Brèche*, la LCR ne finance que quatre ou cinq de ses dirigeants. Tous les autres ont un travail salarié, dans une entreprise privée ou dans le secteur public.

On connaît les défauts inhérents aux partis politiques : bureaucratisme, élitisme, lourdeur dans la prise de décision, routine. Mais je pense que la nature et le fonctionnement d'une organisation sont toujours liés aux buts qu'elle se fixe. Pour organiser les loisirs, défendre des locataires ou sauver le littoral, il n'est pas besoin d'un parti : associations, réseaux ou clubs s'avèrent compétents. Mais, pour lutter contre le capitalisme, face à un adversaire disposant de tous les moyens, il faut des organisations capables d'être efficaces dans l'action et démocratiques dans le fonctionnement. En revanche, il est évident que si on limite ses ambitions à de simples pressions pour réformer la société sans la changer, des structures plus souples peuvent faire l'affaire.

Alain Krivine

Le militantisme rebute parfois alors qu'il peut être passionnant et enrichissant si on a la motivation politique et du recul par rapport aux événements. La motivation politique est, évidemment, fondamentale : le militantisme révolutionnaire ne peut se nourrir que d'un état de révolte permanent et d'une certaine conception morale. Comment supporter chaque jour, dans les médias, l'évocation des guerres, des massacres, ou encore des licenciements et des scandales financiers ? Comment supporter les commentaires mensongers ou hypocrites des dirigeants ou des experts destinés à justifier la marche du monde ? Une marche guidée plus que jamais par l'argent et le profit. Je n'ai jamais considéré mon activité politique comme une profession, mais comme une nécessité. Se battre pour une autre société, c'est aussi être capable, dans la lutte quotidienne, de se fixer des objectifs à la mesure de ses forces et de ne pas renoncer, même dans les périodes les plus difficiles. Chaque jour apporte son lot de succès ou d'échecs, à des échelles totalement différentes : un meeting réussi, un sans-papiers régularisé, une manifestation ratée, un congrès qui se déroule bien, un succès électoral ou l'échec d'une grève, une nouvelle section créée dans une ville, le massacre de Palestiniens, l'intervention militaire américaine en Irak, un bombardement en Tchétchénie. Recul et distance sont nécessaires. Mais ils ne doivent, en aucun cas, déboucher sur l'indifférence, la banalisation ou le cynisme.

14.

Lors de sa première décennie d'existence, la Ligue s'est taillé une solide réputation : celle d'avoir le sens du « coup politique » et une capacité sans équivalent à prendre des initiatives, parfois totalement disproportionnées au regard de ses forces réelles. On se souvient encore du culot qu'il lui fallut, en 1969, pour présenter un candidat à l'élection présidentielle. Le même péché mignon nous a gagnés à nouveau en 1974. Nous étions sûrs que la gauche, alors unie sur la base du « programme commun de gouvernement » allait emporter les élections législatives de 1978. Il fallait donc préparer le terrain pour ce bouleversement. Comment ? En publiant un journal quotidien. La Ligue avait l'idée et le projet, mais ni l'argent, ni les locaux, ni le personnel ! Situation habituelle qui fait tout son charme...

Une souscription fut donc lancée, tandis qu'une équipe essayait de trouver un local pour installer une imprimerie, et notamment une rotative. Edwy Plenel organisa une grande fête pour *Rouge quotidien*, à la Villette, en octobre 1975, pour collecter des fonds. L'initiative fut un succès : plus de 50 000 participants vinrent écouter de nombreux artistes, dont Guy Bedos, Captain Beefheart, Docteur Feelgood, Jacques Higelin, Paco Ibanez, Catherine Ribeiro et bien d'autres encore.

Nous installâmes l'imprimerie à Montreuil, au fond d'une petite rue, dans un endroit relativement isolé, à cause du bruit prévisible de la rotative. Trouver un local ne demandait pas trop

de compétences. En revanche, acheter une rotative et produire un journal sans professionnels qualifiés relevait de l'aventurisme. Pour être plus précis, l'équipe responsable du projet comptait dans ses rangs un camarade d'origine suisse, qui avait quelques compétences dans l'imprimerie. Mais c'était le seul. Il fut contraint de faire appel aux conseils de quelques compatriotes, avant de se rendre en Grande-Bretagne, de découvrir une « occasion » et de rapporter l'immense machine de deux étages, en pièces détachées, par bateau, pour la faire remonter à Montreuil par des professionnels qui en ont profité pour former quelques camarades devenus sur le tas, rotativistes, photograveurs ou clavistes.

Pour la rédaction, la démarche fut tout aussi osée. Sur la trentaine de « journalistes » embauchés, un seul était professionnel : Jean-Pierre Besset, rédacteur à *La Montagne* de Clermont-Ferrand. Moi-même, je me retrouvai à la direction du quotidien, sans aucune expérience ni compétence particulière si ce n'est de savoir lire les dépêches de l'AFP qui crépitaient toute la journée. Aux commandes, il y avait aussi Daniel Bensaïd, Gérard Filoche ou encore Alain Bobbio.

Chaque jour, la sortie du quotidien était une épreuve redoutable. Il fallait boucler le numéro à temps pour ne pas « rater la province », autrement dit les camions des NMPP qui venaient chercher les journaux vers minuit. L'équipe du quotidien nageait dans l'amateurisme le plus total et l'improvisation permanente. Et pourtant, l'aventure tint près de trois ans, avec des chiffres de vente qui oscillaient autour de 10 000 exemplaires, ce qui n'était pas si mal, dans ces conditions ! Néanmoins, il en aurait fallu quelques milliers de plus pour équilibrer les comptes... Nous avons connu tous les déboires possibles et imaginables, le plus célèbre étant la sortie d'un *Rouge* avec une page imprimée à l'envers suite à une erreur de montage des plaques. Mais nous n'avions pas le choix : ou nous rations la diffusion dans les kiosques, ou nous diffusions le seul quotidien jamais sorti partiellement lisible dans un miroir... Ce que nous fîmes.

Entre aventures et mésaventures, l'expérience du quotidien fut passionnante. À l'imprimerie et à la rédaction, des dizaines de militants et de militantes se sont surpassés, ne dormant que quelques heures par nuit. La sortie du journal était un ballon d'oxygène, qui nous donnait une impression d'utilité : pouvoir commenter l'actualité, trouver tous les matins son journal en kiosque – du jamais vu – ou entendre citer les éditoriaux de *Rouge* dans les revues de presse, à la radio. Réunions courtes et décisions rapides bouleversaient les habitudes. Peu à peu, des liens se sont tissés avec les lecteurs. Ces liens étaient d'une tout autre nature que les liens militants. Un journal, c'est aussi un organe vivant, représentant une somme considérable de sensibilités diverses, d'expériences et de débats, qui d'un seul coup, en deux minutes, se fige sur seize pages, à la sortie de la rotative. Aussi étonnant que cela puisse paraître, cette expérience réalisée dans des conditions qui défiaient le bon sens a permis de former une série de camarades qui, depuis, ont acquis une grande renommée dans les médias. Cela avait déjà été le cas, avant 1974, avec *Rouge hebdomadaire* où Hervé Chabalier, Bernard Guetta, Dominique Pouchin et Michel Field avaient fait leurs premières armes. Parmi les permanents du quotidien, on dénombre des plumes reconnues : Bernard Cohen, Georges Marion, Danièle Ohayon, Philippe Pignare, Denis Pingaud, Edwy Plenel, Yann Plougastel, Michel Samson, Dominique Bouchet, Alain Brossat, Franck Teraille, Jean-Yves Potel, Jean-François Vilar ou Bertrand Ardusse. Puis, *Rouge* étant redevenu hebdomadaire : Anne Tristan, Patrick Roger ou Paul Benkimoun. Fidèle à sa réputation, la Ligue a ainsi été une excellente « école de formation » pour sa direction et sa presse... mais aussi au profit des autres partis et d'autres journaux. Sans publicité et avec des ventes insuffisantes, il a fallu en 1979 se résoudre à mettre fin à l'exercice, n'en conservant que de lourdes dettes. L'expérience fut tellement enthousiasmante que, à chaque grand événement, il y a toujours quelques camarades pour souhaiter reprendre, comme nous l'avons fait quatre jours durant, en 2003, lors du Forum social européen de Paris Saint-Denis !

La Ligue ne fut pas seulement, grâce à *Rouge*, une sorte d'école de journalisme. Elle forma également des responsables politiques dont certains sont partis dans d'autres organisations. Militer pour changer le monde, c'est partager des moments d'enthousiasme. Mais c'est aussi, la plupart du temps, ramer à contre-courant. D'autres, au fil des années, perdirent confiance dans notre capacité à atteindre effectivement les objectifs – ambitieux, c'est vrai – qu'ils s'étaient fixés en rejoignant notre petite organisation. Cela explique l'existence d'une tribu un peu particulière : les « ex de la Ligue », ceux qui y ont milité quelque temps, puis l'ont quittée. Combien sont-ils ? Plusieurs dizaines de milliers... Plusieurs centaines d'entre eux occupent aujourd'hui des responsabilités importantes, que ce soit au Parti socialiste, dans les médias et, aussi, dans certaines directions syndicales. Comme les adversaires politiques de la Ligue tiennent régulièrement à lui accoler, ainsi qu'à ses responsables, l'image de chefs d'orchestre plus ou moins clandestins, beaucoup finissent par penser que les « ex » sont toujours plus ou moins organisés. Bref, ils constitueraient, comme le titrait un long reportage de *L'Express*, une sorte de « franc-maçonnerie d'extrême gauche ». La LCR serait-elle donc plus influente qu'elle ne voudrait bien le faire croire ?

Pour comprendre le phénomène, il faut partir de ce constat simple : toute expérience collective minoritaire, menée dans des conditions parfois difficiles, crée des liens. Elle laisse des souvenirs et, parfois, entretient des complicités. Rien de plus. Alors c'est vrai que ce n'est pas seulement une histoire « d'anciens combattants » qui nous lie. Les militants recrutés à l'époque où l'organisation trotskiste était très petite, marginalisée et attaquée de toutes parts, étaient d'un type un peu particulier. Très formés sur le plan politique, ils ont acquis, lors de leur passage à la Ligue, un savoir-faire organisationnel et une pratique du « travail de masse » qui leur furent souvent utiles, plus tard.

Un jour, j'eus l'occasion d'en discuter avec un ancien directeur du *Monde*, Jacques Fauvet. Il m'expliqua sans détour pourquoi

il ne recrutait pas de journalistes « encartés dans un parti » mais aussi pourquoi, en revanche, il appréciait de travailler avec des anciens de la Ligue, surtout à la rubrique politique. À l'époque, il parlait notamment de Dominique Pouchin. La majorité des journalistes qui ont milité un temps dans nos rangs n'ont d'ailleurs jamais caché leur passé. Certains l'ont même assumé de façon publique. Le cas le plus connu est celui d'Edwy Plenel, ancien directeur de la rédaction du *Monde*. Entré très jeune à la Ligue communiste, il y est devenu responsable de l'intervention dans les lycées avant de faire ses premières armes de journaliste à *Rouge*, puis à *Rouge Quotidien*, sous le nom de plume de Joseph Krasny. C'est aussi le cas de Rémi Barroux ou de Georges Marion, également journalistes au *Monde*. Ce dernier a d'ailleurs gardé le nom de plume qu'il utilisait du temps de *Rouge Quotidien*.

Les liens d'amitié qui subsistent avec certains « anciens » sont de notoriété publique. Mais, est-il besoin de préciser qu'ils n'ont, bien sûr, aucune conséquence politique ? Lorsqu'Edwy y était directeur de la rédaction, *Le Monde* n'a jamais été le supplément quotidien de *Rouge* ! C'est le moins qu'on puisse dire...

C'est le même type de rapports amicaux que j'entretiens, par exemple, avec d'autres anciens qui sont aujourd'hui à la tête d'entreprises de production audiovisuelle. Tout en s'étant éloignés de la Ligue, ils mettent leur culture et leurs talents au service de valeurs communes. Jean Labib, par exemple, a produit des films passionnants pour la télévision, dont *Camarades*, un documentaire consacré au Parti communiste. Son passé militant n'est sûrement pas étranger à cette activité. Jean avait été à la direction du service d'ordre de la Ligue. En 1968, il partageait avec Michel Rotman la responsabilité de la gestion de notre infrastructure. De son côté, la famille Rotman constitue un autre exemple de ces relations. Baignés dans une ambiance familiale nourrie par la résistance communiste, juive polonaise, les enfants Rotman ont rejoint la LCR, puis l'ont quittée. Depuis, deux d'entre eux se sont fait un nom : Michel, comme producteur, et Patrick, son frère, journaliste et écrivain, auteur de multiples

livres, dont *Génération* ou encore *Les Porteurs de valise*, qui raconte l'histoire des réseaux de soutien au FLN algérien. Patrick fit ses premières armes à *Rouge*, sous le pseudonyme de Fresnel. Michel, quant à lui, fut très longtemps au Bureau politique de la Ligue. Il s'occupait notamment des finances. Toujours calme, doté d'un contact facile propre à entretenir de bons rapports avec les gens, il possédait, comme son frère, une grande culture politique. Avec, en plus, un culot et une imagination fertile bien utiles pour monter de « grands coups ». C'est lui qui eut l'idée de la candidature à la présidentielle de 1969. À l'époque, il était médecin et avait quelques personnalités du monde du spectacle comme patients. C'est par ce biais qu'il a pénétré dans ce milieu, avant de changer de profession et créer sa maison de production, Kuiv, qui peut aujourd'hui se flatter d'avoir à son catalogue une série de films remarquables, sur la main-d'œuvre immigrée, le Débarquement, de Gaulle, ou encore la guerre d'Algérie.

En règle générale – et en dehors des deux scissions politiques, l'une en direction de l'OCI et l'autre du PS – la plupart de ceux qui ont quitté la Ligue l'ont fait discrètement, sans motif réel de rupture politique, avec souvent la même réflexion : « Je n'ai pas de désaccords, mais... » À l'origine de ces décisions, il y a souvent un sentiment de lassitude : tant d'activisme pour... si peu de résultats et, au bout du compte, le maintien dans la marginalité. La majorité de ces anciens, plus ou moins anonymes, se retrouve encore dans les grandes occasions, comme dans les manifestations contre le Front national, en 2002. Parfois même, ils défilent dans nos cortèges, donnent un petit coup de pouce financier lors d'une souscription, et font preuve d'un peu de nostalgie pour des combats que l'on ne regrette pas d'avoir menés. « Et, untel, qu'est-il devenu ? »

Les relations sont un peu différentes avec les quelques dizaines de militants et de dirigeants qui ont rejoint le PS. La majorité d'entre eux se sont retrouvés, avec Gérard Filoche et Julien Dray, à la « Gauche socialiste », avant que la tendance n'éclate : les uns

– comme Julien Dray ou Harlem Désir – se sont ralliés à la majorité du PS, tandis que les autres sont dispersés, rejoignant les courants animés par Jean-Luc Mélenchon, Henri Emmanuelli ou Arnaud Montebourg. Parmi ceux-là, c'est, de loin, Gérard Filoche, avec son journal, *Démocratie socialiste*, et quelques dizaines de fidèles qui appartenaient déjà à sa tendance à la LCR, qui est resté le plus proche des idées révolutionnaires. Originaire de Rouen, il milita longtemps à la direction de la Ligue dont il fut un des fondateurs. C'était un très bon organisateur et un excellent pédagogue. Se réclamant de l'orthodoxie trotskiste, il construisit une tendance oppositionnelle contre « les dérives gauchistes de la majorité ». Progressivement, elle devint une organisation dans l'organisation. Malgré ses qualités, Gérard Filoche a, par un fractionnisme exacerbé, détérioré les débats partout où il est passé. Nos rapports personnels étaient très mauvais. Passé au PS, il s'y est politiquement marginalisé au point de ne jamais obtenir de mandat électif... Par ailleurs, en bon spécialiste du droit du travail, il a écrit des ouvrages utiles pour les militants. Avec Julien Dray, les rapports sont meilleurs : très éloigné de nos positions politiques, il n'a plus aucun compte à régler avec la Ligue. Avec lui, les débats sont clairs et francs. À la différence de Gérard Filoche, il n'a pas l'illusion de poursuivre au sein du PS les débats qu'il menait autrefois au sein de la LCR ! Grande gueule, l'ancien cofondateur de SOS Racisme et de la Gauche socialiste se verrait bien aujourd'hui ministre de l'Intérieur, loin de rejeter la politique de Nicolas Sarkozy.

[illegible]

[illegible]

[illegible]

[illegible]

[illegible]

15.

Au cours de plusieurs décennies de combat politique, j'ai eu de nombreuses occasions de connaître – et de solliciter... – ce que l'on appelle des célébrités, appartenant aux milieux intellectuel, culturel ou artistique, prêtes à utiliser leur notoriété pour faire avancer certains combats. Au point que, il y a quelques années, un journaliste m'a décrit, un peu ironiquement, comme l'homme qui fait de la politique, un carnet d'adresses à la main et un téléphone portable collé à l'oreille. Bien sûr, comme dans toute caricature, il y a du vrai. Appeler des responsables politiques, syndicaux ou associatifs – mais aussi ce que l'on appelle des personnalités ou des « intellectuels » – pour organiser un meeting ou une manifestation, rédiger et faire publier un appel, fait partie effectivement des activités militantes qui peuvent s'avérer très utiles pour faire percer une cause, lui faire franchir le barrage médiatique et initier un mouvement de solidarité.

En 1969, un comédien sympathisant, Jacques Charby, avait pris l'initiative de réunir autour de nous un certain nombre de gens du spectacle et de la culture : Paul Crauchet, Yvan Dautin, William Klein, Coline Serreau, Jean-Marie Serreau, Delphine Seyrig et bien d'autres. C'est à cette époque que datent mes premières rencontres avec Philippe Caubère. En tout, ils étaient près d'une quarantaine. Pour certains, les liens avec notre courant politique remontaient à l'époque de la guerre d'Algérie. Nous nous sommes donc retrouvés, Daniel Bensaïd, Henri Weber,

Michel Rotman et moi, pour débattre avec eux de notre projet... Ce que nous leur avons alors raconté a dû les intéresser – ou susciter leur curiosité – puisque pendant près de deux ans ces réunions furent mensuelles. Au début, elles avaient lieu chez Michel Piccoli. À vrai dire, le turnover y était assez important : l'assistance variait selon l'intérêt de l'actualité politique et, surtout, selon les engagements professionnels des uns et des autres. Certains, comme Pierre Arditi, ne firent qu'y passer. D'autres se montrèrent plus assidus. Michel Lequenne, militant fort ancien de notre mouvement, fit également venir des peintres. Il ne s'agissait pas à proprement parler d'une structure sympathisante de la Ligue comme nous cherchions à en construire dans d'autres milieux professionnels. Mais, plutôt, un réseau flou, fait de relations personnelles et de conversations. Beaucoup des participants avaient sympathisé autrefois avec le PCF. Ils s'en étaient éloignés du fait de son soutien à la répression dans les pays de l'Est, de ses hésitations pendant la guerre d'Algérie, ou de son hostilité au mouvement étudiant lors du printemps 1968. Autant dire qu'ils étaient réticents à s'engager une deuxième fois. Outre des discussions sur l'actualité politique, les débats se focalisaient naturellement sur la place de la culture dans une société socialiste, le rôle de l'artiste, son rapport avec le combat politique et le mouvement ouvrier. Dans son manifeste, publié en 1978 – *Oui, le Socialisme !* –, la Ligue s'inspira très largement de ces discussions pour rédiger le chapitre sur la culture. Beaucoup de ces personnalités participaient également aux activités – manifestations, meetings, pétitions – du Secours rouge, une association créée au début des années soixante-dix pour organiser la solidarité contre la répression qui frappait les militants d'extrême gauche et surtout les maoïstes.

À partir de 1975, nous connûmes une deuxième expérience. Des artistes, surtout des comédiens, se réunissaient régulièrement dans une arrière-salle du Tambour, un café aujourd'hui disparu, situé place de la Bastille. Des responsables de la Ligue y faisaient de petits rapports, pour engager la discussion. Et puis, peu à peu, les réunions changèrent de nature. La plupart des participants

étant membres des différents syndicats de la fédération CGT du spectacle – techniciens, réalisateurs et comédiens –, les débats sur l'activité syndicale devinrent récurrents. De cette époque date la publication, qui dura plusieurs années, d'un bulletin politique, ironiquement baptisé *Télé 7 Rouge*, destiné aux milieux professionnels du spectacle et de la télévision. Notre décision de publier un quotidien avait également suscité pas mal de sympathies. Et, naturellement, le moment de son échec fut aussi celui des désillusions et des prises de distance, le pouvoir d'attraction de l'Union de la gauche aidant. Dans ce milieu attaché à la liberté d'expression et, plus généralement, à la démocratie, il y eut des discussions passionnées sur les positions de la Ligue lors de l'affaire du *Republica* au Portugal, la liberté de la presse ou l'invasion soviétique de l'Afghanistan.

Dans ces années-là, la direction de la Ligue côtoyait également des réalisateurs pour qui faire des films était aussi un engagement. Nous nous étions retrouvés aux côtés de Constantin Costa-Gavras lors de diverses initiatives de soutien aux dissidents tchèques. En 1970, *L'Aveu* – adaptation cinématographique du récit des procès de Prague, écrit par Arthur London, lui-même victime de ces procès – avait contribué à faire prendre conscience de la réalité des procès staliniens à un public autrement plus large que celui qu'avaient pu toucher les trotskistes. Des militants de la Ligue participèrent comme figurants à un autre film de Costa-Gavras : *Section Spéciale*. Les premières scènes évoquent les interrogations auxquelles ont été confrontés les premiers résistants communistes, au début de l'Occupation : fallait-il, comme le colonel Fabien, se lancer dans les attentats individuels contre des officiers allemands ? La contribution – par ailleurs modeste – de la Ligue au septième art ne s'est pas arrêtée là. Déjà, Yves Boisset avait utilisé les images d'un de nos cortèges dans son film *L'Attentat*. Son autre film, *RAS*, devait traiter de la guerre d'Algérie, un sujet inhabituel pour le cinéma français. La première partie du film montre des manifestations de rappelés. Ces soldats ayant déjà accompli leur service militaire étaient rappelés sous les drapeaux pour aller faire la guerre. Pour

tourner ces scènes de foule, de manifestations et de heurts avec les forces de l'ordre, Boisset était à la recherche de... manifestants. Un peu notre spécialité ! Une centaine de militants et de militantes, principalement issus du secteur étudiant et du service d'ordre, se retrouvèrent donc un beau matin dans une gare désaffectée de la région parisienne. La séquence qui devait y être tournée représentait une manifestation : militants anticolonialistes et familles de rappelés essayant de bloquer un train de bidasses en partance pour l'Algérie. Une scène qui me rappelait des souvenirs. Mes camarades, figurants d'un jour et d'un nouveau genre, jouaient les uns les soldats, les autres les manifestants et, enfin, les CRS appelés en renfort pour débloquer le train. Notre participation à *RAS* était, bien sûr, motivée par la sympathie que nous éprouvions pour Yves Boisset : faire un film grand public sur ce sujet trop longtemps occulté était courageux. Mais elle était aussi... intéressée. À titre individuel, les militants jouaient bénévolement, et Yves Boisset reversait à la trésorerie de la Ligue l'équivalent de ce que lui aurait coûté l'embauche de « vrais » figurants. Il n'eut d'ailleurs pas à s'en plaindre : coutumiers des affrontements réels avec les fascistes ou les policiers, mes camarades se prirent rapidement au jeu et offrirent aux caméras des scènes d'un réalisme saisissant ! Au grand dam des figurants professionnels – il y en avait quand même quelques-uns, convention collective oblige – qui craignaient de prendre un mauvais coup au cours des échauffourées et grommelaient qu'ils avaient été embauchés pour faire de la figuration, pas des cascades !

En 1976 le procès en appel de Pierre Goldman me permit de rencontrer Simone Signoret. Pierre avait été un de mes bons amis au moment de la crise de l'UEC et de notre exclusion du PCF. Il avait dirigé avec nous l'opposition de gauche antistalinienne et, notamment, le secteur Sorbonne Lettres. Personnage très attachant, il se faisait remarquer dans la polémique par son intelligence, son esprit et sa culture. Rongé par l'histoire de sa famille, il avait l'antifascisme – et l'antistalinisme – à fleur de

peau. Hypersensible, il se donnait des allures de faux dur, de macho, ne rechignant pas à utiliser le vocabulaire des bas-fonds. Ulcéré par le populisme des maos, souvent issus de l'École normale supérieure, il ironisait sur ceux « qui offrent leur cul au prolétariat ». Une fois, dans l'appartement de son père, il me présenta à son demi-frère tout timide, assis sur un lit, une guitare à la main : « C'est Jean-Jacques. Il passe son temps à grattouiller des conneries. » Mais je me souviens surtout de Pierre, en larmes, après une des multiples bagarres contre des militants d'extrême droite. Il avait cassé son manche de pioche sur la tête de l'un d'entre eux.

Depuis la parution de son livre, en 1977, *Souvenirs obscurs d'un juif polonais né en France*, on sait que Pierre était né en France, sous l'Occupation, de parents juifs polonais et résistants. Sa mère, communiste, avait été envoyée dans les Alpes par le PC pour aider la Résistance, avant de retourner en Pologne, à la Libération, pour servir le nouveau pouvoir. Pierre avait donc été élevé par son père. Écorché vif, incapable de trouver sa place, il se sentait coupable d'avoir été trop jeune pour participer à la Résistance.

Après le dénouement de la crise de l'UEC en 1965, il ne se reconnut dans aucune des organisations d'extrême gauche qui prospéraient alors. Il trouvait la JCR trop rigide et détestait le populisme démagogique des maos. En 1968, je l'avais déjà perdu de vue. Par la suite, j'appris que sa vie était devenue une sorte d'aventure où se mélangeaient confusément résistance à l'air du temps et criminalité sans but lucratif. Il était parti en Amérique latine pour rejoindre la guérilla. Mais il y avait rencontré des trafiquants de cigarettes... Son retour en France fut marqué par une affaire retentissante : l'attaque d'une pharmacie, boulevard Richard-Lenoir à Paris, qui se solda par l'assassinat de deux personnes, en 1970. Arrêté, Pierre avoua sa participation à trois hold-up, mais pas à celui du boulevard Richard-Lenoir. Il a toujours nié être l'auteur des coups de feu. En décembre 1974, lors de son premier procès, il fut condamné à la réclusion criminelle à perpétuité. C'est pendant son incarcération que nous

reprîmes contact, d'abord par lettres. Puis, je vins le visiter en prison. Le jugement fut cassé et la préparation du second procès a mobilisé des dizaines de personnalités. Sans le connaître personnellement, Simone Signoret avait décidé de s'engager dans la bataille pour sa libération. Je fis sa connaissance à cette occasion. J'allais assez souvent dans la maison qu'elle partageait avec Yves Montand, place Dauphine. Elle se passionnait pour la politique. À chaque visite, j'étais très impressionné de me retrouver devant cette grande dame dont les photos, tirées de *Casque d'or*, ornaient les murs. Toujours franche et directe, elle était loin d'approuver toutes les positions d'Yves Montand. En 1976, elle voulut suivre incognito le second procès qui se tenait devant les assises de la Somme, à Amiens. Elle arriva le visage « dissimulé » derrière des lunettes noires. Ce qui eut évidemment l'effet qu'on peut imaginer ! La plaidoirie de Me Kiejman fut un modèle du genre. Pierre fut innocenté du double meurtre et condamné à douze ans de réclusion pour les hold-up avoués. Après six années passées en prison, il fut libéré. Mais il eut du mal à reprendre pied dans la vie. Quelque temps plus tard, en septembre 1979, il fut assassiné, en bas de chez lui, par un commando qui signa son crime « Honneur de la police », un groupe qui s'était fait connaître en plastiquant la voiture d'un responsable du service d'ordre de la CGT, mais dont on ne sait pas grand-chose. Pour les obsèques, sa mère vint de Pologne, puis elle s'installa définitivement en France, jusqu'à sa mort. Entre-temps, j'avais tout tenté – mais en vain – pour que Pierre rencontre Simone Signoret. Ne fût-ce que pour la remercier de tout ce qu'elle avait fait. Mais il s'en fichait. C'était son mauvais côté.

Lors de mes visites place Dauphine, je n'ai rencontré Yves Montand qu'une seule fois, à l'occasion de la campagne de souscription que nous avions lancée pour financer notre imprimerie. Ce fut Simone qui, au cours de notre conversation sur un tout autre sujet, s'en était souvenue. Elle appela son compagnon qui était au premier étage et lui demanda de descendre, « avec l'argent pour la Ligue ». Ce qu'il fit immédiatement. Mais ce geste me plongea dans un embarras profond. La somme

– peut-être l'équivalent de 2 000 euros – était en petites coupures et je fus obligé, tout en lui parlant, de remplir mes poches de veston, comme on remplit un sac. Puis, Simone Signoret tomba malade, elle avait presque complètement perdu la vue. Notre dernière rencontre eut lieu lors d'une manifestation où son accompagnateur était contraint de lui indiquer le nom des gens qui venaient la saluer.

Cette période fut aussi l'occasion de faire la connaissance du peintre Matta qui nous avait promis un tableau pour contribuer à notre souscription. Avec mon complice Michel Rotman, nous faisions « le tour des personnalités ». Nous savions que Matta avait, de longue date, fréquenté les milieux du trotskisme latino-américain et qu'il s'en réclamait. Mais nous ne l'avions jamais rencontré. Il nous avait invités à dîner dans ce qu'il appelait modestement son « petit pigeonnier », dans la forêt de Fontainebleau. En fait, nous arrivâmes dans une superbe maison, dotée d'une immense salle à manger. Au moment de nous séparer, après un dîner qu'il avait lui-même préparé, nous nous apprêtions à reprendre la voiture sans que personne n'ose aborder le but de la visite. C'est alors que Michel prit son courage à deux mains : « À propos, où est le tableau dont vous nous aviez parlé ?
— Mais oui, mais oui, j'oubliais. Je vais le chercher au premier. Mais faites attention, il n'est pas encore sec. » Matta redescendit avec, à la main, une toile grande comme une petite serviette de bain. « Vous savez, je ne l'ai pas faite plus grande, car vous auriez trop de difficultés à la vendre. » Et de nous montrer qu'il y avait quand même plusieurs personnages et qu'elle valait assez cher, au vu des critères de la profession... Michel et moi n'y connaissions rien. Mais, de concert, nos regards d'amateurs se mirent à chercher discrètement où pouvait bien se nicher la signature... C'est ainsi que nous apprîmes que Matta avait l'habitude de la mettre « quelque part dans le tableau ». Évidemment, les spécialistes le savaient. Mais pas nous ! Je quittai donc le pigeonnier, la toile à la main, avant de la poser délicatement

sur la banquette arrière de ma 2 CV. Plus tard, la vente du tableau nous rapporta plusieurs milliers d'euros.

« On va chez Masp'... », « Rendez-vous à la librairie... » : ces mots ont été prononcés des dizaines de milliers de fois par toute la génération militante des années soixante et soixante-dix. Grâce à une maison d'édition – les éditions Maspero – et à une librairie, *La Joie de lire*, située au cœur du Quartier latin, Maspero était devenu un cri de ralliement, une référence qui dépassait de loin le personnage lui-même que, d'ailleurs, presque personne n'avait vu ou ne reconnaissait. Et pour cause ! François Maspero avait eu l'intelligence et le courage de publier tout ce qui s'écrivait de progressiste et de révolutionnaire, aussi bien au niveau de la pensée théorique que de l'action, qu'il s'agisse d'œuvres historiques ou de réflexions sur l'actualité. Et pourtant, c'est certainement un des personnages les plus réservés que j'aie jamais rencontré. Sa maison d'édition et sa librairie ont nourri et éduqué des générations entières de militants, pour ce qui concerne la France, et de combattants, pour ce qui est du reste du monde. Même aujourd'hui, il est encore trop tôt pour apprécier le rôle clé joué par cet éditeur hors du commun. Lieu de rencontre ouvert et vivant, *La Joie de lire* était la cible de vols permanents et d'agressions. À plusieurs reprises, malgré les réticences ou les refus de François Maspero, les militants durent en assurer la protection. Proche de l'extrême gauche, François rejoignit lui aussi la Ligue communiste après Mai 68. Puis il la quitta, tout en gardant de la sympathie pour nos combats. Le style de militantisme de la Ligue n'était manifestement pas le sien. Je me souviens encore de ses véritables souffrances, avant les quelques meetings où nous lui avions, plus ou moins, forcé la main et imposé de prendre la parole. Il était malade à l'idée de s'exprimer en public. Mais s'il fuyait la notoriété, il n'est pas parvenu à y échapper. Après avoir arrêté ses activités de libraire et d'éditeur, il est devenu écrivain. Et quel écrivain !

Enfin, à mes yeux, Gilles Perrault occupe une place tout à fait à part. Écrivain, militant, Gilles fut d'une aide précieuse dans tous les combats. Jamais il n'hésita à mettre sa plume et ses talents d'orateur au service des causes aussi diverses que la campagne présidentielle de 1988, derrière la candidature de Pierre Juquin, ou la lutte contre la dictature au Maroc : *Notre ami le Roi*, paru en 1990, dénonce vigoureusement le régime d'Hassan II et la complicité dont il a bénéficié de la part de la classe politique française. Il joua également un rôle moteur lors de la mise sur pied de la manifestation pour le bicentenaire de la Révolution française ou pour l'animation de l'association antifasciste Ras l'Front. Rigoureux et percutant dans ses interventions, il jouissait d'un grand respect, y compris de la part de ses adversaires. Je le vois encore, il y a peu de temps, en 2003, intervenir et s'imposer devant un tribunal spécial à Athènes pour défendre notre camarade Psaradelis, emprisonné pour des crimes qu'il n'a pas commis. Pendant sa déclaration témoignage, on aurait pu entendre une mouche voler.

Nous étions très proches et, pendant des années, une grande complicité nous a liés. Jusqu'au jour où Didier Daeninckx, auteur de romans policiers, proche du PCF, saisi d'un délire que je n'arrive toujours pas à m'expliquer, a fait mine de « sortir un scoop ». En fait, pour l'essentiel, il rappelait que Gilles, pendant la guerre d'Algérie, avait été parachutiste. En réalité, le passé de Gilles était largement connu puisqu'il en avait lui-même fait un livre *Les Parachutistes*, en 1963. Là où commençait la calomnie, c'est lorsque Daeninckx tentait, via une mauvaise enquête policière, d'établir que, depuis cette époque, Gilles n'avait en réalité pas changé de convictions. Les conséquences de cette polémique furent dramatiques. À gauche, elle créa et nourrit le doute. Elle divisa et pourrit le climat dans le milieu des auteurs de romans policiers. Elle affecta évidemment gravement Gilles, qui se replia dans sa maison de Normandie pour ne plus en sortir qu'épisodiquement. Sur le plan politique, il s'est effacé et nos rapports se sont distendus. Je sais qu'il nous en a voulu de ne pas l'avoir

véritablement soutenu dans cette tourmente. Je ne peux que lui donner raison.

Pas plus que les autres partis, la Ligue n'a réussi à donner de réponses vraiment satisfaisantes aux relations entre intellectuels, personnalités, artistes et organisations politiques. Au moins avons-nous essayé, à la différence du PCF des années cinquante ou des maoïstes de l'après-68, de ne pas situer nos rapports avec eux dans le registre de la culpabilisation, de la manipulation ou de l'instrumentalisation, mais d'instaurer des rapports militants de camaraderie.

Il faudra attendre la fin des années quatre-vingt, les désillusions vis-à-vis des grands partis de gauche, pour que la LCR reprenne pied dans ces milieux et que de nouveaux contacts se nouent. Avec le chanteur Renaud, véritable cheville ouvrière – et financière – de la mobilisation contre le sommet du G7, lors du bicentenaire de la Révolution française. Ou encore, à la fin des années quatre-vingt-dix, avec le groupe Zebda dont le CD *Motivés* – produit par la LCR – est régulièrement diffusé par les sonos, lors des manifestations.

Partie V

La voix des urnes

La Ligue et les élections – Mes campagnes présidentielles
L'Union de la gauche – Olivier Besancenot

16.

Événements importants de la vie politique, les campagnes électorales sont, pour les révolutionnaires, une occasion de défendre leurs convictions auprès d'un large public et de se confronter avec les autres partis. Pourtant, de 1968 à aujourd'hui, il est difficile de trouver un fil directeur à la politique électorale de la Ligue qui n'a pas eu de tactique constante dans un paysage politique mouvementé : déclin du PCF ; victoire de l'Union de la gauche en 1981 ; essor du Parti socialiste au pouvoir pendant dix-sept ans ; renaissance d'une extrême droite fascisante ; et, plus récemment, percée de l'extrême gauche. Des changements de cette importance n'épousent pas seulement les rythmes de la vie électorale. Mais, même de manière déformée, ces consultations – référendums et élections présidentielles, en particulier – reflètent peu ou prou les rapports de force profonds dans la société, et leurs évolutions.

Pour de multiples raisons, la Ligue refuse depuis le début de réduire son combat à la conquête de positions électorales. La rupture avec le capitalisme ne peut se faire dans le cadre des institutions actuelles : au cours des trente dernières années, quels que soient les votes émis par les électeurs, la situation quotidienne de la majorité des gens n'a pas changé ; dans les grandes lignes, la même politique a été appliquée. Parce que les élus ne « tiennent pas toujours leurs promesses », bien sûr. Mais, surtout, parce que les principales décisions qui affectent la vie des gens

ne sont pas prises par les députés à l'Assemblée nationale, mais par les présidents des multinationales et les directoires des grandes institutions financières, à l'ombre de leurs conseils d'administration. L'essentiel échappe au débat démocratique et au contrôle des assemblées élues. Par ailleurs, nous sommes convaincus que la politique ne doit pas être une affaire de professionnels, qui en font métier et carrière : la démocratie, c'est l'intervention et la participation de toute la population. En ce sens, l'exercice de la citoyenneté ne peut se limiter à déposer un bulletin de vote dans l'urne tous les cinq ans.

La Ligue a donc toujours privilégié l'animation des mouvements sociaux aux élections. Une tendance d'autant plus compréhensible qu'en juin 1968, toute une génération militante a été traumatisée par le raz-de-marée gaulliste qui avait submergé dans les isoloirs la grève générale. Pourtant, un an après, nous avons pensé que les élections pouvaient lui offrir une tribune efficace : c'est l'histoire de ma première campagne présidentielle. Puis, jusqu'à la fin des années quatre-vingt-dix, la Ligue n'a pas fait preuve de constance sur ce terrain-là. Contrairement à Lutte ouvrière qui s'est assuré un électorat stable autour d'Arlette Laguiller, notre courant politique a longtemps eu du mal à considérer la participation aux élections comme une nécessité. Aujourd'hui, la LCR tente de tenir les deux bouts : les luttes et les urnes.

À la fin des années soixante, quand on était désavoué par le suffrage universel, on démissionnait ; depuis les choses ont bien changé. Toujours est-il que de Gaulle quitta le pouvoir en 1969, après avoir perdu le référendum sur la régionalisation. Une nouvelle élection présidentielle fut organisée. La Ligue fut la première, au sein de la gauche révolutionnaire, à tenter le pari d'une candidature. À l'époque, j'effectuais mon service militaire, c'est donc comme « candidat bidasse » que je me suis jeté dans l'aventure. L'idée était venue d'un camarade de la direction, Michel Rotman, doté d'une audace certaine et d'une grande imagination. La décision prise, j'avais pour consigne d'écouter la radio

le matin et, à l'annonce publique de ma candidature, de commencer les démarches hiérarchiques. Ce jour-là, à 8 heures, mon chef, déjà mis au parfum, était arrivé au bureau, complètement ahuri, ignorant tout de la procédure à suivre. Les jours suivants, la caserne était entrée en ébullition. Mes collègues s'amusaient d'avoir un des leurs candidat. Ils se réjouissaient du trouble que cela provoquait dans l'institution. Comme les journalistes commençaient à affluer, les gardes ont été renforcées.

D'emblée, on m'informa que, désormais, j'étais exempté de guérites et de défilés – fort nombreux à Verdun – et que mes repas seraient servis à la trésorerie. On m'accorda l'autorisation de recevoir au parloir les visites de mes camarades de la Ligue, venus de Paris pour discuter de la campagne. Je fus convoqué à plusieurs reprises par mon colonel, qui n'avait jamais été confronté à pareil problème. « Écoutez, Krivine, j'ai tout fait dans ma vie de soldat : les Viets, les Fellagas. Mais un truc comme ça, jamais ! »

Ma candidature soulevait un problème épineux dont la solution allait d'ailleurs créer une jurisprudence et devenir un nouveau sujet de cours de droit constitutionnel. La loi stipulait que, pour être candidat à la présidence de la République, il fallait avoir « répondu à ses obligations militaires ». J'étais justement en train d'y répondre ! Mais, en revanche, je n'avais pas encore accompli ces fameuses obligations... De nombreux articles de presse et une campagne d'opinion furent nécessaires pour convaincre, au bout de quelques semaines, le ministre des Armées, Pierre Messmer, de signer un décret m'accordant une permission « exceptionnelle ». Une première victoire sur le « droit bourgeois » à porter à l'actif de ma candidature !

Mon départ de la caserne se déroula comme dans une scène de Courteline, témoignant des dysfonctionnements de notre armée. Une réunion d'état-major, avec des officiers venus de Metz et de Nancy, fut convoquée. Elle se tint en ma présence pour organiser ma sortie sans que les journalistes, présents autour de la caserne, n'en soient avertis. Toutes les solutions furent envisagées. Sortie en ambulance ? La ficelle était un peu grosse.

Sortie dans un camion ? Délicat. Finalement, il fut décidé que je partirais la nuit, par une porte dérobée de la caserne, dans la voiture personnelle de l'officier de la Sécurité militaire. Nous devions nous rendre à une vingtaine de kilomètres pour rejoindre, devant une petite gare bien indiquée sur la carte d'état-major, une voiture conduite par des militants de la Ligue. Tout avait été soigneusement planifié. Mais, arrivés en pleine nuit sur le lieu stratégique, l'officier et moi nous nous aperçûmes que la gare n'existait plus ! Heureusement, mes camarades étaient bien visibles. Ils occupaient la seule voiture – de couleur rouge ! – qui stationnait dans le village, tous feux allumés.

Avant mon départ, la seule recommandation que m'avait faite mon colonel, qui n'en pouvait plus de toutes ces histoires, fut : « Krivine, vous pourrez dire ce que vous voulez. Mais n'attaquez pas votre régiment ! » Je lui ai obéi.

Logés dans un local minuscule, sans moyens financiers, sans aucune pratique des médias, peu implantés sauf en milieu étudiant, nous nous lançâmes joyeusement dans l'opération. Avec le culot qui nous caractérisait en 1969, tout nous semblait possible. Y compris d'aller voir le modéliste de haute couture Cacharel – Jean Bousquet, de son véritable nom – pour obtenir de l'argent afin de financer la campagne. Nous ne le connaissions pas, mais des camarades nîmois en avaient entendu parler par une journaliste, Catherine Lamour. La rencontre eut lieu dans un de ses ateliers, situé dans le centre de Paris. Elle fut, heureusement, brève. Il savait qui nous étions et les idées que nous défendions. Le chef d'entreprise qu'il était ne nous posa aucune question politique. Une seule chose l'avait ébranlé : notre audace ! « Vous travaillez dans un local de deux pièces à Paris et vous vous présentez pour être président de la République. Eh bien chapeau ! J'aime les gens comme vous. » Il nous remit un chèque inespéré : l'équivalent de 2 000 euros. Pour la petite histoire, notre modéliste est entré plus tard en politique, comme maire de droite, à Nîmes.

À la différence de certains de mes concurrents, j'avais le privilège de voyager dans un avion privé. En effet, l'ami d'un ami d'un ami connaissait un baroudeur, ancien pilote de l'aviation israélienne. Bluffé lui aussi par notre audace, mais surtout par amour du pilotage, il a proposé de nous transporter bénévolement dans son petit avion de quatre places, pour tenir toutes nos réunions publiques à travers la France. Seuls coûts à notre charge, les frais de carburant. Accompagné d'Henri Weber ou d'autres membres de la direction de la Ligue, je débutai ainsi ma campagne. L'apprentissage sur le tas fut rapide. Je dus d'abord surmonter un stress bien compréhensible à l'intérieur d'une machine volante si petite. Au premier voyage, notre pilote avait étendu un torchon sur le terrain, avant de décoller. Arrivé dans les cieux, il avait coupé le moteur et balancé la clé dans le vide. Puis il avait fait la preuve de sa dextérité, planant jusqu'à l'atterrissage, à cinq mètres du torchon : « Guidé par les vents, vous voyez, ce n'est pas un problème. » Le baptême de l'air était réussi.

En revanche, la campagne fut plus compliquée. La récolte des cent parrainages de maires, obligatoires pour se présenter à la présidence de la République, mobilisa tous nos camarades, ramenant leur lot d'anecdotes amusantes ou révélatrices. Dans un village de la Meuse, deux d'entre eux, à 8 heures du matin, prenaient tranquillement leur café avant de démarcher des élus quand une voix de femme retentit. Elle apostrophait son chien : « Krivine, viens ici, couché ! » Stupéfaits, mes complices se retournèrent aussitôt vers elle : « Mais, madame, pourquoi l'appelez-vous comme cela ? — Mais, parce qu'il gueule tout le temps. » Ça commençait bien.

Ma candidature étonnait. Les meetings faisaient salle comble : y assistaient des centaines, parfois des milliers de participants enthousiastes – un public essentiellement jeune et étudiant. Notre plus grand succès fut d'avoir rempli le palais des Sports à Paris avec plus de 6 000 participants. Toutefois la dynamique de 1968 avait déjà commencé à s'essouffler. La coupure avec le

monde du travail demeurait importante. D'autant qu'encore très puissant, le PCF – son candidat, Jacques Duclos, recueillit 21,27 % des voix – n'hésitait pas à nous dénoncer violemment. La Ligue avait organisé une prise de parole devant son fief des usines Renault, à Boulogne-Billancourt, une entreprise qui employait près de trente mille ouvriers. Je tentai de m'adresser à eux, perché sur un camion-sono que nous avions loué pour l'occasion. J'étais entouré d'environ cent cinquante camarades du service d'ordre, car nous connaissions bien les mœurs de la maison. Face à nous, massées devant les portes de l'entreprise, des centaines de militants communistes hurlaient « Krivine à l'usine ! » mais, surtout, « Le fascisme ne passera pas ». Ce qui était très exagéré...

Organiser des dizaines de réunions publiques, coller des milliers d'affiches, distribuer des dizaines de milliers de tracts nous était familier, même si nous ne l'avions jamais fait à cette échelle. Mais cela ne suffit pas pour se faire connaître et entendre : une campagne présidentielle implique nécessairement des relations avec les grands médias. Ce fut une expérience... décapante ! Lors de ma première conférence de presse, précipité dans le feu de l'action après plusieurs mois de caserne, je répondis aux journalistes comme si j'avais affaire à des contradicteurs dans un meeting. Mais le pire restait à venir : l'enregistrement des émissions de la campagne radiotélévisée officielle. Ce fut un enfer ! Le temps manquait pour effectuer la moindre préparation. Je devais enregistrer les émissions entre deux réunions publiques. Chaque fois, j'avais un texte à lire, que j'apprenais plus ou moins par cœur. J'étais assis derrière un bureau, avec la possibilité de faire trois « prises ». Le cérémonial était d'ailleurs le même pour tous les candidats. Pompidou et moi étions – paraît-il – à égalité dans cette affaire. C'est vrai, j'avais droit au même accueil des hôtesses et des contrôleurs, aux mêmes sourires, aux mêmes petits-fours et boissons. Puis vint le moment du maquillage. Et hop, la fosse aux lions, seul face au voyant rouge. Dans un silence assourdissant, j'entendais le compte à rebours : dix secondes, neuf, huit, sept... L'idée que des millions de gens allaient me

découvrir pour la première fois et me juger en quelques minutes, m'effrayait totalement. Sans parler de la responsabilité que j'avais à l'égard de mes camarades.

« Pour la première fois, un candidat révolutionnaire s'adresse à vous... » Cette phrase, je ne suis pas près de l'oublier. Lorsque je regarde mes premières apparitions télévisées, avec le recul, trente-sept ans après, je me demande encore comment j'ai pu recueillir plus de 1 % des voix ! Certes, je ne renie rien du contenu, mais il faut bien reconnaître que mes prestations télévisées étaient tout bonnement inaudibles, incompréhensibles : une intonation de meeting, une volonté de tout dire, un langage d'étudiant... Comment convaincre des millions de gens, s'apprêtant à dîner, calmement installés à table, en famille, qu'il faut « détruire l'État bourgeois » ? On a beaucoup glosé sur cette première campagne électorale d'un candidat d'extrême gauche. Bien sûr le ton était très doctoral, le contenu trop programmatique... Mais l'expérience s'avéra finalement utile pour la suite.

Avec 1,3 % des voix, je ne fus pas élu ! Je suis donc retourné à la caserne, à la fin de la campagne, pour achever mon service militaire, puisqu'il me restait encore plusieurs mois à accomplir. Mon brave colonel me convoqua encore une fois pour démentir un article paru dans la presse régionale qui annonçait que j'allais être nommé « première classe » : « Je ne vais pas le faire, me confia-t-il. Ce serait ridicule. Vous êtes d'accord ? » Oh, que oui ! Je suis donc resté « seconde classe de réserve ». Ne m'avaient manqué que 48,7 % des voix pour devenir chef des Armées !

[illegible]

[illegible]

[illegible]

17.

Au début des années soixante-dix, François Mitterrand avait pris le contrôle du Parti socialiste. En 1972, des tractations laborieuses avaient abouti à la mise sur pied d'un « programme commun de gouvernement » et après des décennies de division, le PS, le PCF et les radicaux de gauche avaient entrepris de s'unir pour les élections. François Mitterrand voulait apporter une réponse institutionnelle à la crise de Mai 68. Il souhaitait surtout modifier les rapports de force à gauche au détriment du PC et asphyxier progressivement ce parti.

À plusieurs occasions, l'extrême gauche avait dénoncé le réformisme de cette stratégie uniquement fondée sur les élections : mais la Ligue a pris en compte le fait que le programme commun répondait à de véritables questions. En 1968, il avait manqué un débouché politique ; le PC et le PS avaient pris la mesure des risques de ce vide. Ils avaient alors intégré la nécessité de présenter, en permanence, une réponse politique aux luttes, nombreuses à cette époque, pour ne pas laisser le champ libre à la gauche radicale.

Parenthèse personnelle : quelques semaines après la signature du programme commun, j'avais rencontré Fred Zeller. Ancien secrétaire de Léon Trotski, il était à l'époque dirigeant du Grand Orient, la principale obédience maçonnique. Au cours de la discussion, à leur siège, rue Cadet, il m'avait demandé pourquoi nous, les militants de la Ligue, n'étions pas entrés dans la

« Maison », me précisant – je ne sais pas si c'était vrai ou faux – que nous étions quasiment le seul courant du mouvement ouvrier à ne pas y être. Selon lui, « les lambertistes y étaient. Le PC y avait envoyé des militants, car c'est là que tout se passe ». Puis en riant, il avait ajouté : « Il faut que tu le saches : c'est ici qu'ont eu lieu les premiers contacts sérieux entre le PC, le PS et les radicaux. Comme tu vois, nous sommes utiles. Lambert l'a parfaitement compris. »

À peine deux jours après la parution du Programme commun, la Ligue avait diffusé une analyse critique de son contenu. Contexte politique de l'après-68 oblige, elle le dénonçait comme un simple programme de « gestion du capitalisme ». Franchement, avec le recul, au regard des propositions politiques des organisations réformistes aujourd'hui, notre jugement était très sévère ! Évidemment, le Programme commun n'était pas un programme révolutionnaire, remettant en cause le capitalisme. Mais, si l'on analyse attentivement son contenu social, il faut reconnaître qu'il comportait une bonne dose de réformes réelles, comme les nationalisations. Si elles avaient été appliquées dans leur totalité, elles auraient conduit, obligatoirement, à une épreuve de force avec le patronat.

Je fus de nouveau candidat à l'élection présidentielle de 1974. Attaques contre le Programme commun et défense des comités de soldats ont exagérément marqué ma campagne. Je n'ai recueilli que 0,36 % des suffrages. Arlette Laguiller, qui se présentait pour la première fois, fit mieux : 2... %

Pendant la montée en puissance de l'Union de la gauche de 1972 à 1977, l'extrême gauche en général, et la Ligue en particulier, demeurèrent relativement isolées. Certes, en 1977, lors des élections municipales, la gauche révolutionnaire mena une campagne unitaire dynamique, avec constitution de comités unitaires, et réalisa de bons scores, notamment à Orléans où elle obtint plus de 10 % des suffrages. Cette alliance électorale,

intitulée « Pour le socialisme, le pouvoir aux travailleurs », regroupait au sein de listes communes la Ligue, Lutte ouvrière et l'Organisation communiste des travailleurs. Pour la première fois, notre accord et les résultats électoraux obtenus montrèrent l'existence d'un courant de radicalisation.

Mais d'une manière générale, les critiques formulées contre le Programme commun restèrent peu audibles ; elles ne pouvaient toucher qu'une minorité, déjà convaincue. Pour les couches populaires, l'Union de la gauche représentait un espoir, celui chasser la droite. Le sentiment dominant était de laisser une chance aux partis de gauche, si longtemps écartés du pouvoir.

Aux élections municipales de 1977 a succédé une période de division. Voulue par Georges Marchais, le secrétaire général du PCF, la rupture du Programme commun et de l'Union de la gauche provoqua son échec aux élections législatives de 1978, alors que sa progression permanente à toutes les élections depuis 1972 laissait présager la victoire. Pour quelles raisons le PC avait-il tenté de briser cette dynamique ? Les rapports entre le PC et le PS ont toujours été compliqués. La base populaire communiste a toujours eu du mal à accepter les accords avec le PS. Néanmoins, au plan local, ces accords sont souvent indispensables pour permettre au PCF d'avoir des élus. Cette dépendance est d'ailleurs plus puissante aujourd'hui qu'il y a trente ans. C'est pourquoi la direction du PC hésite régulièrement entre attitude sectaire et opportunisme.

À l'époque, le problème des dirigeants communistes était double : l'alliance avait principalement profité aux socialistes et l'URSS ne souhaitait pas un changement de majorité en France. Parti d'un score très faible à l'élection présidentielle de 1969 – Gaston Defferre, candidat de la « gauche non communiste », n'avait obtenu que 5,01 % des voix –, le PS avait surfé sur la radicalisation de la société française et réussi à se reconstruire au détriment du PCF. Et puis la perspective d'un succès de la gauche effrayait le PC qui restait très lié à l'URSS. Même si le régime soviétique était en crise, la vieille politique stalinienne

prévalait toujours : les partis communistes se devaient de favoriser prioritairement une politique qui n'allait pas contre ses intérêts diplomatiques. Les dirigeants soviétiques préféraient une victoire de Valéry Giscard d'Estaing plutôt que celle d'une coalition de gauche, surtout si celle-ci était dirigée par François Mitterrand, jugé proaméricain. Du reste, en 1981, le PC va mettre en œuvre sa fameuse consigne de « vote révolutionnaire », à la faveur de Giscard : sa direction demandera alors à des militants communistes de confiance de voter pour le candidat de droite. Évidemment, il n'existe pas de traces écrites de cette duplicité. Mais de nombreux témoignages individuels confirment que la consigne a bien été donnée, même si elle révélait une grande naïveté : le vote de quelques milliers de militants communistes triés sur le volet ne pouvait pas changer les rapports de force électoraux.

Cette période de forte division au sommet ne touchait pas que le PC et le PS : CGT et CFDT rompirent l'accord d'unité d'action qui les liait depuis 1966. Mais à la base persistait un sentiment unitaire très fort que nous avons accompagné. Avec des militants communistes – dont Guy Bois – et des militants socialistes – dont Stelio Farandjis – la Ligue contribua à lancer l'appel « Union dans les luttes ». Celui-ci s'efforçait, au-delà des divisions d'appareils, d'exprimer l'aspiration à l'unité et d'impulser des mobilisations unitaires.

Des collectifs se sont créés, regroupant des militants du PCF, du PS, de la LCR mais aussi de la CGT et de la CFDT. Grâce aux contacts noués, cette expérience unitaire facilitera la création, plus tard, d'une opposition dans la CFDT, combattant l'évolution droitière de la direction confédérale et prônant l'unité d'action avec la CGT. Symétriquement, elle permettra en 1982 à des militants CGT d'exprimer, contre l'avis de leur direction, leur soutien au syndicat libre polonais, Solidarnosc.

En 1981, la LCR décida de me présenter à nouveau comme candidat à l'élection présidentielle. Cette candidature voulait incarner le sentiment unitaire antidroite qui s'était manifesté à

travers la campagne « Union dans les luttes » et jeter les bases d'une défiance de gauche à l'endroit des partis regroupés autour du Programme commun. Cependant la règle du jeu avait changé : il fallait désormais recueillir 500 signatures. La récolte des engagements de parrainage s'avéra difficile, mais le pire vint en fin de campagne. Quand nous fûmes avertis que la direction du PS avait exigé de ses élus qui nous avaient promis leurs « signatures » de les retirer.

La Ligue demanda alors à rencontrer François Mitterrand. Le rendez-vous eut lieu dans son appartement, rue de Bièvres, à Paris. L'accueil fut sympathique, mais la visite inutile si ce n'est pour le caractère plaisant des lieux. Comme je m'apprêtais à plaider notre cause, au nom de la démocratie et du pluralisme, François Mitterrand m'interrompit immédiatement : « Je n'ai jamais donné aucune consigne de ce genre. Au contraire, votre présence est légitime. » Puis il se lança dans un long discours... sur la démocratie et le pluralisme. La suite de l'entretien ne concerna plus du tout l'objet initial de la visite. Fidèle à son habitude, le futur Président était très bien renseigné sur ses interlocuteurs et leurs centres d'intérêt. Il jouait la séduction et feignait de vouloir connaître votre jugement sur une question dont il supposait qu'elle vous tenait à cœur. C'est ainsi que, sur chaque sujet, il s'est construit un réseau de « spécialistes », heureux et flattés d'être consultés. L'ancien dirigeant des étudiants communistes, Philippe Robrieux – auteur d'une intéressante *Histoire intérieure du PCF* – s'est même vu offrir un jour un labrador présidentiel... pour le remercier de ses précieux conseils. Avec moi, Mitterrand fit porter la conversation sur le PCF, ses problèmes, son évolution, et la comparaison entre les implantations respectives du PCF et du PS. Après cette visite, je ne l'ai plus revu. Pas plus d'ailleurs que les signatures des maires socialistes ! Mais quand ma mère décéda, trois mois après l'élection présidentielle, je reçus de l'Élysée un long télégramme de condoléances.

Sans possibilité de présenter un candidat, un débat s'était alors ouvert dans nos rangs sur la consigne de vote à donner pour le

premier tour. Nous étions profondément marqués par l'expérience « Union dans les luttes » et la campagne menée depuis des mois sur le thème : « Battre la droite ! Chasser Giscard ! » Toujours est-il qu'au sein de la direction de la Ligue, il n'y eut pas de majorité pour appeler à voter en faveur d'Arlette Laguiller, qui se présentait pour la deuxième fois. C'était, à mon avis, une erreur de ne pas faire la différence entre une candidate révolutionnaire et une série de candidats qui représentaient ce qui allait devenir, plus tard, la gauche plurielle. La Ligue donna donc une consigne de vote indifférenciée pour tous les candidats de gauche : François Mitterrand, Georges Marchais, Huguette Bouchardeau – candidate du PSU et future ministre de l'Environnement – et Arlette Laguiller. Au second tour, nous appelâmes, sans illusion aucune, à voter pour le candidat du Parti socialiste.

Le soir du 10 mai 1981, des millions de gens étaient accrochés à leur poste de radio ou de télévision. Dans l'après-midi, la direction du PS nous a communiqué les sondages « sortis des urnes », et envisageait déjà d'organiser une grande fête place de la Bastille pour fêter sa victoire. Les chapiteaux commençaient à être montés. Ne disposant pas encore de tous les moyens qu'ils obtiendraient bientôt grâce au pouvoir, les dirigeants socialistes furent pris au dépourvu. Comment organiser et contrôler le rassemblement ? Finalement, Paul Quilès demanda l'aide de notre service d'ordre. Ce qui fut accepté. Toujours au service du mouvement ouvrier, si l'on peut dire !

À l'annonce du résultat, dans les quartiers et les cités, des hurlements de joie témoignèrent de la volonté d'en finir avec la droite. À Paris, spontanément, les gens descendirent dans les rues, par dizaines de milliers place de la Bastille. La Ligue avait constitué son propre cortège, avec drapeaux rouges et banderoles, et traversé tout l'Est parisien. Le climat était très particulier. Le cortège grossissait, grossissait, surtout aux abords du faubourg Saint-Antoine, un quartier alors relativement populaire. Aux fenêtres, les gens applaudissaient. Le défilé croisa des cars de flics, manifestement sans consignes.

Lorsque nous rejoignîmes la place, Guy Bedos, grand animateur de la soirée, distribuait la parole aux artistes et aux politiques. Paul Quilès était très ennuyé : il lui manquait encore des gens pour assurer le service d'ordre. Car il ignorait encore que Mitterrand ne viendrait pas. La pluie est arrivée et la foule demanda au nouvel élu de faire revenir le soleil ! Pour la direction du PCF qui avait orchestré la division, cette soirée avait un côté assez tragique : la gauche avait gagné mais le Parti avait connu un net recul électoral. C'est donc Pierre Juquin qui, en service commandé, le représentait. Tout le monde savait qu'il avait critiqué Georges Marchais et qu'il n'avait pas digéré la rupture avec le PS. Son discours fut très consensuel, se félicitant de la victoire. Il alla même jusqu'à embrasser les dirigeants du PS. Quatre ministres communistes – Charles Fiterman, Marcel Rigout, Jack Ralite et Anicet Le Pors – siégeront dans le gouvernement de François Mitterrand, jusqu'en 1983. Par la suite, tous les quatre entreront en dissidence. Comme Pierre Juquin, longtemps considéré comme le « numéro 2 » du PCF.

Avec les « rénovateurs communistes » est apparu à partir de 1987, pour la première fois au sein du PCF, un courant oppositionnel un peu structuré. La situation était inédite : dans ce parti, pluralisme et tendances organisées demeuraient un sujet tabou, même pour les opposants, conséquences d'une culture profondément enracinée au cœur d'un des partis communistes les plus staliniens de toute l'Europe. Mais, du fait des nombreux zigzags autour de la social-démocratie, la crise du PC était telle qu'elle aboutit à l'émergence d'un courant qui se démarquait nettement de la direction sur deux questions. La première portait sur le bilan du stalinisme et le manque d'approfondissement de la réflexion du PC sur ce sujet. La seconde était une exigence de cohérence stratégique du PCF en direction de la social-démocratie, pour éviter l'alternance de phases de sectarisme et d'opportunisme. Dans ses écrits et ses prises de position, le courant « rénovateur » manifestait plus de critiques vis-à-vis des contradictions de la direction du PC que de propositions. Les diverses

oppositions communistes apparues au cours de l'histoire du PCF ont généralement toujours eu du mal à élaborer une orientation alternative à celle de la direction.

Néanmoins, il s'agissait bien d'une opposition organisée, la première depuis longtemps. Certains – y compris au sein de la Ligue – l'analysaient comme un courant certes antistalinien mais plutôt « de droite ». Il me semble que le phénomène « rénovateur » était nettement plus complexe. Nous avons pris contact avec ses animateurs pour discuter des convergences politiques possibles. Pierre Juquin, le plus connu d'entre eux, envisageait de se porter candidat à l'élection présidentielle de 1988. Dans un premier temps, la LCR avait décidé de me présenter à nouveau. Les militants étaient même partis en quête des fameuses signatures, obsédés par l'échec douloureux de 1981. Cette précaution garantissait notre indépendance et préservait notre capacité d'être présents au cas où les pourparlers unitaires auraient échoué. Mais notre premier objectif était de faire une campagne commune et de constituer des comités de soutien, pour élargir le mouvement. Le débat s'était donc engagé avec Pierre Juquin que nous connaissions mal. Comme les premiers contacts avaient été plutôt bons, nous nous étions mis d'accord sur un document avec lui, le PSU et la Fédération pour une gauche alternative. La Ligue fit le nécessaire pour que Juquin puisse bénéficier des signatures qui s'étaient portées sur mon nom. Et la campagne put démarrer.

Bien en phase avec la radicalisation et les mouvements de grève contre la politique du gouvernement Chirac et critique à l'égard de l'expérience gouvernementale de la gauche, les premiers mois de la campagne montrèrent toute la force de ce courant. La tournée de meetings dans toute la France rassemblait de grosses assistances, parfois des milliers de personnes comme à Paris ou dans les grandes villes. Il y avait une véritable dynamique et beaucoup d'enthousiasme. La Ligue avait su se ménager une apparition autonome, grâce à ses tracts et à ses journaux. Malheureusement, la dynamique finit par s'enrayer : les faiblesses politiques du candidat et son côté personnel prirent le dessus.

Juquin marginalisa l'aile la plus militante de son équipe, dont Gilles Perrault, au profit de collaborateurs essentiellement intéressés par les aspects médiatiques. Ces manœuvres produisirent de mauvaises interventions télévisées et, au final, un score décevant : 2,1 % des voix, à peine plus qu'Arlette Laguiller (1,99 %) et moins que le candidat des Verts, Antoine Waechter (3,78 %).

Si je dois tirer le bilan de cette expérience, je dirais que l'orientation qui avait conduit la Ligue à participer à la campagne Juquin était juste et conforme à son profil unitaire. Mais nous avions surestimé l'audience du PCF et, surtout, l'écho que pouvait avoir une campagne commune avec un de ses anciens dirigeants. Et puis, l'alliance électorale ne représentait pas véritablement l'aboutissement d'un travail commun dans les luttes. Cependant, la campagne Juquin permit de regrouper et de faire agir sur le terrain politique des militants qui avaient été en pointe lors des mouvements sociaux des années précédentes : mouvement étudiant avec Sylvia Zappi et David Assouline, grèves de 1986 dans les hôpitaux ou à la SNCF, mobilisations en faveur de l'égalité des droits pour les immigrés avec Kaïssa Tissous, ou encore mouvement féministe avec Maya Surduts. Beaucoup d'entre eux se retrouveront lors des mobilisations de l'hiver 1995 ou dans le mouvement altermondialiste.

En 1995, la Ligue fut de nouveau absente de la présidentielle et très divisée sur la tactique à adopter. Je ne voulais plus être candidat et puis nous étions investis dans une nouvelle convergence unitaire éphémère : la Convergence pour une alternative progressiste (CAP), où se trouvaient notamment d'anciens communistes comme Gilbert Wasserman ou Charles Fiterman. De son côté une minorité de la LCR pensait que Dominique Voynet pouvait être une candidature de rassemblement ; d'autres voulaient voter pour Arlette Laguiller. Finalement, la consigne de vote adoptée témoigna de notre grand embarras : on laissait le choix entre Robert Hue, Dominique Voynet ou Arlette Laguiller... Les électeurs d'extrême gauche, eux, ne se trompèrent pas en accordant à la porte-parole de LO plus de 5 % de leurs

suffrages. Ce résultat préfigurait la montée de l'influence de la gauche anticapitaliste sur le terrain électoral. Quelques mois plus tard, les grèves de l'hiver 1995 – contre le projet de démantèlement de la Sécu, mené par Jacques Chirac et Alain Juppé – confirmaient, sur le terrain social, l'entrée dans une nouvelle phase : celle où les propositions de la gauche radicale allaient pouvoir désormais rencontrer un écho beaucoup plus large.

Les grands partis de la gauche institutionnelle ont dérivé vers la droite : la social-démocratie s'est « social-libéralisée », le PCF s'est « social-démocratisé » et les Verts se sont institutionnalisés et décolorés à grande vitesse. La France a vécu, pendant quinze ans, plusieurs expériences de la gauche au gouvernement. La situation n'est en rien une exception française : en Allemagne et en Belgique, les Verts ont participé au gouvernement ; en Italie, l'ancien Parti communiste, devenu « Démocrates de gauche », s'est fondu dans la social-démocratie et participe à des gouvernements de « centre gauche ». Le ralliement des principales forces de gauche au libéralisme est la conséquence indirecte de la mondialisation et de la course aux profits qu'elle engendre. Les grands groupes multinationaux ne cèdent plus la moindre miette de mesures progressistes et, de fait, ils laissent les partis réformistes sans réforme possible. Une vraie politique sociale-démocrate, faite d'accumulation progressive d'améliorations limitées mais réelles, est de moins en moins crédible. Défenseurs de la « troisième voie » et du « nouveau centre », Tony Blair et Gerhard Schröder l'ont compris. Il leur faut s'intégrer au libéralisme en se montrant, parfois, plus royaliste que le roi. Les « réformes » de Schröder sur les retraites ou l'indemnisation du chômage n'ont rien à envier à celles qui ont été menées par le gouvernement de Jean-Pierre Raffarin. En France, Ségolène Royal ou Dominique Strauss-Kahn, chacun dans leur registre, s'apprêtent à suivre cette voie, en prenant le temps et en y mettant les formes du fait de la présence d'une gauche anticapitaliste significative. Le drame pour la direction du PC, hantée par la nécessité de retourner un jour dans un gouvernement avec le PS, est de devoir

emprunter une voie sociale-démocrate au moment même où celle-ci n'a plus d'avenir, d'où ce qu'on appelle pudiquement « sa crise d'identité ». La destruction des acquis sociaux, le démantèlement des services publics, la mise en place d'un marché du travail de plus en plus favorable aux employeurs, le creusement des inégalités induit par le libéralisme, provoquent de nombreuses luttes et des révoltes.

C'est cette situation que traduisent, au-delà des péripéties, les résultats électoraux obtenus depuis une dizaine d'années par la gauche révolutionnaire.

[illegible]

[illegible]
[illegible]
[illegible]
[illegible]
[illegible]
[illegible]
[illegible]

[illegible]
[illegible]
[illegible]

18.

La simultanéité des grèves de l'hiver 1995 et de la percée électorale de l'extrême gauche ne doit rien au hasard. Toutes les études effectuées depuis le confirment : l'électorat de la gauche révolutionnaire est un électorat populaire, composé en partie de gens qui votaient traditionnellement pour le PCF puis s'étaient abstenus pour lui marquer sa défiance lorsqu'il a accédé au pouvoir. Ce constat est particulièrement patent dans des départements comme le Nord, le Pas-de-Calais, les Ardennes ou des municipalités longtemps considérées comme les bastions du PCF : Montreuil, Saint-Denis, Gennevilliers, Vitry donnent aujourd'hui régulièrement des scores de 5 à 10 % à l'extrême gauche. Sans parler des anciens fiefs communistes de province, comme le Limousin...

En 2002, la candidature d'Olivier Besancenot a généré un pourcentage tout à fait significatif de jeunes et de salariés. Il faut cependant rester lucide : la majorité de ces votes sont des votes de sympathie et non des votes d'adhésion, en dehors des 2 % stables qui, désormais, y compris dans les scrutins les plus difficiles, sont fidèles. La gauche révolutionnaire n'apparaît toujours pas comme une alternative crédible face à la droite et à la gauche réformiste : elle est plutôt un moyen conjoncturel que les électeurs utilisent pour dénoncer les concessions ou les faux pas de cette dernière. D'ailleurs, comme l'attestent les élections européennes de 1999, les municipales de 2001 ou le premier tour

de la présidentielle de 2002, on vote plus facilement à l'extrême gauche quand la gauche est au pouvoir et qu'il faut lui donner un avertissement. Ce vote demeure donc fragile, régulièrement menacé par le vote réputé « utile » ou l'abstention.

Le résultat d'Olivier Besancenot en 2002 – 4,3 %, plus que Robert Hue, le candidat du PCF – a représenté une étape importante, en ce sens qu'elle a permis d'installer la Ligue dans le paysage politique et de confirmer sa crédibilité dans le mouvement social. Il a aussi modifié radicalement les possibilités de recrutement, même si la tendance avait déjà commencé à se manifester auparavant : lors des élections régionales de 1998, la Ligue avait obtenu deux élus au conseil régional de Midi-Pyrénées. En 1999, une liste commune avec Lutte ouvrière avait permis l'élection de cinq députés au Parlement européen (deux pour la LCR et trois pour LO). En 2001, la présentation de plusieurs dizaines de listes sous le sigle « LCR 100 % à gauche » s'était conclue par l'élection d'une quarantaine de militants de la Ligue comme conseillers municipaux.

Pour l'élection présidentielle de 2002, le refus de la direction de LO de mener une campagne commune LO/LCR – même derrière la candidature d'Arlette Laguiller – nous a poussés à partir seuls à la bataille. Nous ne voulions pas nous résoudre à un simple ralliement, comme le suggérait la direction de LO. Le risque d'obtenir un résultat dérisoire fut pris, et le problème du choix du candidat ou de la candidate s'est immédiatement posé, dès lors que j'étais résolu à ne pas me présenter. En outre, nous devions donner une autre image de la LCR, qui correspondait plus à son présent et à son futur qu'à son passé. Par chance, la présidentielle offrait l'opportunité de passer la main et de faire connaître médiatiquement un nouveau porte-parole, représentatif des mouvements sociaux. Grâce à l'élection au Parlement européen de Roseline Vachetta, la LCR s'était déjà dotée d'une deuxième porte-parole nationale. Il y en aurait désormais un troisième.

Le choix était difficile du fait de la personnalisation du scrutin présidentiel et des difficultés à s'imposer dans les médias, tout en restant soi-même. Avec plusieurs dirigeants de la Ligue, nous pensions à Olivier Besancenot : en raison de son âge, de sa profession et, surtout, de son passé militant. Nous l'avions vu à l'œuvre dans les assemblées générales étudiantes de la faculté de Nanterre. Nous avions assisté à ses tentatives de création de sections syndicales dans les petits boulots qu'il avait accumulés. Et puis, il y avait son expérience syndicale, à La Poste, avec la création d'une forte section SUD. Longtemps membre d'une tendance minoritaire à la LCR, il étonnait par son calme, le sérieux de ses arguments, son comportement respectueux à l'égard des militants. Fin 1999, il avait quitté son bureau de poste et pris un congé sans solde d'une année pour occuper un poste d'assistant parlementaire à Bruxelles. Ce milieu n'était ni le sien ni le nôtre. Mais il le découvrit avec une soif d'apprendre, de débattre et d'organiser. Il fit notamment partie de la délégation parlementaire du groupe Gauche unitaire européenne au premier Forum social mondial de Porto Alegre. Ayant l'avantage de parler portugais, il devint de fait l'animateur de la délégation – dont la moyenne d'âge était plutôt celle de ses parents, voire de ses grands-parents –, organisant les rencontres avec les comités populaires, avec le maire ou le gouverneur de l'État. Audace, humour, sens de l'organisation : tout le monde l'appréciait.

Loin de prendre goût au climat très particulier de la vie parlementaire et à ses privilèges, sa préoccupation constante était de savoir comment se portait sa section syndicale, ce que faisaient ses collègues à La Poste. Lorsqu'une grève sur les effectifs a éclaté, en 2000, il passait quotidiennement des heures au téléphone. Au bout d'un an, après avoir fait le tour de cette expérience institutionnelle, il demanda à retourner dans son bureau de poste. Restait à le convaincre d'être candidat à la présidentielle...

Au début, il crut à une plaisanterie de mauvais goût. Des jours et des jours de discussion furent nécessaires pour le convaincre qu'il n'y avait pas d'autre solution. Nous lui répétions qu'Arlette

avait mis des années avant de se faire entendre... C'est dire si nous n'avions aucune illusion sur le score ! Bref, nous lui demandions de se dévouer. Et c'est moi – celui qu'on appelait autrefois « Monsieur 0,36 % », mon dernier résultat présidentiel en 1974 – qui insistais en lui disant que nous pourrions toujours créer un « syndicat des sacrifiés » ! Dans la Ligue, peu de camarades le connaissaient. À Paris, c'était un peu différent. Une grande majorité du Comité central approuva ce choix, même s'il y eut de fortes réticences chez les anciens, inquiets de son âge, de son inexpérience et de son manque de notoriété.

Olivier posa plusieurs conditions, dont notre engagement à travailler collectivement... ce qui n'était pas la tradition la mieux ancrée parmi les plus anciens responsables de la Ligue. La Poste ne lui accorda que deux mois de congé sans solde, alors que tous les autres candidats avaient commencé leur campagne depuis des mois. Une équipe fut vite constituée pour préparer dossiers et argumentaires, en liaison avec les différentes commissions nationales de l'organisation. Au début, avant ses premières apparitions à la télévision, les sondages affichaient un pourcentage – comme prévu... – très très modeste. Puis Olivier finit tout de même par être invité sur les plateaux, à mes côtés – du moins au début. Lors de notre première prestation, chez Marc-Olivier Fogiel, il fut obligé de se battre pour obtenir la parole et pour que l'animateur s'adresse enfin à lui et non à moi. Après cette expérience, nous décidâmes de ne plus apparaître ensemble. Des professionnels des médias, comme Aline Pailler ou Marcel Trillat, nous aidèrent à préparer les émissions officielles. Contrairement aux partis des autres candidats, à la Ligue, il n'y a ni cours de formation ni entraînement à la pratique des médias. Simplement, on discutait et on répétait quelques heures, dans la maison de Marcel, qui mettait son talent et sa générosité militante à notre service, comme l'avait fait avant lui le réalisateur Raoul Sangla.

J'avais connu Marcel après la marche des sidérurgistes sur Paris, en 1979. Il avait eu l'idée de monter, à Longwy, une radio libre pour les travailleurs dont on liquidait peu à peu les



Décembre 1949.

Collection privée.



Vacances à Cavalaire-sur-Mer avec mes parents, septembre 1954.

Collection privée.



Baillet 1955. Camps de vacances des Vaillants. *Collection privée.*







En haut : Vente de l'Avant-garde, rue des Martyrs. 1957.
Collection privée.

Au milieu : Les étudiants de la Sorbonne arrivent aux usines Renault en Mai 68.
Collection privée.

Ci-contre : Mariage Roland, novembre 1967. Michèle Krivine à gauche, Janette Habel à droite.
Collection privée.

Prise de parole d'Alain Krivine, au Quartier latin en 1968.

Collection privée.

Manifestation à Paris après l'attentat contre Rudi Dutschke [un dirigeant du mouvement étudiant d'extrême gauche SDS] à Berlin, 13 avril 1968. Daniel Cohn-Bendit au 3e rang à gauche. Alain Krivine au 1er rang. Daniel Bensaïd et Henri Weber au 2e rang.



VENDREDI
23 MAI
20 H 30
ECOLE DE FILLES
18, rue Saint-Benoît

COMITÉ ROUGE
BEAUX-ARTS – Ve – VIe
DEBAT PUBLIC
UN CANDIDAT ROUGE
KRIVINE
UNE CAMPAGNE
RÉVOLUTIONNAIRE

JACQUES DUCLOS

© Roger Viollet

ASSEZ
DE DIVISIONS!
UNITÉ
POUR CHASSER
GISCARD!
SOUTENEZ
LA CANDIDATURE D'ALAIN KRIVINE

NG
IDAT DE LA LCR
20 H
UTIONNAIRE

LE POIDS DES MOTS
LE CHOC DES PHOTOS

© Philippe Jarreau

Élection présidentielle. Premier tour. Juin 1969.





En haut à gauche : Alain Krivine et sa mère à la sortie de la prison de la Santé en 1968. *Collection privée.*

En haut à droite : Prise de parole à l'usine chez Renault. *Collection privée.*

En bas : 28 mai 1969. Campagne présidentielle. Meeting au Palais des Sports. *Collection privée.*





Ci-dessus : 1973. *Collection privée.*

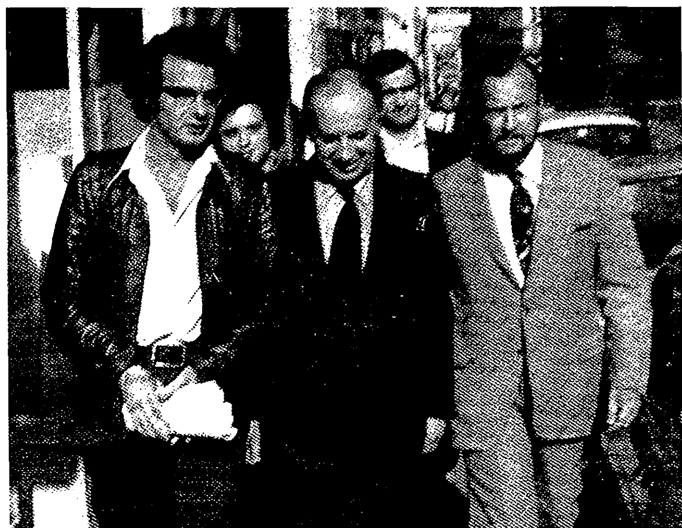
Ci-contre : Banderole de la Ligue au meeting du PCF. Cirque d'Hiver, juillet 1973. Contre la dissolution de la LC.

© A.P.L.



Ci-dessus : Photo prise sur un mur en Espagne. Pâques 1973.

Collection privée.



Ci-contre : Avant l'arrestation d'Alain Krivine, 1973.
Claude Estier, Charles Hernu, Alain Gesmar.

Collection privée.

Jeunesse Communiste Révolutionnaire JCR

Xavier Langlade, Jean-Claude Laumonier, Charles Michaloux, Romain Goupil, Gérard de Verbizier.
Collection privée.

1er CONGRÈS NATIONAL de la JCR

Fête commune, 1979.

Collection privée.





Meeting en Grèce.

Collection privée.



1981 – Meeting de la Ligue. Jacqueline Hénin, Robert Sitel, Alain Krivine, Ernest Mandel.

© Collectif presse / Auison.





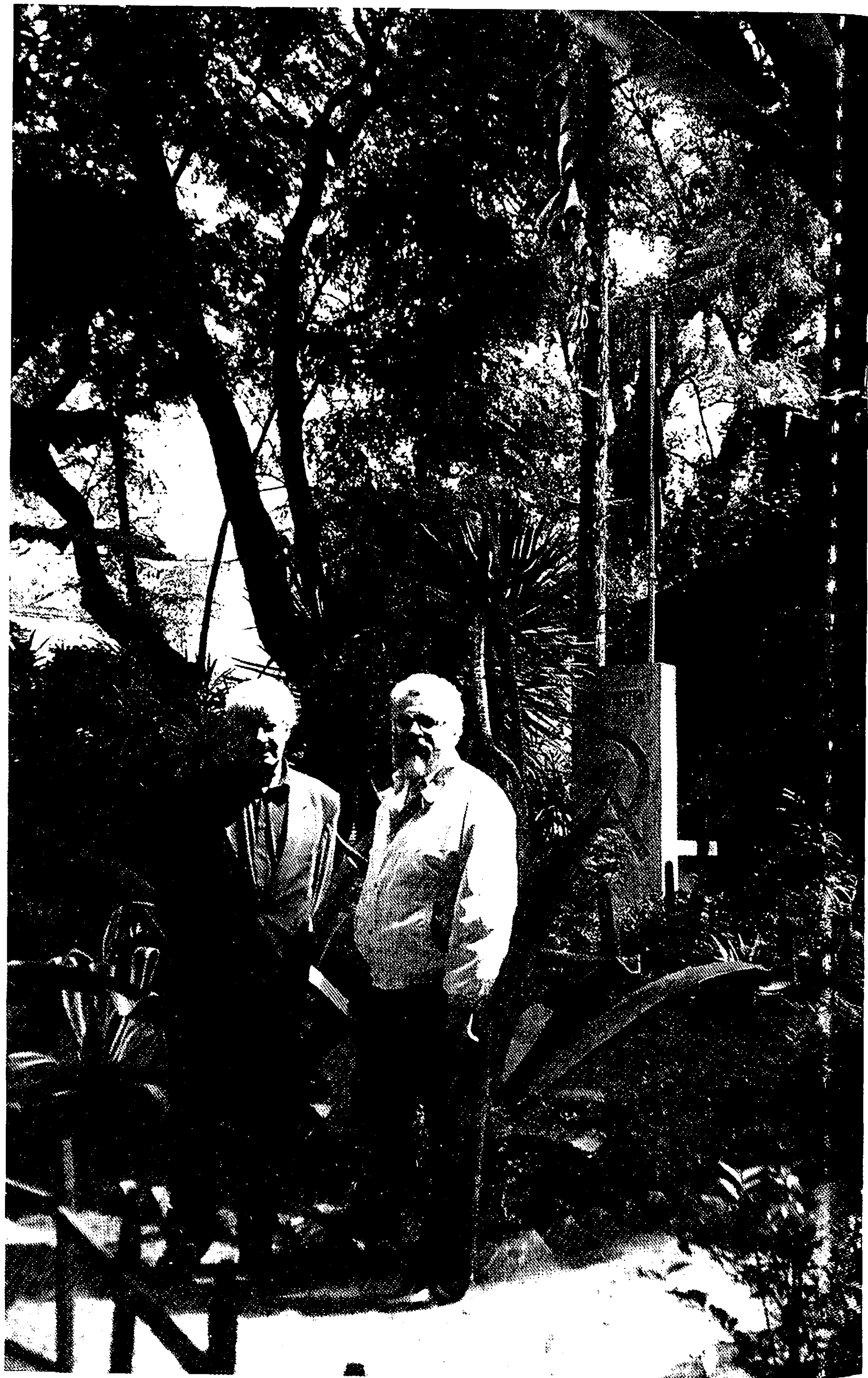
Le "devoir de tout révolutionnaire c'est de faire la révolution



En haut : Meeting à Rouen. Solidarité avec les Kanaks. Wiaz – Jimmy Ouenei (FLNKS).
Collection privée.

Au milieu : Meeting à la Mutualité d'octobre 1987.
Raùl Sendic, fondateur des Tupamaros.
À l'extrême gauche : Alain Krivine, Jean Ziegler et Janette Habel.
Collection privée.

Ci-contre : Nicaragua. Observateurs des élections.
Collection privée.



Sur la tombe de Trotski à Coyoacán avec un responsable de la section mexicaine.

Collection privée.

« Ça suffat comme si ». 1989. Renaud.

Collection privée.



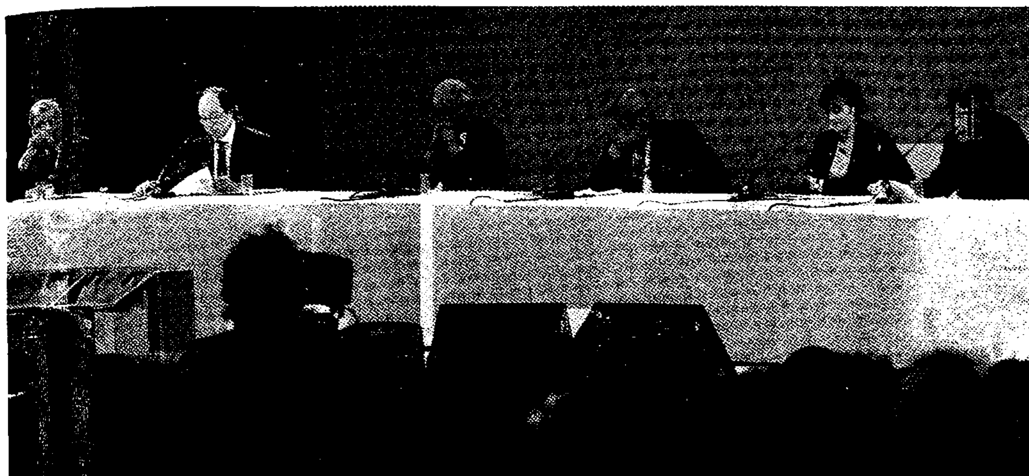
Commémoration de la commune, 1971. Alain Krivine, Daniel Bensaïd et Henri Weber.

Collection privée.



Octobre 1990. Deux soldats. Gilles Perrault, Albert Jacquard, Alain Krivine, Mouloud Aounit.
Collection privée.

Manifestation contre la guerre du Golfe, 1991. *Collection privée.*



Jean-Pierre Chevènement, Jean-Michel Baylet, Lionel Jospin, Robert Hue, Dominique Voynet, Alain Krivine. Meeting PCF de Bercy. *Collection privée.*

Février 1997. Henri Krasuki. *© Marc Gantier*

Visite d'Arafat à Ramallah. *Collection privée.*

Tariq Ali, Alain Krivine, Ernest Mandel. *Collection privée.*

Audition au Parlement européen. *Collection privée.*

Les frères Krivine : Alain, Roland, Gérard, Hubert, Jean-Michel. *Collection privée.*

Mutualité 2004. Campagne commune LO /LCR. *Collection privée.*

Des lycéens du lycée professionnel Bartholdi invités au Parlement européen en décembre 2002.
Collection privée.

entreprises. Mais il avait posé ses conditions : ouvrir le micro à toutes les tendances politiques, sauf à l'extrême droite. Après de longues hésitations, la CGT avait accepté. Ainsi naquit la première radio populaire : Radio Lorraine Cœur d'Acier. Dans la région, ce fut un événement : tout le monde l'écoutait, au travail, à la maison, dans les centres commerciaux. Un vrai succès ! C'est dans ce cadre que Marcel m'invita, malgré la fureur des dirigeants locaux du PCF et de la CGT. L'émission se déroulait en direct, l'invité répondant aux questions des auditeurs. Elle durait généralement une vingtaine de minutes ; ce jour-là, elle avait duré plus d'une heure... mais une heure de copieuses insultes sur le thème : « Petit-bourgeois gauchiste, par qui es-tu payé ? » « Rentre chez toi, au lieu de venir donner des conseils à la classe ouvrière ! » Au retour des vacances de l'été 1980, la CGT avait annoncé à Marcel Trillat qu'il était viré et qu'elle reprenait désormais le contrôle de la station. En décembre, les policiers occupèrent les lieux et ce fut la fin de cette radio. Mais Marcel n'avait pas fini de payer le prix de ses convictions. Journaliste à la télévision publique, pendant la première guerre du Golfe, il s'était permis, le 2 février 1991, lors d'un reportage « en direct du désert », de dénoncer la mainmise totale de l'armée américaine sur l'information, notamment celle qui passait à l'écran. Quelques jours plus tard, il était muté...

Le travail collectif avec Olivier fut facile : il était demandeur. Les conférences de presse, le contenu des meetings donnaient lieu à des séances de préparation. Olivier prenait des notes ; il intervenait pour stopper net nos conseils quand il ne sentait pas un de nos arguments, ou quand il était en désaccord. Puis, il demandait qu'on le laisse seul. Là, il reprenait tout, à sa façon. Sa meilleure arme était assurément de parler dans le micro comme il parlait à ses collègues de travail. « Ça, ça passe. Ça, c'est incompréhensible. Ça, c'est du jargon. » Lors des premiers meetings, il débarquait avec son texte complètement écrit. Mais, doté d'une excellente mémoire, il pouvait changer et improviser en cours de route, ce qu'il fit de plus en plus souvent.

Ses premières interventions télévisées lui ont permis de conquérir en quelques semaines une popularité qu'Arlette, dans une situation moins favorable, avait mis des années à obtenir. Entre le début et la fin de la campagne, l'assistance aux meetings avait triplé ; elle s'était élargie avec l'afflux de jeunes. Beaucoup se sont reconnus dans le profil du candidat – jeune, travailleur – mais aussi dans sa façon de parler : un langage simple, direct, calme, sans langue de bois et truffé d'humour.

Aujourd'hui pas plus qu'hier, il n'apprécie pas d'être devenu un personnage public. Pourtant sa popularité dans l'opinion publique est exceptionnelle et disproportionnée par rapport à celle de la Ligue. Coqueluche des médias un jour, il peut demain devenir leur bête noire, sans que nous puissions faire grand-chose. Nous en sommes tout à fait conscients, et Olivier le premier.

Malgré la différence de génération sur laquelle il a toujours refusé de jouer, mes rapports avec lui sont excellents. Je ne suis ni son père ni son éminence grise, mais un camarade et, surtout, un ami.

À la veille du scrutin, nous pressentions que nous pouvions dépasser... les 2 %. Pour commenter les résultats, nous avions loué une salle à la Maison de l'Aveyron, dans le nouveau quartier Bercy. Quelques heures avant l'annonce officielle, des amis bien informés nous avaient communiqué « la » nouvelle : Le Pen était au second tour ! Tout en ajoutant qu'Olivier allait dépasser les 4 %. Nous étions tellement abasourdis par le score du FN qu'il nous fallut du temps pour réaliser l'importance de celui d'Olivier. D'ailleurs, lors de son intervention télévisée, il ne commenta pratiquement pas son propre résultat, mais lança un appel à descendre immédiatement dans les rues pour manifester contre Le Pen. Nous décidâmes d'annuler la soirée « commentaire des élections » pour rejoindre les milliers de personnes présentes à la Bastille.

Plusieurs jours furent nécessaires pour analyser le sens mais aussi la fragilité des 10 % de voix qui se sont portées sur Arlette

et sur Olivier : indice de défiance à l'égard du bilan de la gauche gouvernementale, mais indice de radicalité.

La jeunesse, que beaucoup prétendaient « apolitique », donna une véritable leçon de politique à la société française. Jour et nuit, des dizaines de milliers de manifestants sillonnaient les rues de Paris et de toutes les villes de province pour crier leur refus de l'extrême droite. À Paris, le défilé traditionnel du 1[er] Mai s'est transformé en lame de fond. La place de la République fut bloquée pendant des heures par des centaines de milliers de manifestants jusqu'à ce que le défilé réussisse enfin à s'écouler par quatre boulevards différents. Des manifestations, j'en ai vu beaucoup ; mais celle-là était gigantesque ! Toute la LCR s'était investie dans la mobilisation, ce qui n'a rien d'étonnant quand on sait que l'antifascisme a toujours été un élément fort, identitaire, pour nous.

La tradition des anciens et la lecture de nombreux textes théoriques leur avaient enseigné le danger mortel que représentent ces courants qui se développent lorsque certaines conditions sont réunies. En France, la montée du Front national, notamment dans les couches populaires, est le produit de la crise, du chômage, des situations de détresse qui se multiplient dans des régions sinistrées et de l'incapacité de la droite comme de la gauche à répondre à cette situation. Il faut se rappeler que dans les années trente, le slogan à la mode était : « Tous pourris ; c'est la faute des Juifs. » Aujourd'hui, le refrain est plutôt : « C'est la faute des immigrés... » Pour réduire la base sociale du Front national, il faut s'attaquer aux causes et résoudre de façon radicale les problèmes sociaux qui la nourrissent. Le racisme ambiant, issu des guerres coloniales, n'explique pas tout. La résistance contre l'extrême droite doit s'organiser autour de plusieurs axes complémentaires. Proposer des solutions à la crise, bien sûr, mais cela ne donne pas des résultats immédiats. Par son caractère expéditif et simpliste, le mot d'ordre « dehors les immigrés ! » est – malheureusement – plus immédiatement compréhensible et crédible que notre proposition « d'interdire les licenciements dans les entreprises qui font du profit ». En dehors des efforts

de propagande, il y a tout un travail de quartier à entreprendre, il faut reconstruire un véritable maillage social, pour aider et organiser les gens face à leur détresse quotidienne. C'est ce que, pendant toute une époque, le PCF a effectué dans les cités. La gauche révolutionnaire est malheureusement encore trop faible, sur le plan numérique, pour le remplacer. Enfin, toute une activité d'éducation, d'information et d'explication est nécessaire pour dénoncer les idées du FN et la « lepénisation » d'une partie de la droite : il faut inlassablement montrer qu'il ne s'agit pas d'un « parti comme les autres », parce qu'il est fondé sur l'exclusion et le racisme.

Toute l'histoire de la Ligue est jalonnée d'initiatives multiples sur ce terrain : création du Front universitaire antifasciste contre l'OAS, dans les années soixante ; manifestation massive et offensive contre le premier meeting d'Ordre nouveau, en mars 1971 ; nouvelle manifestation contre Ordre nouveau, en juin 1973 ; aide à la création de l'association Ras l'Front en mai 1990, etc. La mobilisation la plus large et la plus unitaire est la seule arme efficace. Le recours à l'arsenal judiciaire est peu opératoire. Il sert souvent à donner bonne conscience à ceux qui y font appel. La Ligue s'est toujours prononcée contre l'interdiction du FN parce que c'est une mesure inefficace : on ne soigne pas la maladie en brisant le thermomètre. C'est aussi une mesure dangereuse, qui peut se retourner contre les démocrates.

L'arrivée de Le Pen au second tour de la présidentielle le 21 avril 2002 n'a pas bouleversé radicalement les rapports de force politiques et sociaux qui structurent la société française. L'élimination de Lionel Jospin s'est joué à quelques centaines de milliers de voix. Sans la dispersion des candidatures de la gauche gouvernementale, il aurait été qualifié pour le second tour. Mais, évidemment, la portée symbolique de l'événement est considérable. Devant cet état de fait trois attitudes étaient alors possibles. La première que personne n'a défendue aurait été de considérer que Chirac ou Le Pen, c'était peu ou prou la même chose : deux

représentants de la droite et qu'il convenait, en conséquence, d'appeler à l'abstention. Nos camarades de Lutte ouvrière adoptèrent la deuxième attitude : tout en faisant la différence entre Chirac et Le Pen, ils considérèrent que ce dernier n'avait aucune chance d'être élu, la droite étant bien assez forte pour élire Chirac. D'où l'appel de LO à l'abstention et l'accusation lancée à l'endroit des électeurs de gauche qui ont voté Chirac de s'être « prostitués ». Ce positionnement explique la quasi-absence de participation de LO aux nombreuses manifestations de la jeunesse, mobilisée contre le Front national. La démarche de la Ligue fut différente. Mathématiquement, Le Pen ne pouvait pas gagner l'élection. Mais la mobilisation dans tout le pays, notamment celle des jeunes, allait laisser des traces. Le mot d'ordre de la Ligue – « Battre Le Pen dans la rue et dans les urnes » – était peut-être un peu ambigu, mais il permettait de déculpabiliser aussi bien ceux qui s'abstiendraient que ceux qui voteraient pour Chirac avec l'idée de le noyer dans un score inutilisable par la droite, transformant la présidentielle en référendum anti-Front national. Depuis, personne à droite n'a osé se prévaloir de ces 80 % pour justifier la politique réactionnaire des gouvernements successifs de Jacques Chirac. Toujours est-il que cette élection a laissé de profondes séquelles. Aux législatives qui ont suivi, en juin 2002, les scores cumulés de LO et de la LCR ont été inférieurs à 3 %. En 2004, lors des élections régionales, le PS a de nouveau bénéficié de la peur de l'électorat de gauche de voir les candidats socialistes absents au deuxième tour. La prochaine élection présidentielle, en avril 2007, permettra de vérifier dans quelle mesure cette crainte persiste au détriment du débat de fond sur les perspectives, ou si le traumatisme du 21 avril est dépassé.

Partie VI

Une gauche 100 % à gauche

L'arène médiatique – La personnalisation
de la politique – Les relations avec Lutte ouvrière
Contre la constitution européenne
Des révolutionnaires au parlement européen

19.

Les effets de la campagne d'Olivier ne tardèrent pas à se faire sentir, dès le printemps 2002. En quelques mois, la Ligue doubla presque ses effectifs. Elle s'implanta dans des dizaines de localités. Elle recruta de nouveaux adhérents aux profils hétérogènes : des jeunes, peu formés sur le plan politique, des militants syndicalistes ou associatifs, d'anciens communistes. Cet afflux constitue encore un défi : être capable d'assurer une formation politique et d'inventer des règles de fonctionnement adaptées à sa croissance, mettre l'imagination au poste de commande.

Il est malheureusement impossible d'évoquer la vie politique – et les élections – sans s'arrêter un instant sur les phénomènes de personnalisation et leurs dangers. « L'organisation d'Arlette Laguiller », « Les amis de M. Krivine », « Le parti du jeune facteur, Olivier Besancenot » : c'est ainsi que, souvent, les organisations de la gauche révolutionnaire sont nommées et caractérisées. En dehors des périodes électorales, les petites organisations ont très peu accès aux médias. De là vient peut-être la tentation de profiter de cette personnalisation pour ne pas disparaître. Néanmoins, cette démarche comporte un risque majeur : fournir aux médias ce qu'ils attendent. C'est, pour une organisation comme la LCR, le prix à payer pour pouvoir continuer à s'adresser à des millions de personnes. Dans les conditions actuelles, nous n'avons pas d'autre choix que d'essayer d'utiliser

au mieux la logique perverse de la personnalisation, en gardant un maximum de contrôle et de lucidité.

Mais inutile de se le dissimuler : un meeting avec Arlette ou Olivier « en tête d'affiche » regroupe beaucoup plus de monde que s'ils n'y sont pas. Certains viennent alors voir « la vedette ». À la fin des réunions publiques, de plus en plus souvent, des gens demandent des autographes, veulent se faire photographier en famille avec l'orateur. Lors d'une réunion avec Arlette, j'ai entendu une femme s'exclamer en me montrant du doigt : « Elle est même venue avec son mari ! » Même problème pour les invitations dans les médias : ceux-ci, en règle générale, n'acceptent pas ceux qu'ils appellent les « seconds couteaux » sauf, bien sûr, pour les grands partis. Quand Robert Hue a succédé à Georges Marchais, il était inconnu du grand public. Mais la force encore réelle du PCF obligeait les médias à inviter son secrétaire général, quel qu'il soit. En revanche, chez les Verts, Gilles Lemaire n'a jamais réussi à s'imposer tout au long de son mandat de secrétaire général : les télévisions préféraient inviter Noël Mamère, pourtant minoritaire, mais plus connu. Les médias participent ainsi pleinement à cette dérive qui n'est pas sans impact sur l'opinion. Il y a désormais ceux qui « passent à la télé » et les autres. Le fameux « je vous ai vu à la télé » – que j'ai entendu des centaines de fois – serait donc déjà un signe de crédibilité...

De ce fait, les résultats électoraux peuvent varier sensiblement selon le degré de personnalisation du scrutin. L'électorat d'Arlette ou d'Olivier est beaucoup plus large que ceux de LO ou de la LCR. Ce qui, en retour, incite à identifier toutes les consultations, avec des formules du genre « Arlette vous appelle à voter pour Dupont, le candidat LO de votre région », ou à évoquer systématiquement « le parti d'Arlette », « le journal d'Arlette », « l'éditorial d'Arlette ». La Ligue a longtemps refusé cette démarche. Aujourd'hui, nous utilisons la popularité d'Olivier, mais de façon mesurée et faisons apparaître à ses côtés d'autres dirigeants pour les faire connaître.

Mais il ne faut pas se leurrer : si la personnalité des politiques joue un grand rôle, la nature et le contenu du message demeurent essentiels. Bernard Tapie n'a pas fait illusion longtemps : il n'avait rien à dire. À l'inverse, la durée du succès d'Arlette repose bien sur la constance de ses convictions et sur son intégrité. Et si beaucoup se reconnaissent en Olivier, c'est que, jeune salarié, il parle de ce qu'eux-mêmes vivent quotidiennement. À mon échelle – beaucoup plus modeste – la personnalisation a toujours été un fardeau. Elle conduit, en dehors même des activités militantes, à une autocensure permanente : j'ai toujours la crainte de faire une erreur qui va être remarquée, répercutée et qui risque, ensuite, de rejaillir sur l'image de la Ligue. Le fait d'être un peu reconnu est une atteinte, acceptée, à sa liberté personnelle. Mais j'y ai toujours mis une stricte limite : n'accepter d'être soumis au jugement public que pour les activités pour lesquelles on s'est fait connaître, en l'occurrence la politique. Dans ce domaine, on peut – et on doit – rendre des comptes. Mais seulement dans ce domaine. Et je n'ai jamais accepté la moindre incursion médiatique dans ma vie privée et familiale.

Les problèmes de la personnalisation de la vie politique ne se réduisent certes pas à la question des médias. Mais les médias y ont évidemment leur part. Pendant ses premières années d'existence, la Ligue a totalement négligé cet aspect. Elle était très minoritaire, ses dirigeants étaient peu connus et ses militants nourrissaient de la suspicion à l'égard de la presse qu'ils considéraient comme une « institution bourgeoise ». Bien sûr, j'avais déjà eu affaire aux journalistes lors de la crise de l'UEC ou en Mai 68. Mais nous n'avions aucune « politique de communication ». Même si nous sentions bien qu'au fil des années, la télévision allait devenir incontournable : le matin, au travail, les gens commentent ce qu'ils ont vu la veille à la télé...

Quelques années après 1968, je fus l'invité d'un grand débat télévisé. L'émission était animée – déjà ! – par Alain Duhamel. Elle m'opposait à un dirigeant du centre droit devenu ministre, Bernard Stasi. Le format était un face-à-face de près de deux

heures, interrompu par des petits films apportés par chacun des deux protagonistes, pour illustrer sa démonstration. Pour cette émission, j'avais sollicité et reçu le soutien et les conseils de nombreux amis, dont Constantin Costa-Gavras, Chris Marker et William Klein. Coline Serreau avait également accepté de jouer un sketch filmé ridiculisant les publicités télévisées. Le directeur du *Canard enchaîné*, Claude Angeli, m'avait confié des documents assassins sur la fraude électorale dans les DOM-TOM : une série de photos montrant une liste d'émargement, les cartes d'électeurs ayant prétendument voté et celles des tombes où ils reposaient, décédés depuis longtemps ! L'émission fit grand bruit dans la presse du lendemain. D'autant que j'avais accablé Bernard Stasi de tous les péchés de la droite, alors qu'il était loin d'être le plus ultra. Et, dans le gauchisme ambiant de l'époque, j'avais quitté le studio en refusant de lui serrer la main. Ce qui était complètement stupide. Ce fut ma première – et ma dernière – participation à une grande émission télévisée. Négliger la presse ou la traiter avec désinvolture était une erreur. Une erreur de jeunesse ? En tout cas, il a fallu attendre 2002 pour que la Ligue se dote d'un attaché de presse.

Évidemment, la presse ne crée pas les événements, contrairement à ce que l'on entend parfois. Mais elle leur donne plus ou moins d'importance et les hiérarchise. Le Pen n'a pas eu besoin de la télévision pour exister, mais il a su grandement l'utiliser pour développer son influence. En 2001 et 2002, relayant avec insistance la campagne sécuritaire de la droite, la télévision a joué un rôle dans le résultat du premier tour. Néanmoins, le phénomène a des limites : en 2005, les grands médias audiovisuels et de la presse écrite ont fait campagne en faveur du oui au texte de la Constitution européenne, sans pouvoir empêcher la victoire du non...

Les dangers des médias sont en proportion de leurs avantages. Grâce à la télévision, Arlette Laguiller a longtemps bénéficié d'une audience sans commune mesure avec celle de Lutte

ouvrière. Mais ces mêmes chaînes l'ont marginalisée, lorsqu'est apparu un « jeune facteur », plus « rentable » pour l'audimat.

La situation est encore rendue plus difficile par la disparition de la plupart des émissions politiques à la télévision. Pour toucher un public populaire restent les émissions de variétés ou de divertissement. Certains, dans les milieux militants, pensent que nous n'aurions pas dû accepter d'aller « chez Fogiel » ou « chez Ardisson », par exemple. Je pense au contraire qu'il fallait l'assumer : des millions de gens regardent ces émissions. Parmi eux, certains sont intéressés par nos idées. Tout repose sur l'attitude qu'on adopte et l'important est de ne faire aucune concession à la démagogie ou au populisme.

Une autre question se pose : celle des rapports personnels avec les journalistes, surtout ceux de la presse écrite. Certains d'entre eux suivent, parfois depuis des années, la Ligue et ses dirigeants. Souvent assez jeunes, ils reconnaissent facilement trouver plus d'intérêt à couvrir l'extrême gauche que les grands partis. C'est là une situation favorable à ce que s'établissent des relations plus ou moins personnelles, voire amicales. D'autant que les deux parties peuvent avoir intérêt à échanger des informations et à cultiver la relation. Mais l'ambiguïté demeure : même « amis », les journalistes ne sont pas des militants : ils doivent d'abord faire leur travail. C'est dans ce contexte – un climat de confiance – que peut surgir parfois la tentation de ne plus contrôler ses propos. Au risque de les retrouver le lendemain dans la presse, sans l'avoir voulu ; ou, en tout cas, pas sous la forme choisie par le journaliste ! Cela dit, la presse par ses reportages, ses tribunes libres ou ses portraits a beaucoup contribué à nous donner de la crédibilité.

20.

En France, la présence politique de l'extrême gauche organisée est assurée, pour l'essentiel, par deux formations : la LCR et Lutte ouvrière. Les rapports qu'elles entretiennent entre elles ont fait couler beaucoup d'encre. D'autant que LO n'a pas bonne presse : régulièrement, une partie des médias se déchaîne, multipliant les enquêtes sur la « secte » et son fameux « gourou », Hardy, présenté comme le patron d'une boîte de conseillers « au service de l'industrie pharmaceutique ». Mais je suis bien conscient qu'il n'y a pas que les adversaires de la Ligue pour lui reprocher ses accords électoraux. Une grande partie de militants syndicaux ou associatifs qui nous regardent avec sympathie sont très hostiles à LO, à sa pratique et à sa politique. Raison de plus pour préciser le sens de nos relations.

Lutte ouvrière se définit d'abord comme une organisation révolutionnaire, composée de militants dévoués qui, lors des grandes occasions, se retrouvent à nos côtés. En revanche, entre nos deux organisations existent des différences de taille – la pratique politique de LO, son dogmatisme et son fonctionnement – et naturellement, ces divergences empêchent, pour le moment, toute fusion.

Voix ouvrière – qui après sa dissolution en 1968, deviendra Lutte ouvrière – était constitué d'un petit groupe de militants intervenant dans les entreprises. Son fondateur, un trotskiste d'origine roumaine, Barta, s'était réfugié en France en 1936. Les

animateurs de Voix ouvrière estimaient que, après l'assassinat de Trotski en 1940, aucun dirigeant ni aucun mouvement, dans quelque pays que ce soit, n'avait plus l'autorité suffisante pour construire une organisation internationale. C'est donc en dehors de la IVe Internationale et uniquement en France qu'ils entreprirent un long travail d'implantation dans les usines. Une fois l'organisation nationale enracinée, il serait toujours temps de se poser la question d'une organisation internationale... On construit les murs avant de poser le toit.

Depuis cette époque, le mode de fonctionnement de Lutte ouvrière et sa politique sont, en grande partie, restés identiques. Leur orientation politique est assez claire : face aux trahisons des PC et des PS, la tâche prioritaire est de récréer un parti révolutionnaire, significativement implanté dans la classe ouvrière, seule capable de changer la société. Cet objectif explique l'importance donnée aux centaines de « feuilles de boîte » : des tracts recto verso qui comprennent, chaque semaine, un éditorial politique et une série d'échos dénonçant la vie quotidienne dans l'entreprise. En général, ces échos sont très prisés par les salariés.

Devant les dangers de répression patronale ou policière, les militants de Lutte ouvrière sont sélectionnés avec soin. Avant même d'être recrutés, ils doivent accepter un fonctionnement semi-clandestin. Pendant une longue période, ils sont suivis individuellement par un militant qui, chaque semaine, leur donne à étudier des livres, ouvrages politiques ou grands classiques de la littérature. Ce « stage » s'accompagne d'une activité publique où le sérieux de l'aspirant est testé par la vente du journal dans la rue et la distribution de la « feuille de boîte » à la porte d'une entreprise. En fonction de ces objectifs prioritaires, toute intervention « extérieure à la classe ouvrière » – dans le milieu étudiant, associatif ou altermondialiste, par exemple – est réduite à la portion congrue. Le raisonnement est simple : pour LO, ces mouvements ne sont certes pas négatifs, mais ils ne sont pas... « prolétariens » ! Ils sont donc sans cesse guettés par le réformisme

et la collaboration de classe, et y intervenir risque de disperser les forces d'une organisation encore petite.

Ces choix et cette définition des priorités ne sont évidemment pas ceux de la Ligue. Et, de fait, sur ces différences de démarche se greffent des désaccords politiques. Les mutations profondes que connaît actuellement la classe ouvrière, la mondialisation capitaliste et ses effets, la crise des partis communistes, le féminisme et l'écologie, sont autant de phénomènes nouveaux que LO ne veut ni reconnaître ni prendre en compte. Pas plus d'ailleurs que les bouleversements dans les pays de l'Est : sa direction pense, par exemple, que la Russie, pour l'essentiel, n'a pas changé et demeure un « État ouvrier bureaucratiquement dégénéré », selon la vieille définition de l'URSS donnée par Trotski... dans les années trente.

Peu impliqués dans les débats syndicaux, mais très présents dans les luttes, les militants de LO ne cherchent pas à prendre la direction des équipes syndicales. Leur préoccupation constante est de recruter des militants, un à un, à l'organisation révolutionnaire. L'idée de construire des structures de campagne unitaires « avec des réformistes » leur est étrangère. Même si, souvent, quand le PC est là, ils viennent aux manifestations, avec leurs drapeaux.

Les congrès de LO ne sont pas – comme à la Ligue... – l'occasion de longs débats de tendances. Ils sont courts, très centrés sur les problèmes organisationnels. Lorsqu'existe une tendance ou une fraction minoritaire, elle ne représente jamais plus de 2 à 3 % des voix. La direction de LO décourage le pluralisme interne qu'elle identifie à une perte de temps et d'énergie : elle considère que l'extrême gauche française étant très diverse, les minoritaires peuvent toujours faire le choix d'une autre organisation... Les remarques qui précèdent me conduisent à dire que LO a une politique parfois sectaire et dogmatique, voire ouvriériste, mais qu'elle n'est pas une secte. Ses militants sont souvent très appréciés dans leurs entreprises. Si l'un d'entre eux rencontre un problème, il n'est jamais laissé seul. On ironise parfois sur

leurs séances de lecture collective ou leurs sorties groupées pour aller visiter un musée ou une exposition. Mais c'est une aide précieuse pour des ouvriers qui, seuls et isolés, ne le feraient jamais. C'est également grâce à ce type de pratiques que LO a su, pendant des années – et bien avant nous ! – s'adresser concrètement à des millions de gens, avec ses affiches ou les discours d'Arlette. Personnellement, j'ai pas mal appris au cours de campagnes communes, changeant complètement le type de discours que je faisais dans les années soixante-dix.

À plusieurs reprises, la Ligue a mené avec cette organisation des campagnes électorales. Contrairement à ce que beaucoup semblent croire, ce n'est pas une nouveauté : c'était déjà le cas lors des élections municipales de 1977 et de 1983, des Européennes de 1979 et 1999. Les rapports avec les dirigeants de LO ont l'avantage d'être dénués de toute hypocrisie. Chacun connaît la politique de l'autre. Il ne s'agit pas de se convaincre, d'où un gain de temps appréciable. Quand la direction de LO décide qu'il y aura accord, il y a accord. Même si on peut encore perdre des heures sur la moindre virgule d'une profession de foi ou le plus petit détail technique de la campagne. Une fois l'alliance conclue, toute polémique cesse et la campagne peut commencer. Lors des meetings communs, chacun y dispose du même temps de parole et défend, à sa façon, les thèmes communs. Une fois la campagne électorale terminée, les rapports redeviennent ce qu'ils étaient auparavant : amicaux mais espacés, sans proposition précise de poursuite d'activités communes. Ainsi, la campagne pour les élections au Parlement européen de 1999 fut un vrai succès puisqu'elle permit, pour la première fois, l'élection de députés révolutionnaires. Cela ne modifia cependant pas nos relations : LO et la Ligue se sont présentées séparément aux élections municipales de 2001, puis à l'élection présidentielle de 2002.

Arlette demeure populaire, même si on peut noter une petite érosion de son capital de sympathie. Dans certains milieux, ce qui représente un atout se retourne en son contraire : tenir

toujours le même discours depuis vingt ans... Néanmoins, LO n'est pas totalement insensible aux pressions de son entourage : c'est sans doute ce qui explique qu'en 2005, elle se soit prononcée contre le projet de Constitution européenne alors qu'elle avait prôné l'abstention lors du référendum sur le traité de Maastricht, en 1992. Il est donc extrêmement difficile de prévoir ce que sera la position de cette organisation si les possibilités de construire un grand parti anticapitaliste, à la gauche de la gauche institutionnelle, se précisaient. Je ne peux que souhaiter sa participation et regretter son refus actuel d'aider à sa construction...

Au premier tour de l'élection présidentielle de 2002, les résultats cumulés d'Arlette Laguiller et d'Olivier Besancenot frôlaient les 10 %. Fidèle à son orientation unitaire, la Ligue décida d'entreprendre une campagne commune avec Lutte ouvrière pour les élections régionales et européennes du printemps 2004. Cette perspective s'annonçait difficile : notre attitude au second tour de l'élection présidentielle avait déclenché de leur part une polémique publique d'une rare violence : la Ligue était quasiment accusée d'avoir rallié le camp de Chirac ! Malgré cela, il nous sembla indispensable de maintenir le cap d'une politique de rassemblement de toutes les forces anticapitalistes indépendantes de la gauche gouvernementale. Nos divergences politiques étaient connues, mais il y avait accord sur la politique à mener face au patronat et sur les critiques à formuler contre la gauche libérale. Au plan national, malheureusement, aucune autre organisation – en dehors d'elle – ne partageait ce positionnement. LO avait de son côté une analyse de la situation très pessimiste : elle pensait que l'extrême gauche ne dépasserait pas les 3 % ; alors, autant partager les miettes... Les sondages annoncèrent des scores de 10 %, voire plus. Dans la presse, se multiplièrent articles et reportages évoquant la percée prévisible des listes LO-LCR, percée qui transformerait à coup sûr le paysage politique... en faisant perdre la « gauche ». Même *Le Monde* s'adonna à ce genre de commentaires. En octobre 2003, le congrès de la Ligue eut droit à la une, sur quatre colonnes. D'une certaine manière,

cette campagne de presse tapageuse servait évidemment le PS, en lui permettant de crier au loup : pour rassembler les brebis égarées en direction du vote utile, il agitait sans relâche le spectre du 21 avril 2002. Il fit intervenir ses « spécialistes de l'extrême gauche » : Henri Weber – ex-militant de la LCR – et Jean-Christophe Cambadelis – ex-militant de l'OCI – vinrent nous donner, en « vieux camarades », des leçons trotskistes sur le front unique ! Tout cela nous amusait plutôt. Mais nous avions tort de laisser se répandre des illusions, y compris parmi les militants et sympathisants de la Ligue. Il est difficile, en pleine campagne électorale, de jouer les Cassandre et d'annoncer que le résultat final sera beaucoup moins bon que celui dont les instituts de sondage nous créditent !

Le congrès de la Ligue approuva l'alliance électorale avec Lutte ouvrière, mais 30 % des militants y restaient hostiles : dans les milieux où nous intervenons, nombreux sont ceux qui nous ont reproché cet accord même si, souvent, la critique est venue de gens qui, de toute façon, avaient décidé de voter pour le PS ou le PC, dès le premier tour. Et en dehors des quelques centaines de personnes qui connaissent bien nos différences, comment justifier la concurrence entre « Arlette » et « Olivier » ?

La profession de foi commune fut sans surprise. Elle comportait l'essentiel des revendications sociales et faisait silence sur les thèmes qui fâchent, à charge pour chaque organisation de mener sa propre campagne, en toute autonomie. La campagne unitaire se déroula sans problème. Nos deux organisations tinrent une grande réunion publique par région. Avec Arlette et moi, la participation oscillait, selon les villes, entre 400 et 700 personnes. Avec Olivier, en moyenne, c'était plus du double, avec une présence massive de jeunes. Mais ces succès étaient trompeurs : ils n'anticipaient nullement les résultats électoraux. 4,58 % en moyenne nationale et plus de 5 % dans trois régions furent décevants, surtout par rapport aux « pronostics ». Même si le fait de recueillir plus d'un million de voix dans un scrutin difficile n'est pas négligeable. Du coup, pour le PS et la presse, la gauche

révolutionnaire avait quasiment disparu, aussi rapidement qu'avait été montée en épingle la menace qu'elle était censée représenter ! Alors que, avec à peine plus de 5 % des voix, le PCF restait parmi les grands !

En réalité, le score obtenu aux élections régionales de 2004 représente en moyenne l'audience électorale de l'extrême gauche, depuis le milieu des années quatre-vingt-dix. C'est vrai qu'il ne marque aucune progression et qu'il est évident qu'une partie de ceux qui, lors du premier tour de l'élection présidentielle de 2002, avaient voté pour Arlette ou Olivier ont, cette fois-ci, opté pour un des trois partis de la gauche gouvernementale et, en premier lieu, pour le PS.

De fait, nous n'avions pas pris la mesure du traumatisme subi par l'électorat de gauche en 2002 ni des conséquences de la défaite de la grande grève du printemps 2003 sur les retraites. Le discrédit du Gouvernement et de la droite avait poussé une bonne partie des électeurs à prendre leur revanche dans les urnes, n'ayant pu le faire dans la rue. Et là, sur le terrain institutionnel, la gauche révolutionnaire manque toujours cruellement de crédibilité. Les tâches que lui délèguent le monde du travail et les couches populaires sont précises et limitées. On lui fait confiance pour mener la bataille dans les mobilisations contre le patronat et la droite, ou pour s'opposer à la gauche quand elle est au pouvoir. Mais pas pour renverser la droite et la remplacer au gouvernement ! Aussi affaiblis soient-ils, le PCF ou les Verts, en participant régulièrement à des majorités gouvernementales, sont plus crédibles. C'est là, très précisément, que réside le paradoxe de la situation politique française : les suffrages en faveur du PS ou des partis qui lui sont associés ne signifient ni une adhésion à leur programme ni un blanc-seing pour leur action future.

Nous pensions améliorer notre score lors de l'élection pour le Parlement européen en 2004, les enjeux nationaux étant moindres. Mais le désintérêt pour l'Europe – du moins pour cette Europe-là – fut plus fort que l'hypothétique fidélité de l'électorat : contrairement aux élections européennes de 1999,

75 % des jeunes et 70 % des ouvriers ne sont pas allés voter. En outre, l'abandon de la proportionnelle nous donnait peu de chance d'avoir des élus. Notre score fut mauvais, moins de 3 %.

Un an plus tard, complet changement de décor : « On a gagné... pour une fois ! »

Le 29 mai 2005 au soir, à 22 heures, sur les plateaux de télévision, régnait une atmosphère d'enterrement. Mais pour les militants, quelle joie ! Le projet de Traité constitutionnel pour l'Union européenne, concocté par Giscard d'Estaing, était rejeté par près de 55 % des voix. Et pourtant cette victoire n'a pas suscité la même explosion de joie populaire qu'en 1981 quand, à l'annonce de la victoire de François Mitterrand, des dizaines de milliers de personnes avaient envahi les rues. Ce soir-là, place de la Bastille, seuls quelques milliers de personnes sont venus braver la pluie. Cette fois, c'est une joie lucide qui s'exprimait : mais avec moins d'illusions. Néanmoins, tout le monde en était conscient : venant après tant d'années d'échecs, la victoire du « non » ne réglerait rien dans l'immédiat mais elle suscitait de grands espoirs ! Elle révélait la crise du régime et des institutions, le discrédit de la droite, l'éclatement de la gauche et l'aspiration à une vraie gauche de combat. Les militants et les militantes de la Ligue ont eu le sentiment d'avoir été parmi les principaux artisans du succès. À la différence d'autres scrutins, la LCR ne s'est pas ralliée aux autres forces de gauche pour faire échec à la droite. Pour la première fois, elle a participé à la direction d'une campagne, menée à la fois contre la droite et contre les dirigeants de la gauche libérale, qu'il s'agisse de ceux du PS ou de ceux des Verts.

Notre appréciation du projet de Constitution européenne était sans ambiguïté. Loin d'être un document de plus à ajouter au fameux « acquis communautaire » qui comportent déjà près de 90 000 pages, le document giscardien avait pour fonction principale de donner une légitimité à l'offensive du patronat européen. Dans le cadre de la mondialisation libérale dominée par les lois du marché et une concurrence de plus en plus vive, les

appétits des financiers ou des gros actionnaires sont devenus gargantuesques. Ils exigent désormais plus de 10 à 15 % de rendement annuel pour leurs investissements. Sinon, ils ferment ou délocalisent. Pour atteindre de tels taux de profit, il leur faut réduire les coûts de production et remettre en cause l'essentiel des acquis du monde du travail. C'est la fuite en avant : déréglementation, précarisation, privatisation des services publics, atteinte aux régimes de sécurité sociale et de retraite, diminution des allocations chômage. Pour conférer une légitimité populaire à ce texte destiné, selon Giscard d'Estaing lui-même, à durer « plus de cinquante ans », il fallait trouver le moyen de demander aux peuples de se passer eux-mêmes la camisole, directement par référendum ou indirectement par le vote des parlements.

Quelques mois avant la consultation, la victoire du non n'avait rien d'évident. Elle mérite donc quelques explications.

Deux événements ont contribué à changer la donne : le débat à l'intérieur du PS et celui qui a traversé la CGT. En principe, le PS aurait dû ratifier sans problème une constitution qui permettait la poursuite de la construction d'une Europe libérale. Il l'avait codirigée avec la droite européenne depuis le traité de Rome. Mais Laurent Fabius, fidèle en cela aux enseignements de François Mitterrand, a compris qu'il lui fallait se positionner à gauche, dans la perspective de sa candidature à la présidentielle. Ce qu'il fit... après un temps d'hésitation. Ainsi, en juin 2004, j'avais été invité par Serge Moati à son émission *Ripostes*, pour défendre le non face à des partisans du oui, dont Henri Weber, devenu un proche de Fabius. Trois mois plus tard, invité à nouveau dans la même émission, j'avais à mes côtés Henri Weber mais, cette fois, en tant que partisan du non ! Une fois sa conviction faite que François Hollande – comme beaucoup d'autres – souhaitait être candidat en 2007, l'ancien Premier ministre gara son scooter et dénoua sa cravate pour descendre dans l'arène populaire du non, sans toutefois participer aux tribunes des meetings unitaires ! Le pari était risqué. Mais la politique ne se réduit pas aux manœuvres d'appareil. Le facteur essentiel qui a

influencé sa position est que pour près de 40 % des militants socialistes, le vote en faveur du Traité apparaissait comme une véritable remise en cause de leurs convictions. Nombre d'entre eux ont participé activement aux comités unitaires pour le non de gauche, malgré les pressions qu'ils durent subir de l'appareil dirigeant.

À la CGT, les termes du débat étaient différents. Le contenu libéral du document et les traditions de la Confédération auraient dû pousser naturellement ses dirigeants à appeler à voter non. Il n'en a rien été. Lors du débat organisé au sein du comité exécutif de la Confédération européenne des syndicats (CES), la délégation de la CGT s'est abstenue. Dans le syndicat, la réaction fut rapide, d'autant que la direction, Bernard Thibaut en tête, avait engagé un combat interne pour que la Confédération ne prenne aucune position. Officiellement... au nom de l'indépendance du syndicat par rapport aux consignes politiques ! En fait, de plus en plus réformiste, la direction confédérale ne voulait pas entrer en conflit avec la CES où, quelques années après son adhésion, elle a acquis une place importante. Le résultat est connu : un désaveu cinglant de la grande majorité de la base du syndicat s'exprima lors d'un vote du Comité confédéral, le « parlement de la CGT », et obligea sa direction à appeler à voter non.

Le PCF, la FSU, l'Union syndicale Solidaires, l'association altermondialiste ATTAC, près de la moitié des Verts – sans oublier Lutte ouvrière – ont pris, chacun à leur façon, position contre le projet. Une véritable force pour un non de gauche a vu le jour, malgré et contre le positionnement officiel du PS et des Verts. Dans ce climat, la Fondation Copernic joua un rôle fédérateur. Structure unitaire de recherche et de débats, rassemblant tous les courants politiques et syndicaux à gauche de la gauche, elle initia un appel « pour un non européen et antilibéral à la Constitution ». Dans un premier temps, cet appel fut signé par 200 personnalités représentatives des différentes sensibilités qui voulaient s'engager dans la bataille. Plusieurs heures de

discussion entre les différents partenaires permirent de parvenir à un texte consensuel. Son contenu, antilibéral et antisouverainiste, marquait, de fait, sa différence, aussi bien avec Laurent Fabius qu'avec Jean-Pierre Chevènement. À l'époque du traité de Maastricht, le PCF avait refusé de participer à un appel unitaire pour un « non de gauche », préférant mener une campagne solitaire, loin de l'extrême gauche. Mais les temps avaient changé ! L'appel, porté par les deux animateurs de la Fondation Copernic, Yves Salesse et Claude Debons, par ailleurs anciens dirigeants de la LCR, fut rapidement relayé par les principaux porte-parole des partis politiques hostiles au Traité constitutionnel, dont Marie-Georges Buffet et Olivier Besancenot. Cette initiative et ces convergences constituèrent un appel d'air pour toutes celles et tous ceux qui, depuis des années, attendaient que se rassemblent toutes les composantes de la gauche politique, syndicale et associative opposées à la gauche social-libérale, incarnée notamment par la direction du PS.

En quelques semaines, plus d'un millier de comités se sont ainsi créés, au niveau d'une ville, d'un arrondissement, d'un village ou d'une entreprise. Et lorsque les électeurs ont reçu à domicile le texte de la Constitution, nombre ont estimé que ce pavé illisible et incompréhensible, auquel il fallait répondre par un oui ou par un non, était une provocation. Ils se sont alors emparés du texte, stylo et papier en main, pour l'annoter et essayer de le comprendre. Cette soif de politique s'est traduite par une affluence subite et impressionnante à la moindre réunion organisée par les collectifs : y compris des réunions d'appartements. La campagne du non a été une campagne de masse et de proximité, comme on n'en avait jamais vue de mémoire de militant. Bien vite, dans les cités et les quartiers populaires, dans les entreprises, la cause était entendue : c'était non ! Les militants de la Ligue se sont retrouvés dans ce mouvement comme des poissons dans l'eau. Sur les marchés, dans les lieux de travail, les gens venaient nous demander des tracts pour les distribuer à leurs amis. Puisque c'était non !

Devant une telle mobilisation, les partisans du « oui de gauche » ont eu du mal à se faire entendre. D'autant que la droite ne leur a pas facilité la tâche. Chaque intervention de Jacques Chirac ou de Jean-Pierre Raffarin, alors Premier ministre, faisait régulièrement progresser le non. Sans parler de l'effet dévastateur de la fameuse directive Bolkestein, une parmi d'autres. Le dernier mois de campagne fut l'occasion de grands meetings régionaux qui, chaque fois, rassemblaient à la tribune les principaux porte-parole : presque partout, leur fréquentation dépassait les 5 000 participants, dans une atmosphère enthousiaste. L'unité réalisée autour de l'appel initié par la Fondation Copernic a été exceptionnelle pour un peuple de gauche qui n'avait connu, depuis 1981, que celle incarnée par l'Union de la gauche (PS – PCF – Radicaux et Verts). Il n'est pas habituel de voir des milliers de communistes ovationner aussi bien Marie-Georges Buffet qu'Olivier Besancenot, comme lors du meeting organisé début avril, au Zénith, à Paris.

La dynamique unitaire est parfois allée jusqu'à aller coller des affiches tous ensemble, le PCF collant les nôtres et la Ligue les leurs. Depuis, LCR, PCF, minoritaires du PS s'invitent régulièrement à chacun de leurs meetings. Ces rapports unitaires d'un type nouveau ont, bien sûr, connu des nuances et des péripéties. Certains militants du PCF, proches de Robert Hue ou des courants les plus conservateurs, hostiles à l'extrême gauche, sont restés très réservés. Mais pour moi, il n'y a aucun doute : cette campagne est une étape décisive pour aider à refonder une gauche anticapitaliste. Elle laissera des traces profondes, d'autant qu'elle s'est soldée par une victoire.

De nombreux membres du PCF, des sympathisants, attirés par le caractère radical et profondément unitaire de cette campagne, se sont remobilisés et ont repris goût au militantisme. Une vague de politisation traversa ainsi toutes les couches de la société. Mais elle divisa en profondeur la gauche, autour d'un débat décisif : faut-il se résigner à accepter les contraintes d'un capitalisme mondialisé de plus en plus libéral et brutal ? La direction du PCF joua un rôle important. Elle ouvrit ses

meetings et partagea son temps de campagne officielle à la télévision avec les autres partisans du non, comme Olivier Besancenot, Jean-Luc Mélenchon ou Francine Bavay. Aujourd'hui, elle se retrouve confrontée au choix entre deux orientations : s'investir, avec d'autres, dans la formation d'une force anticapitaliste ; ou retourner à une stratégie classique d'alliance avec le PS, stratégie qu'appelle de ses vœux une partie de ses élus.

Tout le monde ou presque s'accorde sur la signification de la victoire du non. Je considère que l'on n'a jamais eu affaire à un « vote social » aussi net et tranché. Toutes les études le confirment : plus on est pauvre, opprimé et exploité, plus on a voté non. Mais vote social ne signifie pas nécessairement vote anticapitaliste. Le non du 29 mai 2005 inclut aussi des voix nationalistes, racistes et Front national, même si elles sont minoritaires : l'un des mérites de la campagne du non de gauche est d'avoir réussi, en remettant les questions sociales au cœur du débat public, à marginaliser la propagande d'extrême droite. Le refus du TCE est aussi un vote de revanche sociale pour le monde du travail qui avait mené une série de luttes massives, comme celle de 1995 sur la Sécurité sociale ou celle de 2003 sur les retraites. Enfin, ce vote exprime sûrement un ras-le-bol généralisé contre le gouvernement de droite et révèle une dimension de méfiance vis-à-vis des pouvoirs établis : les grands partis, le patronat, les Églises, les médias et la plupart des intellectuels et artistes célèbres qui, tous, s'étaient mobilisés en faveur du oui.

Le référendum a ouvert une crise institutionnelle, tant à droite qu'à gauche. Pour la quatrième fois consécutive en un an – élections régionales, cantonales et européennes de 2004 – la droite a été battue. La majorité parlementaire, le président de la République et les assemblées qui, à près de 90 %, avaient approuvé la Constitution, ont été désavoués.

L'union de la gauche a explosé en deux camps, confirmant ainsi en pratique l'idée défendue par la Ligue : il y a bien deux gauches, irréconciliables lorsque les choix politiques fondamentaux sont en jeu. La gauche social-libérale, qui n'envisage de

réformes que dans le cadre du capitalisme, est en général conduite à y renoncer, face aux « contraintes ». De son côté, la gauche de rupture est convaincue que, grâce à de véritables mobilisations sociales et populaires, il est possible – et nécessaire – de rompre avec les lois du marché et le règne du profit. Certes, le partage entre le oui et le non de gauche au référendum ne suffit pas à délimiter ces deux gauches : partisans actifs du non, Laurent Fabius, Henri Emmanuelli ou Jean-Pierre Chevènement n'ont jamais proposé de rompre avec le capitalisme. La quasi-totalité des dirigeants du « non socialiste » se sont d'ailleurs rangés derrière le programme électoral, très social-libéral, de la direction majoritaire du PS. Quand ça n'est pas, comme Arnaud Montebourg, un ralliement à Ségolène Royal.

L'approche des échéances électorales de 2007 est un véritable test sur les convictions et les projets des uns et des autres. Dans ce domaine, le Parti socialiste qui possède un appareil, des réseaux et des dizaines de milliers d'élus, est une force d'attraction incontournable pour tous ceux qui ne vivent la politique qu'au travers des élections. L'absence de représentation proportionnelle et le type de scrutin – majoritaire à deux tours – favorisent les phénomènes de satellisation autour du PS. Plus concrètement, les centaines d'élus Verts et les dix mille élus du PCF sont tributaires pour leur réélection d'un accord avec le parti dominant. À l'inverse, la victoire du non et la campagne unitaire des collectifs du 29 mai ont créé un réel espoir. Beaucoup, à gauche, souhaitent l'émergence d'une gauche antilibérale. Dans ce cadre, la LCR se retrouve face à de lourdes responsabilités.

La victoire du non en France, suivie par celle aux Pays-Bas, a permis d'enterrer jusqu'à nouvel ordre le Traité constitutionnel. Elle ouvre la possibilité d'une véritable discussion au sein des peuples de l'Union européenne. L'exemple français a déjà fait tache d'huile : l'exigence d'un débat de fond, sur la nature de l'Europe à construire et les moyens pour y parvenir, ne cesse de grandir. L'expérience démocratique du printemps 2005 suggère une perspective : celle d'un processus constituant où les peuples,

après avoir débattu des contenus, éliraient des délégués mandatés pour établir quelques règles élémentaires de fonctionnement et quelques principes fondamentaux, qui pourraient prendre la forme d'une Charte des droits sociaux et démocratiques, harmonisant par le haut les principales conquêtes du monde du travail. Si l'on veut mobiliser l'opinion publique en faveur de la « construction européenne », alors celle-ci doit garantir des avancées sociales qui changent effectivement la vie quotidienne de millions de salariés. Cela ne nécessite pas forcément de déployer des trésors d'imagination. Peut-être faudrait-il entendre les revendications portées par les mouvements sociaux de la dernière décennie et les propositions élaborées et débattues lors des Forums sociaux et des grands rassemblements altermondialistes. Citons pour mémoire l'instauration d'un SMIC européen, l'interdiction des licenciements boursiers, la défense, l'extension et la coordination au niveau européen des services publics, la reconnaissance partout en Europe du droit à l'avortement et à la contraception (l'IVG est toujours pénalisée en Irlande, au Portugal et en Pologne), l'interdiction des OGM, la mise en œuvre du droit de vote pour les immigrés « non communautaires », l'harmonisation fiscale grâce à la taxation des profits. Pour la première fois, certains peuples ont eu leur mot à dire sur la construction européenne. C'est un phénomène irréversible. Et un sillon à creuser.

21.

Longtemps, le débat sur la construction européenne a opposé « européens convaincus » et « souverainistes » au cours d'un jeu de rôle stérile. Inutile de dire que je ne me reconnais dans aucune de ces options ! L'horizon des militants révolutionnaires n'a jamais été national mais, d'emblée, international. Pendant des années, ces convictions internationalistes se sont essentiellement nourries de solidarité militante avec les luttes de libération en Afrique, en Asie ou en Amérique latine. La dimension européenne n'était pas une préoccupation fondamentale, même si les militants de la Ligue étaient impliqués dans le combat contre le régime des colonels en Grèce, dans le soutien à la révolution portugaise ou dans l'aide aux mobilisations espagnole et basque, sous la dictature franquiste.

Progressivement, la lutte contre la construction capitaliste de l'Europe s'est imposée comme un thème important d'intervention, l'Union européenne et ses institutions étant devenues les vecteurs de l'offensive libérale et l'alibi de toutes les politiques nationales pro patronales : en un mot, une machine de guerre contre les droits sociaux.

La LCR s'est inscrite assez tôt dans le débat européen : en 1979, je participais aux élections européennes, dans le cadre d'une liste commune LO/LCR, intitulée « Pour les États-Unis socialistes d'Europe ». En 1992, la LCR a mené une campagne active en faveur d'un « non de gauche », lors du référendum sur

la ratification du traité de Maastricht. Mais il a fallu attendre 1999 pour que la Ligue s'immerge réellement dans l'Europe, à l'occasion de son entrée au Parlement européen.

La liste commune LO/LCR obtint donc un peu plus de 5 % des voix et cinq élus. C'est ainsi qu'à 58 ans, je reçus mon premier mandat électif ! Avec mes trois collègues de Lutte ouvrière et ma camarade Roseline Vachetta, nous avons approché, pendant cinq ans, les us et coutumes du monde politique institutionnel et vécu les derniers soubresauts du mouvement communiste européen. En effet, nous avions opté pour un statut de membre associé au groupe parlementaire de la Gauche unitaire européenne et verte nordique (GUE/NL).

Roseline n'avait rien d'une novice. Employée par la mairie de Grenoble dans le domaine de la prévention de la délinquance chez les jeunes, elle avait aussi à son actif une longue expérience de militantisme syndical. Elle avait notamment participé activement à la construction de Ras l'Front, association créée en 1991 pour lutter contre la progression du Front national. En 1997, elle était en première ligne pour soutenir les militants des associations de défense des chômeurs qui occupaient les agences des Assedic. Roseline est donc devenue la deuxième porte-parole de la Ligue. Comme elle n'habitait pas la région parisienne, elle fut un peu ignorée par les grands médias nationaux. Une situation qui contraste avec l'écho qui est le sien dans la région Rhône-Alpes, où elle est présente dans la plupart des mobilisations. Dans son travail de parlementaire européenne ou lors des activités consacrées à la construction de la Ligue, elle s'est toujours montrée très soucieuse du travail collectif.

Pendant les cinq années où j'ai été député européen, la Gauche unitaire européenne était le quatrième groupe par importance numérique. Elle comptait dans ses rangs une cinquantaine de députés. Il y avait des représentants d'anciens partis communistes reconvertis, parfois depuis très longtemps, en partis de gauche

plus ou moins écologistes, comme les Scandinaves du Parti de la gauche de Suède ou du Parti du peuple du Danemark. Il y avait aussi des députés membres de mouvements ayant scissionné des partis communistes traditionnels : les Grecs de Synapismos ou les Italiens du Parti de la refondation communiste. Ou encore des PC officiels, comme le PCF, les partis communistes espagnol, grec ou portugais. À tout cela s'ajoutaient les députés chevènementistes (exclus du groupe PS) et ceux du PDS, l'ancien Parti communiste d'Allemagne de l'Est.

Les six membres élus sur la liste du PCF – « Bouge l'Europe ! » – participaient de la même cacophonie. En plus des trois dirigeants communistes dûment estampillés – Francis Wurtz, Sylviane Ainardi et Yasmine Boudjenah –, Robert Hue en avait choisi trois autres, censés représenter « la société civile et l'ouverture ». Néanmoins, dans la majorité des scrutins significatifs, ils votaient plutôt avec le PS, ce qui était parfaitement prévisible. Depuis plusieurs années, l'économiste Philippe Hertzog codirigeait avec une partie du patronat, dont Francis Mer, une revue improprement intitulée *Confrontations*. Geneviève Fraisse avait toujours expliqué qu'elle n'avait rien à voir avec le communisme et qu'elle aurait aussi bien pu être sur une autre liste de gauche, l'essentiel étant qu'elle puisse « représenter les femmes et les intellectuels ». Fodé Sylla, lui, était supposé représenter les immigrés. En pratique, il fut tout aussi absent du Parlement que des mobilisations pour les droits des immigrés. L'ancien président de SOS-Racisme a quand même trouvé le temps de provoquer un scandale en participant, comme « observateur », à une délégation gouvernementale dont la mission particulièrement douteuse consistait à décerner un brevet de démocratie au dictateur togolais, Eryhadema, à l'occasion d'une élection présidentielle bien évidemment frauduleuse.

Les députés qui ne sont pas inscrits à un groupe parlementaire ont très peu de moyens pour fonctionner et très peu d'occasions de s'exprimer. La Ligue a donc décidé, en accord avec Lutte ouvrière, de rejoindre la GUE/NL, présidée avec habileté et intelligence par Francis Wurtz. Nous y avons été acceptés sans

réticence avec le statut d'associés et intégrés aux activités du groupe, telles que les prises de parole ou les voyages et délégations. La participation à ce groupe s'est révélée riche d'enseignements sur la crise de ce que l'on appelait autrefois le « mouvement communiste international ». Le groupe étant tellement éclaté sur le plan politique, il y avait peu de débats de fond en son sein, et jamais de votes unanimes. La palette politique allait de députés réellement sociaux-libéraux qui votaient souvent avec le PS aux vieux staliniens nostalgiques, toujours prêts à faire signer des pétitions comme celle pour la libération du « camarade Slobodan Milosevic ».

Les réflexes acquis demeuraient vivaces chez certains vieux députés communistes : j'en ai vu s'indigner que l'on puisse critiquer l'intervention russe en Tchétchénie, comme si Leonid Brejnev était encore au pouvoir ! L'héritage du passé s'exprimait surtout lors des voyages à l'étranger. Comment oublier le comportement des députés du PC grec, visiblement des habitués des délégations officielles de l'époque stalinienne ? Toujours bien habillés, en cravate, appareil photo en bandoulière, quels que soient le pays et le climat, ils prenaient systématiquement la parole, à n'importe quelle occasion, heureux d'apporter « le salut du peuple grec, de son Parti communiste, de son comité central et de son secrétaire général ». Le plus cocasse s'est produit lors d'une rencontre, en petit comité, avec Yasser Arafat, dans sa ruine de Ramallah : le portable du délégué grec s'était mis à sonner, diffusant les premières mesures de *L'Internationale*, sans qu'il ne paraisse gêné le moins du monde.

En 2002, je me suis rendu avec une délégation de la GUE à Budapest, invité par le Parti ouvrier hongrois, vestige de l'ancien Parti communiste. J'étais avec des députés qui connaissaient très bien nos interlocuteurs de l'Est pour les avoir beaucoup fréquentés lorsque ces « partis frères » étaient au pouvoir. Pendant ce séminaire, nous avons entendu les anciens apparatchiks staliniens déclamer des odes au marché et au libéralisme et critiquer sans nuance le « collectivisme » ! Ces discours en disaient long sur ce qu'avait été la sincérité de leurs convictions lorsque, dans

une autre vie, ils se réclamaient du socialisme. Mes « collègues », communistes de l'Ouest, étaient estomaqués d'entendre de tels propos. La matinée fut consacrée à ces prestations. Mais les vieux démons ont la vie dure et, l'après-midi, le Parti ouvrier hongrois, désormais farouche partisan de l'économie de marché, nous avait invités à une promenade en péniche sur le Danube. Toute la délégation était arrivée sur la passerelle. Et là, comme au bon vieux temps, nous sommes passés devant les dignitaires du parti, alignés en rang d'oignons : ne manquaient que les feutres mous et l'on aurait pu se croire dans les années soixante, sur la place Rouge, un jour de défilé. Ils nous présentèrent la camarade Untel représentante des Femmes, le camarade Untel représentant des Jeunesses, etc. On a serré des mains, tout en se donnant des coups de coude avec Francis Wurtz à qui cela rappelait quelques souvenirs. Le bateau quitta la berge. Le haut-parleur commença à émettre. Je pensais que l'on allait nous commenter les monuments que nous longions. Pas du tout. Nous eûmes droit à un discours que je connaissais bien pour l'avoir entendu autrefois : les « camarades » tenaient à saluer la présence du groupe de la GUE, au nom de « la solidarité entre les peuples », et à témoigner de leurs sentiments « d'amitié et de paix ». On nous suggéra également de saluer les hôtesses qui nous accueillaient ainsi que ceux qui allaient servir nos repas : ils étaient tous « bénévoles ». Car ils avaient tenu à être là « au nom de l'amitié entre les peuples » !

Quelques mois plus tard, dans le cadre du processus d'élargissement de l'Union européenne, les parlementaires des pays de l'Est furent invités à siéger au Parlement européen, en tant qu'observateurs. Se posait pour eux le problème cornélien du choix du groupe. La plupart se dirigèrent vers le Parti socialiste européen ; un nombre significatif opta pour le groupe de droite, le Parti populaire européen. Seule une minorité rejoignit la GUE/NL. Ce qui d'ailleurs souleva immédiatement un problème linguistique : pour tous ceux d'entre eux qui avaient plus de 30 ou 35 ans, la deuxième langue était... le russe ! Pour les comprendre, nous fîmes donc appel aux députés et aux

fonctionnaires allemands issus de l'ancienne RDA, qui avaient acquis les mêmes compétences. Signe des temps, parmi les nouveaux arrivants, la seule qui ne parlait pas russe était une toute jeune députée polonaise. Elle ne parlait qu'anglais...

Mais revenons à notre arrivée au Parlement. Le premier jour, le choc fut brutal. À Bruxelles, voitures et chauffeurs attendaient les députés à la gare du Midi, pour les embarquer vers un autre monde. De l'architecture des lieux en passant par le vocabulaire, le fonctionnement ou les comportements, tout est organisé pour forcer le novice à se dépouiller de son état naturel afin de pénétrer dans une société, qu'il va devoir déchiffrer.

Sans doute pour faciliter son fonctionnement – et plaire aux contribuables – le Parlement européen a deux sièges : les députés occupent ainsi leur temps entre Bruxelles et Strasbourg. En fait, ils ne se rendent dans la capitale alsacienne que quatre jours par mois, lors des plénières. Le reste du temps, pour les réunions des commissions ou bien les mini-sessions du Parlement, ils séjournent à Bruxelles. À la demande cocardière de François Mitterrand, les traités européens en vigueur obligent donc tout ce petit monde à émigrer une fois par mois à Strasbourg. Concrètement, cette transhumance concerne plus de six cents députés, leurs assistants, quelques centaines de fonctionnaires et deux mille traducteurs et interprètes. Cette disposition est sans doute une aubaine pour la ville de Strasbourg, mais, pour les contribuables européens, c'est une véritable source de gabegie. Avant chaque départ de la capitale belge, le député remplit une malle disposée devant son bureau pour y mettre quelques dossiers. Puis une noria de camions, coûteuse et polluante, part rejoindre l'Alsace française. Le jeudi, quand la fête est finie, le Parlement de Strasbourg ferme ses portes pendant les trois semaines suivantes, laissant le « petit personnel » (employés de service, femmes de ménage, gardiens) sous-payé et à contrats précaires, se débrouiller pour trouver un autre travail. La municipalité strasbourgeoise, autrefois de gauche, aujourd'hui de droite, participe elle aussi à cet effort national pour garder le Parlement. Chaque député a

droit désormais à une carte de circulation gratuite pour les trams et les bus. C'est vraiment une décision historique quand on sait que les députés peuvent, de toute façon, utiliser les voitures et chauffeurs du Parlement pour leurs déplacements en ville. Ce qui n'est évidemment pas le cas des chômeurs strasbourgeois : leurs associations revendiquent depuis longtemps une carte de circulation gratuite. Elles l'attendent toujours.

En revanche, pour rejoindre Bruxelles, les déplacements s'effectuent ordinairement en train. Le voyage en Thalys, première classe, vaut le détour, du moins pour tout ethnologue un peu curieux. Il dure une heure et vingt-cinq minutes, de Paris à Bruxelles, ce qui permet éventuellement de faire l'aller et retour dans la journée. Pour l'essentiel, la rame est peuplée de députés, d'assistants, de fonctionnaires européens ou d'hommes d'affaires. Plusieurs tribus y cohabitent. D'abord les simplets comme moi qui profitent du trajet pour déjeuner et lire *Le Monde*. À l'opposé, d'autres, à peine assis, frappent comme des malades sur leur ordinateur, l'écouteur vissé à l'oreille et tout en continuant à tapoter, ils téléphonent à leurs collaborateurs. Plus loin, les prétentieux : leurs conversations méritent d'être entendues par tout le wagon. Ils mesurent leur autorité à la tonalité des ordres qu'ils crient dans leur portable et à la virulence avec laquelle ils enguirlandent leurs collaborateurs. Bref, voyager avec ces « décideurs » est toujours un grand moment que, parfois, un incident vient perturber. Ainsi, en juin 2003, lors de la grande grève sur les retraites, le Thalys fut bloqué par des cheminots descendus sur la voie, gare du Nord. Dans le wagon, le climat habituel avait changé. Un silence pesant et craintif régnait. À part moi, personne ne descendit pour aller voir ce qui se passait. Quelques réflexions quand même, mais à voix basse, sur « ces fonctionnaires qui ne foutent rien ». Remonté dans le train après avoir discuté avec les cheminots, je sentis chez beaucoup de mes collègues une interrogation muette : « Peut-être que lui, au moins, il sait à quelle heure on va partir ? »

Le fonctionnement du Parlement européen relève du parcours du combattant. Pour faire simple, rappelons que, d'une façon

générale, c'est la Commission – avec un « C » majuscule – qui élabore et propose des directives. Les commissions – avec un « c » minuscule – en discutent, émettent des avis ou les amendent. Le Parlement vote les projets de résolution issus des commissions. Et c'est le Conseil des ministres qui, en dernière analyse, décide.

Chaque groupe politique a ses représentants dans les commissions qui se partagent les rapports. J'ai régulièrement participé à ma commission, celle des « Libertés » qui devait traiter à la fois de sujets touchant à l'immigration, au racisme, au terrorisme, et aux Droits de l'homme. Nous avons voté des dizaines de textes, émaillés de généralités sur le racisme et l'égalité des droits. Le débat ne commençait vraiment que lorsque, rarement, on abordait enfin des choses concrètes.

Ainsi, j'apparaissais souvent comme le gentil gauchiste de service qui, parfois, faisait rire. Il faut dire que l'arrivée des cinq « révolutionnaires » au Parlement a fait jaser. Certains s'attendaient à voir débarquer des sauvageons. Puis, peu à peu, ils se sont aperçus que nous étions des gens presque comme tout le monde : certes avec des convictions, mais sans cocktails Molotov dans les poches. Alors, leurs craintes se sont transformées en indifférence ou, plus rarement, en considération étonnée.

Les commissions et le Parlement traitent ainsi des centaines de thèmes, du plus insignifiant au plus essentiel, sans priorité ni hiérarchie, aux dépens d'un débat démocratique authentique. Quelle n'a pas été ma stupéfaction d'assister à un débat sur le moyen de faire respecter le port obligatoire du casque de moto par la communauté sikhe de Grande-Bretagne, avant de passer, dans la foulée, à un vote sur le début de privatisation de La Poste... On comprend dès lors que, à raison d'environ cinq cents votes en quelques heures lors de la « semaine de Strasbourg », on en est arrivé, grâce à de telles cadences, à un « acquis communautaire » d'environ 90 000 pages que chaque État membre de l'Union européenne – ou postulant à y entrer – doit intégrer dans sa législation nationale. Cette caricature de démocratie

s'illustre parfaitement à travers l'organisation même des débats. La plénière se réunit donc tous les mois, à Strasbourg, pour débattre des projets des commissions mais, surtout, pour voter à un rythme effréné : parfois trois cents votes à l'heure.

Plus encore que dans les parlements nationaux, un véritable climat de consensus règne à Strasbourg. Avant les votes des textes politiques, les responsables des groupes parlementaires se réunissent pour essayer d'élaborer un « compromis » – qui prendra ensuite le nom de « résolution commune » – sur chaque sujet qui pourrait fâcher. Concrètement, cela veut dire que les deux grands partis qui font la pluie et le beau temps – le PPE et le PSE – se mettent d'accord. Ils entraînent en général les libéraux et très souvent les Verts ou, du moins, une majorité d'entre eux. En général, une grande partie de la GUE/NL ne participe pas à ce consensus. Symboles absolus des pratiques caricaturales qui ont cours au Parlement européen, les débats et les séances de vote lors des plénières sont des moments exceptionnels, à ne rater sous aucun prétexte. Les spectateurs sont d'ailleurs nombreux. Ils remplissent les tribunes réservées au public, avec « changement d'équipe » toutes les trente minutes. Les lycéens de Cambridge succèdent aux retraités de Bavière, avant de laisser la place aux membres de l'association des auditeurs de la RAI. Le spectacle n'est pas seulement prisé, il est également édifiant : pendant les débats, les tribunes sont pleines, mais l'hémicycle est vide ! L'explication de ce paradoxe est simple. Il n'y a aucun débat véritable. Pour chaque sujet traité, le temps global de parole est réparti entre les groupes politiques, proportionnellement à leur poids. Chaque groupe choisit ses orateurs et leur attribue un temps de parole. La liste est donnée à l'avance au président de séance. En règle générale, l'orateur dispose d'une à trois minutes. En cinq ans, ma plus longue intervention a duré une minute trente, c'est-à-dire le temps nécessaire à la lecture d'un texte d'une demie page double interlignage. Soit environ, pour les connaisseurs, huit cents signes. L'intérêt de cet exercice est évident et, d'un certain côté, réellement salubre. Il évite les longs discours pour ne rien dire et les phrases creuses ; il oblige

à synthétiser sa pensée. Il permet cet apprentissage de la conduite qu'on ne trouve nulle part ailleurs : être capable de tenir son texte et de le lire, pas trop vite par respect des interprètes, tout en fixant l'horloge qui égrène les secondes avant que le voyant rouge fatidique ne s'allume, armant immédiatement le marteau du président qui vous coupe le micro, en vous accordant parfois vingt secondes d'indulgence. Bien sûr, l'inconvénient de cette pratique est de ne rien pouvoir dire. Mais, pour beaucoup, ce n'est pas très grave. De plus, l'usage veut que l'orateur commence toujours son intervention en s'adressant à « monsieur le président du Conseil en exercice, monsieur le président du Parlement, monsieur le commissaire, mes chers collègues ». Déjà vingt secondes écoulées... Pour, ensuite, féliciter « l'excellent travail et l'audace du rapporteur » – encore vingt secondes – avant d'aborder le fond... Gauchistes et grossiers, les cinq députés révolutionnaires se sont toujours dispensés de cette introduction. L'objectif n'est donc pas de débattre ni de convaincre, mais d'avoir son intervention imprimée dans le procès-verbal officiel des travaux et de pouvoir, le cas échéant, l'utiliser à l'extérieur. Ainsi, à de rares exceptions près, lors des « débats », il n'y a qu'une dizaine de députés présents dans l'hémicycle : le bureau de séance, le député qui parle, celui qui va parler – il connaît à peu près son horaire de passage, mais doit quand même être là quelques minutes avant, en cas d'absence de celui qui le précède – et, enfin, celui qui vient de parler et qui reste assis quelques instants après avoir achevé son intervention, par politesse pour celui qui va parler à son tour.

La séance traditionnelle des votes commence à 12 heures pétantes. D'un seul coup, la salle se remplit. Dix minutes avant le début des votes, une sonnerie a retenti dans tous les bureaux du Parlement pour annoncer la nouvelle. C'est alors la ruée, pire qu'à une heure de pointe dans le métro de Tokyo. Les députés bondissent de leur bureau et s'entassent dans des ascenseurs, visiblement peu prévus pour de telles cadences. Il faut en effet arriver à temps dans l'hémicycle, signer la feuille d'émargement qui va témoigner de votre présence et vous permettre ainsi

d'empocher les 1 500 francs de l'époque (230 euros) d'indemnité journalière et, surtout, enclencher dans la petite boîte individuelle, placée sur votre pupitre, la carte de vote indispensable pour tous les suffrages nominaux. Si la moitié des votes n'est pas enregistrée, le député perd la moitié de son indemnité.

La séance de votes peut durer deux heures. Pour les votes à main levée, le président ne compte pas et, généralement, il ne se trompe pas trop sur le résultat final : il lui suffit de regarder simplement comment vote chaque groupe et de faire l'addition ! Les votes nominaux électroniques prennent un peu plus de temps. Avant la séance, chaque député prend connaissance de l'intitulé de chacun des deux ou trois cents votes à opérer. Son groupe parlementaire lui remet également un fascicule contenant les consignes pour chaque vote : + (il devra voter pour), – (il devra voter contre), 0 (il devra s'abstenir). Il ne faut que quelques mois d'entraînement pour parvenir à suivre le mouvement. L'écouteur de traduction à l'oreille, le député entend le président annoncer l'intitulé du vote. Sous les yeux, il a les consignes de son groupe. Il suffit donc de suivre avec un doigt de la main gauche le défilé des votes, ligne à ligne, et de garder sa main droite pour voter. Parfois, cependant, le rythme s'emballe, tout va trop vite. On risque alors de se tromper de ligne et, par exemple, de voter une subvention aux paysans espagnols à la place d'une nouvelle taxation sur les tuyaux d'échappement pour moteurs diesel. Pas de panique : si on perd le fil, il reste encore une planche de salut. Il suffit d'observer le président du groupe parlementaire auquel on appartient. Il est assis en bas, au premier rang de l'hémicycle, bien visible. À chaque vote, comme les autres présidents, il rappelle visuellement la consigne pour les éléments les plus dissipés. Pouce levé, c'est oui. Pouce baissé, c'est non. Paume horizontale, c'est l'abstention.

Bien sûr, il est absolument impossible que chaque député connaisse sérieusement toutes les questions traitées. La plupart de celles qui seraient importantes n'ont d'ailleurs pas leur place dans une telle assemblée. Dans l'étude préalable des dossiers, le

rôle des assistants est donc essentiel. Mais, même en se reposant sur leur activité, il faut opérer des choix. Durant les cinq ans de notre mandat, Roseline et moi avons décidé de n'étudier que les dossiers que nous jugions importants parce qu'ils avaient de réelles implications politiques, sociales, écologiques ou culturelles. Dans ces domaines, nous avons déterminé nous-mêmes les votes que nous allions émettre, indépendamment de la consigne du groupe qui, de toute façon, n'était qu'indicative. Lorsque nous disposions de suffisamment de temps, nous faisions appel aux compétences et au jugement des commissions spécialisées de la LCR : économique, sociale, immigration, femmes, écologique, etc. Chaque fois que nous l'avons pu, nous avons également cherché à associer à notre réflexion des organisations du mouvement social : le Syndicat de la magistrature, la Ligue des Droits de l'homme, le MRAP, les organisations syndicales de La Poste, des contrôleurs aériens ou des cheminots, et bien d'autres. Sur tous les sujets jugés mineurs, en règle générale, nous avons voté comme la GUE/NL ou nous nous sommes abstenus.

Certains de nos votes eurent un retentissement que nous avions sous-estimé, comme sur la Tchétchénie ou sur la taxe Tobin, par exemple. Globalement, pendant cinq ans, notre démarche consista à refuser le tout ou rien. C'était notre première expérience parlementaire et nous n'avions naturellement aucune illusion sur la capacité du Parlement à réellement changer les choses. Mais des gens nous avaient élus pour que nous fassions le maximum, sans pratiquer la politique de la chaise vide. De façon un peu empirique, nous avions donc décidé de voter en faveur de tout dispositif qui permettait d'améliorer la situation des populations même modestement, sans pour autant avaliser une position allant à l'encontre de nos convictions. C'est une démarche difficile à tenir, qui plus est dans un parlement de droite et qui fonctionne au consensus.

Ainsi nous avons systématiquement refusé de voter les multiples résolutions, quasi unanimes, critiquant du bout des lèvres l'intervention russe en Tchétchénie. Pour ne pas trop fâcher cet

allié encombrant mais fidèle du monde libéral qu'est devenu Vladimir Poutine, chacune des résolutions éprouvait le besoin de reconnaître au gouvernement russe le droit de « combattre le terrorisme et de conserver l'intégrité de ses frontières ». On sait ce que cela signifie pour les généraux russes. Concrètement, ces textes condamnaient toute revendication d'indépendance pour le peuple tchétchène. Cette position est contradictoire avec notre défense du droit des peuples à l'autodétermination.

Notre abstention lors du vote sur la taxe Tobin eut des répercussions au sein du mouvement altermondialiste qui mirent longtemps à s'apaiser. Il s'agissait en fait d'une résolution d'origine française présentée par la gauche plurielle, mais aussi par François Bayrou et Charles Pasqua. Elle définissait les conditions de « faisabilité » de cette taxe. Parmi ses onze considérants, deux au moins étaient absolument contradictoires avec notre combat contre la mondialisation capitaliste. Elle se fixait comme but de... « renforcer le système économique et monétaire » et d'aboutir à une « globalisation sans excès ». Le but n'était donc plus de jeter quelques grains de sable susceptibles de gripper la financiarisation de l'économie mondiale mais d'en huiler les rouages. La gauche mena campagne en nous accusant d'avoir mis en échec la taxe Tobin. Il fallut attendre plusieurs semaines pour pouvoir expliquer notre position, grâce à une tribune publiée dans *Le Monde*. Malgré nos demandes répétées, *L'Humanité* se garda bien de publier la résolution litigieuse. Au sein même de la LCR, certains militants pensent que nous aurions dû voter le texte avec des explications.

Quelques mois après, le Parlement français vota à son tour une résolution confiant à une commission l'étude de la taxe Tobin. Laurent Fabius remit alors un rapport éclairant : il concluait à l'impossibilité de mettre en œuvre la taxe, précisément au nom des considérants que nous avions refusé d'accepter. Rappelons également qu'à l'Assemblée nationale française, la gauche a attendu la fin de la législature pour soumettre un projet envisageant cette taxe mais à taux zéro ! Puis, consciente du

ridicule d'une telle proposition, elle s'est finalement prononcée en faveur d'une taxe, mais en conditionnant son application à l'accord des autres gouvernements européens… Le Parlement européen a eu, à plusieurs reprises, l'occasion de se prononcer à nouveau sur la taxe Tobin elle-même, mais, ces fois-là, sans considérants. Les deux députés de la LCR ont naturellement voté positivement. Mais sans succès : il n'y a jamais eu beaucoup plus d'une centaine de voix favorables. Pasqua, une partie du PS et même des Verts n'étaient plus au rendez-vous. Sur ces nombreux votes, le silence des médias et de la gauche plurielle a été total. Une preuve supplémentaire de la versatilité de leur intérêt pour la taxe Tobin.

La composition même du Parlement européen témoigne de son statut hybride. On y trouve des « Européens convaincus » très actifs, mais aussi de jeunes loups arrivistes qui viennent y faire leurs premières dents avant de pouvoir pénétrer dans la « grande politique » de leurs pays respectifs. De vieux briscards, anciens ministres mis au placard par leurs pairs viennent s'échouer à Bruxelles et à Strasbourg, en guise de lot de consolation. D'autres, tels Charles Pasqua ou Jean-Charles Marchiani, y ont surtout trouvé, grâce à l'immunité parlementaire dont bénéficient les députés européens, une protection contre les poursuites judiciaires qui les visaient.

Coupés de leurs électeurs, à cause de l'éloignement et du désintérêt de la population comme des médias vis-à-vis du Parlement européen, ces élus vivent dans une ambiance propice à une certaine complicité. Ils séjournent dans les mêmes hôtels, s'invitent les uns les autres à dîner. Ils se retrouvent dans les mêmes voitures officielles qui les transportent à la gare ou à l'aéroport. Et, là, il y en a pour tous les goûts. Avec moi, François Bayrou, toujours très courtois, souhaitait parler de la crise du PCF. Marie-France Garraud déplorait que nous soyons tous deux les « derniers anti-impérialistes de ce parlement » (sic). Seul Le Pen demeurait relativement isolé avec son gorille. Lorsque j'ai publié dans *Le Monde* du 12 janvier 2000 une tribune libre

sarcastique sur le fonctionnement de cette institution, de nombreux députés sont venus me voir pour me féliciter d'avoir dit tout haut ce qu'ils pensaient tout bas. « J'ai beaucoup apprécié, mon cher collègue. Quelle ironie ! Avec, peut-être, un peu d'exagération, non ? »

Pas un jour ne se passe sans qu'une mondanité ne soit organisée par une association, un comité, un lobby ou une entreprise. Comment ne pas évoquer le spectacle offert par les députés venant goûter, sans retenue, les chocolats purs offerts par une association d'artisans chocolatiers hostiles à un projet européen qui prévoyait d'autoriser l'ajout d'une certaine dose de végétaline ? Projet qu'ils se sont empressés d'aller voter quelques heures plus tard, sans états d'âme. La défense des intérêts des trusts oléagineux d'Afrique passe quand même avant la gourmandise !

Sur le plan matériel, les députés européens sont privilégiés par rapport aux députés nationaux. Certes, ils perçoivent le même salaire soit, à l'époque, 5 336 euros mensuels imposables pour un Français. Mais environ 3 050 euros pour un Espagnol. Et 12 200 pour un Italien ! Au salaire s'ajoutent 9 146 euros par mois pour rémunérer des assistants au statut des plus précaires. En plus, pour chaque jour de présence effective au Parlement, le député reçoit une indemnité de 230 euros pour régler son hôtel et ses repas au restaurant. Enfin, 3 050 euros par mois sont alloués pour les fournitures de bureau et les activités du député dans son pays : location de permanences, matériel, photocopie, téléphone. En plus des voyages officiels en délégation indemnisés par le Parlement, les députés peuvent utiliser une somme annuelle de 4 570 euros pour leurs voyages personnels, liés aux activités parlementaires et sur invitation. Ainsi, l'association des pêcheurs de Tahiti se serait découvert un vif intérêt à entendre l'exposé d'un député européen sur les relations entre Tahiti et l'Europe. Mentionnons quand même que si le voyage de Paris à Bruxelles en première classe est, bien sûr, remboursé sur la base d'un prix forfaitaire d'ailleurs supérieur au prix du voyage lui-même et du repas – lequel est offert en première classe ! –

un accord passé avec Thalys permet, en fait, aux députés de ne régler que leur réservation.

Je ne veux pas verser dans le poujadisme, mais faire comprendre que lorsqu'une institution fonctionne de cette manière il n'y a pas que les convictions qui incitent à devenir ou à rester député. Évidemment, il existe des moyens de combattre ces dangers. Les députés du PCF reversent une partie substantielle de leurs indemnités à leur parti. Certains Verts et certains socialistes s'acquittent d'une forte cotisation. À la LCR, la règle est simple : tout est reversé à l'organisation, sous forme d'une très forte cotisation, à l'exception de l'équivalent d'un salaire de permanent.

Parmi les délégations auxquelles j'ai participé, le voyage aux États-Unis fut un des plus instructifs. Le Parlement européen avait élu une commission d'une quinzaine de membres chargés de faire une enquête sur Echelon, le plus grand réseau d'espionnage militaire et économique américain. Ce réseau avait été créé pendant la guerre froide pour espionner les pays de l'Est. Lors de mon mandat, il était toujours en activité et faisait de nouveau l'actualité suite à la publication d'articles et d'un livre de l'Australien Ducan Campbel dénonçant son rôle dans l'espionnage économique et politique. Photos à l'appui, la preuve était donnée que certains pays – l'Angleterre, l'Allemagne et la Turquie – avaient accepté l'installation sur leur territoire des relais satellitaires de ce réseau, sans jamais l'avoir officiellement reconnu, au risque d'encourir l'accusation de violer le droit européen. Malgré les réticences de la droite, une commission d'enquête, sans grand pouvoir, fut élue. La GUE me proposa d'y être un de ses deux représentants. Interdit de séjour aux États-Unis depuis fort longtemps, j'acceptai sans hésitation d'aller enquêter sur le FBI, la CIA ou la NSA : une petite revanche non dénuée de provocation. Les ennuis ont commencé quand la délégation parlementaire a demandé des visas à l'ambassade de Bruxelles, le visa demeurant obligatoire pour les voyages officiels.

Il me fallut remplir le traditionnel questionnaire : « Avez-vous l'intention d'attenter à la vie du président ? », « Avez-vous déjà été expulsé des États-Unis ? », « Avez-vous été interdit de visa ? ». Sans parler de la question sur « les liens avec le terrorisme » qui remplace désormais celle sur « l'appartenance à une organisation communiste ». Autant de questions auxquelles je ne pouvais pas répondre de manière mensongère. L'ordinateur a dû se mettre à clignoter et à virer au rouge. Ma demande de visa fut mécaniquement refusée. La menace de boycott de toute la délégation et l'intervention personnelle de la présidente du Parlement, Nicole Fontaine, furent nécessaires pour que les autorités me donnent un permis valable quinze jours, contre un an pour mes collègues !

Arrivés sur place, une série de responsables des services de sécurité qui avaient promis de nous recevoir changèrent d'avis, expliquant qu'ils n'avaient pas de comptes à rendre au Parlement européen. Finalement, la délégation fut très officiellement reçue par des responsables de moindre niveau. Lors des entretiens, nous eûmes droit à des réponses stéréotypées : il n'y a aucun espionnage économique, la Constitution américaine et les libertés sont respectées... Bref, nous pouvions retourner en Europe sans crainte. Je risquai quand même une question malicieuse sur les écoutes, leur aspect indéniable d'atteinte aux droits démocratiques puisqu'elles pouvaient enregistrer trois milliards de communications cellulaires par jour. Après un moment de flottement, le président de séance fit signe à un de ses collaborateurs qui vint me remettre un exemplaire de la Constitution des États-Unis : le débat était clos. Une autre séance, plus révélatrice, opposa Jean-Charles Marchiani et James Wesley, ancien directeur de la CIA. Ce dernier continuait d'affirmer qu'il n'y avait pas d'écoutes « économiques et commerciales ». Par conséquent, aucune loi de la concurrence n'avait été faussée. Il est vrai que c'était la seule préoccupation du Parlement européen qui soupçonnait des entreprises privées américaines d'avoir bénéficié des écoutes : tout le monde avait en mémoire la perte de marchés d'Airbus au profit de Boeing. Lorsque Wesley confirma que la

NSA gardait pour elle tous les secrets, Marchiani explosa. Interpellant le responsable américain par son prénom – c'est là que je m'aperçus qu'ils se connaissaient bien –, il l'apostropha : « Tu ne vas quand même pas nous faire croire cela... on n'est pas des enfants de chœur... » Il poursuivit en énumérant certains marchés, visiblement peu clairs, qu'ils avaient passés ensemble. Wesley ne répondit pas, les yeux fixés sur ses chaussures. Les autres députés, qui ne connaissaient pas le passé de Marchiani, avaient du mal à comprendre. Manifestement, nous étions de trop ! À notre retour, la commission rédigea un rapport et le Parlement reconnut officiellement l'existence d'Echelon. Il se contenta de rappeler que l'Europe ne devait pas participer à ce réseau. Bref, une affaire sans suite.

La vie du député européen comporte aussi des rencontres protocolaires purement formelles. Je me suis ainsi retrouvé place Beauvau, participant à une délégation de ma commission des Libertés – invitée à déjeuner à Paris, par le ministre de l'Intérieur Jean-Pierre Chevènement. Je le connaissais depuis des années. Au début des années soixante-dix, alors qu'il dirigeait le CERES, j'avais pris l'habitude, avec quelques-uns de la LCR, de rencontrer cette tendance de gauche du PS, plusieurs fois dans l'année, dans un restaurant situé place de la République. Par la suite, j'avais revu Chevènement à plusieurs reprises, soit à Paris soit dans sa maison, à Dorans. Débattre avec lui a toujours été intéressant, car il n'a jamais transigé avec ses convictions. Quelques mois avant le 10 mai 1981, il ne croyait pas à la victoire de la gauche et m'avait dit : « J'espère que tu as un violon d'Ingres, parce qu'on en a pour plusieurs années. » Je ne l'ai pas revu après sa nomination au Gouvernement, ayant adopté pour principe de ne rencontrer aucun ministre en activité, sauf si j'étais mandaté pour le faire. Ce n'est qu'après sa démission, à l'occasion de la première guerre du Golfe, que nous nous sommes rencontrés avec Daniel Bensaïd. Un ministre de la Guerre qui démissionne parce qu'il n'est pas d'accord avec une guerre, ça ne manque pas de panache ! Mais, bien sûr, ses motivations

n'étaient pas les mêmes que les nôtres. Pour lui, il s'agissait de défendre une certaine conception de l'État, de la France et de ses rapports avec le monde arabe. Ce fut notre dernière rencontre, avant qu'il n'ouvre les hostilités par ses lois anti-immigrés.

Me voilà donc, place Beauvau. Mais, cette fois, en service commandé. Il y avait une dizaine de députés présents quand on annonça enfin l'arrivée de « monsieur le ministre », accompagné par deux ou trois membres de son cabinet. Présentations, serrements de mains et sourires de circonstance : j'eus juste le temps de lui glisser que je n'aurais pas aimé être à sa place, à perdre ainsi mon temps. Il s'est marré. À table, la nourriture était excellente et le service de haute tenue, mais la discussion sans intérêt. Le ministre ouvrit le feu et expliqua, entre deux coups de fourchette, pourquoi il était capital pour lui d'avoir de bons rapports avec notre commission. Le président de cette commission, le libéral britannique Graham Watson, lui répondit dans le même registre, entre deux cuillerées. Et ainsi de suite, jusqu'au dessert où chacun fit mine de se passionner pour cette rencontre historique. En moins de deux heures, l'affaire était emballée : salutations, serrements de mains et sourires de circonstance. La délégation rentra à Bruxelles, et moi, chez moi, maudissant ces réunions qui, comme celle-ci, devaient se dérouler par centaines chaque jour, dans ce petit univers.

Quelque temps plus tard, en 2003, j'eus une nouvelle occasion de revenir dans ces lieux, pour y rencontrer un de ses successeurs, Nicolas Sarkozy. Le Gouvernement avait décidé d'interroger formellement tous les partis, avant de réformer le mode de scrutin pour les élections européennes. Notre « collègue » Brice Hortefeux, fidèle du ministre, m'avait contacté au Parlement pour fixer le rendez-vous. Pour gagner du temps ou, plutôt, pour en perdre le moins possible, je lui avais proposé de recevoir en même temps la délégation de Lutte ouvrière. Le scénario fut identique. L'entretien dura environ une heure. Sarkozy était accompagné de secrétaires ; Arlette et moi par deux autres camarades. Comme prévu, le climat se voulait « sympathique ». Assis autour d'une

table ronde, nous avons peu parlé de la réforme envisagée, si ce n'est pour en dire tout le mal que nous en pensions : Sarkozy et Hortefeux feignant de compatir. Mais, bien sûr, ce n'était pas « eux qui décidaient ». Puis arriva le morceau de choix, bien adapté aux interlocuteurs. Le ministre se lança dans une diatribe contre la double peine. Expulser dans leur pays d'origine des délinquants ayant purgé leur peine consistait, à ses yeux, un vrai scandale ! « Comment peut-on, par exemple, renvoyer et ainsi punir deux fois un jeune Tunisien qui ne connaît même pas son pays qu'il a quitté alors qu'il était bébé et qui n'a même plus de famille là-bas ? » « C'est une honte ! Et comment la gauche au gouvernement a-t-elle pu tolérer cela ? » Nous étions au bord des larmes... Bien joué, mais nous n'étions évidemment pas dupes.

À condition d'être invité par un député, pratiquement n'importe qui peut pénétrer dans les locaux du Parlement. Cette autorisation, nous l'avons souvent donnée à des représentants de partis ou d'associations qui voulaient défendre leur cause, sans forcément partager leurs orientations. L'intrusion d'une délégation d'un parti maoïsant ultra-gauche turc fut assez mouvementée. Ils voulaient exprimer leur solidarité avec une grève de la faim dramatique qui se déroulait alors dans les prisons turques. J'étais dans mon bureau à Strasbourg quand j'entendis des hurlements venant de la grande cour centrale. Le spectacle était inhabituel en pareil lieu. Une trentaine de militants avaient pénétré de force, frappant au passage gardes, huissiers et hôtesses. Ils s'étaient installés en groupe, serrés les uns contre les autres, dans la salle dévolue à la fouille des visiteurs. Quand je suis arrivé, ils étaient déjà encerclés par les vigiles du Parlement. La femme qui dirigeait le service de sécurité m'informa qu'elle s'apprêtait à faire entrer les CRS. Je lui demandai d'attendre un peu afin de me laisser le temps d'essayer de négocier avec le seul militant qui comprenait le français. Situation difficile : je tentai de lui expliquer que leur méthode était condamnable, qu'ils ne pourraient plus jamais être invités et qu'ils avaient trompé notre

confiance. Sa réplique fut sans ambiguïté : nous étions tous des traîtres ! Ce qui me sembla un peu sommaire. Ils exigeaient de voir Daniel Cohn-Bendit qu'ils avaient déjà rencontré lors d'une délégation en Turquie. Il fallut du temps pour le trouver. On négociait déjà depuis une heure, quand la responsable de la sécurité me désigna, au milieu du groupe, un homme, à moitié dissimulé, avec ce qui ressemblait fort à des explosifs autour de la ceinture. Celui qui faisait office de traducteur me confirma que l'homme aux explosifs était prêt à se faire sauter si les flics intervenaient. L'arrivée de Daniel Cohn-Bendit les calma un peu. Mais ils voulaient maintenant voir le président du Parlement ! Nous parvînmes finalement à un compromis : le groupe acceptait de sortir si trois d'entre eux pouvaient tenir une conférence de presse à l'intérieur du bâtiment. Me voilà donc traversant la cour déserte d'un Parlement encerclé par les CRS, suivi par un groupe de militants turcs, hurlant des slogans, le poing levé, observés depuis les fenêtres par des députés un peu crispés. Je franchis avec eux la porte de l'honorable institution et le cordon de CRS, lorsque j'entendis la rumeur d'une autre manifestation qui se dirigeait sur le Parlement : « À bas l'État policier ! » Venus de toute la France, des milliers de chauffeurs de taxis berbères manifestaient. La jonction fut immédiate, sur ce mot d'ordre unificateur. J'en profitai alors pour laisser le groupe, puis je retrouvai dans la cour les trois délégués turcs pour les acheminer jusqu'à la salle de presse. Il y avait là des dizaines de journalistes, somnolant devant leur console. Ils ne comprenaient rien à ce qui se passait. Heureusement, j'en connaissais quatre ou cinq. Je leur expliquai qu'il fallait absolument dégager une table et simuler une conférence de presse. Les trois militants turcs purent ainsi s'exprimer, après avoir sorti de leurs chemises des drapeaux de leur parti. Les journalistes faisaient semblant de prendre des notes quand surgit, en toute naïveté, un journaliste ami, kurde, qui crut à une véritable conférence. Il se mit à poser des vraies questions... L'après-midi s'achevait ; je les raccompagnai à la sortie, discrètement suivi par les vigiles du Parlement qui, je

crois, ce jour-là, n'avaient plus d'hostilité particulière à l'égard de la LCR.

Pendant toute la durée du mandat, de juin 1999 à juin 2004, nous n'étions que cinq députés révolutionnaires sur 630 parlementaires européens. Notre activité au sein de l'institution fut donc d'une efficacité limitée en termes de résultats législatifs. Mais elle a donné une crédibilité supérieure à notre organisation : la connaissance de dossiers, le travail en commun avec bon nombre d'associations et de syndicats, les multiples contacts pris dans le monde avec des responsables politiques et syndicaux sont les acquis essentiels. Cette présence nous a permis de populariser certaines luttes, à travers des invitations multiples au Parlement. Elle a également contribué à la mise sur pied, avec d'autres forces politiques, d'un réseau mondial de parlementaires portant les revendications du mouvement altermondialiste. Ce réseau se réunit désormais lors de chaque Forum social.

La création de ce réseau doit beaucoup à l'activité de Pierre Rousset, un des plus anciens militants de la Ligue, arrivé avec nous au Parlement européen en tant que fonctionnaire du groupe GUE/NL. Il avait participé à tous nos combats depuis l'époque de l'UEC, alors qu'il était étudiant en sciences économiques. Toujours présent et discret, c'est un personnage étonnant et attachant dont l'originalité est connue bien au-delà des limites de l'organisation. La politique ? Il est tombé dedans dès le berceau, grâce à son père, David Rousset, auteur de deux ouvrages sur les camps de concentration nazis, *L'Univers concentrationnaire* et *Les Jours de notre mort*. Dans sa jeunesse, Pierre avait été un champion du coup de poing contre les fascistes. En 1967, il s'était fait défoncer le crâne par un commando d'extrême droite, devant le lycée Voltaire. Je le vois encore la tête en sang, mais conscient, arrivant à notre local de la rue Saint-Maur. À l'hôpital, ce sont les infirmiers qui ont dû l'arracher des pattes des policiers qui voulaient l'arrêter. Féru d'ornithologie, Pierre est aujourd'hui capable de faire le guet dans les Pyrénées,

plusieurs jours et nuits d'affilé, pour tenter d'apercevoir à la jumelle des oiseaux très rares qui, bien sûr, la plupart du temps, ne l'attendent pas. Il se passionne pour l'Asie et l'écologie et a publié des livres et des articles qui font référence.

Nous avons cherché à utiliser nos mandats de députés et la crédibilité qu'ils confèrent pour faire avancer certaines causes. Citons pêle-mêle : de nombreux voyages de solidarité en Palestine ; notre présence, à Roseline et à moi, lors de procès délicats, comme ceux de démocrates en Tunisie ou celui de Marwan Bargouti en Israël ; les visites rendues à des militants emprisonnés comme José Bové à la maison d'arrêt de Maguelone ou Ahmed Meguini à Strasbourg ; notre intervention aux frontières pour essayer de faire passer les manifestants lors des contre-sommets européens de Nice, de Barcelone ou de Gênes. Sans parler de la participation aux diverses manifestations, occupations, délégations ou interventions auprès des autorités pour obtenir des visas, des papiers ou empêcher des expulsions. Notons enfin l'accueil, avec la GUE, de nombreuses délégations syndicales d'entreprises en lutte.

Cette expérience de participation au Parlement européen prit fin après les élections de juin 2004. Mais nous n'en étions évidemment pas quittes pour autant avec le débat européen. Quelques mois à peine après avoir quitté Bruxelles et Strasbourg, je me lançai en effet, avec beaucoup d'autres, dans la campagne contre l'adoption du projet de Constitution européenne.

[illegible]

[illegible]

[illegible] après les électeurs de plein droit. Mais [illegible]

PARTIE VII

UN AUTRE MONDE

LA IV[e] INTERNATIONALE – LE COLONIALISME N'EST PAS MORT
TOURMENTES EN AMÉRIQUE LATINE – PALESTINE
ALTERMONDIALISME

22.

Avec le développement de la mondialisation capitaliste, l'internationalisme a retrouvé une actualité. Mais, à la LCR, c'est une tradition fort ancienne qu'exprime son statut de section française de la IVe Internationale.

Depuis sa fondation par Léon Trotski en 1938, celle-ci a longtemps regroupé de petites organisations, parfois des noyaux militants très politisés, aux effectifs limités mais ayant souvent conquis une réelle audience dans le mouvement social. Très inégale, son implantation géographique est un sous-produit de la présence – ou de l'absence – des organisations ouvrières traditionnelles, en particulier des partis communistes : d'où sa quasi-inexistence en Afrique.

La multiplication des scissions qui l'ont affectée demeure sans conteste l'un des thèmes favoris de ses détracteurs. On connaît l'histoire : « Quand deux trotskistes se rencontrent, qu'est-ce qu'ils font ? Une scission ! » En fait, ce véritable phénomène est surtout la conséquence de la marginalité sociale de ces groupes ainsi que de la politisation exacerbée de ses militants. Dans des organisations de ce type, la valeur des textes était sacrée. Le moindre désaccord sur un raisonnement prenait une importance démesurée, d'autant plus grave qu'aucune pratique de masse ne permettait de le tester ou de calmer les tensions. Quand un groupe de cinquante militants éclate, cela n'a aucun impact à l'extérieur ! En revanche, dans la LCR, où s'expriment parfois

des divergences importantes, personne ne serait aujourd'hui assez irresponsable pour organiser une scission sur un désaccord secondaire, compte tenu de ses acquis et de son audience.

Malgré toutes les vicissitudes – la guerre, les vagues de répression, les assassinats de militants par les staliniens, les scissions, et la marginalité sociale – la IV[e] Internationale n'a pas disparu. Elle continue même à jouer un rôle important dans la crise du mouvement ouvrier. Face au drame du stalinisme et aux capitulations nombreuses de la social-démocratie, elle a réussi à maintenir une mémoire et à transmettre le meilleur des expériences révolutionnaires du XX[e] siècle.

J'en suis conscient : une telle affirmation peut paraître à la fois ridicule et prétentieuse. Mais, sinon, comment comprendre l'existence permanente de groupes de militants qui se réclament de cette tradition politique, dans des dizaines de pays et malgré des conditions totalement différentes ? Encore aujourd'hui, il nous arrive de faire des découvertes étonnantes. Récemment, lors d'un séjour dans le Venezuela de Chávez en pleine ébullition, des camarades européens ont rencontré un groupe se réclamant du trotskisme, avec des militants très actifs dans la direction du nouveau syndicat, l'UNT. À l'occasion d'un voyage universitaire, un de nos camarades japonais est tombé, dans une petite ville chinoise, sur un groupe de vieux trotskistes ! Complètement isolés, ils avaient passé des années de prison et se réclamaient toujours du combat de Chen-Tou-Tsu, un des fondateurs du Parti communiste chinois, passé au trotskisme et aujourd'hui partiellement réhabilité par les autorités. Ils demandèrent des nouvelles de la IV[e] Internationale...

Si elle a réussi à sauvegarder cette mémoire, elle le doit principalement au fait d'avoir conservé une culture pluraliste, démocratique et internationaliste. Cela fait toute la différence avec les dérives sectaires ou nationalistes qui sont encore le lot de certains groupes se réclamant du trotskisme ou du maoïsme. Ce

fonctionnement démocratique est matérialisé par des congrès mondiaux réguliers, longuement préparés sur documents, une direction élue d'une cinquantaine de membres – le Comité International – se réunissant deux fois par an avec un bureau mensuel et un secrétariat hebdomadaire. Elle le doit aussi à des dirigeants, aujourd'hui décédés comme Livio Maitan, Pierre Frank ou Ernest Mandel, économiste, de réputation internationale, qui a passé toute sa vie à actualiser et enrichir le marxisme et la pensée économique. Excellent débatteur, Ernest était juif, de nationalité belge et d'origine allemande. Il possédait une culture encyclopédique et parlait une dizaine de langues. Il lui arrivait parfois de s'emballer, en théorisant trop vite des processus, qui n'en étaient qu'à leurs débuts, en raison d'un optimisme démesuré. Amateur passionné des romans policiers, il écrivit même un essai sur ce thème. Sans arrêt dans les livres, toujours vêtu de la même façon quel que soit le climat, il donnait souvent l'impression d'être ailleurs. Une fois, alors que sa compagne, Gisela, conduisait leur voiture, elle fit une embardée et un tonneau. L'accident lui valut cette question d'Ernest, les yeux rivés sur son bouquin : « Mais pourquoi t'arrêtes-tu ? »

Livio Maitan était une personnalité très différente. Auteur de plusieurs livres notamment sur la Chine, il était apprécié pour sa convivialité, sa chaleur humaine et son aisance à raconter des histoires, sachant toujours garder beaucoup de recul et d'ironie. Il aimait la bonne chère, le vin, et surtout le football. Il l'avait pratiqué longtemps dans sa Sardaigne natale puis, comme senior amateur, avec ses amis, à Paris et à Rome.

L'organisation de congrès mondiaux a toujours été une entreprise difficile, tant sur le plan technique que financier, surtout dans un passé récent, quand bon nombre de sections, notamment en Amérique latine, étaient clandestines. Certains délégués devaient quitter leur pays des mois avant le congrès, en utilisant des faux papiers, puis en empruntant des itinéraires compliqués pour rejoindre finalement l'Europe sur le lieu d'un congrès déclaré sous un autre nom ! J'ai participé à plusieurs d'entre eux,

dont celui qui s'est tenu à Rimini, en Italie, en 1974, un an après la dissolution de la Ligue.

En dehors des séances officielles qui peuvent rassembler plusieurs centaines de délégués, un congrès mondial est aussi un lieu où se retrouvent des militants qui ne se sont pas vus pendant des années. C'est l'occasion de juger de la richesse de la IVe Internationale. Ainsi pouvait-on croiser des gens comme Hugo Blanco, le dirigeant paysan péruvien, condamné à mort et sauvé in extremis par une campagne internationale de grande ampleur, Roberto Santucho, dirigeant du Parti révolutionnaire des travailleurs d'Argentine, chef d'une des guérillas les plus importantes d'Amérique latine, l'Armée révolutionnaire du peuple (ERP), Bala Tempo, dirigeant du CMU, un des grands syndicats de Ceylan, Tariq Ali, aujourd'hui figure du mouvement antiguerre en Grande-Bretagne, Joao Machado, un des tout premiers fondateurs du Parti des travailleurs brésilien, sans oublier Téo Psaradelis, militant ouvrier grec, arrêté et torturé par la dictature militaire, sous le régime des colonels. Évadé de prison, il avait rejoint la Bulgarie « socialiste » et avait été arrêté et immédiatement livré aux tortionnaires grecs, trop heureux de lui faire constater avec sarcasme ce qu'était « l'aide de ses camarades communistes ». Avec une certaine dignité, il leur avait répondu : « Ce sera aux peuples grec et bulgare de les juger ! »

Comment ne pas mentionner également Miguel Romero, « Le Moro » et Jaime Pastor qui fondèrent, sous le franquisme, la LCR de l'État espagnol ou les militants basques Troglo ou Bikila : animateur d'ETA VI, une scission d'ETA qui décida de rejoindre la IVe Internationale. Certains de ces camarades ont disparu tragiquement. D'autres ont quitté l'organisation internationale. D'autres encore continuent son combat. C'est une pépinière de militants révolutionnaires, partageant les mêmes espoirs et la même démarche. Je me souviens encore de discussions avec des délégués paysans d'Amérique latine, a priori peu critiques à l'égard de Fidel Castro. Mais ils « nous faisaient confiance » pour condamner le soutien apporté par ce dernier à l'intervention soviétique en Tchécoslovaquie. Tout en

précisant bien que, dans leurs pays dominés par les États-Unis, « ce n'était vraiment pas le problème ».

Loin de se complaire dans des débats théoriques, la IVe Internationale, avec ses forces limitées, a toujours mis en pratique ses orientations. On a vu précédemment comment elle avait aidé de manière très concrète les combattants de l'indépendance algérienne. Lorsque les premiers mouvements antistaliniens ont éclaté dans les pays de l'Est, les sections européennes leur ont apporté un soutien précieux. Un camarade belge, Georges Dobeller, et André Fichaut, syndicaliste CGT de l'EDF à Brest – et récemment auteur d'un livre de souvenirs militants, *Sur le pont* –, leur ont fait passer clandestinement des ronéos et autres matériels d'imprimerie, dissimulés dans des portières de voitures ou de caravanes. De jeunes communistes polonais, oppositionnels de l'époque, Karol Modzelewski et Jacek Kuron – auteurs, en 1964, de la *Lettre ouverte au Parti ouvrier unifié Polonais*, véritable manifeste antistalinien – en ont été les principaux bénéficiaires.

D'une tout autre portée a été la décision du IXe Congrès mondial de la IVe Internationale de soutenir et, donc, de mettre en pratique la lutte armée en Amérique latine, à la demande des camarades des sections impliquées qui ne voulaient pas se couper des mouvements de guérilla qui se développaient dans plusieurs pays. En Argentine, par exemple, l'ERP regroupait plusieurs milliers de combattants. C'était l'époque où résonnait encore le message du Che : « Créer un, deux, trois Viêtnam. » L'orientation était discutable. Une forte minorité, composée des sections américaine, australienne et de quelques groupes européens, y était hostile. Aujourd'hui, l'expérience aidant, on ne ferait sûrement pas voter un congrès mondial sur un tel sujet. Jeune délégué, j'étais un peu désemparé de devoir endosser une telle responsabilité. On en connaît le résultat indirect – les dictatures militaires latino-américaines, aidées par les « conseillers » américains n'avaient évidemment pas attendu les décisions de la

IV[e] Internationale pour déclencher une effroyable répression : des centaines de camarades assassinés, disparus, torturés, emprisonnés. Aujourd'hui encore, on rencontre, dans les rangs de la LCR ou du PT brésilien, des survivants de cette épopée dramatique, qui sont restés militants.

Parmi toutes les personnalités qui ont participé à l'histoire de la IV[e] Internationale, on retiendra celle de Raymond Molinier, aventurier sans grand scrupule, certes, mais aussi révolutionnaire convaincu et courageux. Ses multiples combines n'étaient jamais montées à des fins personnelles. Déjà, Trotski – qui l'avait bien connu – s'était méfié de lui, malgré tous les services que Molinier avait rendus. Pendant la guerre, pour « aider la Résistance », il avait monté un cirque en France afin de faciliter la fuite des militants vers l'Espagne. Puis il était parti en Amérique latine. Plus tard, dans les années soixante-dix, il s'était lié à une des fractions de l'ERP, en Argentine. De nombreuses anecdotes ont couru sur son compte. On raconte qu'un jour, la police avait débarqué chez lui, à Buenos Aires, pour perquisitionner. Des camarades faisaient le guet en bas de sa maison, paniqués : ils savaient que les murs de son appartement étaient truffés d'armes. Une heure plus tard, Raymond Molinier est ressorti en devisant avec les flics, avant de leur offrir un pot au café du coin. Il avait encore réussi à les berner ! Il y a quelques années, il a décidé de rentrer définitivement en France. Âgé de plus 75 ans, il était encore assez alerte pour vendre des pulls importés du Pérou. Militant de la LCR, il avait exigé d'intégrer le service d'ordre et participait à toutes les manifestations. L'une d'entre elles se termina dans les gaz lacrymogènes : on avait perdu Raymond ! On l'a retrouvé plus tard, haletant, affalé sur un banc : « Laissez-moi, compagneros, tout va bien. » Il est mort en 1994, emportant certainement avec lui pas mal de secrets.

Une organisation de cette nature échappe difficilement à certains comportements caricaturaux : ils sont le prix à payer pour ce qui fut longtemps une situation de grand isolement.

Dans les années soixante-dix, j'ai effectué un déplacement en Grèce. Un conflit avait ravagé la section grecque qui avait éclaté en quatre fractions. J'avais été envoyé pour essayer de recoller les morceaux. Mais, à l'aéroport, j'ai dû choisir entre les quatre groupes qui avaient envoyé chacun leur voiture et des militants... Le groupe le plus important m'a entraîné au local, avant d'en exclure manu militari les trois autres qui s'y étaient également retrouvés. Et tout cela, devant mes yeux et dans une langue que je ne comprenais guère. Ma seule intervention a été de dire à chacun, en anglais, que j'irais les voir plus tard, *later*... Depuis, les choses se sont heureusement arrangées.

La IVe Internationale est aujourd'hui présente dans une quarantaine de pays. Ses activités sont publiques presque partout, sauf dans des dictatures comme la Tunisie, le Maroc, la Syrie ou l'Égypte. Mais les sections ont des implantations très différenciées. Dans les pays où la gauche anticapitaliste est encore balbutiante – la Belgique, la Finlande, l'Allemagne, les États-Unis ou le Canada, par exemple – elles restent faibles. Sur le continent africain, il n'existe de groupes de militants un peu significatifs qu'en Afrique du Sud et au Sénégal (au sein du PADS, le Parti africain pour la démocratie et le socialisme). Dans certains pays, des sections de la IVe Internationale ont réussi un développement indépendant comme le SSSP à Ceylan ou le Parti révolutionnaire des travailleurs aux Philippines (Mindanao, RPM-M). Cette organisation est issue du PC philippin. Avec un millier de militants – dont une partie contrôle toujours une zone de guérilla –, elle a rejoint la IVe Internationale, à la fin des années quatre-vingt-dix.

En Algérie, aussi paradoxal que cela puisse paraître, la présence de militants marxistes révolutionnaires n'est pas la conséquence de notre activité passée de soutien au FLN. Après la chute de Ben Bella et l'échec de ses tentatives autogestionnaires que nous avions soutenues, la rupture fut consommée par l'expulsion d'Algérie des « pieds rouges ». Il a fallu plusieurs années pour que se

construise une organisation sympathisante de la IVe Internationale : le Parti socialiste des travailleurs (PST) qui s'est développé rapidement dans la jeunesse, parmi les cadres syndicaux, surtout enseignants. Son implantation principale se situait en Kabylie, notamment au sein du mouvement culturel berbère. En 1991, j'ai assisté à son congrès de fondation à Alger. Il y avait plusieurs milliers d'adhérents, dont quelques centaines à Béjaia. Puis est survenue la vague de réaction intégriste ; la terreur et la répression organisées par l'armée ont balayé toute vie démocratique. Aujourd'hui, le PST est en phase de reconstruction.

La Russie et les pays de l'Est constituent des cas particuliers : les ravages du stalinisme ont été tels que l'idée que puisse émerger un communisme démocratique ne peut encore convaincre qu'une poignée de militants. Là où existent des groupes révolutionnaires, ils sont souvent marqués par le sectarisme, produit de leur isolement. J'en ai rencontrés en Pologne en 2004 : ce sont des jeunes, férus de lecture des classiques du marxisme et de l'opposition de gauche, motivés par l'actualité internationale. Mais incapables, pour le moment, d'avoir prise sur la réalité polonaise.

En Russie, berceau de la révolution – et du trotskisme –, l'expérience des effets dévastateurs du stalinisme est encore plus révélatrice. Certes, à Moscou et dans quelques grandes villes, existent des noyaux composés d'intellectuels et de jeunes antistaliniens qui se réclament du marxisme. En tant que député européen de la LCR, j'ai été invité par Alexandre Bouzgaline, éditeur d'une revue théorique militante, à des séminaires regroupant quelques dizaines de professeurs. Plus largement, la gauche essaye de se reconstruire et de se rassembler dans le cadre des mouvements altermondialistes ou dans des comités de résistance, souvent appelés « soviets », qui commencent à se développer pour traiter les problèmes du logement ou des retraites. Mais c'est surtout à travers l'activité syndicale que la gauche tente d'intervenir et de renaître. C'est cette approche qu'a adoptée l'un des rares députés de la Douma qui se réclament de cette

gauche : mon ami Oleg Shein, élu député d'Astrakhan, avec plus de 50 % des voix. Oleg a fait ses premiers pas militants dans le syndicalisme. À Moscou, il a rencontré des sympathisants de la Ligue. Puis, il est venu en France participer à l'une de nos Universités d'été. Ensuite, il m'a invité à le suivre pendant une semaine, au début de sa campagne électorale, en 2003.

Là, plus rien à voir avec Moscou ! J'ai découvert la réalité de la classe ouvrière russe après des décennies de stalinisme et quinze années de libéralisme. Nous nous sommes rendus dans plusieurs usines, dont une grande cimenterie : elle se trouvait dans un état de délabrement tel qu'en France elle aurait été fermée depuis longtemps. Partout, les ouvriers lui réservaient un accueil chaleureux : ils arrêtaient de travailler et l'entouraient. Il était des leurs : « C'est le seul député qui ne se remplit pas les poches et qui nous défend. »

Les conditions de travail étaient épouvantables : échelles brinquebalantes pour monter aux étages supérieurs, blocs de béton passant juste au-dessus des têtes, saleté, chaînes de coulage dans des galeries où travaillaient les ouvriers, recouverts de ciment, pliés en deux pour éviter de se cogner au plafond. Des vieux et des vieilles de plus de 70 ans m'ont expliqué qu'ils « préféraient » continuer à travailler plutôt que de toucher une pension misérable.

Ailleurs, regroupés dans une petite pièce d'une usine de retraitement de l'eau, une dizaine de travailleurs attendaient Oleg pour savoir comment monter un syndicat distinct du syndicat officiel, « lié à Poutine et aux patrons ». Il existe ici une section d'un de ces syndicats minoritaires, « lutte de classe » : Zachtchita Trouda – Défense du Travail, en russe –, qui compte quelques dizaines de milliers d'adhérents dans tout le pays. Il faut repartir à zéro, expliquer à quoi sert un syndicat, promettre qu'on ne sera pas licencié si on crée une section, indiquer concrètement comment s'y prendre. Un autre jour, je l'ai vu organiser des assemblées de quartier pour annoncer une grande victoire remportée sur la mairie contre l'augmentation du prix de l'eau. Chaque fois, il y avait une centaine de personnes, en majorité

des femmes. Son discours était simple et direct, avec toujours le même thème : il faut s'organiser collectivement pour se défendre. Ici, on est bien loin des grands débats qui agitent le mouvement trotskiste... Mais, compte tenu de la situation, y a-t-il une autre démarche possible ?

Le cas le plus intéressant est certainement celui du Brésil. Dès le début, les militants de la IVe Internationale ont contribué à la construction du Parti des travailleurs (PT). Puis ils ont participé à toutes les batailles internes pour éviter son évolution à droite. Leur tendance, « Démocratie socialiste », forte de quelques milliers de militants, n'a pas hésité à prendre des responsabilités dirigeantes, tant à la direction de la CUT – la principale centrale syndicale brésilienne – qu'au Parlement ou à la direction de la municipalité de Porto Alegre, la ville du budget participatif, malheureusement perdue par le PT lors des élections municipales d'octobre 2004. Or, aujourd'hui, au gouvernement, Lula et son équipe ont mené une politique peu différente de celle menée par Tony Blair. La présence d'un camarade, Miguel Rosseto, ministre de la Réforme agraire – avec, d'ailleurs, le soutien du Mouvement des paysans sans terres –, y a joué un rôle de caution de gauche. La tendance de la IVe Internationale au Brésil s'est divisée, notamment lors des votes au Parlement sur la réforme des retraites. La sénatrice Héloisa Helena – probablement une des dirigeantes les plus populaires au Brésil – a été exclue du PT, de même qu'une minorité d'élus de gauche, pour avoir voté contre la politique du gouvernement. Plusieurs centaines de militants, ainsi que des élus de ce parti, ont décidé de rejoindre une nouvelle organisation : le P-SOL, le Parti du socialisme et de la liberté. Il regroupe aujourd'hui plusieurs milliers de membres et a décidé de présenter Héloisa à la présidence de la République, lors de l'élection de fin 2006. Nous sommes solidaires de cette candidature qui, face à la dérive libérale et à la corruption de l'administration, incarne la fidélité à ce qu'il y a de meilleur dans l'héritage du PT.

En Italie également, la responsabilité de nos camarades est grande. Jusqu'en 2004, les militants italiens de la IV[e] Internationale, regroupés autour du journal *Bandiera Rossa*, ont participé au courant majoritaire du Parti de la refondation communiste, animé par Fausto Bertinotti, et à la direction de son quotidien, *Liberazione*. Le but du PRC était de construire une organisation anticapitaliste indépendante de toute cogestion gouvernementale social-libérale. Mais, depuis, la majorité de sa direction a décidé d'entrer dans le gouvernement de centre-gauche de Romano Prodi, Fausto Bertinotti devenant président du Parlement. Et nous voilà à nouveau dans l'opposition à un gouvernement auquel participe un parti que nous avions aidé à construire, en toute loyauté.

L'attachement à la IV[e] Internationale n'est pas exclusif de tentatives pour rassembler plus largement la gauche révolutionnaire, à l'échelle mondiale ou continentale. En 1999, l'élection de deux députés européens de la LCR a permis de mettre sur pied un réseau européen des partis de la gauche radicale : les « conférences de la gauche anticapitaliste européenne ». Le noyau fondateur du réseau est constitué par la LCR, l'Alliance rouge verte (Danemark), le Bloc de gauche (Portugal) et le Parti socialiste écossais (SSP). Au fil des années, d'autres organisations ont rejoint l'initiative. Sans garantie d'exhaustivité, on peut citer : le SWP (Parti socialiste des travailleurs) et le SP (Parti socialiste) ainsi que la coalition électorale Respect pour la Grande-Bretagne, Die Lenke/La Gauche pour le Luxembourg, Solidarités pour la Suisse, Espacio Alternativo pour l'État espagnol, l'ODP (Parti de la solidarité et de la liberté) pour la Turquie. L'organisation grecque Synapismos et Refondation communiste en Italie y participent également, comme observateurs. L'intérêt de ce réseau est de permettre des discussions politiques entre des organisations qui, sans être membres de la IV[e] Internationale, ont en commun une opposition internationaliste à la construction capitaliste de l'Union européenne, une certaine représentativité dans leur pays (y compris sur le plan électoral), un investissement important

dans le mouvement altermondialiste, une approche non sectaire du débat politique et, surtout, la volonté de construire des partis anticapitalistes larges, rassemblant bien au-delà des trotskistes ou des révolutionnaires convaincus. Bien entendu, il n'existe nulle part de solution miracle et encore moins de modèle qu'il suffirait d'imiter, tant pèsent encore les traditions et les spécificités nationales. Mais ces réunions européennes semestrielles ont d'ores et déjà favorisé échanges et confrontations stimulantes. L'une des tentatives les plus avancées est celle du Parti socialiste écossais qui est parvenu à rassembler la quasi-totalité de l'extrême gauche. Avec six députés au Parlement « régional », il est aujourd'hui le quatrième parti écossais et dispute au SNP (nationaliste) le leadership de la lutte pour l'indépendance socialiste de l'Écosse. Son nombre d'adhérents est équivalent à celui de la LCR... mais pour un pays d'environ 5 millions d'habitants ! Au Portugal, le Bloc de gauche résulte du regroupement du PSR (la section portugaise de la IV[e] Internationale), de l'UDP (organisation d'origine maoïste) et d'un courant issu de la mouvance communiste. Il compte aujourd'hui des députés au Parlement portugais et au Parlement européen ; électoralement, il fait presque jeu égal avec le PC portugais. Mais le principal succès du SSP comme du Bloc de gauche est d'avoir réussi à dépasser la stricte zone d'influence de l'extrême gauche : aujourd'hui, la majorité de leurs membres sont de nouveaux adhérents. Ils ne viennent pas des petits groupes qui ont constitué ces partis mais ont rejoint une organisation, qui entend bien peser sur la situation politique. Étudier les leçons de ces expériences ne peut être que profitable à ceux qui veulent créer une nouvelle force politique.

La IV[e] Internationale est d'une aide évidente, grâce à son histoire, à sa culture et à la richesse de ses expériences. Mais, du fait de ses origines et de son passé marginal, elle ne peut prétendre à rassembler en son sein toutes les forces, souvent de traditions différentes, qui œuvrent à la recomposition d'un

mouvement révolutionnaire international. L'enjeu, pour elle, est de participer, modestement et de façon non sectaire, à ce processus. Aujourd'hui, son rôle est d'aider à la construction d'un nouveau regroupement, une... Ve Internationale, adaptée par son programme et son fonctionnement aux tâches du XXIe siècle.

23.

L'indépendance de l'Algérie fut un tournant essentiel dans le processus de démantèlement du colonialisme français, mais ce processus est loin d'être terminé. Si les formes ont changé, la domination demeure. Certes, au niveau institutionnel, les anciennes colonies françaises d'Afrique sont devenues aujourd'hui des pays indépendants. Mais la Françafrique reste une réalité.

Dans les Territoires et Départements d'outre-mer, les rapports coloniaux n'ont pas disparu. Pour qui s'intéresse à la gauche radicale, les Antilles présentent une particularité : les militants trotskistes proches de la LCR ou de LO y sont très implantés dans le mouvement syndical, mais peu sur le plan politique. Ce sont des militants de Combat ouvrier (branche de LO) qui dirigent la CGT en Martinique et en Guadeloupe alors que les militant(e)s du Groupe révolution socialiste (GRS) sont très influents, en Martinique dans la CDMT (ex-CFDT), l'un des principaux syndicats de l'île et dans l'Union des femmes. Les courants nationalistes, partisans de l'indépendance, dirigent eux aussi des syndicats importants et parviennent à mobiliser, surtout en Martinique, un électorat nombreux. Alfred Marie-Jeanne, le dirigeant charismatique du Mouvement indépendantiste martiniquais est également président du conseil régional, ce qui porte à peu de conséquences, car il s'agit de nationalistes très

particuliers : ils réservent leurs discours sur la libération nationale pour le dimanche ; les autres jours de la semaine, ils participent complaisamment aux combines politiciennes avec la bourgeoisie locale et les autorités françaises.

Il faut dire que la situation de ces DOM est spécifique. En comparaison des colonialismes britannique ou hollandais qui dominaient les autres îles de la région, l'État colonial français a fait preuve de plus d'habileté. L'absence d'industrialisation, les limitations imposées à la culture de la canne à sucre, la crise de la banane ont contraint des dizaines de milliers d'Antillais à partir vivre en métropole. Cette émigration massive fut mise en place par le régime gaulliste, au début des années soixante, au moment de l'indépendance algérienne et de la Révolution cubaine, afin d'éviter un nouveau foyer de contestation dans les Caraïbes. Aux Antilles, le colonialisme français a réussi à acheter une relative paix sociale à coups de subventions et, surtout, grâce à la fameuse prime de 40 % octroyée à tous les fonctionnaires et employés des services publics. De ce fait, si le sentiment d'appartenir à une nation opprimée et à un peuple descendant d'esclaves demeure très prégnant dans la population, il ne débouche pas sur une revendication massive d'indépendance immédiate, même si les élections « françaises » y connaissent un taux d'abstention record.

La Ligue n'a jamais cherché à construire dans ces régions des sections ou des fédérations parce qu'elle est favorable au droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. En revanche, elle est solidaire du Groupe révolution socialiste, la section antillaise de la IVe Internationale, surtout présente en Martinique, et soutient à la Réunion le groupe Marron.

Mon expérience la plus originale dans cette région fut l'invitation faite à Gilbert Pago, dirigeant du GRS, et à moi-même par le gouvernement révolutionnaire de l'île de Grenade. En mars 1979, le régime dictatorial de « Sir » Éric Gairy avait été renversé par une sorte de coup d'État organisé par un parti pro castriste, le New Jewel Mouvement, dont les principaux dirigeants étaient Maurice Bishop et Georges Louison. La prise du

palais du gouvernement avait été rondement menée. Il n'y avait pratiquement pas eu d'affrontement, les deux morts comptabilisés avaient été manifestement victimes d'une erreur de maniement d'armes des partisans de Bishop... Une partie de l'ancien gouvernement était parvenue à s'enfuir en bateau. L'île de Grenade, fort peu connue jusque-là, était en passe de devenir, à son échelle, un nouveau Cuba à la barbe des Américains. À notre arrivée dans le petit aéroport de la capitale, Saint George's, Gilbert et moi étions attendus par une délégation du nouveau gouvernement, qui nous emmena dans un hôtel situé au cœur de la ville, à cent mètres du siège du gouvernement. Quelque temps plus tard, une voiture avec chauffeur vint nous chercher, uniquement pour parcourir ces cent mètres, dans une ruelle bondée de monde : c'est l'intention qui comptait ! Nous fûmes reçus par Georges Louison, le très jeune ministre de l'Agriculture. Le gouvernement restait sans moyen, complètement isolé du reste de la Caraïbe. Seuls les opposants disposaient de moyens financiers pour imprimer et diffuser des journaux dans lesquels ils calomniaient le nouveau régime. La présence dans l'île de médecins et de professeurs cubains, ainsi que de centaines d'ouvriers envoyés par Fidel Castro pour construire un grand aéroport, suscita la hargne de l'opposition. Les rumeurs les plus fantaisistes se mirent à circuler. Alors que nous visitions un petit lac volcanique, au cœur de l'île, un paysan nous signala le plus sérieusement du monde que c'était le repaire des sous-marins cubains ! Cette expérience d'indépendance politique par rapport aux États-Unis risquait de faire tache d'huile dans la région. Elle fut finalement stoppée net par le débarquement des Marines US en 1983, prenant prétexte de l'assassinat de Maurice Bishop et de ses proches. Face au déferlement de l'armada américaine, il y eut peu de résistance armée, à l'exception de celle des ouvriers cubains de l'aéroport qui se défendirent courageusement. Plusieurs d'entre eux furent tués.

Isolées les unes des autres, sans tradition commune de lutte, exploitées et opprimées pendant des siècles, les îles de la Caraïbe

ont les plus grandes difficultés à bâtir une alternative progressiste dans une région devenue la chasse gardée des États-Unis.

En France, l'existence du peuple kanak fut longtemps occultée. Qui connaissait cette île du Pacifique et ses conditions d'exploitation coloniale avant que la photo d'Eloi Machoro brisant une urne électorale à Canala, le 11 novembre 1984, ne fasse la une de nombreux journaux ? C'est pourtant une des pages les plus sinistres de l'Histoire coloniale de la France qui s'écrivit à près de vingt mille kilomètres de la métropole. À la fin du XIX[e] siècle, le peuple kanak et sa culture faillirent disparaître : entre 1887 et 1901, la population passa de 42 000 à 27 000 personnes. Chassés de leurs terres, parqués dans des réserves, soumis au travail servile dans le cadre du Code de l'indigénat jusqu'en 1946, considérés comme des sauvages, les Kanaks se sont régulièrement révoltés depuis que la France a pris possession de l'île, en 1853. Chaque fois, la répression fut sauvage : les insurgés ne furent pas emprisonnés, mais systématiquement assassinés, les villages et les cultures brûlés. Des prisonniers kanaks furent exhibés en cage, lors de l'Exposition coloniale de 1931 à Paris.

La Nouvelle-Calédonie – Kanaky pour les Kanaks – est une colonie de peuplement. Les Français y sont venus nombreux, au point d'égaler le nombre d'autochtones. Elle est surtout riche d'un métal très recherché : le nickel. Dans les années soixante et soixante-dix, après la vague de décolonisation, le pouvoir colonial français s'engagea dans une politique de francisation du territoire. Comme la population kanake avait recommencé à croître après l'abolition du Code de l'indigénat, l'objectif avoué était de rendre les Kanaks minoritaires sur leur propre terre, pour contenir toute velléité d'indépendance. Pierre Messmer, Premier ministre en 1972, écrivait au secrétaire d'État aux DOM-TOM : « À court et à moyen terme, l'immigration massive de citoyens français métropolitains ou originaires des départements d'outre-mer (Réunion) devrait permettre d'éviter ce danger (l'indépendance) en maintenant et améliorant le rapport numérique

des communautés. » Sur place, cette directive devint « faire du Blanc ». De nombreux métropolitains furent encouragés à venir s'installer en Kanaky, de même que des habitants originaires d'Asie et du Pacifique, en échange d'avantages fiscaux et sociaux pour les premiers, de garantie d'emploi pour les autres. Résultat : en 1984 les Kanaks ne représentaient plus que 40 % de la population.

Cette forme cynique d'oppression coloniale suscita la révolte indépendantiste. Créé en 1979, le Front indépendantiste (FI) donna naissance, en 1984, au Front de libération nationale kanak et socialiste. Le FLNKS était un front unitaire et pluraliste qui regroupait les différents partis indépendantistes, le syndicat Union des syndicats des travailleurs kanaks et des exploités (USTKE) et le Comité de revendication des terres. Il devint la première structure représentative de l'ensemble de la société kanake. Lorsque la révolte indépendantiste éclata au grand jour, en novembre 1984, fort peu d'organisations françaises se pressèrent pour la soutenir. La droite se mobilisa sans état d'âme derrière le lobby colonialiste caldoche représenté par l'appendice local du RPR, le RCPR. François Mitterrand et les socialistes renouèrent alors avec leurs pires traditions colonialistes héritées de la guerre d'Algérie pour nier ses droits au peuple kanak. Le gouvernement refusa toute éventualité d'indépendance et tenta de dresser les unes contre les autres les communautés présentes sur le territoire (Kanaks, Walisiens, Polynésiens). Publié le 1er décembre 1984, le communiqué du Premier ministre, Laurent Fabius, était limpide : « Le Gouvernement a un double souci : assurer l'ordre et maintenir le dialogue. Les moyens nécessaires au maintien de l'ordre ont été rendus disponibles. » En effet, des escadrons de gendarmes mobiles furent déployés sur l'île et menèrent une répression brutale. En janvier 1985, Eloi Machoro et Marcel Nonnaro, deux dirigeants indépendantistes, furent froidement abattus par le GIGN, sur ordre du Gouvernement.

Souvent dénoncés, les liens entre la LCR et le mouvement indépendantiste kanak sont effectivement une vieille histoire. Mais, dans les fantasmes des milieux caldoches, ils ont pris des proportions invraisemblables.

La Ligue fut sans doute la première organisation politique française à s'intéresser au combat des Kanaks, de même qu'elle est une des rares à le soutenir aujourd'hui encore. Nos relations remontent aux années soixante-dix : des militants kanaks avaient occupé la Maison de la Nouvelle-Calédonie à Paris. La LCR avait soutenu l'initiative et rencontré des jeunes gens qui, une fois rentrés au pays, jouèrent un rôle politique important. L'héritage internationaliste et, surtout, anticolonialiste des militants de la Ligue l'incita naturellement à s'impliquer dans leur combat. Pas plus que mes camarades, je ne connaissais bien l'histoire et les traditions de ce pays si ce n'est l'épisode de la déportation des communards, au bagne, en 1871, et les récits qu'en fit Louise Michel. J'ai découvert là-bas le peuple kanak et son attachement à sa terre, malgré toutes les spoliations dont il a été victime. Notre soutien se manifesta de nombreuses manières : campagnes de solidarité, publication d'articles dans le quotidien *Rouge*, envoi de délégations, participation à des stages publics de formation organisés par le Front indépendantiste, futur FLNKS. C'est au cours de ces actions que nous avons rencontré Eloi Machoro. Quelles qu'aient pu être nos divergences à tel ou tel moment d'une histoire agitée, les militants kanaks n'ont jamais oublié notre organisation. Ils réservent toujours à ses membres un accueil chaleureux. Dans certaines tribus, des articles de *Rouge* sont toujours affichés !

En Kanaky, les traditions occupent une grande place dans la vie quotidienne comme sur le plan politique. Il en est une qui domine les autres : le respect de la mémoire. « La coutume » est le mot français utilisé pour définir la transmission orale de l'organisation sociale des sociétés océaniennes. Elle s'exprime sous forme d'échanges, de discours et de dons ; pour les Kanaks, elle définit l'organisation de la vie dans les tribus et régit les relations entre elles. Un mariage commence toujours par une cérémonie

d'accueil des invités. Ceux-ci, avant de souhaiter leurs vœux de bonheur, racontent les raisons de leur présence, les liens qui unissent les familles, les événements à l'origine de ces liens ou ceux qui les ont marqués. Lors de chaque cérémonie, depuis le plus jeune âge, les Kanaks entendent et apprennent l'histoire de leur clan et celle des clans alliés. C'est l'occasion de récits variés retraçant les grands moments de l'histoire de ce peuple, depuis l'époque précoloniale, avant 1850, jusqu'à nos jours, en passant par les périodes occultées par l'histoire officielle française : les révoltes contre la servitude imposée, au premier rang desquelles celle du grand chef Ataï dont la tête fut ramenée tel un trophée à Paris en 1878 ; la découverte d'une civilisation blanche dans laquelle les Noirs avaient des droits lors de la rencontre avec les GI américains quand ils ont occupé le territoire à l'occasion de la Seconde Guerre mondiale. La coutume n'ayant jamais pu être éradiquée par les colonisateurs, elle a joué un grand rôle dans la formation de la pensée des mouvements indépendantistes.

Pour les Caldoches et leur quotidien unique, celui de Jacques Lafleur, *Les Nouvelles*, la Ligue représente, encore aujourd'hui, l'âme du « complot indépendantiste ». Ils la voient partout... alors qu'il n'y a jamais eu un seul Kanak membre de la LCR ou de la IVe Internationale. C'est dans ce climat que, en 1985, à la veille des élections territoriales, je fus invité par le Front indépendantiste. J'avais déjà connu les ravages du colonialisme français en Algérie ou aux Antilles. Mais jamais je n'avais pu constater une telle rupture entre colons et colonisés. Jusqu'en 1953, l'école publique était interdite aux Kanaks ! C'est pourquoi de nombreux dirigeants indépendantistes sont issus des séminaires catholiques ou protestants, les seuls qui acceptaient dans leurs écoles ceux que de nombreux Caldoches surnomment – encore aujourd'hui – « les singes ».

Le gouvernement socialiste, sans du reste m'en avertir, avait décidé de me protéger contre une éventuelle agression des Caldoches en me faisant suivre, par trois gendarmes en jeep, dès mon arrivée à l'aéroport de Nouméa, et ce pendant les huit jours de ma visite dans les tribus. Les gendarmes n'osaient cependant

pas m'accompagner dans les villages ; peut-être n'en avaient-ils pas reçu l'autorisation. Ils étaient contraints, chaque fois, de rester dans leur jeep, sur le bord de la route : « Ce n'est pas drôle, vous savez, d'attendre toute la nuit... »

Je découvris l'accueil chaleureux des Kanaks où se mêlent de façon inattendue les nombreuses cérémonies coutumières et des discours politiques très proches des nôtres. Un soir, après une de ces assemblées qui réunissait toute la tribu et où fut dénoncée avec véhémence la politique du Gouvernement français, une longue procession me conduisit, avec une certaine solennité, la nuit tombée, vers la case du chef qui m'avait été réservée. Mais je dus patienter un moment dehors. Le chef et ses amis étaient visiblement furieux du spectacle qu'ils avaient découvert, en se baissant devant la porte, pour entrer. La case était encore occupée par des enfants qui, affalés par terre, regardaient *Dallas* à la télévision.

Au cours de ce voyage, je rencontrai pour la première fois Jean-Marie Tjibaou, une personnalité attachante, toujours calme, représentative de son peuple. C'est avec cette même lenteur et ce même calme que, lors d'un meeting à la Mutualité en janvier 1985, il s'indigna qu'en Europe il puisse y avoir « des pelouses interdites ». Impensable en Kanaky ! Même lenteur, à nouveau, dans sa chambre d'hôtel, à Paris, la veille de la signature des accords Matignon en juin 1988 ; son lit recouvert de dossiers, il se demandait encore quel était le bon choix. En le quittant, à la porte de l'hôtel, je lui fis cadeau de quelques tee-shirts que la Ligue avait imprimés pour soutenir leur lutte. Le spectacle fut réjouissant : Tjibaou essayait un à un, lentement, chaque vêtement. Autour de lui, une douzaine de jeunes hauts fonctionnaires du gouvernement Rocard, dossiers à la main, étaient agacés par ce Kanak qui leur faisait perdre leur temps, alors qu'il fallait signer les accords. Vite fait, bien fait. Signe de confiance, il avait demandé qu'un camarade de la Ligue le conduise, laissant la voiture des voyages officiels derrière. Et c'est Arnaud Nicoladze qui remplit cette tâche, un camarade et ami, décédé depuis accidentellement en montagne.

Depuis, les contacts n'ont jamais cessé entre le FLNKS et la LCR. Le mouvement kanak connaît aujourd'hui une crise. Contrairement à ce que Michel Rocard avait fait croire aux indépendantistes, les accords Matignon n'ont pas débouché sur le référendum d'autodétermination qui aurait dû se dérouler dix ans plus tard, en 1998 ; il n'a toujours pas eu lieu. La politique de peuplement pour maintenir les Kanaks minoritaires sur leurs terres a été poursuivie, et les nouveaux accords signés à Nouméa ont ouvert une nouvelle période de trente ans avant d'envisager l'indépendance. Le gouvernement local actuel, de droite, développe l'autonomie du territoire et une partie des indépendantistes est tentée de s'en contenter plutôt que de lutter encore trente ans pour aboutir à un résultat incertain. Enfin, la distribution sélective de subventions a favorisé des phénomènes de corruption. Aujourd'hui, le FLNKS est très divisé et il a perdu de son autorité. La Ligue garde d'excellents rapports avec le principal syndicat : l'USTKE, fondée le 5 décembre 1981, reste la seule organisation à se réclamer de l'indépendance et du socialisme.

Parmi mes déplacements à l'étranger, le séjour que j'effectuai à Cuba en 1992 fut un moment particulièrement intéressant. Janette Habel et moi, nous fûmes invités officiellement par le Parti communiste cubain. Avec, évidemment, le risque de n'avoir qu'une vision sélective de la situation du pays... Dans ce genre de voyages, il y a en général assez peu d'imprévu. Et même si nous pûmes rencontrer tous ceux que nous voulions, tout avait été parfaitement organisé par le Parti. Dans ces conditions, on ne peut prétendre connaître Cuba, si ce n'est « vu d'en haut ». Malgré tout, certaines péripéties de ce voyage furent révélatrices. Tous les matins, un chauffeur nous attendait. Nous n'étions pas logés dans un grand hôtel, mais dans une « villa spéciale », réservée aux invités, située dans le quartier résidentiel de La Havane. L'accueil était chaleureux et la nourriture au diapason de la situation : poulet, presque tous les jours. Nous effectuâmes de nombreuses visites officielles, dont celle d'une

fabrique de production de cigares : une centaine de femmes les roulaient sur leurs genoux pendant que le chef de service saluait au micro « la présence des camarades français ». Les femmes levèrent à peine les yeux, habituées à ce genre de visite et visiblement plus préoccupées par les cadences à respecter que par l'arrivée des « amis de la Révolution cubaine ». Elles durent quand même s'interrompre et nous applaudir, à l'appel du bureaucrate de service, Juan Carlos Robinson, aujourd'hui limogé de la direction du PCC et inculpé pour corruption. Très exactement le genre de situation que j'ai toujours trouvé insupportable.

Plus significative fut l'invitation à venir parler de la IVe Internationale, de ses activités, de sa politique, du stalinisme, devant une commission spécialisée du Comité central cubain. Pendant plus de deux heures, nous fûmes confrontés aux questions de gens bien informés sur les multiples scissions du mouvement trotskiste. Bref, ce fut un vrai débat politique à Cuba... mais devant trente personnes sélectionnées par les dirigeants castristes.

Autre rencontre, plus émouvante, fut celle que nous eûmes avec Paquito Serguera, un des commandants de la Sierra maestra, compagnon du Che et de Fidel Castro, ancien ambassadeur à Alger. Pendant la révolution, il avait également été un compagnon d'armes du général Arnaldo Ochoa, condamné à mort puis exécuté en juillet 1989, à l'issue d'un véritable « procès de Moscou », pour « trafic de drogue et trahison ». Ce vétéran n'avait plus de responsabilités. Mais, chaque année, Fidel venait lui rendre visite. Quand nous voulûmes aborder avec lui le cas Ochoa, un lourd silence tomba. Il se mit à pleurer et ne prononça plus un seul mot. Comme beaucoup d'anciens révolutionnaires, il ne pouvait pas croire à la culpabilité d'Ochoa. Mais il ne voulait – ou ne pouvait – contester les décisions de Fidel Castro.

Il y eut enfin la rencontre avec le cinéaste Tomàs Guitiérrez Alea, auteur du film *Fraises et Chocolat*, aujourd'hui décédé. Du fait de sa notoriété, il avait le droit de voyager à sa guise. Il était membre du Parti communiste cubain, mais c'était un militant critique, notamment sur les questions de démocratie. Cependant,

pour lui, il était impensable de quitter Cuba. Le débat entre nous fut assez franc, à tel point qu'il décida de nous confier la teneur de l'intervention qu'il avait faite lors de l'assemblée préparatoire au IV[e] congrès du Parti communiste cubain qui venait d'avoir lieu. Il alla chercher le texte de son discours et nous le lut, sans jamais le lâcher des mains. Il n'avait que cet exemplaire et il était hors de question de nous remettre une copie de ce document critique sur l'organisation des pouvoirs à Cuba et le problème des libertés.

Le lendemain, nous fûmes invités à une grande fête de la police, en plein air. Des milliers de personnes, surtout des policiers avec leurs familles, se pressaient aux stands, où l'on pouvait trouver musique, nourriture et films à la gloire des « forces de sécurité révolutionnaires ». Le moment fort de la soirée fut l'hommage rendu à l'un des principaux dirigeants de Radio Miami, la radio des immigrés anticastristes. Il avait été discrètement exfiltré des États-Unis et réapparaissait là, sous les ovations d'un public persuadé que la Révolution cubaine était présente partout. Rien à redire : du travail bien fait ! Ce ne doit pas être le seul agent double de ce genre.

Les rapports de la Ligue et de la IV[e] Internationale avec les dirigeants cubains ont toujours été clairs. Pour les peuples des pays pauvres, la Révolution cubaine a constitué un exemple particulièrement enthousiasmant. De par le monde, des générations de militants révolutionnaires se sont longtemps identifiées à ce petit pays qui, depuis des décennies, défie le colosse américain, à quelques encablures de ses côtes. Comment rester insensible à la défense, par le Che, d'un modèle de socialisme distinct de sa caricature soviétique, à son combat contre l'impérialisme américain mais aussi contre le conservatisme bureaucratique de Moscou, qui se méfiait comme de la peste du révolutionnaire argentin ? Les premières années de la Révolution cubaine ont créé un espoir, aussi bien en Europe que dans le Tiers Monde. Et, au-delà de toutes les péripéties de cette expérience révolutionnaire, la photo du Che reste, aujourd'hui

encore, l'unique symbole affiché dans bon nombre de mouvements populaires. Pour ces raisons, nous soutenons les acquis de la Révolution cubaine, ses réformes sociales, en matière de santé ou d'éducation. Ils expliquent la popularité dont elle jouit encore parmi les peuples latino-américains. Nous défendons Cuba contre toutes les mesures hostiles du gouvernement américain, en particulier l'embargo. En revanche, nous condamnons totalement le système politique bureaucratisé qui n'autorise aucune discussion, aucune démocratie politique et aboutit souvent à des vagues intolérables de répression. Naturellement, nous avons dénoncé publiquement le procès Ochoa, de même que toutes les condamnations d'opposants qui ont eu lieu depuis, notamment celles de mai 2003. L'isolement de Cuba et l'agressivité permanente des États-Unis ne peuvent en aucun cas justifier l'absence de débat public, de liberté de la presse ou d'organisation, ou encore l'emprisonnement de citoyens opposés au régime. Aujourd'hui, une partie de la population, notamment la jeunesse, s'est éloignée du régime et s'est dépolitisée. Les plus fidèles se recrutent dans la vieille génération qui, peu à peu, laisse la place à de jeunes arrivistes et, parfois, à des vrais bureaucrates, dont certains sont sensibles à la corruption. Le régime se maintient en s'appuyant sur la dignité d'un peuple qui ne veut pas capituler devant l'administration des États-Unis. Mais l'après-Castro est problématique : il dépendra de la capacité d'une partie du Parti communiste cubain à renouer le fil d'une expérience révolutionnaire et démocratique, comme aux premières années de la révolution.

Au Nicaragua, l'expérience révolutionnaire sandiniste dura plus de dix ans : de 1979 à 1990. Après Cuba, puis la révolution des Œillets au Portugal, bon nombre de militants partirent pour voir et aider une « révolution en marche ». Le Front sandiniste de libération nationale (FSLN) avait réussi à construire une guérilla populaire, à libérer la ville de Managua et à chasser le dictateur Anastasio Somoza. De quoi séduire les nouvelles générations révolutionnaires ! Le FSLN incarnait les espoirs de

changement. Ses dirigeants avaient connu l'exil, en Amérique latine, à Cuba et en Europe pour certains, ou avaient milité dans la clandestinité au Nicaragua. La plupart des fondateurs du FSLN étaient issus du Parti communiste nicaraguayen. Ils avaient rompu avec le réformisme et avec le modèle soviétique. À l'époque, l'étendard de sa direction était plutôt la figure de Che Guevara. Dès avant la prise du pouvoir et le retour au Nicaragua des futurs dirigeants réfugiés en Europe, la Ligue et la IV[e] Internationale avaient eu des contacts, parfois très étroits avec certains d'entre eux, en particulier ceux qui résidaient en Suisse, comme Lea Guido qui, après la victoire du Front sandiniste, devint ministre de la Santé du gouvernement révolutionnaire.

L'intelligence politique des sandinistes et la haine de la population envers une des dictatures les plus terribles d'Amérique latine – « Somoza est un fils de pute. Mais c'est notre fils de pute ! » s'exclamait un président américain à propos du tyran nicaraguayen – expliquent la victoire du FSLN. À peine arrivé dans une capitale ruinée par le tremblement de terre de 1972 – qui fit plus de 10 000 morts – et jamais reconstruite, le Front instaura un pouvoir populaire. Ainsi, au début du processus, fut mis en place une double chambre qui, d'un côté, représentait les partis politiques – bourgeoisie antisomoziste incluse – et, de l'autre, les organisations populaires. Mais le FSLN ne disposait que d'une équipe réduite de cadres. La plupart de ses militants étaient issus des milieux urbains, alors que le pays était essentiellement rural. Comment construire une nouvelle société dans un Nicaragua misérable, majoritairement paysan, avec de faibles traditions d'organisation, sans aide internationale et dans « l'arrière-cour » du principal adversaire, les États-Unis ?

Dès le début, le nouveau pouvoir s'efforça de gagner le soutien des paysans : il redistribua les terres d'anciens grands propriétaires somozistes à trente-cinq mille familles. Il mena dans tout le pays une campagne d'alphabétisation : les étudiants des villes allèrent donner des cours dans les campagnes et les montagnes les plus reculées. Le résultat ne se fit pas attendre : en six mois, le taux d'analphabétisme chuta de 50 % à 13 %. Soucieux de ne pas

rééditer les expériences bureaucratiques des pays de l'Est, le FSLN s'efforça de susciter partout des expériences d'auto-organisation, notamment dans les coopératives agricoles. La peine de mort fut abolie : la direction sandiniste peut à bon droit se flatter de ne pas avoir eu recours à la répression contre ses opposants, mais de lui avoir préféré le débat politique et l'effort de conviction. Je me souviens d'un débat télévisé, au ton très serein mais aux enjeux dramatiques, opposant le nouveau ministre de l'Intérieur, Tomas Borge, à celui qui avait été, peu de temps auparavant, son tortionnaire dans les geôles de Somoza. La confrontation portait notamment sur le bilan de la dictature.

Très rapidement, partout dans le monde, se développèrent des comités de solidarité avec la révolution sandiniste. Des brigades internationales de volontaires s'organisèrent alors, avec l'accord du FSLN. Elles partaient en général pour un mois, avec chaque fois une tâche matérielle précise à accomplir : construire une école, une route ou un centre de santé. Quelquefois, des professionnels formaient des spécialistes nicaraguayens dans leur domaine de compétence. Ainsi, un camarade de la LCR, sapeur-pompier professionnel, vint de la région de Grenoble et organisa une brigade avec des collègues de sa ville dont l'objectif était de former des pompiers. Malgré leur bonne volonté, les Grenoblois passèrent finalement un mois en montagne, à cueillir du café et à creuser des tranchées : preuve de la joyeuse pagaille et de l'improvisation qui régnaient dans le pays ! Il fallait remplacer, le plus vite possible, les anciens cadres ou les experts, tous partis aux États-Unis. Il y eut aussi des brigades impulsées par le « secteur Santé » de la CFDT, ou par la CGT de l'aéroport d'Orly, pour ne citer que quelques exemples. Les volontaires arrivaient avec du matériel ou de l'argent collectés en France. Plusieurs milliers de brigadistes français s'y rendirent pour travailler, souvent dans des conditions précaires, un, deux, voire trois mois, tout au long des onze années que dura la révolution sandiniste.

Très vite, la LCR s'investit dans cette activité. Des militants qui travaillaient pour son imprimerie partirent aider celle de *Barricada*, le quotidien du FSLN. Sur les vingt premiers brigadistes

des comités arrivés en 1982, on comptait beaucoup de militants de la Ligue, devenus ensuite, à leur retour en France, des piliers des comités de solidarité.

Pour ma part, j'eus l'occasion de me rendre au Nicaragua à deux reprises, dans des délégations de la LCR et de la IVe Internationale, en 1984 et en 1990. En 1984, à l'occasion des premières élections démocratiques, le pays était en pleine effervescence. Certes, la contre-révolution militaire – la Contra, directement armée et financée par les États-Unis – avait déjà commencé ses opérations depuis quatre ans. Mais les combats restaient encore circonscrits au Nord du pays, à la frontière avec le Honduras.

Managua était alors une ville en ruine, sans rues, souvent sans maisons : pour vous indiquer une adresse, les autochtones faisaient souvent référence à des magasins ou à des arbres d'avant... le tremblement de terre ! La capitale ne se peuplait vraiment que lors des mobilisations populaires. Et là, l'enthousiasme, la combativité, l'adhésion au régime ne faisaient aucun doute. Rien à voir avec les mobilisations officielles, obligatoires et encadrées, qui étaient de tradition en URSS ou dans les pays de l'Est. Avec ou sans armes, des dizaines de milliers de personnes déferlaient dans les rues, dans un climat à la fois combatif et festif. Puis, progressivement, l'obsession de la Contra mobilisa les esprits. Au Nord, les combats se faisaient de plus en plus violents. 50 % du budget national fut englouti par la guerre. Par milliers, les gens s'engageaient pour aller combattre.

La délégation dont je faisais partie se rendit de réunions en réunions, parcourant ainsi une partie du pays, rencontrant des dirigeants à tous les niveaux. Chaque fois, nous fûmes confrontés à une situation contradictoire où se mêlaient volonté de vaincre et sentiment d'impuissance face au manque de... tout. C'est dans ce genre de situation qu'on se rend compte de la valeur des choses les plus simples. Avoir ou non un camion en état de marche pouvait bouleverser la vie de centaines de gens. Trouver du papier relevait de la chasse au trésor. À l'école, les professeurs

avaient organisé des roulements pour que leurs élèves puissent utiliser, chacun à leur tour, le même livre. Le stylo à bille était une denrée rare mais, de toute façon, les gens préféraient écrire au crayon, pour pouvoir gommer et réutiliser la même feuille de papier. Les emballages des paquets de cigarettes – vendues à l'unité – étaient conservés précieusement. Du papier, des camions, de l'essence, voilà ce qui manquait cruellement. Pratiquement aucun pays n'aida le Nicaragua, et surtout pas l'URSS, qui se méfiait des dirigeants sandinistes. Les exceptions sont venues du Mexique et, surtout, de Cuba qui, en plus de militaires, envoya des milliers de médecins et d'enseignants, qui s'installèrent dans les coins les plus isolés.

Des dizaines de milliers de Nicaraguayens s'engagèrent dans les milices populaires sandinistes. Les comités de défense de la révolution, composés des voisins d'un quartier, quadrillaient les villes. Mais, face au dénuement et à la pauvreté, la Contra réussit à créer un climat de violence et d'insécurité qui, peu à peu, parvint à miner le moral de la population.

Le conflit dura jusqu'aux élections de 1990. Et là, ce fut le combat de David contre Goliath. En six ans, la Contra avait perçu plus de 100 millions de dollars de ses protecteurs américains ! Elle mena une véritable guerre qui fit 57 000 victimes, dont 29 000 morts. Dans les régions dites « libérées », elle distribuait argent et nourriture aux paysans pauvres. Déjà faible numériquement et peu implanté dans la paysannerie, l'encadrement du FSLN fut entièrement mobilisé par les seules tâches militaires. La révolution nicaraguayenne fut vaincue par la guerre et par la faim, mais aussi par les limites de la réforme agraire ou les plans d'austérité économique, imposés, cette fois, non par le FMI mais par une direction sandiniste aux abois. Un début de militarisation du régime eut raison de la popularité du FSLN.

Je me trouvais à Managua lors des élections générales de 1990. Plusieurs dirigeants sandinistes étaient opposés aux élections, estimant qu'elles se tenaient sous le chantage à la terreur de la Contra et des États-Unis et que, dans un pays en guerre, la

compétition électorale devenait une caricature de démocratie. Mais la majorité du FSLN ne voulait pas revenir sur ses promesses, quitte à perdre le pouvoir. Des milliers d'observateurs internationaux de tous les partis étaient présents, à la demande du gouvernement. J'étais venu pour la IV[e] Internationale, comme observateur « objectif ». De fait, personne ne remit en cause la régularité et la validité du scrutin. Et, la nuit de la défaite, c'est au centre électoral que j'assistai à la déroute du FSLN. Nous étions des centaines à l'intérieur du bâtiment, des milliers dehors. À l'annonce des résultats, ni cris ni appels à la vengeance. Mais un silence éprouvant et beaucoup de larmes... Un respect total du verdict des urnes, mais aussi un sentiment de défaite, des rêves envolés.

Rétrospectivement, on peut tirer de nombreuses leçons de cet échec. Mais le rôle des États-Unis comme « gendarmes du monde », dans cette chasse gardée que représente pour eux l'Amérique latine, n'était pas qu'un slogan. Par la suite, nombre de dirigeants du FSLN abandonnèrent le militantisme. D'autres se discréditèrent franchement dans de sordides affaires de corruption. Daniel Ortega, l'ancien président, est resté à Managua. Toujours à la tête d'un FSLN aujourd'hui revigoré par les effets de la politique désastreuse de la droite, il défend un programme plutôt édulcoré. Certes, le FSLN a remporté une victoire électorale aux dernières municipales dans la majorité des villes, mais l'histoire ne se répète jamais.

La défaite du FSLN au Nicaragua faisait suite à celle de la Révolution des Œillets au Portugal, en 1975. Quelques années plus tard au Salvador, le FMLN – Front Farabundo Marti pour la libération nationale – allait déposer les armes et négocier avec le régime proaméricain en place. Ces événements inauguraient une nouvelle période marquée par le recul des forces progressistes dans le monde. L'échec de l'expérience nicaraguayenne fut aussi un coup dur pour la génération post-68 qui avait fondé beaucoup d'espoirs dans ces révolutions d'un nouveau genre. Des enseignements différents en seront tirés. Au nom du réalisme et de

la politique du moindre mal, certains révolutionnaires se sont ralliés à la social-démocratie. C'est le cas de la direction du FSLN ou des militants du FMLN, qui dirigent désormais de nombreuses villes au Salvador et siègent à l'Assemblée nationale. Sans oublier ce qui fait peut-être le plus de mal : l'évolution de Lula et de la direction du PT au Brésil, ralliée aux volontés des grandes puissances financières internationales. Face à ces échecs et à ces reniements, d'autres courants ont théorisé que la prise du pouvoir politique central n'était plus indispensable. Ils continuent à développer des projets révolutionnaires, mais à l'échelle locale, comme le sous-commandant Marcos, chef de l'armée zapatiste, au Chiapas.

À l'instar de Che Guevara, le sous-commandant Marcos est devenu un symbole pour une bonne partie de l'extrême gauche internationale, mais aussi pour de nombreux militants des mouvements de libération nationale. Le visage perpétuellement dissimulé par un passe-montagne, il s'est toujours refusé à révéler son identité, cherchant ainsi, à travers l'anonymat, à rompre avec les phénomènes de personnalisation du pouvoir. Le 1er janvier 1994, il est apparu à la tête d'une armée composée essentiellement de paysans indiens, eux aussi le visage masqué. En quelques jours, ils avaient envahi les principales villes de l'État du Chiapas, au sud du Mexique. Et c'est ainsi que ces milliers d'hommes et, surtout, de femmes ont occupé une zone entière du pays, devenue « territoire libéré ». Depuis cette époque, sauf en de rares exceptions, l'armée et la police mexicaines n'osent plus intervenir dans cette région complètement autogérée par l'intermédiaire de « conseils de bon gouvernement ». Ce sont des comités populaires qui prennent en charge tous les aspects de la vie quotidienne : santé, école, culture, gestion administrative. Isolé dans sa forêt de Lacandone, Marcos n'a pas hésité à mettre au service de son combat les moyens de communication les plus modernes. Le fusil de chasse trône à côté des ordinateurs connectés à internet. Le sous-commandant s'adresse ainsi aux opprimés du monde entier,

lançant même l'idée d'une nouvelle internationale « intergalactique ». Son projet est, sans aucun doute, internationaliste et anticapitaliste.

En revanche, Marcos ne se bat pas directement pour le pouvoir mais pour un projet de société que les peuples devront mettre en pratique. Cette particularité, issue des traditions révolutionnaires de Zapata lui-même, est étonnante, surtout pour des marxistes-révolutionnaires. Cependant, dans un pays comme le Mexique où la plupart des partis politiques et de leurs dirigeants sont corrompus et discrédités, ne pas être candidat au pouvoir est assurément un atout et un gage de popularité ! Mais c'est aussi une faiblesse que le gouvernement exploite habilement en organisant contre les zapatistes une répression jusqu'à présent localisée et très contrôlée. Depuis le Chiapas, le sous-commandant jouit d'une immense popularité auprès de la population mexicaine. Mais il ne l'utilise que partiellement. En 2001, l'armée zapatiste est sortie de sa base, sans armes. Elle a organisé une marche triomphale jusqu'à Mexico, qui a réuni des centaines de milliers de sympathisants et s'est achevée sur un discours de Marcos prononcé à l'intérieur du Parlement, exigeant l'égalité des droits politiques et sociaux pour la communauté indienne. Puis, le sous-commandant est rentré au Chiapas avec son armée, comme si rien ne s'était passé, pour attendre que cette démonstration de force débouche sur une réforme de la Constitution.

Conscient des risques d'isolement, Marcos avait fait une première tentative de création d'un mouvement politique légal, en 1997. C'est à cette occasion que j'assistai, à Mexico, au congrès de fondation du Front zapatiste de libération nationale. C'était un congrès très démocratique : sur chaque question, les délégués devaient remplir une masse de papiers pour donner leur avis. Le congrès zapatiste reçut le salut amical mais un peu forcé de Cuauhtemoc Cardenas, leader du Parti de la révolution démocratique et maire de Mexico. La présence de la députée Rosario Ibarra, une femme populaire, porte-parole des mères de disparus après le massacre des étudiants en 1969 fut très remarquée. Les congressistes attendirent des heures le sous-commandant qui,

finalement, ne vint pas. Cette assemblée n'eut pas le succès escompté. Trois ou quatre mille militants seulement rejoignirent le Front zapatiste : essentiellement une partie de l'extrême gauche mexicaine. Une forte délégation de soldats de l'armée zapatiste était venue assister au congrès et avait fait sensation auprès des participants. Ils se tenaient là, silencieux, disciplinés, toujours alignés en rangs avec une majorité de femmes, tous et toutes le visage recouvert du fameux passe-montagne. Le paradoxe de la situation tenait en ceci : seulement quelques centaines de congressistes réunis pour créer un parti politique mais, pour les accueillir, une foule de plus de 100 000 personnes rassemblées sur la place du Zoccalo pour un meeting enthousiaste.

C'est une vraie leçon de choses : elle illustre la distance qui peut exister entre la popularité d'un leader, le rayonnement de ses idées, et l'isolement du parti qui porte ce programme. Le Front zapatiste a affirmé dès sa fondation ne pas être candidat à exercer le pouvoir. Mais il apparaissait néanmoins comme un parti politique « classique ». Nos propres camarades du Parti révolutionnaire des travailleurs, militants mexicains de la IVe Internationale étaient divisés. Le PRT comptait plusieurs milliers d'adhérents et une forte implantation dans les campagnes, avec des adhésions collectives de paysans entraînés par le charisme de leur leader, Margarito Montes. Mais, dans un pays où tout s'achète – même, parfois, les trotskistes –, la moitié de notre groupe parlementaire (six députés en tout) a fait défection. Dans cette situation de crise, une partie du PRT a rejoint le FZLN ; en 2006, plusieurs de ses dirigeants militent toujours aux côtés de Marcos.

Relativement peu actif dans le mouvement altermondialiste, assez discret depuis des années, Marcos semble vouloir sortir de son isolement et se lier aux nouvelles gauches révolutionnaires qui se développent dans le monde. Il a lancé, en juin 2005, un nouvel appel – « la sixième déclaration de l'EZLN » – proposant « un compromis de cessez-le-feu offensif » et la construction d'un parti légal au Mexique. Refusant de se reconnaître dans la politique du PRD, la gauche officielle, Marcos a appelé à l'abstention

pour l'éléction présidentielle de juin 2006 qui s'est jouée à quelques dizaines de milliers de voix en faveur du candidat de la droite.

Méfiant comme je le suis à l'égard des militaires, la présence d'un commandant de parachutistes à la tête du Venezuela n'avait rien pour m'attirer. Mais l'hostilité rageuse de tous les milieux oligarchiques à son endroit m'intriguait tout de même. À l'initiative de Bernard Cassen, alors président d'ATTAC, un voyage fut organisé en avril 2003. Une conférence internationale de solidarité avec la révolution bolivarienne se tenait dans la capitale et il souhaitait la présence de députés européens.

Sébastien, un camarade de la LCR, travaillait dans le pays depuis plusieurs mois. Il était connu aussi bien des comités populaires de base que des dirigeants politiques. Grâce à lui, je pus en quelques jours de rencontres ininterrompues me faire une idée de l'expérience en cours. L'impression dominante est celle d'un pays divisé en deux camps : pro ou anti Chávez. Presque partout, deux centres de pouvoir se trouvent en concurrence. Chávez gouverne depuis décembre 1998 avec une équipe de ministres fidèles, mais des secteurs importants de l'administration lui sont hostiles, notamment une partie de l'armée et de la police. La ville de Caracas elle-même donne le sentiment d'être sectorisée : à l'Ouest, les quartiers populaires en ébullition permanente : des slogans sur les murs, des attroupements, des manifestations avec des mots d'ordre révolutionnaires. C'est une sorte de zone libérée où la police de quartier – la Policia de Caracas – est complice des mobilisations, alors que la Policia Metropolitana, la police de la Grande Caracas, demeure aux ordres de l'opposition et n'a pas hésité, en diverses occasions, à tirer sur la foule. À l'Est, dans les quartiers plus résidentiels, on débarque dans un autre monde. Partout, de nombreux crucifix et des affiches dénoncent les « horreurs » du gouvernement Hugo Chávez. Sur la place de France, à Altamira, le quartier le plus chic de la capitale, les débats se succèdent, rassemblant bourgeois très bien habillés, curieux ironiques et, parfois, quelques curés ou hauts gradés de l'armée.

Les discours sont souvent d'une grande violence, évoquant par exemple « les bandes armées communistes qui violent et qui pillent » et la « folie meurtrière et maladive de Chávez ». Cette hystérie n'est qu'un complément à la campagne virulente des médias. Au cours de tous mes voyages, c'était la première fois que je voyais un gouvernement « révolutionnaire » totalement minoritaire dans les médias ! En effet, seul un quotidien sur trois est progouvernemental et une seule chaîne de télévision favorable au pouvoir. Selon les circonstances politiques, les principales télévisions privées diffusent des appels aux manifestations, à la grève, au boycott, voire à l'insurrection contre Chávez. Malgré cela, à la différence d'autres expériences de ce type, il n'y a pas au Venezuela un seul prisonnier d'opinion.

Je me suis rendu aussi à « l'école des médias populaires », une structure autogérée où des vidéastes militants enseignent aux bolivariens l'usage que l'on peut faire d'une caméra pour alimenter le débat politique. De fait, ce sont les « médias alternatifs et communautaires », regroupés en association nationale, qui représentent la véritable alternative aux grands médias privés de l'opposition.

Après l'échec du lock-out dans l'industrie pétrolière et la tentative de coup d'État militaire du 11 avril 2002 où Chávez fut arrêté par une faction de l'armée puis libéré par le peuple, tout le monde sentait bien que l'affrontement décisif avec l'opposition de droite n'avait pas encore eu lieu. La population était en partie organisée dans des comités populaires, comme la coordination Simon Bolivar, une structure politico-militaire de résistance née dans les années quatre-vingt. Je leur rendis visite : « Chávez, c'est bien. Mais la révolution, c'est d'abord nous ! » m'ont-ils affirmé. Ce sentiment d'admiration conditionnelle et raisonnée m'a semblé partout partagé. Du fait de l'histoire particulière de ce pays, les gens se méfient de tous les partis, y compris du parti du président, le Mouvement pour la Ve République, ou du PPT, Patrie pour tous, plus radical, plus proche du marxisme et mieux structuré. J'ai eu de longues discussions avec plusieurs de leurs dirigeants. Beaucoup sont issus du Parti communiste ou des

anciennes guérillas, comme le député Tarek William Saab qui, le jour même de notre rencontre, n'avait pas hésité à critiquer dans un quotidien les condamnations à mort à Cuba, en dépit de la popularité dont jouit dans la population ce pays qui a envoyé au Venezuela plus de 15 000 médecins et quelques milliers d'enseignants. Juan Barreto, ancien leader étudiant, marxiste, devenu depuis maire de Caracas, m'a expliqué la complexité de mener un processus révolutionnaire dans le cadre d'une démocratie formelle assiégée par les États-Unis et leurs alliés vénézuéliens. Je profitai de mon séjour pour m'entretenir avec de nombreux dirigeants latino-américains dont ceux de l'ELN de Colombie, ainsi qu'avec Evo Morales, le leader des cocaleros, président du MAS, devenu en décembre 2005 président de la Bolivie.

Depuis son élection, le régime dispose d'un réel soutien populaire, comme en témoignent les résultats obtenus à toutes les élections ou référendums qui se sont succédés. Mais il demeure peu structuré au niveau national. Parmi ses atouts, il y a le soutien actif d'une partie de l'armée. Et, bien sûr, Chávez lui-même. Jusqu'à présent, il a commis peu d'erreurs. Au cours de ses longs discours qui, parfois, durent cinq bonnes heures, il mêle les références à Bolivar, au Christ, à Marx, au Che, attaquant sans crainte Bush, au nom de l'internationalisme anticapitaliste. Il émet même quelques critiques contre son ami Lula pour ses concessions au libéralisme. Il existe un noyau de militants trotskistes regroupés, depuis septembre 2005, dans le Parti de la révolution et du socialisme. Ils se sont investis dans la construction de l'UNT, la nouvelle centrale syndicale « lutte de classe ». Ils ont été les chevilles ouvrières du réseau vénézuélien contre la dette et sont aussi à l'origine du site web *Aporrea*, sorte d'agence de presse autonome du mouvement populaire, incontournable pour qui veut connaître l'évolution de la situation dans le pays.

De retour du Venezuela, ma vision des événements avait évidemment changé. La victoire de Chávez, le 15 août 2004, lors du référendum voulu par la droite, a confirmé le caractère assez exceptionnel d'un mouvement qui a réussi à prendre des mesures radicales comme la nationalisation du pétrole pour financer des

« missions sociales » d'éducation, de santé et de logement tout en respectant la démocratie et les libertés individuelles. Chávez défend et prône la construction du socialisme du XXIe siècle qu'il oppose aux expériences du socialisme réel ainsi qu'à celles de la social-démocratie. Avec sa drôle de révolution bolivarienne, le *commandante-Président* est un facteur central pour la renaissance d'un projet politique à l'échelle de l'Amérique latine, projet qu'il appartient désormais aux peuples de bâtir.

Pour le moment rien n'est joué dans ce pays où le pouvoir est encore partagé selon les localités, les entreprises ou les institutions, entre le peuple et l'opposition de droite aidée par le patronat et l'administration américaine. Jusqu'à présent, les mesures prises par Chávez renforcent le pouvoir populaire sans pour autant aboutir à un changement radical de société. L'affrontement majeur est à venir. C'est le sens de notre soutien lucide au processus révolutionnaire. Mais cela ne nous empêche pas de dire notre désaccord quand, au nom de la lutte anti-impérialiste, Chávez se croit obligé de décerner des lauriers à des dictatures comme celle de Poutine en Russie, Loukachenko en Biélorussie ou Ahmadinejad en Iran.

Plus que celui d'aucun autre, le sort du peuple palestinien illustre la barbarie du monde dans lequel nous vivons. C'est en 1996 lors d'une visite à mon ami Michel Warshawski que je me suis rendu pour la première fois en Israël et dans les Territoires occupés. J'y suis retourné à plusieurs reprises, avec des délégations de députés européens, et notamment en 2002. Comme beaucoup, j'étais indigné de la condition réservée aux Palestiniens et malheureux de l'impossibilité d'avoir un débat raisonnable avec une partie de la communauté juive sur ce sujet. Mais il me manquait d'avoir vu.

Tout d'abord, pour comprendre mes réactions, parfois très vives, sur la politique d'Israël et la situation des Palestiniens, il est impossible de faire abstraction de ce qu'on peut ressentir lorsque l'on est à la fois militant internationaliste et d'origine juive, selon la terminologie coutumière. Athée, sans éducation

religieuse, je suis issu, comme de nombreux militants d'extrême gauche, de cette communauté marquée par la mémoire de ces familles décimées, entre autres, par le nazisme. J'ai grandi avec ses contradictions, ses non-dits, ses clins d'œil, ses blagues, ses provocations, son autodérision et ses plaisanteries sur la différence entre Ashkénazes et Séfarades. Parmi les militants révolutionnaires, personne n'ignore les combats des résistants de la Main-d'œuvre immigrée (MOI) ni le bouillon de culture très particulier qu'était le yiddishland d'Europe centrale au siècle dernier. Cette histoire partagée est à l'origine de bien des scènes étonnantes, comme celle de ce tailleur du Marais, il y a quelques années, qui m'a vendu un veston, en me parlant des combats de Plekhanov et Boukharine... La place significative occupée par les juifs dans les organisations d'extrême gauche, est le fruit de l'histoire d'une minorité opprimée, persécutée ou chassée, et qui souvent fut cantonnée par la législation de nombreux pays européens aux professions commerciales ou intellectuelles. Plusieurs dirigeants de la LCR ou de LO ont fait, par exemple, leurs premières armes politiques dans les rangs de l'Hashomer Hatzair, une organisation révolutionnaire internationaliste et sioniste qui, dans le passé, contrôlait de nombreux kibboutz israéliens, régis par une discipline et un mode de vie militaro-scoutistes. Les atrocités de l'Histoire ne doivent en rien susciter un sentiment d'exception ou le droit à l'immunité perpétuelle que s'octroient certains juifs, au nom de la Shoah. Leur logique est connue : elle veut faire de chaque opposant à la politique d'Israël un complice de l'antisémitisme, évacuant ainsi toute possibilité de débat.

Jamais, dans toute mon histoire militante, je n'ai ressenti un tel choc ni assisté à de telles scènes de répression et de harcèlement et, surtout, d'humiliation de toute une population. Tout commence à la frontière des Territoires occupés, au poste d'Eretz, où des jeunes soldats ont la consigne de faire attendre des heures durant ceux qui veulent passer la frontière, en relisant trois fois les papiers, ou en téléphonant quatre fois à leurs

supérieurs à Tel-Aviv. Moi, j'étais député européen en visite de quelques jours. Mais que dire de ces milliers de Palestiniens, entassés dans un long couloir à bestiaux qui, pour aller travailler en Israël, font d'interminables queues sans être sûrs de pouvoir finalement passer ? Cette scène se reproduit chaque jour. Du moins, quand le poste est ouvert... Et que dire de cette ambulance, obligée d'attendre plus longtemps encore, sans que les soldats ne se soucient de la femme qui est en train d'accoucher à l'intérieur ? Quand toute la zone est bouclée, les Palestiniens savent comment organiser le passage illégal, grâce à une alternance parfaitement organisée de taxis, marches à pied, guetteurs et taxis pour nous conduire en zone palestinienne : Gaza, Ramallah, Jericho, Nazareth, Rafah et les dizaines de camps de réfugiés. Chaque jour a son statut : en quelques heures, on passe de la liberté de circuler au couvre-feu, voire à l'arrivée des chars israéliens. Pas une journée ne se passe sans tirs, sans blessés ou sans morts, sans perquisitions, sans démolitions de maisons. D'une rue à l'autre apparaît un check point, qui peut très bien disparaître et réapparaître plus loin. Avec la délégation, il nous fallut quinze minutes pour entrer à Bethléem, deux heures pour en sortir. Un Palestinien ne sait jamais à l'avance s'il pourra traverser sa ville ou se rendre dans un autre village, ni combien de temps cela lui prendra. Il peut aussi bien attendre des heures, sous le soleil, au check point, se faire humilier, parfois torse nu, le pantalon ouvert, sans ceinture, qu'il soit seul ou accompagné de ses enfants. Passera ? Passera pas ? C'est le soldat israélien qui décide.

Sur la plage de Rafah, notre délégation fut accueillie par des tirs de mitraillette. Tous les immeubles de la côte, criblés de balles, sont inhabitables. Mais, patients et déterminés, les habitants refusent de partir et campent au pied des ruines. Les rues de Bethléem, en plein couvre-feu sont des rues désertes, avec pour seul bruit le boucan insupportable des chenilles de chars qui patrouillent et écrasent tout sur leur passage, voitures ou conduites d'eau. Parfois, des groupes de jeunes soldats avancent, paniqués, le doigt sur la gâchette, scrutant l'ennemi : « Que

faites-vous là ? Foutez le camp ! Ils peuvent tirer de partout. » Depuis plusieurs jours, la population était cloîtrée avec interdiction de sortir et peur de regarder par la fenêtre. Nous entrâmes dans la maison d'un prêtre dont le seul vœu était qu'on l'aide à traverser la rue pour aller voir l'état de son église. Celle-ci était intacte. Mais toutes les salles attenantes, destinées aux enfants, avaient été dévastées par l'armée. Des dessins, des sculptures, des livres jonchaient le sol. Le prêtre, au bord des larmes, n'en croyait pas ses yeux : « Pourquoi ont-ils fait ça ? Pourquoi ? » Des années de travail avec les gosses ainsi anéanties. L'armée israélienne a pour consigne de briser la résistance des Palestiniens par tous les moyens.

Le peuple palestinien se sent lâché et trahi par le monde entier, mais il résiste. Les enfants n'ont connu que la guerre et la répression. Il est douloureux et terrifiant d'entendre un gosse vous dire qu'il attend d'avoir l'âge « pour mettre la ceinture » pour, à son tour, aller faire exploser en Israël un bus de civils innocents. Douloureux et terrifiant d'entendre tout un peuple parler des « Juifs » et de « l'armée des Juifs », même si les autorités israéliennes elles-mêmes se désignent ainsi. Et quand, finalement, après plusieurs jours de visites, j'informai mes interlocuteurs palestiniens que j'étais juif, cette révélation fut difficile à comprendre et à admettre pour certains d'entre eux. Il faut dire que, jusqu'à une période très récente, à l'exception de minorités radicales ou de militants comme Michel Warshawski ou Uri Avneri, le mouvement pacifiste israélien était « pour la paix », mais sans jamais se soucier vraiment de la vie des Palestiniens, ni même entretenir de réels contacts avec ce peuple qu'il connaît peu. Notre camarade Michel, souvent appelé en Israël « Mikado », son pseudonyme dans la IVe Internationale, a participé à la mise sur pied d'un Centre alternatif, réunissant des Israéliens et des Palestiniens, qui publie en plusieurs langues une revue d'informations sur l'occupation. Avec pour seule arme ses livres et son grand dévouement, il parcourt le monde pour faire connaître la situation au Moyen-Orient. Sa compagne, Léa Tsemel, militante des Droits de l'homme, fut l'une des premières

avocates israéliennes à défendre les Palestiniens. Dans leur maison, à Jérusalem, le téléphone sonne jour et nuit sans interruption. Dans les territoires occupés, son nom est un sésame pour être accueilli par la population. Elle a défendu des milliers de prisonniers ainsi que les familles dont les maisons ont été détruites par l'armée israélienne. En Israël, les militants de cette trempe ne représentent encore qu'une poignée.

Au cours de mes voyages, j'ai également rencontré le Mouvement pour la paix et plusieurs dirigeants travaillistes, voire parfois des représentants du Likhoud. Entre ces deux partis, il n'y a pas de divergences fondamentales, seulement des nuances. Leur incompréhension et leur méconnaissance de la situation des Palestiniens m'ont sidéré. Dans leur grande majorité, les Israéliens ne cherchent jamais à savoir ce qui se passe « là-bas ».

Quand je me suis rendu à Tel-Aviv pour assister, en octobre 2002 avec d'autres parlementaires, au procès de Marwan Barghouti, l'ambiance symbolisait à elle seule le drame de la situation : une salle minuscule pour le procès du résistant le plus populaire de Palestine. Nous assistions à une caricature de justice : le procès était, paraît-il, « public ». Mais public pour cinquante personnes. Sa famille fut dans l'impossibilité d'être présente puisqu'elle ne pouvait, bien entendu, sortir des Territoires. Dans la salle, huit députés européens et quinze policiers : le reste était composé de colons, debout sur leur chaise, brandissant des photos de victimes d'attentats, hurlant à la moindre parole de l'inculpé. Marwan Barghouti, menotté, se faisait expulser physiquement par les gardes, chaque fois que le juge estimait la tension trop forte pour un « procès serein ». À la fin ce fut l'apothéose : à la sortie du tribunal, une foule de gens attendaient les avocats de la défense, parmi lesquels il y avait un juif religieux, pour essayer de les lyncher.

Mes rencontres avec Yasser Arafat furent tout aussi symboliques. La première entrevue se déroula dans une partie encore intacte de son palais présidentiel en novembre 2002 à Gaza, alors que, à côté, l'aéroport ou les écoles construites avec l'argent de l'Union européenne avaient déjà été bombardés. Deux ans plus

tard, toujours dans une délégation de députés européens, je me rendis à Ramallah dans une espèce de ruine où seule une salle de réunion, sans fenêtre, avec de la lumière et un téléphone, avait été épargnée. À l'extérieur, les snipeurs israéliens, postés à tous les étages des maisons détruites alentour, créaient l'ambiance. Yasser Arafat ne pouvait pas sortir, mais il tenait à raccompagner systématiquement ses visiteurs jusqu'à la porte. Le président de l'Autorité palestinienne vivait à l'intérieur de la bâtisse, prisonnier de fait, en compagnie d'une vingtaine de policiers palestiniens et de quelques collaborateurs. Son discours n'était pas toujours cohérent. On le sentait fatigué, malade et, parfois même, désabusé. Il avait rencontré tous les dirigeants de ce monde. Il avait été honoré puis marginalisé, souvent par les mêmes. Il avait beaucoup promis et avait reçu autant de promesses. Mais tous les projets s'étaient fracassés sur la réalité des rapports de force mondiaux et de la politique du président George Bush. Je n'ai jamais eu de sympathie particulière pour la politique d'Arafat ni pour ses méthodes autoritaires. Je n'ignore pas les phénomènes de corruption qu'il a favorisés. Mais, pour des millions de Palestiniens, il a incarné le symbole de la résistance, quelles que soient par ailleurs la dureté et la légitimité de leurs critiques à son égard. L'humiliation que lui ont fait subir les autorités israéliennes est à l'image de l'impasse de leur politique. Arafat était un homme du compromis, ce que le gouvernement israélien n'a pas voulu comprendre. Pas plus qu'il n'a voulu comprendre le danger que représentait pour lui, à terme, le soutien indirect qu'il a accordé à ses débuts au Hamas pour contrer l'OLP.

Aujourd'hui, ce mouvement intégriste s'est fortement développé. À Jérusalem et dans les Territoires, les femmes voilées n'ont jamais été aussi nombreuses. Le Hamas a réussi, par ses actions armées spectaculaires, à capter la radicalisation d'une partie de la population, notamment des jeunes, devant une autorité palestinienne de plus en plus discréditée. Mais si le Hamas a pu gagner les dernières élections, c'est surtout grâce à sa capacité à se substituer à un État défaillant et à organiser lui-même

l'aide sociale, les écoles et les soins pour la population. Le développement de l'organisation intégriste et l'absence, pour le moment, d'une alternative progressiste sont autant d'obstacles supplémentaires à la réalisation des aspirations du peuple palestinien pour construire un État démocratique et laïque.

En face, l'intégrisme juif s'est également développé, autorisant certains politologues à parler du conflit israélo-palestinien comme d'un conflit religieux. Ce qui leur permet de ne pas aborder le fond du drame, qui est politique et social... À Jérusalem, c'est par milliers que l'on peut croiser des hommes vêtus de noir et des femmes la tête couverte d'une perruque et d'un bonnet, les jambes cachées sous des bas de laine. Décidément, toute religion véhicule ses symboles d'oppression et d'aliénation.

Mais le plus important n'est pas d'opposer les deux intégrismes qui, d'ailleurs, ne jouent pas le même rôle. L'essentiel est de comprendre qu'il n'y aura jamais de paix dans cette région tant que ne sera pas admise l'existence d'un État palestinien viable dans le cadre des frontières reconnues par l'ONU, et tant que le statut de Jérusalem et des réfugiés ne sera pas réglé. Aujourd'hui, plus personne de sérieux ne remet en cause le droit à l'existence sur place du peuple juif israélien. Mais, pour vivre en paix, ces deux peuples ont besoin d'un État. Et les Palestiniens n'en ont toujours pas.

À la lecture de ces récits, la liste des échecs paraît longue. Mais je suis convaincu que nous avons eu raison d'accompagner des expériences porteuses de nombreux espoirs. Aucune victoire n'est acquise d'avance en définitive. À mon sens, un tel comportement, solidaire et lucide, a permis de ne pas s'isoler, de se plonger dans le mouvement réel, d'apprendre. Et, espérons-le, d'apprendre à ne pas reproduire demain les mêmes erreurs.

24.

La formule « un autre monde est possible » a émergé avec l'essor du mouvement altermondialiste. Elle a le mérite d'affirmer avec force que vouloir changer radicalement le monde est un objectif réaliste. La guerre s'est réinstallée dans nos quotidiens, alors que tant de générations se sont battues en espérant que celle qu'elles avaient vécue serait la « der des ders ». Le capitalisme est devenu total, prédateur, sauvage et exploiteur à un point que ses défenseurs eux-mêmes n'avaient, sans doute, jamais imaginé. Le socialisme apparaît essoré, indiscutablement discrédité par les expériences soviétique et chinoise du « socialisme réel ». Et pourtant, les mêmes causes produisent les mêmes effets : la révolte et l'aspiration à un autre monde renaissent perpétuellement de leurs cendres...

La disparition des régimes « socialistes » a conduit l'administration américaine à lancer une entreprise de réorganisation totale d'un monde autrefois façonné par les accords de Yalta qui, à l'issue de la Seconde Guerre mondiale, avaient opéré de façon durable un partage de la planète entre zone d'influence américaine et zone d'influence soviétique. Il ne s'agit plus seulement de conquérir par la force de nouveaux marchés ou des matières premières essentielles, mais d'en conserver le contrôle indispensable pour continuer à réaliser le maximum de profits. La mondialisation marchande s'accompagne d'une mondialisation armée

impliquant aussi bien les forces armées officielles que privées, comme on a pu le voir avec l'invasion américaine de l'Irak : certaines activités militaires – y compris la torture – ont été sous-traitées à des entreprises privées et à des mercenaires. Cette tentative de réorganisation du monde a déclenché des conflits d'une autre nature, relativisant les formes anciennes des conflits militaires, État contre État, armée contre armée. Le président Bush a bien résumé sa vision en déclarant : « Je suis le président de la guerre. » Ses expéditions sont presque toujours justifiées par des prétextes humanitaires et « démocratiques » : il s'agirait de lutter contre les talibans, contre les dictatures ou contre les narcotrafiquants. Désormais, les troupes américaines envahissent, s'installent et occupent durablement les principales régions stratégiques de la planète, là où gisent le pétrole et le gaz naturel : Afghanistan, Moyen-Orient, anciennes républiques soviétiques d'Asie, Philippines, Irak et Colombie. Sans parler du soutien aux diverses tentatives de coup d'État de la droite vénézuelienne visant à renverser Hugo Chávez ou, plus récemment, de l'appel du télé-évangéliste américain Pat Roberston à l'assassiner.

Le terrorisme a bon dos. L'utilisation de ce terme à tout propos repose sur un constat de bon sens : les « gens normaux » n'aiment pas la terreur et ils en ont peur. Elle vise surtout à occulter tout jugement politique. D'autant que la caractérisation de terroriste a toujours prêté à discussion : pour la propagande nazie, les Résistants étaient des terroristes ; pour le gouvernement français, les combattants de l'indépendance algérienne étaient des terroristes ; tout comme les résistants tchétchènes aux yeux de Vladimir Poutine ou les Palestiniens pour les dirigeants israéliens. Pourtant, je pense qu'il existe bien un véritable terrorisme : quand toute une population est visée indistinctement. C'est le cas des actions d'un Ben Laden à New York, ou d'un Zarkaoui en Irak. Elles relèvent d'un terrorisme privé. Mais il existe aussi un terrorisme d'État : celui pratiqué, par exemple, par l'administration américaine ou israélienne à l'encontre des peuples irakien ou palestinien. Terrorisme privé et terrorisme d'État se nourrissent mutuellement. Mais ils ne se combattent

pas de manière identique : on ne répond pas de la même façon à la violence de Bush et à celle d'un gosse de 15 ans qui se fait exploser dans un bus à Jérusalem ou à une « femme en noir » tchétchène, la taille bardée d'explosifs.

Car la violence, la pauvreté et l'oppression constituent un terreau fertile où se développent le terrorisme des pauvres, ainsi que le fanatisme religieux cultivé par des groupes intégristes, eux-mêmes très éloignés de la misère. Le développement de l'intégrisme religieux dans les milieux défavorisés des pays arabes est la conséquence de l'oppression qu'ils subissent alors que, jusqu'à présent, les organisations progressistes ont échoué à construire une alternative. Comparaison n'est pas raison, mais il semble que, toutes proportions gardées, l'intégrisme religieux joue pour les déshérités du monde arabe le même rôle que les organisations populistes, xénophobes ou fascisantes qui se développent en Europe dans les couches les plus délaissées. La lutte contre le « terrorisme » n'est donc pas une affaire de moyens policiers ou de mesures répressives. La réponse efficace, c'est avant tout le combat politique et social pour éradiquer les causes de ce fléau. Quant au terrorisme d'État, il est lié à la nécessité pour les grandes puissances de contrôler les richesses mondiales : il ne peut être vaincu que par la construction d'une autre société.

Le capitalisme s'est profondément transformé. Dans les années cinquante, dans la plupart des pays avancés, l'intervention de l'État visait à tempérer les excès les plus prédateurs du marché. Des lois sociales, des mécanismes de solidarité, des services publics garantissant l'accès à tous des biens essentiels comme l'électricité, le gaz ou l'eau ont été conquis à la suite d'importantes luttes sociales. Ils ont contribué à amortir les dégâts provoqués par un système économique fondé sur le profit. L'augmentation régulière des salaires, la redistribution partielle des revenus permettaient également à la machine de fonctionner, de transformer chaque travailleur en consommateur, même si certains demeuraient exclus des retombées de la croissance. Après

la guerre, la Sécu a enfin doté le monde du travail d'une couverture sociale face aux risques de la maladie, des accidents du travail ou de la cessation d'activités, à l'âge de la retraite. Pendant trente ans – les fameuses « trente glorieuses » – l'illusion d'avoir trouvé un équilibre entre efficacité économique et justice sociale s'est répandue. Au sein du mouvement ouvrier, dirigeants syndicaux, responsables socialistes et communistes pouvaient assumer sans complexe leur orientation réformiste : après tout, la situation s'améliorait... C'était oublier un peu vite ce que ces compromis sociaux devaient à des conditions économiques exceptionnelles. C'était aussi occulter le maintien de profondes inégalités, malgré la croissance. Sinon, comment comprendre le combat, dès les années cinquante, de l'abbé Pierre pour le droit au logement, la grève des mineurs de 1963 ou la grève générale de 1968 ? Mais l'absence de chômage de masse et le sentiment d'une possibilité d'ascension sociale, pour soi-même ou pour ses enfants, ont laissé dans les mémoires le souvenir d'un âge d'or.

En réalité, loin de préfigurer l'avenir d'un capitalisme apaisé, cette période n'a été qu'une parenthèse dans son histoire et le produit de circonstances historiques bien particulières. Le capitalisme libéral laissant libre cours aux forces du marché avait bien failli sombrer en 1929. Dans les années trente, il avait plongé le monde dans une dépression économique sans précédent, dont l'arrivée au pouvoir des nazis en Allemagne avait été la conséquence la plus terrible. Cette crise globale du système n'a trouvé sa résolution que sur les champs de ruine de la Seconde Guerre mondiale. À la Libération, l'idée d'un capitalisme régulé, voire piloté, par l'État s'est imposée, même à droite. La compétition avec l'URSS a également joué : les régimes occidentaux, notamment en Europe, devaient faire la preuve de la supériorité de « l'économie sociale de marché » sur le « modèle communiste ». La force du monde du travail, plus syndiqué, plus concentré, dont les solidarités n'avaient pas été érodées par le chômage et la précarité, a également constitué un facteur décisif de cette domestication, fort relative, du système. Cependant, les

guerres coloniales ou l'existence de dictatures militaires pro-occidentales en Amérique latine ou en Indonésie, par exemple, étaient là pour rappeler que la barbarie n'était jamais très loin.

En 1979, l'Histoire a basculé. À quelques mois d'écart, deux nouveaux dirigeants sont parvenus au pouvoir, aux États-Unis et au Royaume-Uni, l'ancienne et l'actuelle puissance dominante du monde occidental. Margaret Thatcher et Ronald Reagan ont incarné un véritable tournant. Prendre la mesure de ce brutal changement de cap et en comprendre toutes les conséquences ont nécessité du temps. Thatcher et Reagan ont relancé la guerre froide. Puis la guerre tout court, comme en témoignent l'intervention militaire américaine à Grenade, la pression constante sur le Nicaragua sandiniste et la guerre des Malouines. La confrontation entre l'Ouest et l'Est et la relance massive des dépenses d'armement ont accéléré la crise en Union soviétique et dans les pays d'Europe de l'Est, à bout de souffle sur le plan économique. Pour suivre le rythme des dépenses militaires américaines, l'URSS a été contrainte de consacrer près de la moitié de sa richesse nationale à celles-ci.

Le tournant libéral et militariste s'est également manifesté par des attaques rapides et brutales contre le monde du travail. Le cassage de grèves emblématiques – celle des aiguilleurs du ciel aux États-Unis, en 1981, puis celle des mineurs au Royaume-Uni, en 1985 – ainsi que l'affaiblissement des syndicats ont été les prémices d'une offensive visant à « libérer » le capitalisme de toutes les entraves qui l'empêchaient de se développer. On connaît la suite : dans un contexte de crise économique et sociale, où le chômage de masse bloquait les résistances ouvrières, le rouleau compresseur libéral a démantelé nombre d'acquis sociaux accumulés lors de la période précédente. Au nom du dynamisme et de la création de richesses, les impôts et les prélèvements sociaux ont été abaissés pour les plus riches. Le marché, paré de toutes les qualités, s'est mis à envahir des espaces qui lui étaient autrefois interdits. Les services publics ont été déréglementés, puis offerts au capital. Les barrières douanières ont été démantelées pour autoriser l'édification d'un marché mondial dont le

moteur est désormais la mise en concurrence des travailleurs, à l'échelle planétaire. Les capitaux ont pu s'investir, circuler librement et se réfugier dans les paradis fiscaux. Tout peut être transformé en marchandise : jusqu'au patrimoine génétique, grâce à la brevetabilité du vivant ! Les profits ont explosé et la part des salaires dans la richesse produite a baissé.

Ces années-là ont été celles de l'arrogance des patrons et leurs idéologues, le temps du mépris pour les salariés dont les conditions de vie et de travail se détérioraient. Le modèle libéral anglo-saxon s'est généralisé à la presque totalité de la planète, imposé aux États pauvres endettés au forceps par les institutions internationales : Organisation mondiale du commerce, Banque mondiale, Fonds monétaire international. Dans le domaine des idées, les deux dernières décennies du XXe siècle ont été celles du règne de la pensée unique.

Mais l'avidité même du système a nourri un profond sentiment anticapitaliste. D'une certaine manière, la situation est paradoxale. Les temps sont durs pour les travailleurs, pour celles et ceux qui cherchent une alternative globale à ce système mondialisé. Mais le capitalisme est désormais nu. Avec l'effondrement du système soviétique, il a perdu son ennemi préféré, un épouvantail bien commode tant le système stalinien provoquait de la répulsion. En brisant les amortisseurs sociaux, les libéraux, ivres de leurs succès, ne se sont sans doute pas rendu compte qu'ils ne laissaient plus d'autres alternatives que la résignation ou la rupture. Ce sont les raisons pour lesquelles je suis persuadé que l'époque est plus favorable qu'hier aux idées révolutionnaires et à la dénonciation radicale d'un système absurde. Une course de vitesse est engagée entre les forces destructrices produites par le capital et le marché, et la renaissance d'un mouvement international anticapitaliste. Pour moi, comme pour beaucoup d'autres, l'avenir est à Porto Alegre. Pas à Davos.

Même si le mot n'existait pas encore, l'engagement « altermondialiste » de la Ligue est en fait antérieur aux grands rassemblements qui, à partir du sommet de Seattle, en 1999, ont

marqué l'opinion, puisqu'il date de l'organisation d'un « contre-bicentenaire de la Révolution française », en 1989. Les thèmes qui ont fleuri dix ans plus tard y étaient déjà présents.

En juillet 1989, la fête du bicentenaire de la Révolution française devait être l'occasion pour François Mitterrand et son équipe d'organiser une commémoration monstre. Toutes les institutions ont été mises à contribution. Naturellement, elles se sont efforcées de vider cette fête de tout contenu politique et social potentiellement subversif. Pire, ces célébrations étaient associées à la réunion du G7, sommet regroupant les chefs d'État des sept pays les plus riches du monde. Prétendre fêter les sans-culottes en invitant les « seigneurs du monde », il fallait vraiment s'appeler François Mitterrand pour l'oser !

C'est dans ces conditions qu'a surgi l'idée d'organiser un contre-bicentenaire, actualisant les combats de la Révolution française à la lumière des luttes en cours : contre le racisme, contre le colonialisme et contre la dette du Tiers Monde, ce mécanisme criminel qui oblige les pays du Sud à produire pour l'exportation, afin de se procurer des devises, au détriment des besoins sociaux élémentaires de leurs populations. Dans ce projet que, dès l'origine, la Ligue voulait le plus large et unitaire possible, Gilles Perrault et Catherine Sinet ont joué un rôle décisif. Gilles a rédigé un appel, bientôt signé par des centaines d'intellectuels, d'artistes et de militants associatifs. Catherine a eu l'idée d'organiser un grand concert, place de la Bastille. Grâce à elle, nous avons rencontré le chanteur Renaud, future pièce maîtresse de cette initiative. Finalement, la convergence de l'écrivain et du chanteur a permis de lancer l'appel « Dette, apartheid, colonies : ça suffat comme ci ! ».

Enthousiasmé par le projet, Renaud s'y est investi totalement. Y compris, il faut bien le dire, sur le plan financier. Sa première idée pour donner un retentissement exceptionnel au concert était de proposer à Johnny Clegg, le « zoulou blanc », impliqué dans la lutte contre l'apartheid encore en vigueur en Afrique du Sud à l'époque, de venir chanter. Je n'avais jamais rencontré Renaud auparavant : dès le premier contact, nous avons sympathisé. Doté

d'une grande timidité et de pas mal d'humour, il n'avait jamais été un militant. Il avait fait sa seule expérience dans ce domaine avec les Jeunesses communistes, lors d'un concert à Moscou : la salle s'était vidée d'un seul coup, sur ordre des bureaucrates, lorsqu'il avait entamé la chanson de Boris Vian : *Le Déserteur*. Un matin, il avait donc débarqué au local de la Ligue, son téléphone portable à la main. Il avait réussi à joindre son copain Clegg, perdu dans un coin du Pacifique. L'affaire fut réglée en quelques minutes. Un scoop ! Les deux complices n'avaient jamais chanté ensemble. Et l'un comme l'autre étaient populaires parmi les jeunes sensibles aux thèmes des inégalités, de la dette et de l'apartheid. Le succès était déjà assuré.

Organiser un concert d'une telle envergure, en plein air, devant l'opéra de la Bastille, a soulevé des problèmes colossaux d'organisation, surtout pour des néophytes comme nous. Tout était à découvrir : comment prévoir l'assistance médicale ? Comment faire passer des câbles électriques dans le métro ? Comment monter une scène en plein air ? Quels groupes inviter pour réunir un plateau d'exception ? Bref, ce n'était pas vraiment notre domaine habituel d'activité. Impressionné, j'ai participé aux très nombreuses réunions de préparation, en compagnie d'un autre camarade de la direction de la Ligue, Alain Montaufray. Les volontaires affluaient ; de nombreux professionnels étaient décidés à travailler bénévolement pour assurer la réussite du projet. La plupart du temps, totalement incompétent, je gardais le silence durant ces réunions de préparation, ce qui m'a permis d'éviter quelques gaffes honteuses. Lors d'une de ces réunions, un participant a fait remarquer que, dans la programmation du concert, il n'y avait pas de femme. Je ne comprenais pas : j'avais sous les yeux un fax indiquant la venue des Négresses vertes. Heureusement, j'ai gardé pour moi ma remarque ! Ainsi, à cette occasion, j'ai découvert que les Négresses vertes étaient un groupe de musiciens apparu sur la scène rock alternatif à la fin des années quatre-vingt...

Mécontents de l'écho rencontré par cette initiative, les dirigeants socialistes n'ont pas ménagé leur peine pour nous mettre

des bâtons dans les roues. Des émissaires ont tenté de convaincre Renaud de renoncer à cette « provocation gauchiste montée contre le Gouvernement ». Il connaissait personnellement Mitterrand et avait de l'estime pour lui. Lors de dîners en ville, Jacques Attali, conseiller du président bien introduit dans les milieux artistiques, intensifiait la pression. Mais Renaud a tenu bon. Je crois qu'il a été profondément marqué par cette initiative à laquelle il tenait, mais qui l'avait entraîné dans des jeux politiques qui ne lui étaient pas familiers et qui le heurtaient. On raconte même que, lors d'un conseil des ministres, François Mitterrand aurait dit à Pierre Joxe, son ministre de l'Intérieur : « Bien entendu, vous n'allez pas donner la place de la Bastille aux organisateurs du contre-sommet ? — Désolé, monsieur le président, j'ai donné ce matin ma réponse. Elle était positive. » L'attitude du PCF a également été révélatrice : il avait été obligé de se résoudre à signer, très tardivement, un appel dont il n'était pas à l'initiative.

Malgré un orage terrible, la manifestation a rassemblé environ 30 000 personnes et le concert le soir, place de la Bastille, trois fois plus. Un vrai succès ! En tête du cortège défilaient Mgr Gaillot et Jack Ralite, maire communiste d'Aubervilliers, ministre de la Santé du gouvernement Mauroy, au début du premier septennat de François Mitterrand, et principal responsable des questions culturelles au sein de la direction du PCF. Le leader de la Révolution des Œillets, Otelo de Carvalho, récemment libéré de prison, avait fait le déplacement depuis le Portugal. Autre nouveauté : le cortège de la LCR, imposant, défilait devant celui du PCF ! Plus qu'une source de satisfaction bien naturelle, c'était surtout un symbole : celui du début du changement de rapport de force. Pour la première fois, apparaissait dans la rue une nouvelle force, internationaliste, hors du contrôle des dirigeants de la gauche traditionnelle. Cette initiative était un peu une anticipation des grands rassemblements qui, dix ans plus tard, ont rythmé le développement du mouvement contre la mondialisation libérale. Pour la Ligue, après des années difficiles, une nouvelle étape était franchie.

Nous venions de faire la preuve que nous étions capables d'organiser avec succès une mobilisation unitaire massive.

Une décennie plus tard, changement de décor : un mouvement international de contestation du capitalisme libéral fait irruption sur la scène politique. Il modifie complètement la donne internationale. Désormais les résistances nationales vont pouvoir se rencontrer, échanger leurs expériences de lutte et provoquer un mouvement d'opinion mondiale. Aux origines, on retrouve des mobilisations ou des initiatives a priori disparates, mais dont les logiques de résistance vont converger : marches européennes des chômeurs, marche mondiale des femmes, rencontre intergalactique au Chiapas, rassemblements contre les sommets de l'Union européenne et du G7 devenu G8, puisque maintenant la Russie est invitée.

Tentatives de récupération et répression : c'est sous ce double aspect que la bourgeoisie s'efforce de contrer ce mouvement. « Davos – Porto Alegre, même combat ! » osent même certains sociaux-libéraux. En fait, ce mouvement leur fait peur par son ampleur, les questions de société qu'il soulève, sa structuration qui échappe au contrôle des appareils « raisonnables ». En Europe, chacune de ces manifestations donne lieu à d'intenses mobilisations policières. À Göteborg, à Gênes ou à Florence, les autorités, relayées par certains médias, se sont évertuées à créer un véritable climat de panique. Pendant des semaines, la population a été « préparée » à l'invasion des barbares ! Des familles ont fui la ville. De nombreux commerçants ont barricadé leurs devantures, dépensant sans compter pour leur protection. Comme il n'y a pas de petits profits, certains entrepreneurs ont ainsi fait leur beurre dans ces opérations. À Göteborg, en juin 2001, la police suédoise n'avait pas été préparée à ce genre de confrontation. N'ayant pas assez de véhicules pour transporter ses hommes venus de tout le pays, elle avait loué des camions et des voitures chez Hertz. Elle a encerclé la manifestation au moyen de véritables murailles métalliques qui ne laissaient plus aucune porte de sortie. La panique s'est déclenchée, entraînant

la mort d'un manifestant. En revanche, à Gênes, en juillet de la même année, la police était préparée. La provocation a été délibérée : des charges terribles contre un cortège pacifique dans une ville assiégée, morte, où pas un seul café n'était ouvert. Résultat : l'assassinat de Carlo Giuliani et des centaines de manifestants blessés.

Dans ce contexte, l'Europe de Schengen est apparue sous son véritable jour. En effet, la convention de Schengen permet, en principe, la libre circulation pour tous les citoyens des pays de l'Union européenne signataires du traité. Mais son article 2 prévoit surtout la possibilité pour un pays de suspendre la Convention, en cas de menace pour l'ordre public. Dans ce cas, après avoir informé les autres pays signataires quelques jours auparavant, un gouvernement peut réinstaller les traditionnels contrôles à ses frontières. Comme on peut s'y attendre, s'il n'y a aucune restriction à la circulation des capitaux, il en va très différemment pour les êtres humains. Au cours des dernières années, la France, l'Italie et l'Espagne ont usé de ce droit. Et de quelle manière : en violant leur propre légalité.

Lors du contre-sommet de Nice, en décembre 2000, accompagné d'un collègue député italien du PRC, je suis allé accueillir plus de 2 000 manifestants italiens bloqués à la gare de Vintimille. Les ordres des policiers français étaient stricts : « Personne ne passera. » Malgré nos coups de fil à différentes autorités et de nombreuses lettres envoyées par la suite, il nous fut impossible de savoir qui, du préfet ou du ministre de l'Intérieur, avait donné cette consigne. Chacun se renvoyait la balle d'une mesure illégale consistant à repousser des voyageurs, sans procéder à un contrôle individuel, au nom la « responsabilité collective », une notion dénuée de toute base juridique. Lors du contre-sommet de Barcelone, en mars 2002, je m'étais posté à la frontière espagnole avec Pierre Tartakowsky, un des animateurs d'ATTAC. Les cars convoyant près de 800 manifestants français y étaient bloqués. Le chef de la police régionale, que j'avais prévenu la veille, m'attendait un document à la main : pour laisser passer les bus, il nous demandait de signer une déclaration par laquelle nous

nous engagions, sous peine de poursuites, à ce qu'aucun des Français, présents et nominalement recensés, ne se mêle à une quelconque activité illégale sur le territoire espagnol. Bien sûr, nous avons tous les deux refusé de signer, en soulignant la totale illégalité d'une telle démarche. Les autorités policières ont dû s'en rendre compte : après plusieurs heures d'attente et de nombreux coups de fil, elles ont finalement décidé de procéder à un contrôle individuel des manifestants, refusant cependant de me remettre le fameux document. J'ai donc été obligé de le subtiliser pour le rendre public. Le contrôle, effectué par deux policiers en tout et pour tout, a duré environ dix minutes par personne. Bref, quand tout a été fini, il était trop tard pour rejoindre Barcelone avant la fin du rassemblement. Nous avons alors saisi toutes les instances du Parlement européen. Finalement, comme cet incident venait après le crime perpétré à Gênes, le Parlement a adopté une résolution présentée par Graham Watson, le Président (libéral) de la commission des Libertés. Elle allait dans le bon sens : après avoir rappelé sa « condamnation des violences émanant de petits groupes », elle consacrait le droit de manifester pacifiquement et demandait aux gouvernements d'éviter d'utiliser tant l'article 2 de la convention de Schengen que la violence policière. Suite à de nombreuses protestations et à ce vote des députés européens, l'article 2 n'a plus été utilisé lors des manifestations suivantes à Bruxelles, Florence, Salonique ou Genève.

À partir de 2001, la ville brésilienne de Porto Alegre, capitale de l'État du Rio Grande do Sul, a accueilli les trois premières rencontres du Forum social mondial (FSM). Cette initiative se voulait une réponse alternative au Forum économique mondial qui, chaque année, réunissait dirigeants des gouvernements, PDG des multinationales et spécialistes en tout genre de la pensée libérale, à Davos, station huppée de sports d'hiver, en Suisse. L'objectif était de rassembler parallèlement les mouvements sociaux à l'échelle planétaire et de débattre des réponses globales à opposer. Ainsi cette ville dirigée par le Parti des travailleurs depuis les années quatre-vingt-dix est devenue le

symbole du nouveau mouvement contre la globalisation libérale, apparu spectaculairement en novembre 1999, à Seattle, lors d'une gigantesque et mémorable manifestation qui avait réussi à entraver le déroulement du sommet de l'OMC.

Le premier rassemblement international a eu lieu en janvier 2001. Le choix de cette ville n'était pas dû au hasard. Au sortir de la dictature militaire, notre camarade et ami Raul Pont a été élu député de l'État du Rio Grande do Sul. Avec d'autres militants du tout jeune Parti des travailleurs, il a profité de la transition démocratique pour faire adopter un principe obligeant le Parlement à informer les citoyens de ses projets budgétaires et à accorder un droit d'initiative populaire. Lorsqu'au début des années quatre-vingt-dix, le PT a remporté la municipalité de Porto Alegre, il a instauré l'expérience du « budget participatif ».

On a beaucoup écrit sur cette expérience du budget participatif. Les interprétations selon lesquelles il s'agirait d'une simple procédure consultative de la municipalité ont souvent prévalu sous nos latitudes. En fait, à Porto Alegre, coexistaient deux légitimités : d'un côté, un conseil municipal légal, comme il en existe chez nous, élu par les citoyens d'une ville de plus d'un million d'habitants ; de l'autre des comités de quartier organisés en commissions thématiques, auxquelles participent plus de 50 000 personnes. Entre les deux, une navette permanente : la municipalité officielle doit présenter une proposition de budget, plusieurs mois avant son adoption. Pendant cette période, les comités débattent et ils ont la possibilité de modifier les priorités. Entre les deux instances – l'officielle et l'officieuse – des conflits peuvent donc apparaître. En ce cas, laquelle prévaut ? Pendant les trois mandats municipaux du PT, la mobilisation populaire était importante : le conseil municipal ne pouvait qu'avaliser les propositions de la coordination des comités de quartier.

En vigueur depuis plus de douze ans, ce mécanisme a constitué un précieux outil d'apprentissage démocratique. Il a permis d'établir un ordre de priorité dans les investissements en matière d'éducation, de transport, de santé ou de voirie. Mais ce qui était encore relativement simple au niveau d'une ville s'est avéré

plus complexe lorsque, le PT ayant gagné les élections au gouvernement de l'État, le budget participatif a été étendu à l'échelle d'un territoire comprenant des centaines de municipalités et une population supérieure à celle de la Belgique.

Cette expérience a été reprise dans d'autres villes conquises par le PT mais, la plupart du temps, avec une moindre envergure. Il faut surtout remarquer qu'après la victoire de Lula à l'élection présidentielle de 2002, aucun mécanisme comparable n'a été envisagé au niveau de l'État fédéral. La politique budgétaire est, au contraire, restée le monopole d'un pouvoir central et technocratique, soumis aux ordres du Fonds monétaire international et aux impératifs libéraux de compétitivité.

L'expérience budgétaire de Porto Alegre a surtout une valeur pédagogique : elle a fait des citoyens des acteurs permanents – et non de simples électeurs intermittents – de la vie de la cité. Leur marge d'initiative demeure en effet relativement faible, dans la mesure où ils ne décident réellement que d'une part minime – 5 à 10 % – du budget, une fois financés les frais fixes de fonctionnement, les salaires des employés municipaux, etc. Pour aller au-delà, il faudrait pouvoir modifier la fiscalité municipale, ainsi que la fiscalité au niveau de l'État et au niveau fédéral, ce qui suppose d'autres rapports de force. Mais cette expérience permet à des dizaines de milliers de citoyens de toucher du doigt les limites inhérentes du système. Les choses sont devenues plus compliquées quand il a fallu gérer le budget régional face à une grève massive des enseignants, et, a fortiori, lorsque Lula a conquis le pouvoir. Désormais, on se heurtait aux contraintes budgétaires imposées par la politique libérale d'un gouvernement dirigé par le PT... Une contradiction difficile à expliquer. C'est sans doute l'une des raisons majeures de la perte de la municipalité de Porto Alegre lors des élections municipales de 2004, due en partie à la défection d'un électorat de fonctionnaires et d'enseignants touchés de plein fouet par la réforme réactionnaire des retraites.

Présent à Porto Alegre au premier Forum social de 2001, j'ai pu observer la pratique du budget participatif : les représentants

de la municipalité n'ont pas le droit de vote ; ils sont là pour donner le maximum d'informations. C'était, parfois, l'occasion de confrontations assez dures : par exemple, des comités acceptent l'installation d'une grande surface commerciale privée dans un quartier pauvre, mais en échange de la construction gratuite par elle de logements sociaux. En France, quelques maires prétendent mettre en œuvre dans leur municipalité la « démocratie participative ». Mais, le plus souvent, il ne s'agit que d'une simple consultation, les élus municipaux restant maîtres des choix budgétaires.

Ce premier Forum social mondial a été à l'image de la force et de la diversité – mais aussi des faiblesses – du mouvement contre la globalisation libérale. Parmi les milliers de personnes présentes, il était possible de distinguer trois catégories de participants : d'abord, les responsables des associations, des syndicats ou des partis politiques, venus de nombreux pays. Pour la France, par exemple, étaient présents aussi bien ATTAC (Association pour la taxation des transactions pour l'aide aux citoyens) que SUD (Solidaires, unitaires et démocratiques), la FSU (Fédération syndicale unitaire), ou la Confédération paysanne, DAL (Droit au logement), AC ! (Agir ensemble contre le chômage), les Verts et la LCR. Le PCF et la CGT étaient également représentés, mais encore assez timidement en comparaison des forums suivants. Ensuite, les « personnalités du mouvement » : universitaires, économistes ou syndicalistes spécialistes de certains thèmes comme la dette, les OGM ou l'OMC. Enfin, des militants venus à titre individuel de tous les continents.

Pendant près d'une semaine, quinze mille personnes ont participé à des centaines de débats, de forums et d'assemblées, confrontant leurs expériences, dégageant des alternatives et construisant des réseaux internationaux de lutte. Et tout cela s'est déroulé dans un climat de joie, de solidarité et d'autodiscipline. Pas un flic à l'horizon, pas un papier par terre dans les rues de la ville, ni même dans cette immense université catholique qui nous accueillait.

La structuration du mouvement reflète fidèlement ce que sont ses composantes. Ce n'est pas une nouvelle Internationale, avec un programme et des statuts, mais plutôt un réseau, avec des antennes multiples, associatives, syndicales ou politiques, regroupant ainsi des millions de militants potentiels. Le cœur du dispositif est constitué par le réseau des paysans Via Campesina (dont est membre la Confédération paysanne), l'association ATTAC et différentes coordinations intersyndicales. Le pouvoir d'attraction du mouvement est tel que la Confédération européenne des syndicats a été contrainte d'y faire quelques apparitions, même si son objectif était surtout d'utiliser sa participation comme un point d'appui à ses activités de lobbying institutionnel auprès de la Commission européenne.

En 2001, le premier Forum social mondial de Porto Alegre avait réuni 15 000 personnes, dont 4 702 délégués représentant plus de 500 organisations venues d'une centaine de pays. Le second FSM, toujours à Porto Alegre, en 2002, a réuni 55 000 personnes, dont 12 000 délégués de 53 pays. Le troisième, un an plus tard, à nouveau à Porto Alegre, a regroupé 100 000 participants, dont 27 000 délégués de 130 pays. En janvier 2004, le quatrième FSM s'est déroulé en Inde, à Mumbay (Bombay). J'y ai participé dans le cadre de la délégation parlementaire de la GUE. Cette fois, malgré les aléas de la situation internationale, le nombre de participants a continué de croître. Les organisateurs ont dénombré 130 000 inscrits dont 10 000 étrangers. Fait remarquable : il y avait une délégation de 500 Pakistanais, alors que leur pays est quasiment en guerre avec l'Inde. Le véritable succès de Mumbay réside dans l'ampleur de la participation populaire indienne. Jusqu'alors, les idées du mouvement altermondialiste et du FSM avaient peu pénétré en Asie. En Inde même, le mouvement populaire était très divisé, notamment entre les différents partis communistes ou marxistes-léninistes. Le FSM a permis de rassembler tout le monde et, surtout, de mobiliser les milieux les plus pauvres du pays, notamment les « intouchables ».

Je n'avais jamais séjourné dans ce pays auparavant. Le spectacle offert aux regards dans la plupart des rues et des quartiers est tragique. Comme les autres parlementaires européens, j'étais logé dans un hôtel de luxe, entouré de jardins, puis de barrières et de haies qui cachaient la désolation de la ville. De l'autre coté des grilles, et partout autour, règne une misère indescriptible : une ville grouillante de gens pauvres, qui vous implorent en permanence de leur donner de quoi manger. Des centaines de familles vivent là allongées par terre, sur les trottoirs, sous les ponts, sous le métro aérien, affamées, perdues. Quel contraste avec les quartiers d'affaires, au sud de la ville : en quelques centaines de mètres, on passe de l'Inde à la Grande-Bretagne ! Au milieu de notre séjour, la délégation parlementaire a été conviée à déjeuner en grande pompe par le Gouverneur de l'État. Là, nous n'étions plus du tout dans le Tiers Monde. Le gouverneur fit son entrée, entouré d'une cour d'élus, d'assistants et de secrétaires, souriants, affables, marchant tous le dos courbé, sans doute sous le poids de la flatterie et... de la corruption. Nous étions dans les jardins magnifiques d'un bâtiment officiel : un lieu à vous couper le souffle... et l'appétit. Sur une rangée de tables magnifiquement ornées trônaient une quinzaine de plats différents, un par table, et derrière chaque plat, un serveur en grande tenue. J'étais déjà très mal à l'aise dans les rues de Mumbay, autant dire que l'épisode du déjeuner chez M. le Gouverneur du Maharashtra me restera longtemps sur l'estomac. Une année plus tard, de retour à Porto Alegre, le FSM a battu le record de Mumbay, avec 155 000 participants !

Deux mots d'ordre emblématiques – « Le monde n'est pas une marchandise », « Un autre monde est possible » – illustrent bien la nature et les objectifs du mouvement. En eux se reconnaissent, dans une solidarité exceptionnelle, des gens aussi différents que des paysans sans terres du Brésil, des ouvriers de la SEAT de Barcelone, des universitaires de New York, des paysans de Palestine ou des ouvriers du café, venus d'Afrique.

« Le monde n'est pas une marchandise » est d'abord un constat, et en même temps, il exprime une protestation. Il rassemble, pour la première fois à cette échelle, tous ceux qui ne veulent plus d'une société et d'une existence dominées par l'argent, avec le profit comme but ultime. S'opposer à la marchandisation du monde n'équivaut pas à une remise en cause explicite du capitalisme en tant que tel. Mais cela a au moins le mérite d'en refuser les conséquences dramatiques. Et cela – rien que cela – est un pas considérable, après les dizaines d'années de toute puissance du credo libéral.

Mesurons le chemin parcouru : il y a encore vingt ans, en France, quiconque se disait anticapitaliste apparaissait comme un original, encore « accroché à la lutte des classes ». La mode était aux nouveaux entrepreneurs, aux start-up et à la culpabilisation des chômeurs soupçonnés de ne pas *vraiment* rechercher un emploi. Dans ce contexte, le refus de la marchandisation du monde a une valeur éminemment subversive. Car cela évoque des choses concrètes : l'ouvrière chez Moulinex qui apprend son licenciement brutal et s'indigne d'être considérée comme un kleenex, une marchandise qu'on jette après usage. Mais aussi l'infirmière, l'instituteur, le postier ou le cheminot qui combattent la fermeture de leur établissement qui ne serait plus jugé « rentable », alors que le seul critère devrait être le service du public. La marchandisation concerne aussi le téléspectateur qui, publicité et audimat obligent, se voit imposer la téléréalité en premier programme, reléguant en fin de soirée les émissions les plus intéressantes. Autres victimes : l'université et l'école, mises en concurrence et ébranlées par une « décentralisation » libérale qui va les livrer encore un peu plus au marché. On pourrait ainsi étendre à bien d'autres catégories la liste de ceux qui partagent ce refus commun : par exemple, les paysans qui se battent contre le productivisme imposé par les grosses firmes agroalimentaires. Ils s'opposent à la prolifération des OGM et à une agriculture qui, au nom du profit, met en cause la « bonne bouffe », menace la santé et l'emploi. En Afrique ou en Asie, des millions de

personnes meurent du sida simplement parce que les médicaments et les traitements comme les trithérapies sont des marchandises auxquelles elles ne peuvent avoir accès, à cause de leur coût.

« Un autre monde est possible ! » Après le constat et le refus, il y a la recherche d'une alternative. Et là, le débat s'ouvre. En tant que tel, le mouvement altermondialiste ne propose pas les moyens de construire un autre monde, fondé sur une autre répartition des richesses. En son sein coexistent deux grandes options : ceux qui pensent qu'il est possible de réformer le capitalisme et de lui donner un visage plus humain (par exemple, en changeant radicalement le fonctionnement et les critères de la Banque mondiale ou du FMI), et puis, ceux qui pensent qu'il faut au contraire lui envisager une logique complètement différente. Bref, c'est le vieux débat – réforme ou révolution – qui resurgit, mais dans un contexte nouveau. Le refus assumé de trancher ce débat permet à des forces réformistes d'être parties prenantes de ces forums, même si leur influence y demeure minoritaire. Aujourd'hui, là où les sociaux-démocrates se retrouvent dans l'opposition, leurs dirigeants essayent de se refaire une virginité de gauche, à peu de frais, se joignant aux rassemblements d'un mouvement antiglobalisation de plus en plus populaire, comme on va en pèlerinage. Certes, ils n'y font en général que des sauts de quelques heures. Sans trop s'immerger, de peur que l'on vienne leur demander des comptes sur leur gestion libérale lorsqu'ils ont exercé le pouvoir. Même Jacques Chirac a trouvé utile d'envoyer un observateur à chacun de ces forums... C'est l'hommage du vice à la vertu.

Dès qu'il est devenu un acteur du débat, le mouvement altermondialiste a cherché à élaborer des propositions simples et susceptibles d'être mises en œuvre, comme la taxe Tobin. La version militante de la proposition de cet économiste, ancien conseiller du président Jimmy Carter, a été reprise par l'association ATTAC. Elle est à l'origine de ses premières initiatives. Elle consiste à prélever une taxe (0,1 à 0,2 %) sur toutes les

transactions monétaires et d'utiliser les sommes ainsi collectées pour aider au développement des peuples du Tiers Monde. Le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) l'a calculé : avec le produit de cette taxe, pourtant minime, il serait possible d'éradiquer la faim, l'illettrisme et la maladie dans le monde en quelques années. Certes, elle ne remet pas en cause le système, mais elle constitue un levier de mobilisation contre ceux qui ne veulent même pas accepter une ponction aussi dérisoire sur leurs profits. C'est pourquoi la Ligue s'est impliquée dans la campagne en faveur de cette taxe.

La majorité du mouvement altermondialiste demeure circonspecte quant à ses rapports avec les partis politiques : elle tient à garder son autonomie et à éviter toute récupération. Même si certains de ses porte-parole sont par ailleurs membres de partis comme le PT brésilien, le Parti de la refondation communiste italien, le Socialist Workers Party britannique, ou encore la LCR. Cette affirmation d'autonomie doit cependant être modulée en fonction des traditions et des cultures, très différentes selon les pays. En dehors de sa Charte fondatrice, le Forum ne vote aucune résolution. Mais, en son sein, les organisations du mouvement social tiennent des assemblées et adoptent des appels, qui n'engagent que les organisations qui les signent. Durant les forums, les partis politiques ont un espace réservé pour tenir leur stand. Ils peuvent distribuer leur matériel de propagande et participer aux grands débats du FSM, avec les représentants des syndicats ou de mouvements sociaux. Ils peuvent aussi organiser des débats, sous leur propre responsabilité. C'est dans ce cadre qu'a été mis sur pied, dès 2001, un Forum mondial des parlementaires, à l'initiative de quelques dizaines de députés européens et brésiliens.

Avec le développement du mouvement, l'aspiration à dépasser le stade des échanges et des débats pour se lancer dans l'action s'est renforcée, débouchant sur de véritables campagnes politiques. La plus spectaculaire et la mieux réussie fut celle organisée contre la guerre en Irak, tant il est vrai que la mondialisation

capitaliste, c'est aussi la guerre. L'initiative avait été prise lors du Forum social européen de Florence, en novembre 2002. Une date de manifestation européenne y a été fixée : le 15 février 2003. Le troisième Forum social mondial de Porto Alegre, en janvier 2003, a décidé d'en faire une journée mondiale de manifestations. Le résultat a été exceptionnel : le même jour, des millions de gens sont descendus dans les rues de toutes les grandes villes du monde, sur une même revendication. Cette irruption inédite de l'opinion publique mondiale est le produit de l'activité du mouvement antiglobalisation, de ses techniques d'information et d'organisation. Né contre la mondialisation libérale, le mouvement altermondialiste a vite été confronté à la « guerre sans limite » menée par le gouvernement Bush. Sans les expériences accumulées dans les contre-sommets, jamais un mouvement antiguerre aussi puissant n'aurait pu voir le jour.

Au cours de l'année 2003, face aux menaces de guerre, la Gauche unitaire européenne avait décidé d'envoyer une délégation en Irak pour s'informer et affirmer sa solidarité avec le peuple irakien. Dans les débats préparatoires à cette expédition, les parlementaires européens s'étaient mis d'accord sur la nécessité de s'abstenir de tout geste qui apporterait la moindre caution à la dictature de Saddam Hussein. Ce piège était en effet difficile à éviter : plus ou moins volontairement, la plupart des délégations qui nous avaient précédés y étaient tombées.

Nous sommes partis à une trentaine, essentiellement des députés de la GUE et des Verts, plus deux députés socialistes en rupture de ban, un Grec et un Irlandais. Car, au dernier moment, le Parti socialiste européen avait interdit à ses membres de s'y joindre. Quinze jours après, lorsque nous avons organisé une délégation pour aller aux États-Unis, le PSE a donné la même consigne.

À son arrivée à l'aéroport de Bagdad, notre délégation fut accueillie en fanfare : salon de première classe, télévisions et radios. Nous avions décidé de ne rencontrer, comme personnalités politiques, que des députés irakiens – nos « collègues »,

en quelque sorte – et de n'avoir aucune entrevue avec le gouvernement. Nous souhaitions aussi visiter les hôpitaux et prendre contact avec les organisations non gouvernementales, les représentants de l'ONU ou des instances de ce type. Comme l'on pouvait s'y attendre, le voyage a été complètement encadré par les autorités irakiennes. Pour notre « sécurité », paraît-il. Nous avons été accompagnés en permanence par des policiers en civil, devant, derrière et autour de notre bus, et jusque dans l'hôtel Palestine où nous résidions. Le plus intéressant fut la rencontre avec les ONG, toutes résolument hostiles à la guerre : elles prévoyaient les résultats catastrophiques pour ce pays, déjà éprouvé par la dictature, par deux guerres – la guerre contre l'Iran de 1980 à 1988 et l'intervention américaine faisant suite à l'invasion du Koweït, en 1990 – ainsi que par l'embargo. L'Irak dépendait de l'ONU pour les trois quarts de sa nourriture.

Nous avons aussi obtenu la permission d'aller au Sud : c'était, en principe, une « zone démilitarisée », où tout trafic aérien était interdit. Du coup, les autorités en ont profité pour compléter notre avion avec quelques malades et un groupe de généraux qui, il faut le dire, étaient fort peu impressionnants : cartes d'état-major sur les genoux, mais grisonnants et bedonnants. À Bassorah, nous avons été conduits à la frontière, là où se trouvaient toujours les carcasses de la première guerre du Golfe, abandonnées par les militaires irakiens lorsqu'ils avaient reflué du Koweït : des camions, des voitures civiles, des autobus, brûlés, écrasés, au milieu du désert. Nos accompagnateurs nous ont rappelé qu'il y avait eu plus de 30 000 morts en vingt-quatre heures. Le spectacle était impressionnant et convaincant. Encore plus convaincant : la visite de l'hôpital des enfants. Ce genre de visite est toujours très délicate car les visiteurs apparaissent vite comme des voyeurs de la souffrance. Cela m'était déjà arrivé à Gaza. On rentre dans les chambres, entouré par une nuée de caméras de télévision. Les malades sont transformés en objets d'exhibition. Sur chaque lit, il y avait des femmes chiites, en noir, chacune portant son bébé dans les bras. Elles sont restées très dignes, silencieuses. Au moment du départ, elles ne nous

ont demandé qu'une chose : des médicaments. Il y avait là de nombreux enfants qui allaient peut-être mourir dans quelques jours, soit de malnutrition, soit d'absence de médicaments. Certains souffraient également de malformations génétiques qui étaient, nous a-t-on affirmé, le résultat d'irradiations à l'uranium appauvri.

Tout au long de notre séjour, le numéro deux du régime, Tarek Aziz, avait essayé de décrocher une rencontre officielle avec nous. Ces sollicitations répétées ont provoqué un débat au sein de la délégation. Heureusement, la majorité y était hostile. Lors d'une conférence de presse à Bagdad, les « chefs de délégation », Verts et GUE, ont expliqué à nouveau le sens de notre présence : manifester notre solidarité avec le peuple irakien. Mais ils ont également exprimé notre sentiment commun sur le régime et la dictature militaire. Nous devions repartir le lendemain. À l'aéroport, il n'y avait plus personne pour nous saluer. Si ce n'est les statues de Saddam, omniprésentes, ici comme ailleurs.

Quinze jours après, notre délégation, un peu moins fournie, s'est rendue aux États-Unis. L'initiative a été baptisée les « parlementaires européens pour la paix ». La démarche consistait à intervenir contre la guerre, à l'intérieur comme à l'extérieur du Parlement, grâce à une série de gestes symboliques. Nous avons donc décidé de rencontrer à New York le mouvement antiguerre et les responsables de l'ONU.

Aux dirigeants de l'ONU, il s'agissait de faire part que tous les peuples européens étaient contre la guerre. Je n'avais encore jamais mis les pieds dans une institution internationale, encore moins à la veille d'une guerre. En fait, j'y ai retrouvé une ambiance identique à celle qui règne au Parlement européen : tout le monde se salue, se serre la main, même ceux qui vont ensuite s'opposer violemment lors des séances officielles. Dans les couloirs, les personnalités du moment sont facilement identifiables : une armada de cameramen et de journalistes les suit, d'une commission à l'autre. C'était précisément le cas pour nos deux interlocuteurs : Kofi Annan, le secrétaire général de l'ONU,

et Hans Blix, le chef des inspecteurs de l'ONU. La mise en scène est immuable : la « personnalité » arrive, suivie de sa cour de hauts fonctionnaires et de secrétaires. Commence alors une séance de poignées de mains, très longue, qu'il faut parfois recommencer plusieurs fois pour les télévisions. Ensuite, les journalistes quittent la pièce et l'entretien commence. Lors de cette entrevue, chacun à sa façon nous a fait comprendre qu'il était opposé à la guerre. Mais ils ne pouvaient « rien faire ». Kofi Annan a même eu cette formule : « Au moins, on n'a jamais autant parlé de l'ONU. Nous jouons donc un rôle clé puisque tous les peuples ont le regard tourné vers nous. » Le côté dérisoire de la situation est que si l'on a effectivement parlé de l'ONU, c'était pour constater qu'elle ne servait à rien. Kofi Annan a reconnu que personne ne pouvait plus s'opposer à la volonté belliciste des États-Unis. Hans Blix a confirmé, laissant entendre qu'il pouvait toujours continuer ses inspections, mais que les États-Unis avaient de toute façon décidé d'attaquer. Le même constat s'est dégagé des rencontres avec les ambassadeurs des principaux pays engagés dans le conflit.

Les rencontres avec le mouvement antiguerre nous ont permis de mieux le connaître. Il n'était structuré par aucun parti, ni aucun syndicat mais par des lobbies, des associations, des clubs, des groupes d'intellectuels. J'ai ainsi assisté à une soirée de Quakers, un groupe religieux d'inspiration évangéliste, aux convictions pacifistes et non-violentes, opposé à la guerre. Dans l'assistance se côtoyaient des gens très divers : certains se disaient communistes – voire trotskistes – alors que d'autres étaient aux antipodes de telles idées. Mais tous communiaient autour d'un buffet pacifiste contre la politique de Bush. Il existe ainsi des milliers d'associations et de réseaux qui organisent les manifestations antiguerre, souvent en utilisant internet. J'ai été frappé par la place très importante occupée par les femmes, de tous âges : elles animent les réunions, les soirées, les dîners militants.

La visite du site du World Trade Center fut l'un des moments marquants de ce voyage. Nous étions accompagnés par un

groupe de femmes américaines. Pour la population, le 11 septembre 2001 a constitué un traumatisme : un acte de guerre, perpétré sur un territoire qui n'en avait plus connu depuis Pearl Harbor. Les femmes représentaient « les victimes du WTC contre la guerre ». Quatre-vingts familles avaient adhéré à ce collectif. La discussion avec l'une de ces femmes fut particulièrement émouvante. Son frère était mort dans les décombres du WTC. Le 11 septembre, il n'avait pas voulu partir quand les pompiers étaient venus pour l'évacuer : il se trouvait avec un autre employé, handicapé, dans un fauteuil roulant, qui ne pouvait pas se déplacer, et qu'il avait voulu aider et protéger. Ils sont morts tous les deux dans l'effondrement des tours. Bush, à des fins de propagande patriotique, avait tenté d'en faire un héros. Mais sa sœur lui avait alors adressé une lettre ouverte, indiquant qu'elle le tenait pour responsable de sa mort.

Pour mener à bien son offensive et se ménager la complicité des peuples et des gouvernements, l'administration américaine utilise à fond l'épouvantail du « terrorisme », aidée en cela par les attentats du 11 septembre 2001 organisés par Ben Laden, ancien agent de la CIA, devenu félon.

Cette manœuvre idéologique est redoutable : elle vise à justifier l'instauration de l'état d'exception sur toute la planète. Elle autorise les gouvernements à développer partout un arsenal juridique et pénal capable de criminaliser toute velléité de résistance sociale ou politique. Le terrorisme n'a pas de visage ; il ne relève pas d'un État. Cela permet à George Bush et à ses alliés de légitimer une guerre totale qui ne respecte plus ni les frontières ni le droit, national ou international. Depuis l'invasion de l'Afghanistan, les prisonniers de Guantanamo sont incarcérés sans aucune garantie juridique, dans une zone de non-droit. Autant dire, nulle part. Pour le président américain, le monde se divise désormais en deux : les terroristes et les autres. « Avec nous ou contre nous ! » est le nouveau mot d'ordre. Ces étranges « combattants de la liberté » ont même inventé un nouveau concept : celui de la « guerre préventive ». Ce projet ne peut plus

être mis en œuvre avec l'efficacité requise par des structures « obsolètes », celles pourtant que les États-Unis eux-mêmes avaient mises sur pied pour les servir, au temps de la guerre froide. Ainsi, pour l'administration américaine, l'ONU ou l'OTAN sont devenus des obstacles à contourner.

La lutte contre le terrorisme de la bombe et du couteau sert d'alibi pratique au développement d'un véritable terrorisme d'État, électronique et policier, qui remet en cause l'essentiel des Droits de l'homme. Aux États-Unis, on emprisonne des suspects, privés de droits et de statut, soumis au jugement de tribunaux d'exception. L'introduction du *Patriot Act* permet même la détention d'étrangers, pour une durée indéfinie et sans jugement. Malgré quelques miaulements d'autonomie, l'Union européenne s'est pliée aux diktats des États-Unis, parfaitement illustrés par une lettre adressée aux députés européens : l'administration Bush y fait part d'une trentaine d'exigences au nom, bien sûr, de la « solidarité antiterroriste ». Le Parlement européen fut ainsi contraint d'avaliser, sans discussion, une première liste d'organisations et d'individus caractérisés comme « terroristes ». De fait, cette liste avait été dressée par la CIA. Elle n'est d'ailleurs pas exhaustive mais destinée au contraire à s'élargir indéfiniment en fonction des intérêts de la politique étrangère américaine. Le Parlement européen a également voté une résolution sur le terrorisme qui en donnait une définition très extensive. Elle permet de criminaliser toute manifestation d'opposition radicale au capitalisme et à la mondialisation libérale. Dans la foulée, l'instauration du « mandat d'arrêt européen » a remis en cause la notion de droit d'asile. Enfin, l'Union européenne a avalisé une vague de directives sécuritaires qui renforcent la coordination des polices européennes et augmentent les moyens dont elles disposent, à commencer par l'utilisation de fichiers et d'empreintes digitales. La dernière mesure, imposée par le Conseil à un Parlement réticent, a été l'engagement de livrer aux services américains vingt-neuf renseignements d'ordre privé sur chaque voyageur se rendant aux États-Unis par avion. Cette dernière démarche est contraire à toutes les lois européennes garantissant

la confidentialité des données personnelles. Elle est d'ailleurs, de nouveau, contestée.

Dans la « guerre sans limite » que l'administration américaine a déclenchée contre les « forces du mal », la résistance de l'opinion publique est primordiale. Elle s'organise désormais à l'échelle planétaire grâce aux différents réseaux du mouvement altermondialiste. C'est un des grands changements de la situation politique.

[illegible]

Partie VIII

Continuons le combat

Les grandes mobilisations sociales
Extension du domaine de la lutte
Quelle gauche aujourd'hui ?

25.

Les grandes mobilisations sociales, comme les grèves générales sectorielles ou interprofessionnelles, les manifestations massives à répétition, révèlent toute la potentialité et la puissance qui sont celles des gens ordinaires lorsqu'ils prennent leurs affaires en main. Certaines formes de lutte esquissent les contours d'une autre organisation de la société, marquent en profondeur celles et ceux qui en sont les acteurs en leur faisant prendre conscience, à travers l'action collective, que, peut-être, un autre futur est envisageable. Sans poser explicitement la question du pouvoir et du changement de société, elles contribuent périodiquement à réorganiser le mouvement ouvrier, à modifier les rapports de force en son sein, ainsi que les rapports avec les organisations politiques et syndicales. Chacun à leur manière, les grands mouvements de l'hiver 1986, de novembre et décembre 1995 et du printemps 2003 ont contribué à la maturation politique de la gauche radicale, à sa mise en visibilité et à son affirmation comme une alternative possible aux vieilles directions du PS, du PC ou des confédérations syndicales.

En 1986, la gauche a perdu les élections législatives et la droite est revenue au pouvoir, animée par une forte volonté de s'attaquer aux acquis sociaux. Les premières mesures du Gouvernement ont provoqué un réveil partiel du mouvement social dans trois secteurs : les étudiants, les cheminots et les infirmières. Les étudiants sont entrés en lutte contre l'augmentation des droits

d'inscription et la « réforme Devaquet » – du nom du ministre de l'Éducation nationale – qui visait à renforcer la sélection à l'entrée de l'université. La mobilisation à la SNCF démarre fin 1986, essentiellement chez les « roulants », sur des revendications d'augmentation des salaires, après plusieurs années de blocage. En 1987, c'est également autour de revendications salariales et de reconnaissance des qualifications qu'éclate le conflit des infirmières, dans un milieu féminisé et peu syndiqué. À la suite de la mort d'un étudiant, Malek Oussekine, victime d'une charge policière, Devaquet démissionnera et son projet de loi sera retiré. À la SNCF, les grèves ne suffiront pas à arracher des augmentations de salaire, mais la démonstration de force aura été suffisante pour que les gouvernements suivants renoncent momentanément à s'attaquer aux « privilèges » des cheminots : il faudra attendre 1995 pour que le gouvernement Juppé tente, sans succès, de réformer à la baisse leur système de retraite. Face aux risques d'extension de la grève à d'autres catégories de personnel hospitalier, le Gouvernement cédera en grande partie aux revendications salariales des infirmières, leur promettant notamment un meilleur déroulement de carrière.

Par bien des côtés, ces mobilisations se rattachent à la tradition qui prévaut dans le mouvement syndical français. Un secteur spécifique, doté d'une forte identité sociale ou professionnelle, entre en lutte et cherche à obtenir une victoire partielle autour de revendications assez délimitées, corporatistes ou catégorielles, refusant de les noyer dans des mots d'ordre « fourre-tout ». Étendre le mouvement au-delà de la profession est rarement la préoccupation principale. Pourtant, les mouvements des étudiants, puis des cheminots et surtout celui des infirmières ont profondément marqué la situation politique et sociale. Notamment parce qu'il s'agit de professions populaires, identifiées au service public : à juste titre, l'opinion les crédite de ne pas se battre uniquement pour leurs propres intérêts mais, aussi, pour avoir les moyens d'assurer la qualité des soins et des transports dont bénéficie l'ensemble de la population. Mais, en 1986, ce qui a le plus frappé les esprits est la manière dont les grévistes

ont organisé leur action, avec la mise en place de coordinations : le choix des revendications, des formes de lutte, des échéances de mobilisation comme la conduite des négociations ont été placés sous le contrôle permanent des grévistes. Ainsi, les assemblées générales ont désigné, à chaque occasion, des délégués pour participer aux coordinations régionales puis, la grève se développant, à une coordination nationale. Sans remplacer les organisations syndicales, la coordination nationale joua un rôle essentiel de direction du mouvement.

Cette organisation de la lutte est classique chez les étudiants, depuis les années soixante-dix, d'autant que le syndicalisme étudiant est extrêmement faible et ne peut constituer le cadre naturel et efficace de la mobilisation lorsqu'elle se développe. Elle n'était pas non plus complètement étrangère aux cheminots et aux infirmières. Il y avait déjà eu, dans ces deux secteurs, des expériences de luttes autogérées, mais elles étaient restées à une échelle embryonnaire. En 1986, la lutte est passée de l'échelon local à celui de toute une profession. Le principal ressort des coordinations, c'est la volonté des salariés de gérer eux-mêmes et au mieux leurs combats. C'est d'autant plus important que, dans des actions de cette ampleur comme dans la plupart des grèves prolongées, la majorité de grévistes n'est pas syndiquée : les assemblées générales et les coordinations sont donc le moyen d'impliquer le maximum de salariés.

Pour la Ligue, ces conflits et l'apparition des coordinations étaient la matérialisation des interventions que ses militants menaient depuis toujours en faveur de la gestion démocratique des luttes. L'idée d'avoir des grèves gérées par des assemblées générales, à travers des délégués mandatés, et révocables quand c'est possible, correspond d'abord à la recherche de l'efficacité. Quand les travailleurs décident eux-mêmes, ils peuvent se comporter de façon plus déterminée et solidaire face au patronat. Mais si la Ligue pousse systématiquement à cette organisation démocratique, c'est aussi parce que cela correspond au type de société qu'elle veut aider à construire. C'est une première réponse, partielle, aux nombreuses interrogations que beaucoup

ont à l'esprit : qu'est-ce que la démocratie ? Qu'est-ce que le pouvoir des travailleurs ? Une société sans hiérarchie ni patrons est-elle possible ? L'autogestion des luttes et des grèves constitue une première leçon, un apprentissage, certes limité à une entreprise ou à une profession, d'une alternative possible à la démocratie parlementaire, ce système où l'on élit des gens tous les cinq ans quasiment sans mandat sans pouvoir ensuite les contrôler. Au moins, au niveau d'une lutte, les gens peuvent élire, contrôler et, éventuellement, révoquer leurs représentants. Alors, c'est vrai, on ne peut extrapoler systématiquement ce schéma : ce sont des expériences limitées, ponctuelles et conjoncturelles, centrées sur la mobilisation. Néanmoins elles anticipent une autre démocratie possible...

Bien entendu, les coordinations de 1986 et 1987 n'ont pas été, comme certains l'ont avancé, créées par la Ligue : elles résultaient d'abord et avant tout de la volonté des cheminots et des infirmières de mener des actions et d'en garder le contrôle. Pour autant, la gauche radicale en général, et la Ligue en particulier, ont joué un certain rôle. À la SNCF, il y a eu deux coordinations : celle des roulants, animée par José Perez, militant de la LCR à l'époque ; l'autre initiée sur le réseau Paris sud-ouest par des grévistes de toutes catégories, à l'initiative de Daniel Vitry, militant de Lutte ouvrière. Dans les hôpitaux, la présence de militants et de militantes de la Ligue ayant des responsabilités syndicales, notamment à la CFDT, a également constitué un levier pour le développement de l'auto-organisation des grévistes. Cette situation a donc permis de poser en pratique la question des rapports entre partis et syndicats, entre militants politiques et mouvements sociaux.

Dans les hôpitaux, des camarades de la Ligue, tels que Pascal Diaz, François Nizet ou Marie-Thérèse Patry, furent reconnus par leurs collègues, à cette occasion, comme des animateurs de la lutte. Pascal Diaz fut même l'un des porte-parole de la coordination des infirmières, fait plutôt curieux dans un milieu majoritairement féminin. Si la Ligue et ses militant(e)s jouèrent un

certain rôle, c'est parce que, dans cette mobilisation, ils étaient « comme des poissons dans l'eau », alors que les bureaucrates syndicaux s'affolaient, même si certains responsables surent s'adapter. Le mouvement avait pris une telle ampleur qu'il ne tarda pas à être attaqué par les adversaires des coordinations. En premier lieu, la droite dénonça une « manipulation » avec, comme toujours, la volonté de désigner des boucs émissaires. La Ligue était particulièrement en ligne de mire : ses militants, notamment Pascal Diaz, furent accusés dans la presse de « noyauter les coordinations ». À tel point que, avec raison et détermination, il se résolut à poser le problème ouvertement, et lors d'une assemblée de coordination, il proposa de remettre en cause son mandat. Le vote qui s'ensuivit témoigna qu'une très large majorité des grévistes lui faisait toujours confiance pour les représenter.

Cette expérience éclaire les rapports que nos militants entretiennent avec le mouvement : ils ne dissimulent pas leurs opinions, ni leur appartenance politique. D'ailleurs, lorsqu'ils sont élus, ils le sont sur la base d'un mandat. Leur seule mission est de défendre ce mandat, et non pas les mandats de la Ligue. Mais la polémique vint aussi de la gauche : Michel Rocard attaqua explicitement la LCR affirmant qu'elle « manipulait les mouvements ». Nous reçûmes aussi un appel téléphonique de Julien Dray, qui souhaitait rencontrer notre direction pour « voir ensemble comment on allait terminer ce truc-là » ! Nous lui avons communiqué le numéro de téléphone de la coordination...

Les grèves de 1986 et 1987 ont eu des conséquences importantes sur l'évolution du paysage syndical. Elles ont alimenté l'ébullition dans la CFDT, et ont été, indirectement, à l'origine de la création des syndicats SUD. En effet, les directions bureaucratiques des grandes confédérations syndicales avaient été échaudées : elles avaient été prises de cours par le mouvement et ne voulaient plus que « ça » se reproduise à l'avenir. De leur côté, les militants qui s'étaient révélés dans les coordinations ont joué un rôle actif dans la construction des oppositions syndicales, puis dans celle des nouveaux syndicats.

À la fin de l'année 1988 et au début de l'année suivante, des équipes syndicales, oppositionnelles de longue date dans le cadre de la fédération CFDT des PTT, ont été exclues de la confédération. Au début, les exclusions se sont produites essentiellement dans la région Île-de-France. La direction de la CFDT leur reprochait leur soutien aux coordinations, lors des grèves et, de manière plus conjoncturelle, leur soutien à la grève des conducteurs des « camions jaunes », les camions de transport du courrier. Pour la direction de la CFDT, il s'agissait surtout de faire le ménage, préventivement. Nicole Notat voulait un syndicat domestiqué car elle s'apprêtait à soutenir les projets de modernisation de la Fonction publique, voulus par les socialistes, alors revenus au pouvoir. La réforme Quilès sera l'un des premiers chantiers : en organisant la séparation de La Poste et de France Telecom, elle ouvrira la voie au démantèlement des PTT, puis à la privatisation de France Telecom.

Les équipes exclues ont alors décidé de créer une nouvelle organisation syndicale : SUD-PTT. SUD ? Solidaires, unitaires et démocratiques. Malgré de forts handicaps de départ puisqu'il n'était pas reconnu comme représentatif et ne disposait donc d'aucun des droits syndicaux accordés automatiquement aux confédérations, SUD-PTT s'est développé rapidement au point de devenir, en quelques années, la deuxième organisation syndicale, d'abord à France Telecom, puis à la Poste, derrière la CGT.

La tendance à la politisation des conflits s'est révélée à plus grande échelle en 1995, et se poursuit encore aujourd'hui. Cette démarche entre en résonance avec la formule emblématique du mouvement altermondialiste : « Le monde n'est pas une marchandise. » Les ouvriers ne sont pas des objets jetables pour augmenter les profits. La fermeture d'une maternité, d'une gare SNCF ou d'une poste ne se justifie pas au prétexte que leur rentabilité financière est insuffisante.

SUD-PTT incarne ces préoccupations, par son programme et par son activité. Ainsi, plus facilement que d'autres organisations syndicales, elle peut passer de la défense des salariés de La Poste, sa mission fondamentale, à celle des sans-logis, des revendications

catégorielles – sans lesquelles il n'est pas de syndicalisme de masse – à l'investissement dans ATTAC ou à la participation au Forum social de Porto Alegre. En ce sens, SUD-PTT est sans doute aujourd'hui l'un des syndicats les plus modernes et les plus représentatifs de la nouvelle classe ouvrière et de ses aspirations.

Cependant, la majorité du mouvement syndical est loin d'en être là ! Les séquelles du vieux mouvement ouvrier demeurent vivaces. Dans certains secteurs du salariat, les mentalités restent marquées par une culture catégorielle et parfois corporatiste. Le mode d'organisation du mouvement syndical lui-même correspond plus à ce que fut la classe ouvrière après la Seconde Guerre mondiale qu'à ce qu'elle est devenue. De fait, la force de la CGT est restée spectaculaire dans certaines couches décisives du monde du travail, et l'Union syndicale solidaires, qui regroupe notamment les différents syndicats SUD, connaît encore quelques difficultés à pénétrer les secteurs les plus anciens du salariat, aux mentalités plus traditionnelles. Naturellement, le développement de SUD ne résume pas les évolutions syndicales en cours. Pour éviter tout malentendu, précisons que la majorité de nos camarades militent à la CGT ou à la FSU. Et il s'y passe aussi des choses fort intéressantes. La création puis le développement de la FSU témoignent du souci du milieu enseignant de préserver un syndicalisme nombreux et combatif. Quant à la CGT, son recentrage progressif, suscite de plus en plus d'opposition chez les syndiqués et les salariés. Il suffit de se souvenir comment le compromis passé entre le Gouvernement et la fédération CGT de l'Énergie à propos du régime de retraites fut désavoué par les électriciens, lors d'un référendum en janvier 2003. Et comment les cadres intermédiaires de la CGT exigèrent, contre l'avis de la direction confédérale, que le syndicat prenne position contre le Traité européen, au printemps 2005.

Sur le plan politique, c'est un peu le même phénomène. Le vieux mouvement ouvrier – autrefois incarné presque exclusivement par le Parti communiste, le Parti socialiste et les

organisations qu'ils influençaient – perd peu à peu ses attaches avec sa base populaire. Mais les liens ne sont pas encore complètement rompus. Cette période de transition donne naissance à des organisations, qui montrent surtout le chemin qui reste à parcourir.

Sur le plan associatif, la période récente a été marquée par le développement spectaculaire d'une organisation comme l'Association pour la taxation des transactions financières et l'aide aux citoyens (ATTAC). Cette association rencontre aujourd'hui des difficultés, mais elle demeure un cadre unitaire précieux, permettant d'impliquer et de faire agir des militants qui veulent comprendre comment fonctionne le système économique et aspirent à le transformer.

De telles nouveautés ne pouvaient manquer de susciter des débats passionnés. La Ligue ne fut pas épargnée. Au moment de la création de SUD-PTT, des camarades ont freiné au motif que jamais, par le passé, nous n'avions contribué à la création de nouveaux syndicats, pour ne pas accroître la division et l'éparpillement syndical, particulièrement exacerbés en France, qui détient à la fois le record du nombre de syndicats concurrents et le plus faible taux de syndicalisation – moins de 10 % ! – des pays comparables en Europe. Naturellement, cette prudence était compréhensible et légitime. Mais ces camarades avaient peut-être les yeux trop braqués sur le passé. Il faut être capable de relativiser les vieux schémas et de s'attacher en priorité aux nouvelles donnes de la situation. Et surtout de ne pas craindre d'innover, fût-ce en aidant à la construction de nouveaux syndicats.

Plus encore que 1986, l'hiver 1995 constitue un moment déterminant pour la gauche radicale. Après avoir acquis une implantation significative dans le mouvement social, l'extrême gauche a conquis, cette année-là, de la crédibilité sur le plan électoral : au printemps, lors de l'élection présidentielle, Arlette Laguiller a franchi la barre des 5 %. Et, quelques mois plus tard, un mouvement de grève d'une ampleur et d'une radicalité jamais égalées depuis 1968 a explosé. Les caractéristiques tout à fait

nouvelles de cette mobilisation ont clairement marqué le climat social de la dernière décennie.

Nouveau mouvement social, nouvelle classe ouvrière, société civile, mouvement citoyen : le vocabulaire s'est diversifié et enrichi pour décrire ce qu'il y a d'inédit dans les mobilisations sociales, tant au niveau de leur structuration, de leur dynamique, de leur contenu que de leurs formes d'organisation. En province, les manifestations contre la réforme fragilisant la Sécurité sociale, défendue par Alain Juppé, ont souvent été plus importantes qu'en 1968, Paris et l'Île-de-France faisant exception. Le rôle des jeunes salariés a été décisif, apportant des formes de manifestation et un style – mots d'ordre, chants, combativité – souvent plus proches des manifestations étudiantes que des défilés syndicaux traditionnels. La volonté de faire converger les luttes et de ne pas en rester au niveau catégoriel était bien résumée par le mot d'ordre : « Tous ensemble ! Tous ensemble ! » Mais, surtout, ces exigences se sont traduites par la multiplication d'assemblées interprofessionnelles illustrant le caractère éminemment politique du mouvement et de ceux qui suivront.

Dans une même assemblée générale, un cheminot vient expliquer pourquoi il se bat contre la fermeture d'une petite gare, jugée « non rentable ». Il est immédiatement entendu par l'infirmière bretonne qui sait ce que ces mots signifient dans son propre secteur d'activité. Elle-même vient de décrire la pénurie du personnel que connaît son hôpital. Elle sait que le cheminot a connu l'attente dans les services d'urgences. Et le professeur qui écoute, en pensant à sa classe surchargée de plus de trente élèves, a compris, comme l'infirmière et le cheminot, qu'on parle ici de défense du service public. Il sait que les questions posées sont les suivantes : qui décide ? Qui contrôle ? En fonction de quels critères ? Rentabilité et profits pour les actionnaires, ou besoins sociaux et service du public ? Dès lors, les débats touchent aux problèmes de société, donc aux véritables questions politiques. Même si bon nombre de grévistes ont le sentiment et expriment la volonté de ne surtout pas faire de politique. Ces

préoccupations expliquent aussi que, à la suite du sociologue Pierre Bourdieu, des secteurs du monde universitaire et intellectuel aient tenté à nouveau, après des années de silence, de s'engager aux côtés du mouvement social.

À l'arrière-plan de ces mobilisations sociales, il y a la mutation profonde que connaît le monde du travail. Dans le cadre de la révolution technologique et de la mondialisation, la classe ouvrière a beaucoup changé. Des secteurs entiers qui faisaient la force du mouvement ouvrier traditionnel sont en train de disparaître, comme les mines ou la sidérurgie. En revanche, ont émergé de nouveaux secteurs, indispensables à la production même s'ils ne produisent pas directement des biens matériels. Ils ont souvent l'ordinateur comme outil de travail, notamment dans la recherche, les services, les transports, la culture ou la santé. Tous ces ingénieurs, ces techniciens, ces employés, font partie de la nouvelle classe ouvrière : leurs cerveaux sont la seule richesse dont ils sont propriétaires ; ils doivent la louer à l'entreprise pour subsister, comme les ouvriers d'autrefois devaient vendre leur force de travail physique. Les patrons savent que pour produire, vendre et faire des profits, leur rôle est tout aussi important que l'était autrefois celui du mineur ou du sidérurgiste. Néanmoins, la situation et le vécu de ces nouveaux prolétaires ne sont pas comparables à ceux des anciens.

Ils ont généralement un niveau de formation bien supérieur à leurs aînés. Nombre d'entre eux n'ont pas le sentiment d'appartenir à une même classe. Et encore moins à la classe ouvrière ! Moins concentrés du fait de la diminution des grandes usines au profit de petites unités, leurs niveaux de vie et d'éducation sont très hétérogènes. Mais tous subissent l'exploitation et, privés de tout contrôle réel sur leur activité professionnelle, ils se sentent souvent aliénés par un travail parcellisé dont la cohérence et la finalité leur restent étrangères.

Par ailleurs, c'est surtout dans ces activités de service qu'on trouve le plus de salariés déqualifiés ou, pour être plus précis, surqualifiés par rapport à l'emploi qu'ils occupent. Il s'agit bien souvent d'anciens étudiants dont le niveau d'études atteint bac

+ 2, + 3, voire plus. Du fait de la crise, ils n'ont pas trouvé de travail au niveau de leur qualification. Beaucoup sont passés par une succession d'emplois précaires avant d'accepter un poste moins qualifié, à la SNCF, dans les hôpitaux ou à La Poste. Ce n'est donc pas un hasard si, dans les dernières mobilisations sociales, cheminots, postiers, infirmiers ou enseignants se sont retrouvés à l'avant-garde du mouvement.

Les difficultés plus grandes de la vie, la diminution du temps de travail et le développement des modèles de consommation expliquent aussi que ces travailleurs soient plus sensibles aujourd'hui aux préoccupations qui touchent à la vie quotidienne hors du lieu de travail, le logement, la santé, les loisirs, l'environnement ou bien encore la « mal bouffe ».

Des trois grandes confédérations syndicales, seule la CFDT – dans les années soixante-dix... – avait essayé de donner des réponses adaptées à cette nouvelle classe ouvrière. Avec un certain succès au début des années 70, avant de sombrer, ces dernières années, dans une politique de collusion avec le patronat. Pour la période récente, le maintien de la FSU à un haut niveau de syndicalisation, malgré la scission du syndicalisme enseignant, comme la percée de SUD dans certains secteurs, témoignent de la volonté du nouveau salariat d'aborder tous ces sujets. L'apparition de mouvements thématiques comme les mouvements de chômeurs, DAL, ATTAC, les sans-papiers ou encore Act up, le produit de cette nouvelle radicalisation, mais aussi le symptôme de la carence des grandes organisations à y répondre. À l'exception d'ATTAC, le nombre de militants de ces associations reste limité, mais leurs initiatives rencontrent toujours un écho important.

Cette évolution des mentalités et des préoccupations explique pourquoi des luttes qu'on aurait autrefois définies comme catégorielles engendrent aujourd'hui, très vite, un soutien dans les autres secteurs et, notamment, parmi ceux qui ont plus de difficulté à partir en grève, les salariés du secteur privé. En effet, les conditions de travail et les contrats précaires, comme la menace du licenciement et du chômage, sans parler de l'absence, bien souvent, de toute organisation syndicale, y rendent

périlleuse toute lutte revendicative. Cela n'empêche pas la solidarité avec les salariés du secteur public, avec ceux qui ont encore les moyens de résister. C'est ce qu'on a appelé, en 1995, les grèves « par procuration ». Quelques mois plus tard, cette forme de solidarité s'exprima à nouveau lors de la grève des conducteurs de poids lourds : de nombreuses délégations venues d'autres secteurs d'activité se portèrent sur les barrages routiers. Du jamais vu dans le passé. En 2003, un phénomène analogue se reproduisit : le mouvement des intermittents du spectacle – aux revendications pourtant très spécifiques – bénéficia du soutien et de la solidarité de nombreux secteurs de la société française.

Globalement, les grands partis de gauche et les directions syndicales sont incapables de répondre à ce type de préoccupations. De là découle aussi une certaine défiance des gens en lutte à l'égard des appareils traditionnels de la gauche politique et syndicale. De là aussi la volonté de s'auto-organiser, en assemblées générales, regroupant ceux qui sont syndiqués et ceux qui ne le sont pas, d'élire des délégués et de se coordonner. Là encore, il est prudent d'éviter toute théorisation abusive sur le « nouveau mouvement social » qui remplacerait la « vieille classe ouvrière ». Les bastions anciens du mouvement ouvrier, fortement syndiqués à la CGT, participent aussi à toutes ces mobilisations, que ce soit à la SNCF, à l'EDF et, partiellement, à La Poste. Leurs militants ne sont pas sourds aux nouvelles préoccupations des nouveaux secteurs du salariat.

Ces nouvelles formes de radicalisation expliquent aussi, en partie, la percée relative de l'extrême gauche sur le plan électoral, dans la mesure où, loin de répondre à cette radicalité, les grands partis de la gauche institutionnelle dérivent vers la droite.

Lors du gouvernement de la gauche plurielle, entre 1997 et 2002, on n'a pas connu de grands mouvements interprofessionnels. Néanmoins, il y eut quelques conflits sociaux, plus circonscrits mais tout à fait emblématiques des « nouvelles questions sociales » : plans de licenciements ; conditions de survie

des chômeurs. Au cours de l'hiver 1997, les associations de chômeurs ont envahi les ANPE et les Assedic pour exiger l'augmentation de leurs indemnités, ainsi qu'une « prime de Noël ». Mais ce sont surtout les luttes contre les licenciements qui feront date, à commencer par celle des salariés de LU-Danone. Jusqu'alors, la revendication d'interdiction des licenciements ou de reclassement automatique avait été exclusivement portée par l'extrême gauche. Elle était d'ailleurs combattue par les directions syndicales qui la jugeaient « trop politique » : aucun Gouvernement, pas plus celui de la gauche plurielle que les autres, n'avait la volonté de la mettre en œuvre, car cela aurait supposé un affrontement avec le patronat. Résultat : les plans de licenciements ont succédé aux plans de licenciements, y compris dans les grandes entreprises, pour augmenter les taux de profit et les dividendes des actionnaires. Ainsi Renault, entreprise où l'État français était majoritaire, a fermé son usine belge de Vilvoorde, sans que le gouvernement Jospin n'y trouve à redire. Lorsque Michelin a décidé de licencier des centaines de salariés, Jospin s'est déclaré impuissant : « L'État ne peut pas tout ». Aussi, au printemps 2001, lorsque trois grands groupes – LU-Danone, Air Liberté et Marks and Spencer – ont annoncé une nouvelle vague de licenciements, la riposte s'est aussitôt organisée à partir de la base. À Evry, site de l'usine LU, les équipes syndicales, autour de sympathisants de la Ligue et de LO, ont réussi à organiser dans la durée la résistance, avec une idée : rassembler les salariés des entreprises victimes de licenciements dans une mobilisation commune. En juin, une manifestation a regroupé 15 000 à 20 000 participants, derrière les ouvriers et les ouvrières de LU, les vendeuses de Marks and Spencer, les stewards et les hôtesses d'Air Liberté. Les directions syndicales ont traîné des pieds, mais se sont résignées à accompagner le mouvement. Faute d'une extension à d'autres secteurs du salariat, la mobilisation fut insuffisante pour gagner. Mais cet épisode a montré que les propositions défendues par l'extrême gauche, loin d'être irréalistes ou utopiques – comme le reproche en est souvent fait – se trouvaient

bien au cœur des conflits engendrés par la rapacité du capitalisme mondialisé.

Cette grille d'analyse permet aussi de comprendre ce qui s'est passé au printemps 2003. Un an après le séisme de la présidentielle et la réélection de Chirac, la société française a connu une nouvelle explosion sociale, plus massive et plus profonde que celle de l'hiver 1995. Face à une gauche affaiblie et encore sous le choc de la défaite de Jospin, le Gouvernement a décidé de prendre l'offensive et de mettre en œuvre rapidement la plupart des exigences du MEDEF, bien déterminé à passer en force. Les principales mesures présentées touchaient à la décentralisation des personnels non enseignants de l'Éducation nationale, à la réforme du système des retraites – pour les fonctionnaires, celles du secteur privé ayant déjà été mises à mal par le gouvernement Balladur, dix ans plus tôt – et, plus tard, à celle de la Sécurité sociale. La mondialisation libérale impose partout sa loi. Cela passe par une réorganisation globale des rapports sociaux et une intensification de l'exploitation. Dans toute l'Union européenne, les gouvernements, de droite comme de gauche, remettent en cause les conquêtes sociales, en matière de législation du travail comme en matière de protection sociale.

En France, le projet Fillon sur les retraites des fonctionnaires suscita des grèves et des manifestations, pendant plusieurs semaines, de millions de salariés du secteur public avec, parfois, une participation des salariés du secteur privé, toujours minoritaire mais plus importante qu'en 1995. En province, les manifestations rassemblèrent des dizaines de milliers de participants, emmenés la plupart du temps par les enseignants qui ont joué, à leur façon, le rôle d'entraînement des cheminots en 1995 contre le plan Juppé. Cela témoigne de l'évolution du milieu enseignant, avec l'arrivée d'une jeune génération combative, plus en phase avec les nouvelles préoccupations des autres salariés dont elle partage, globalement, le mode de vie et les difficultés matérielles. Les enseignants se sont battus pour les retraites, mais aussi contre la remise en cause du statut des personnels non

enseignants des établissements scolaires. Ils furent à l'initiative d'assemblées générales et de coordinations interprofessionnelles, retrouvant le contenu et les formes de lutte de 1995. Le mouvement fut d'autant plus massif, combatif et radical qu'il était conscient qu'un échec sur les retraites ouvrirait la voie à d'autres attaques.

En revanche, du côté des directions politiques et syndicales de la gauche, il n'y eut aucune riposte unitaire. La CFDT de François Chérèque a battu tous les records de collaboration de classe avec le MEDEF et le Gouvernement, approuvant en fait la réforme des retraites, comme Nicole Notat avait approuvé le plan Juppé en 1995. L'orientation des autres centrales syndicales – FO et la CGT – s'est avérée plus contradictoire : elles s'engageaient effectivement dans le mouvement, mais sans jamais lui donner les moyens de gagner. La CGT imposa sa stratégie de « journées d'action » et de « temps forts ». La musique en est, malheureusement, bien connue : on prétend préparer un « tous ensemble », en alternant des journées de grève de vingt-quatre heures, interrompues puis reprises et qui, ne débouchant jamais sur une grève générale, épuisent l'élan du mouvement. Un an après le 21 avril 2002, la gauche politique n'était pas prête pour une alternative gouvernementale. La direction confédérale de la CGT n'a donc pas souhaité engager une épreuve de force avec le Gouvernement. Et c'est ce refus qui a autorisé Marc Blondel pour FO à appeler, sans risque et seulement par intermittence, à la grève générale. La FSU, poussée par une base de plus en plus radicalisée, s'est dite prête à soutenir cette perspective, défendue avec constance par l'union syndicale Solidaires et les syndicats SUD. Mais il faut bien constater que, en termes de rapport de force, elle pesait peu face à la CGT. Les militants communistes étaient dans la lutte, aussi divisés que ceux de la CGT, la direction de leur parti ne prenant aucune position sur la stratégie à suivre. Quant au PS, en dehors de quelques discours de soutien aux grévistes, il s'est mis aux « abonnés absents » pendant toute la période, sans doute un peu gêné par une droite qui ne manquait pas une occasion de lui rappeler qu'elle ne

faisait que poursuivre ce que le PS avait lui-même initié lorsqu'il était aux affaires. Seul Michel Rocard, en cohérence avec les thèses qu'il développe depuis longtemps maintenant, eut la franchise d'apporter publiquement son soutien au plan Fillon, confirmant qu'il se situait parfaitement dans la logique de ce que les socialistes avaient fait au gouvernement.

Pendant toute la mobilisation, les militants de la Ligue ont avancé la grève générale comme perspective pour gagner. Ce mot d'ordre est souvent utilisé pour caricaturer les comportements prêtés à l'extrême gauche. L'affirmation selon laquelle « la grève générale ne se décrète pas ! » est censée clore le débat. Il est évident que la grève générale, impliquant les salariés du secteur public et du secteur privé, travailleurs français ou immigrés, n'est pas un objectif qu'on peut brandir à tout propos. Dans l'histoire politique et sociale, les grèves générales sont plutôt des moments exceptionnels qui, effectivement, ne se décrètent pas. Pour qu'elle puisse éventuellement s'organiser, plusieurs conditions doivent être réunies : importance du mouvement, unité, niveau de conscience, et combativité. La critique que l'on doit faire à Bernard Thibaut – et que des dizaines de milliers de travailleurs lui ont faite d'ailleurs en l'accueillant, de façon houleuse, à Marseille, à la fin du mouvement – porte précisément sur le refus d'en créer les conditions. Par principe, la Ligue n'est pas opposée, au début d'une mobilisation, à la possibilité de tester la profondeur du mouvement qui se dessine par plusieurs journées de grève. Cela peut permettre, sans user trop vite ses forces, de se compter, d'entraîner les hésitants. Mais à condition de dire où l'on va et d'inscrire ces journées dans une stratégie d'un « tous ensemble » généralisé. C'est même la seule garantie que l'on peut donner aux salariés du secteur privé pour qu'ils prennent le risque de s'engager dans l'action. Or, ce qui fut fait en mai et juin 2003, à la SNCF, à la RATP ou à La Poste, eut exactement l'effet inverse. Le refus de s'engager dans la préparation d'une grève générale, seul moyen pour faire reculer le gouvernement Raffarin, transforma ces grèves de vingt-quatre heures en autant de journées d'action non rémunérées, usant la combativité pour

finalement ne plus être suivies par des salariés, écœurés par un tel gâchis. C'est pourtant dans ces circonstances, surtout quand n'existent pas encore de structures d'auto-organisation représentatives, que la responsabilité d'une direction syndicale peut s'avérer décisive.

À la différence des grèves de 1995, le Gouvernement n'a pas reculé. Bien sûr, les acquis de la lutte sont aujourd'hui toujours dans les mémoires. Mais le mouvement fut un échec dont on n'a pas fini de subir les conséquences. Dans cette bataille, la LCR se retrouva aux côtés de nombreux syndicalistes, des militants du PCF et de LO.

Malgré tout, après des années de reculs sociaux et de défaites parfois sans combat, le mouvement populaire est en train de retrouver le goût de la lutte et de la victoire. « On a gagné ! » : le cri a retenti à nouveau à l'issue des grandes mobilisations contre le Contrat première embauche (CPE). Étudiants et lycéens ont fait grève ; ils ont bloqué les universités et les établissements scolaires ; ils ont occupé des centres postaux et des gares. Pendant près de deux mois, des millions de jeunes et de salariés ont envahi les rues pour obtenir l'abrogation d'une mesure qui symbolise, entre autres, la condamnation des jeunes au travail précaire. Et ils ont obtenu le retrait du CPE alors que, quelques mois auparavant, le Contrat nouvelle embauche (CNE) – une mesure identique touchant cinq millions de salariés des petites entreprises – était passé sans rencontrer de véritable résistance.

Après des années de relative passivité, l'irruption du mouvement étudiant a étonné les « observateurs » – analystes, sondeurs, sociologues et éditorialistes – toujours prompts à enterrer les mobilisations sociales. Une fois de plus, la jeunesse a joué son rôle de plaque sensible d'une société en pleine crise, paralysée par l'inertie des principaux partis politiques. Ces mêmes observateurs, enclins à se rassurer à bon compte et à lire les événements nouveaux avec les lunettes du passé, se sont empressés d'y voir

un nouveau Mai 68. Bref, selon leur grille d'analyse, une de ces poussées de fièvre irrationnelles dont la France serait coutumière, un vaste monôme sans grandes conséquences. Erreur profonde.

D'une certaine façon, la mobilisation anti-CPE révèle des potentialités qui, à terme, peuvent s'avérer plus rudes pour la bourgeoisie que ne le fut le printemps 1968. Car le monde a profondément changé : à la différence des années soixante, il n'y a pas aujourd'hui 200 000 étudiants, mais plus de deux millions ! Près de la moitié d'entre eux est obligée de travailler pour financer ses études. Un étudiant employé à mi-temps chez Mac Do connaît désormais les conditions de travail des salariés, la flexibilité des horaires et la précarité. Autant dire que la liaison avec le monde du travail – ce qu'en 1968 on appelait la « jonction étudiants travailleurs » – n'est pas qu'une simple aspiration idéologique. Il ne s'agit plus de solidarité mais, vraiment, d'un combat commun.

En revanche, pendant le mouvement contre le CPE, il n'y a pas eu de grève généralisée dans les entreprises privées. Les salariés étaient plus disponibles pour d'autres formes de lutte : manifester dans la rue ou participer à des opérations de blocage du fonctionnement des services publics. Déjà, en 1995, parmi les salariés du secteur privé, c'est la « grève par procuration » qui avait prévalu. La politique mise en œuvre par les dirigeants des grandes confédérations syndicales qui se refusent à une telle épreuve de force explique, pour partie, cette hésitation des salariés devant la grève générale. Mais seulement pour partie : elle est aussi le résultat de la peur du chômage et de la dégradation des revenus devenue telle qu'un arrêt de travail coûte très cher. On hésite donc avant de s'y engager. Surtout lorsque les syndicats ne donnent aucune garantie que le mouvement ira jusqu'au bout.

En revanche, aujourd'hui comme en 2003, comme en 1995, toute mobilisation part généralement d'une revendication précise et débouche assez vite sur un processus de politisation. À partir

de la bataille contre le CPE, une grande partie de la jeunesse a débattu de questions politiques fondamentales. Ainsi a-t-on pu voir des assemblées générales d'étudiants discuter du socialisme, du partage des richesses ou de la guerre.

Entre leurs préoccupations et les débats électoraux qui ravagent les grands partis politiques, il y a un monde. Bien entendu, lors des prochaines élections, beaucoup de jeunes impliqués dans les mobilisations du printemps 2006 voteront peut-être « utile » – donc « PS » – pour se débarrasser de la droite. Mais comment pourraient-ils se reconnaître dans la concurrence entre les écuries présidentielles de Ségolène Royal, de Jack Lang, de Dominique Strauss-Khan ou de Laurent Fabius, autant de hiérarques socialistes qui pensent à peu près la même chose, mais le disent différemment ? Comment pourraient-ils se passionner pour les péripéties de la désignation du candidat Verts pour 2007 ? De même, sans doute, ont-ils quelque mal à discerner les différences de projet entre Marie-Georges Buffet, Olivier Besancenot, Arlette Laguiller ou José Bové. Il y a bien un certain désarroi : construire un débouché politique crédible à toutes les aspirations radicales et anticapitalistes n'a rien d'évident. Et pourtant, j'en suis convaincu, des dizaines de milliers de personnes souhaiteraient la création d'un nouveau parti à la gauche du PS et du PCF, capable de défendre toutes les exigences qui irriguent les mobilisations sociales de ces dernières années.

Entre mai 1968 et mai 2006, les grandes révoltes sociales, dont la société française n'est finalement pas si avare, ont confirmé notre profonde conviction sur le caractère primordial du mouvement social par rapport aux combats institutionnels. Je ne mésestime pas l'importance des débats politiques traditionnels, des consultations électorales, du suffrage universel. Mais, quand il s'agit de s'opposer aux offensives de régression sociale ou de conquérir de nouveaux droits, tout se joue dans les entreprises et dans la rue, pas dans les isoloirs et les palais de la République. Pourtant voté contraint et forcé par l'Assemblée nationale, le CPE a dû être remballé sous la pression des

manifestations : c'est là une leçon à garder en mémoire. Patronat et gouvernements ne reculent que lorsqu'ils sont confrontés au rapport de force. Et c'est lorsqu'ils sont mobilisés et actifs que le monde du travail et le mouvement populaire prennent conscience de leur force et de leur capacité à changer les choses.

26.

En m'engageant il y a maintenant un demi-siècle dans le mouvement communiste puis, ensuite, dans les combats de la gauche révolutionnaire, je n'imaginais pas me retrouver un jour à occuper une église aux côtés d'immigrés sans papiers, à faucher un champ d'OGM ou à défiler lors de la Gay Pride ! Mais si l'on peut tirer une leçon des dernières décennies, c'est bien que les terrains de lutte se sont considérablement diversifiés.

Mai 68 a eu pour cibles la société capitaliste et le gaullisme. On n'imagine pas le conservatisme qui pesait alors sur la société française : de la famille au sommet de l'État, du chef de famille au chef de l'État, une stricte hiérarchie masculine s'imposait. Peut-on se rappeler que les femmes n'ont disposé du droit à la contraception qu'en 1967 et du droit à l'avortement qu'en 1974 ? Que l'homosexualité était taboue ? Qu'une écologie balbutiante ne parvenait pas à se faire entendre ? Mai 68 a fait exploser ce conservatisme moralisateur, souvent relayé par le Parti communiste, et ouvert la voie à de nouvelles luttes émancipatrices. La plupart se sont révélées décapantes, y compris pour l'extrême gauche.

Dans les années quatre-vingt-dix, changement de décor : la crise sociale dure depuis plus de vingt ans, avec son cortège de chômage, de précarité, d'exclusion, de racisme. Elle provoque

l'apparition de luttes, défensives cette fois, celles des « Sans » : sans papiers, sans emploi, sans revenu et sans logement.

La Ligue a toujours refusé de limiter le combat pour le socialisme aux seules luttes des travailleurs dans l'entreprise. L'émancipation des femmes, la défense des droits des homosexuels, l'action déterminée contre tous les racismes et pour l'égalité des droits, la reconnaissance du problème écologique, sont autant de thèmes qui, dès le départ, ont fait partie de nos combats. L'onde de choc de Mai 68 a fait surgir de nouvelles interrogations. Une partie du Mouvement de libération des femmes affirmait et affirme encore : « Pas de socialisme sans libération des femmes, pas de libération des femmes sans socialisme ». La même affirmation peut être étendue au racisme, à l'écologie, à l'homosexualité... D'abord percutés par ces mouvements sociaux novateurs, qui remettaient en cause notre fonctionnement individuel et collectif, les militants de la Ligue ont vite compris toute leur radicalité et leur potentiel subversif. Vouloir l'émancipation de l'humanité, c'est combattre la surexploitation au travail mais aussi toutes les formes d'oppression et de discrimination.

Si ces problèmes existaient bien avant 1968, ce n'est qu'après qu'ils ont donné lieu à des mobilisations spécifiques. De ce point de vue, on peut dire que la grève générale a été un moment charnière entre deux époques : celle d'avant 1968 où le vieux mouvement ouvrier ne s'occupait pas de ces questions, si ce n'est sous la forme de discours généraux, et celle d'après, où ont émergé ces nouvelles questions, parallèlement aux phénomènes de transformation du salariat.

Ainsi, avant 1968, le Parti communiste réduisait le combat pour l'émancipation des femmes à la lutte des classes, se refusant à reconnaître une oppression spécifique liée à la domination masculine et, en conséquence, la nécessité d'un mouvement autonome. Le PCF des grandes années – au milieu du XXe siècle – était même hostile à la contraception et à l'avortement. Jeannette Vermeersch, dirigeante du PCF et compagne de Maurice Thorez, était la grande théoricienne du Parti sur les « questions de

société ». Selon elle, le droit à la contraception et à l'avortement était l'expression de la volonté de la bourgeoisie d'empêcher « les femmes d'ouvriers d'avoir des enfants » et, donc, « à la classe ouvrière de se reproduire ». Une grande page du stalinisme ! Elle dénonçait le *birth control* – le contrôle des naissances – qui, prononcé à la française, comme il l'était à l'époque, donnait lieu à des plaisanteries très fines...

En ce qui concerne l'homosexualité, le PCF la considérait comme une déviation « petite-bourgeoise », reprenant sur ce sujet les analyses des « camarades soviétiques ». Alors que j'étais encore gamin, mes frères m'avaient emmené assister à un meeting du PCF au vélodrome d'Hiver, le fameux Vel' d'Hiv'. Au cours de son intervention, devant des milliers de personnes, Jacques Duclos, l'un des principaux dirigeants, eut cette formule que je ne suis pas près d'oublier : « La classe ouvrière hait les pédérastes ! » Tout un programme. L'homosexualité était criminalisée et, lorsqu'elle était connue, elle provoquait mise à l'écart et exclusion. Ce qui ajoutait une exclusion à une autre : celle du Parti à celle de la société. Ainsi, dans les années soixante-dix, un camarade, salarié à La Poste, a été écarté par le Parti de toute responsabilité, bien qu'il ait suivi « l'école des cadres » à Moscou, lorsqu'on apprit son homosexualité. Il a alors rejoint la Ligue, pour pouvoir vivre et militer librement.

Par la profondeur de ses exigences de libération, le mouvement des femmes a été, dans les années soixante-dix, extrêmement subversif et provocateur dans ses formes d'expression. Le plus souvent, ces provocations ont été comprises comme des outrances, mais elles ont eu le mérite de dévoiler ce que la société reproduisait d'oppression et de discrimination : domination et marchandisation du corps des femmes, division sociale et sexuée du travail, quasi-monopole du travail domestique. De l'école à la famille, en passant par le travail, toutes les institutions confortaient cette oppression. Il y a quelques années, il était de bon ton d'enterrer le mouvement féministe ou de le ringardiser. Puisque les femmes ne subissaient plus d'infériorité juridique, puisque l'avortement et la contraception étaient légalisés et le

divorce facilité... le reste suivrait. Ces droits arrachés étaient censés suffire à créer un cadre nouveau dans lequel les femmes pourraient – individuellement – trouver toute leur place. Dès lors, à quoi pouvaient bien servir les « utopies féministes » de Mai 68 ? Il restait à tous ces fossoyeurs à démontrer pourquoi la société demeure toujours aussi inégalitaire au détriment des femmes. Malgré la création d'un ministère du Droit des femmes, l'égalité professionnelle reste un vain mot : leurs salaires sont 30 % inférieurs à ceux des hommes, les perspectives d'évolution de carrière difficiles et celles qui ont des responsabilités importantes dans la vie professionnelle sont l'exception. Qui subit de plein fouet les attaques contre le Code du travail et les droits élémentaires, dont celui d'avoir un emploi ? Les statistiques officielles sont imparables : les femmes sont plus souvent chômeuses, plus souvent précaires et davantage soumises à la flexibilité que les hommes. Et que dire de la perpétuation des violences sexuelles, conjugales ou autres, de l'étalage du corps des femmes dans la publicité ? De la répartition des tâches à la maison qui, en moyenne, reste toujours aussi inégalitaire ? Que dire des pressions de la droite et des institutions religieuses pour remettre en cause la loi Veil de 1974 sur l'avortement ? Rappelons que dans la Charte des droits fondamentaux annexée au projet de Constitution européenne rejeté le 29 mai 2005, ce droit élémentaire ne figurait pas. L'IVG est toujours proscrite dans plusieurs pays européens – l'Irlande, Malte, la Pologne et le Portugal – et dans le collimateur du Vatican et des autres forces religieuses. Alors, ringard et dépassé le féminisme ? Mille fois non ! De cette période fondatrice, je conserve deux idées décisives : les discriminations que subissent les femmes sont intrinsèquement liées à la domination capitaliste ; seul un mouvement des femmes autonome peut faire plier les traditions patriarcales même si le féminisme est porteur d'un potentiel de libération pour l'ensemble de l'humanité.

De Mai 68 et des années suivantes, je me souviens que la répartition des tâches était encore très traditionnelle, comme en témoigne le film de Romain Goupil, *Mourir à trente ans*, où les

hommes pensent et agissent alors que les filles n'apparaissent que comme des compagnes ou figurantes sympathiques. Publié en avril 1971 par *Le Nouvel Observateur*, le « Manifeste des 343 salopes » – 343 femmes célèbres assumaient ouvertement d'avoir avorté – a fait brusquement surgir sur la scène publique le droit de choisir d'avoir des enfants. Son aspect provocateur était totalement justifié. Puis c'est l'apparition des « groupes femmes », non mixtes, réclamant une organisation autonome pour conquérir égalité et émancipation, qui a fortement ébranlé les forces politiques. La Ligue se battait pour l'égalité entre les hommes et les femmes, mais sans avoir forcément conscience de l'ensemble des fondements de l'oppression et de la domination. C'est donc autour de l'autonomie du mouvement et du caractère non mixte des réunions – destiné à permettre la libération de la parole et la formulation de revendications spécifiques – que le débat a été le plus vif. De nombreuses militantes de la Ligue se sont investies dans les structures du mouvement autonome de libération des femmes, mais aussi au sein du mouvement mixte : le MLAC. Au début des années soixante-dix, le Mouvement pour la liberté de l'avortement et de la contraception – qui comptait aussi dans ses rangs nombre de médecins revendiquant la pratique de l'avortement, bravant ainsi le Conseil de l'Ordre – a focalisé le combat pour soustraire les femmes à leur rôle familial traditionnel, en commençant par le commencement : être propriétaire de son corps.

Ces militantes ont également cherché à traduire leur engagement féministe au sein même de la Ligue, en s'efforçant de modifier leur place dans l'organisation. Dans ce cadre, pour pouvoir discuter entre elles des problèmes rencontrés, y compris au sein de la Ligue, elles ont revendiqué et obtenu le droit à des réunions non mixtes. Non sans polémique : pour de nombreux militants, la tenue de réunions non mixtes semblait remettre en cause l'égalité des droits entre membres de l'organisation ainsi que la transparence des débats et ouvrir la voie au séparatisme. Ces réunions existent toujours. Lors de chaque session de la Direction nationale – qui, depuis le XVe congrès de la Ligue en

octobre 2003, respecte une stricte parité entre hommes et femmes – un certain temps est réservé dans l'ordre du jour à la réunion non mixte des dirigeantes. Ces réunions sont acceptées, même si elles demeurent parfois un sujet d'incompréhension. Mais tous les choix d'orientation en matière de combat pour l'égalité sont discutés de manière mixte. Dans les années soixante-dix, la Ligue s'est dotée d'un support propre d'intervention dans le mouvement : *Les Cahiers du féminisme*. Pendant près de vingt ans, les *Cahiers* ont défendu notre conception d'un combat féministe articulé à une perspective socialiste, liant luttes contre l'oppression des femmes et combat contre l'exploitation du monde du travail. De nombreuses militantes ont été des animatrices du mouvement, depuis ses origines, comme Josette Trat ou Maya Surduts, parmi tant d'autres. Maya, ancienne dirigeante du groupe « Révolution ! » puis de l'OCT, a rejoint la LCR en 1988 ; elle anime aujourd'hui deux structures unitaires, le Collectif des associations pour le droit à l'avortement et à la contraception (CADAC) et le Collectif national pour les droits des femmes (CNDF).

Désormais le problème qui se pose est le passage de relais entre la génération fondatrice du mouvement et une autre plus jeune, élevée dans le cadre des conquêtes de l'après-Mai 68, tant sur le plan de l'avortement et de la contraception que sur celui des rapports hommes-femmes dans la famille. Mais le combat est loin d'être achevé : ces droits sont sans cesse remis en cause. Et d'autres revendications ont émergé, comme la lutte contre les violences faites aux femmes ou la précarité dont elles sont les premières victimes.

C'est en Mai 68 que sont apparues les premières initiatives revendicatives homosexuelles, même si elles ont été peu nombreuses et relativement discrètes. À ma connaissance, un Comité d'action pédérastique a affiché sur les murs de la Sorbonne des samizdats... qui n'ont tenu que trois jours. Ces actions nous ont, avouons-le, largement échappé. Dans la suite de Mai, la *Lettre à ma mère* de Guy Hocquenghem – ancien militant de notre

courant politique qu'il a quitté dès 1969 pour fonder Vive la Révolution – publiée dans *Le Nouvel Observateur*, et la création du Front homosexuel d'action révolutionnaire (FHAR) ont été les premiers pas d'un mouvement qui va osciller en permanence entre une stratégie radicale de remise en cause des tabous sexuels et l'affirmation de revendications précises exigeant l'abrogation des lois répressives et l'égalité des droits. C'est en 1975 que la question commence à être posée dans la Ligue, par un premier texte de débat. Dans la foulée est créée une Commission nationale des homosexualités (CNH). En 1976, le congrès national de la LCR est secoué par l'émergence du mouvement des femmes et des homosexuels. Rétrospectivement, le bilan de cet épisode est ambigu. La Ligue n'était pas du tout hostile à la prise en compte de ces nouvelles revendications. Mais les comprenait-elle vraiment ? En tout cas, nombre de militants homosexuels de cette époque eurent l'impression de ne pas être compris par une partie de l'organisation qui jugeait leur combat secondaire. Ils ont réagi de manière « provocatrice » et une grande partie de la Ligue s'est sentie agressée par ces groupes qui lui reprochaient des comportements phallocrates ou homophobes... Drôle de période d'incubation de questions encore mal digérées.

En 1979, des membres de la CNH de la Ligue ont créé *Masques*, une revue politique et littéraire. C'est également à ce moment qu'a été créée l'Université d'été euroméditerranéenne des homosexualités, mise en place le comité antirépression et que s'est produite la dernière exclusion du PCF pour homosexualité. En 1981, une brochure synthétisant notre approche sur ces questions a été publiée. Une nouvelle période s'est ouverte, avec l'organisation de marches homosexuelles, ancêtres de la Gay Pride.

Lors de la première marche, je représentais la Ligue, non sans une certaine appréhension. Aujourd'hui, les leaders de gauche se bousculent pour être au premier rang. Mais à l'époque, j'étais quasiment le seul responsable politique national à m'être déplacé. La manifestation était partie du Quartier latin. Lorsque je me suis présenté à la tête du cortège, j'ai immédiatement été accueilli

par un curé qui m'a interpellé en ces termes : « Je suis curé et pédé. Ça vous étonne ? » Sans malice, je lui ai répondu que non. Mais, disons-le sans détour, je n'étais pas à mon aise... D'autant que sans être une célébrité, on me reconnaissait dans la rue. Et, voyant certains spectateurs postés sur les trottoirs me pointer du doigt avec étonnement avant de se pencher vers leurs voisins, je devinais sans peine ce qu'ils devaient leur confier : « Tiens, ça alors, lui aussi ! » Dans les années quatre-vingt, période propice à la démoralisation, de nombreux militants qui avaient été des initiateurs du mouvement homosexuel ont quitté la Ligue, sans doute épuisés par l'ampleur des efforts de conviction qu'ils avaient été obligés de déployer, aussi bien dans la société qu'au sein de l'organisation. De nombreuses militantes de la LCR, féministes de la première heure, se sont également éloignées.

Pourtant, en 1981, des premières victoires ont été enregistrées grâce aux initiatives du Comité d'urgence antirépression homosexuel (CUARH). Les lois discriminatoires, qui aggravaient la répression de certains délits en cas d'homosexualité, ont été abrogées en 1982, de même que la définition de l'homosexualité comme « contre-nature », héritée de l'époque pétainiste. Désormais, il n'était plus interdit de « faire du prosélytisme », donc de manifester, de se réunir ou de diffuser des tracts. Les homosexuels n'étaient plus obligés de vivre cachés. Mais il faudra encore attendre des années pour que le PACS permette la reconnaissance de fait du couple homosexuel – mais pas le mariage homosexuel ni l'homoparentalité – et que soit également inscrite dans la loi l'interdiction de toute discrimination pour orientation sexuelle. Ces changements constituent des avancées, mais il faut rester prudent et faire la part entre victoires juridiques et transformation réelle des comportements. Aujourd'hui encore, chaque année, je participe à la Gay Pride – devenue LGBT (Lesbian, Gay, Bi et Trans) – pour marquer mon engagement et celui de la LCR en faveur du combat des homosexuels pour l'égalité des droits. Mais les temps ont changé et les manifestations aussi. Le fric, le business et la récupération commerciale ont trouvé là un marché qui en dénature un peu le caractère

revendicatif, pourtant toujours nécessaire : le droit au mariage et le droit à l'adoption restent à conquérir même s'il s'agit d'une normalisation des plus banales.

De son côté, l'écologie était tout aussi absente des préoccupations du mouvement ouvrier, au nom du productivisme et par mimétisme vis-à-vis du modèle soviétique. La volonté de croissance à tout prix, l'absence de contrôle démocratique sur les choix de production ont entre autres conduit aux catastrophes de Tchernobyl ou à l'assèchement de la mer d'Aral. La prise en compte grandissante des revendications écologistes a constitué, au cours des dernières décennies, un autre bouleversement majeur du militantisme révolutionnaire.

À la base, il y a un constat auquel il est désormais difficile d'échapper : nous vivons l'épuisement d'un système productiviste destructeur des ressources essentielles de la planète. La course au profit, moteur du capitalisme, et les choix catastrophiques des sociétés bureaucratiques de l'Est, aujourd'hui disparues, sont les grands responsables d'une crise écologique sans précédent. Les enjeux en sont devenus globaux : dérèglements du climat ; menaces sur la qualité de l'air, de l'eau, des sols ; disparition programmée d'espèces végétales et animales... Des apprentis sorciers modifient le patrimoine génétique de semences et d'animaux à des fins mercantiles. Et demain, celui des êtres humains ?

Mais c'est sans doute la crise énergétique qui concentre les plus graves problèmes. Dans quelques décennies, des ressources non renouvelables, produites à l'échelle du temps géologique, seront épuisées. Certains pays – dont la France – ont opté pour le nucléaire, mais sans aucune garantie de sécurité globalement convaincante, sans transparence et, surtout, en éludant la question des déchets radioactifs légués aux générations futures, pour des millénaires. Au lieu de planifier une alternative énergétique globale, intégrant la satisfaction des besoins émergents des pays du Sud, c'est le règne de la gabegie qui continue. Quel meilleur symbole de cet absurde gaspillage que l'explosion du nombre de

camions qui, en Europe, saturent les routes ? Le système productif fonctionne à flux tendus car il faut éviter les stocks. Dès lors, circulent en permanence des camions pressés d'arriver à temps qui dilapident les ressources énergétiques et multiplient les accidents. Pourtant, n'importe quel expert un peu sérieux sait que la généralisation à l'ensemble de la population du globe du niveau américain de consommation énergétique aurait tôt fait de provoquer l'explosion de la planète. Le gouvernement américain refuse toujours de ratifier le timide protocole de Kyoto concernant le réchauffement climatique. Pourtant, des économies d'énergie, une diversification des ressources énergétiques – renouvelables, mais sûrement moins lucratives – représentent autant de choix alternatifs possibles. Mais ils s'affrontent à la logique des multinationales et au fonctionnement du capitalisme globalisé.

Pour la LCR, la « conversion » à l'écologie politique a sans doute été nettement plus facile que la prise en compte du féminisme ou le soutien aux revendications homosexuelles. Mais, pour autant, elle n'est pas allée sans heurts. Même si le double rejet des modèles capitalistes et du bureaucratisme soviétique a sans doute facilité la tâche et aidé la Ligue à prendre en compte les défis écologiques.

Après 1968, l'écologie politique a émergé dans l'opinion et dans la société française, bien avant la création du parti des Verts. Les combats fondateurs où la Ligue était déjà présente furent la lutte du Larzac en 1973, avec le refus de voir s'installer un camp militaire, et la mobilisation autour de Plogoff en 1980, avec le soulèvement de toute une région contre la construction d'une centrale nucléaire à la pointe du Raz en Bretagne.

Avec le rassemblement sur le plateau du Larzac, mon premier souvenir remonte aux manifestations contre la construction du tunnel du Somport. Ce projet pharaonique posait un double problème. Le transport par camions commençait à exploser au détriment du rail et menaçait gravement la tranquillité d'une vallée où l'on tentait de réintroduire des ours. C'était ma

première manifestation écolo. Dès l'arrivée au col, où s'étaient regroupés les opposants, j'ai été un peu interloqué par la diversité des stands : certains me laissaient perplexe, notamment celui qui dénonçait « la médecine qui tue » ! J'avais assisté à une réunion de préparation de la manifestation, tenue dans un petit local. À l'époque, je fumais beaucoup et la réunion avec les écolos n'avait pas vraiment été un obstacle à mon péché mignon : dès que j'ai sorti mon paquet de Gauloises, deux ou trois d'entre eux en ont tout de suite profité pour m'imiter. Toutefois, l'après-midi, en plein air mais en tête de manifestation, Antoine Waechter m'est immédiatement tombé dessus : « On ne fume pas dans une manif écolo ! » À part cela, la mobilisation a été un réel succès.

Plus tard, en tant que député européen, j'ai participé, en février 2002, au blocage d'un train convoyant sept conteneurs de déchets nucléaires, près de Strasbourg. D'habitude, les organisateurs de ce type d'initiatives sont très au point. Mais là, il a fallu faire un véritable rodéo en voiture avec les flics et avec le train pour finalement... ne pas réussir à le bloquer ! Mais nous avons quand même freiné son avance. Changement de décor : le 5 septembre 2004, je me suis rendu à Solomiac, dans le Gers, pour participer avec José Bové à une opération de fauchage d'organismes génétiquement modifiés. Là encore, les organisateurs ont une certaine expérience et, en principe, le scénario est bien rôdé. Une fois la parcelle repérée, les faucheurs se rassemblent à quelques kilomètres. Ils tiennent un meeting d'explication avec les personnalités présentes, puis ils se dirigent en direction de la parcelle, se regroupent à nouveau et partent en manifestation occuper le champ. Mais si les organisateurs sont au point, les gendarmes et les CRS aussi. Quand nous sommes arrivés sur la zone, un hélicoptère de la police nous attendait déjà. En temps normal, je serais bien incapable de faire la différence entre une parcelle de blé, de maïs ou de seigle, cette fois pas de problème : tout bleu et casqué, le champ d'OGM était parfaitement identifiable. La parcelle était grande comme la moitié d'un terrain de foot et encerclée par des cordons de CRS, harnachés pour la guerre civile. Bref, il devait y avoir autant de

CRS et de gendarmes que de plants d'OGM. Impossible d'approcher les uns et les autres : très vite s'est abattu un déluge de grenades lacrymogènes. Au bout d'une heure de ce traitement, les manifestants courageux étaient à moitié asphyxiés, vomissant tripes et boyaux. Il a bien fallu se rendre à l'évidence et reculer.

C'est une vraie leçon : pour les autorités, les OGM valent plus que les personnes. Régulièrement, il ne manque pas de bonnes âmes et de chercheurs pour s'indigner contre « l'obscurantisme » des faucheurs d'OGM. Selon eux, la destruction de ces cultures entraverait la recherche scientifique, priverait les malades de médicaments utiles et contribuerait à la famine des pays du Sud ! C'est oublier un peu vite que ce n'est pas la recherche sur les OGM que mettent en cause les manifestants mais leur culture en plein champ. Il est tout à fait possible de poursuivre les travaux scientifiques ou de fabriquer les médicaments concernés en laboratoire. En revanche, la culture en plein air entraîne inévitablement la dissémination des organismes génétiquement modifiés dans les autres parcelles : à terme, ce sont les cultures sans OGM qui deviendraient impossibles. Tel est d'ailleurs bien l'objectif des multinationales semencières : passer en force, en pratiquant la politique du fait accompli. La démarche des industriels et des pouvoirs publics à propos des OGM pose d'ailleurs le même problème que le développement de l'énergie nucléaire : celui du culte du secret et l'absence de débat démocratique, alors que des choix – qui engagent l'avenir – nécessitent, pour être légitimes, débats et consultation populaire. Quant à la culture des OGM pour lutter contre la faim en Afrique, personne n'a demandé leur avis aux populations concernées. Ce n'est rien qu'une vaste escroquerie, comme l'a clairement montré l'épisode de la semence Terminator que la firme Monsanto entendait commercialiser. Il s'agissait d'une semence stérile, les produits de la récolte ne pouvant être conservés d'une année sur l'autre pour réensemencer. Les paysans clients de Monsanto auraient été pieds et poings liés et obligés, chaque année, de repasser commande. Ajoutons que, bien souvent, dans les pays pauvres,

le développement de l'agriculture ne sert pas à l'alimentation des populations : les récoltes sont destinées à l'exportation, pour procurer les devises qui servent à payer les intérêts de la dette...

Je suis absolument convaincu de l'impasse écologique dans laquelle est désormais plongé le système capitaliste. De plus en plus de gens viendront à la politique parce qu'ils seront scandalisés et révoltés par les désastres écologiques. L'écologie sociale est partie prenante d'un programme anticapitaliste : ce sont les mêmes qui payent la facture sociale et règlent également la facture écologique. Qui vit au bord des autoroutes urbaines dans la pollution sonore et respire de l'air saturé de gas-oil ? Qui, par manque de revenu, consomme la mal bouffe vendue moins chère dans les rayons des hypermarchés ou dans les hard discounts ? Qui, dans le travail, subit l'exploitation avant d'être victime de l'empoisonnement à l'amiante, ou aux produits chimiques ?

Dans ce domaine, le travail des écologistes et des collectifs de défense de l'environnement a été essentiel pour informer et faire prendre conscience. L'écho des livres de René Dumont en témoigne. Mais forts de leurs succès électoraux, en France comme en Allemagne, les partis Verts se sont intégrés à grande vitesse et bon nombre de leurs dirigeants comme Dominique Voynet, Daniel Cohn-Bendit ou Joshka Fisher se sont convertis au libéralisme, se condamnant ainsi à limiter leur action à l'accompagnement du système.

Dans les années cinquante et soixante, l'immigration d'origine européenne – italienne, espagnole, portugaise, polonaise... – a fini par être intégrée dans la société française et dans le mouvement ouvrier. En revanche, la situation de l'immigration africaine, issue du monde colonial, était totalement différente. C'était une immigration masculine, maghrébine dans sa grande majorité, que beaucoup considéraient comme provisoire. Cela étant dit, les travailleurs algériens étaient déjà partiellement intégrés au mouvement syndical et aux partis politiques de gauche. Des contacts avec l'extrême gauche s'étaient noués. En

1968, les immigrés ont participé massivement à la grève générale : il suffit de regarder les images d'archives, les assemblées générales de travailleurs, à Renault ou ailleurs. Mais leurs conditions de vie en dehors de l'usine ne ressemblaient en rien à celles des autres ouvriers. Séparés de leurs familles, ils vivaient à l'écart, souvent dans des bidonvilles comme celui de Nanterre, situé juste à côté de la faculté. Ils subissaient le poids du racisme et de la violence, exacerbés par la guerre d'Algérie. Dans les années soixante-dix et quatre-vingt, le regroupement familial avec l'arrivée des femmes et la naissance d'enfants a bouleversé la situation. En 1968, il n'y a pas eu de mouvement spécifique des immigrés, réclamant l'égalité des droits et refusant les discriminations, mais le souffle de Mai a fait éclore de nouvelles luttes, notamment dans les foyers d'immigrés Sonacotra – auxquelles la Ligue entre autres a participé – puis à la « Marche des beurs » en 1983 et au développement de SOS Racisme. Avec la mondialisation de l'immigration et l'écart croissant de richesse entre pays pauvres et pays développés, le racisme ambiant s'est accru, conforté par les lois sécuritaires mises en place, en particulier les lois Pasqua, Chevènement et Sarkozy. C'est dans ces circonstances qu'est apparu le mouvement des sans-papiers, dans les années quatre-vingt-dix.

Ce sont les entreprises françaises, encouragées par les pouvoirs publics, qui sont allées chercher les immigrés lors des années d'expansion économique. Certaines continuent d'ailleurs à le faire, avides qu'elles sont de disposer d'une main-d'œuvre très bon marché, moins revendicative puisque soumise au chantage à l'expulsion. Avec le développement de la crise économique et du chômage, les démagogues de droite et d'extrême droite ont agité le mythe absurde de « l'immigration zéro », pendant que les pouvoirs publics multipliaient les dispositions restrictives. En fait, l'immigration est un phénomène durable, alimenté principalement par les situations de misère et, parfois, de guerre qui règnent dans les pays pauvres. Les multinationales et les pays riches, coupables de surexploiter le Tiers Monde et d'y développer les conflits, portent une lourde responsabilité. Dans ces

conditions, aucune législation aussi restrictive soit-elle n'empêchera l'immigration. Son seul effet est de plonger les immigrés dans la clandestinité et de les précariser. C'est pourquoi, depuis une dizaine d'années, la bataille pour la régularisation des sans-papiers est devenue une priorité, encouragée par les centaines de milliers de régularisations effectuées récemment en Espagne, Italie ou Allemagne.

L'occupation de l'église Saint-Bernard par plusieurs dizaines de familles de sans-papiers, avec des enfants en bas âge, pendant l'été 1996, a été un des moments les plus forts de cette bataille. Pendant des semaines, l'église, son parvis, le square environnant et les cafés du coin sont devenus un abcès de fixation, et un lieu de rassemblement pour un vaste mouvement de solidarité. Sur la durée, l'occupation a créé des liens d'amitié et de convivialité parmi les centaines de personnes qui y ont séjourné ou qui sont venues régulièrement, souvent en sortant du travail. En dehors des militants politiques, associatifs ou syndicaux habituels, des gens très divers s'y sont rencontrés pour la première fois, avec chacun son histoire. Des chômeurs ont croisé des étudiants. Une employée n'appartenant à aucun parti ni à aucune association mais scandalisée par le sort réservé à ces familles, a fait le voyage chaque jour depuis Creil, y retrouvant une dame issue de la grande bourgeoisie, indignée comme elle du manque d'humanité des autorités. Toutes les nuits, des groupes de discussion se formaient devant l'église, tandis que d'autres personnes s'efforçaient de dormir, à même le sol. Les centaines de sans-papiers ont bientôt été rejoints par une dizaine de grévistes de la faim, sous surveillance médicale, isolés dans un coin de l'église. Et, au milieu de tous ces anonymes, quelques visages célèbres, qui, dans cette situation de convivialité quotidienne, sont devenus un peu les voisins du quartier : Jacques Gaillot, Ariane Mnouchkine, Marina Vlady, Jack Ralite ou Léon Schwartzenberg. Sans oublier, bien sûr, Emmanuelle Béart dont la présence précieuse et assidue lui a valu pas mal de calomnies. À ma question : « Pourquoi es-tu la seule comédienne à être venue ici ? », je me

souviens de sa réponse inattendue, mais sans doute fondée : « Elles ne veulent peut-être pas être vues à l'aube, au réveil, sans maquillage... »

Au fur et à mesure de l'occupation, la tension montait. On attendait l'intervention de la police. Des guetteurs étaient postés et des répétitions organisées dans la nef, avec les familles et le curé pour savoir comment se comporter en cas d'intervention. Il avait été décidé que les femmes se regrouperaient avec leurs enfants dans le centre de l'église, que les hommes iraient derrière les portes et que les personnalités resteraient autour des lits des grévistes de la faim. Le 23 août 1996, il ne s'était toujours rien passé. À 6 heures du matin, comme d'habitude, certains étaient déjà repartis travailler quand un cri a retenti : « Ils arrivent ! » Une véritable armada a alors surgi. Malgré les rangées de militants qui se sont assis pacifiquement devant le porche, les CRS sont passés par-dessus et ont foncé vers le portail. J'étais, quant à moi, à mon poste, assis au pied du lit d'un gréviste de la faim, à côté d'un élu communiste parisien, Pierre Mansard. Dans la nef, les gosses hurlaient. Soudain, on entendit les fameux coups de hache. Incroyable ! Puis les portes défoncées, la meute s'est ruée dans la nef faiblement éclairée et bientôt enfumée par le jet de deux grenades lacrymogènes. Les flics ont encerclé les femmes et ont procédé aux arrestations, traînant par les pieds les récalcitrants. Emmanuelle Béart, très calmement, s'est placée au milieu des mères et a pris un gosse dans ses bras. Un commando policier est arrivé vers nous et a exigé d'arrêter les grévistes de la faim. Nous avons refusé. Le chef nous a suppliés de le laisser faire, sinon, il devrait nous arrêter aussi. Ce qu'ils ont fait. Tous les occupants ont été embarqués de force, les grévistes sur des civières, et nous, traînés par les pieds jusque dans la petite cour de l'église, loin des regards extérieurs. Nous sommes restés là près de deux heures, avec interdiction de sortir. Néanmoins, officiellement, « nous, les personnalités, n'étions pas en état d'arrestation ». Avec Jack Ralite et Léon Schwartzenberg, nous avons menacé d'avertir la presse. Pendant ce temps, les CRS ont évacué l'église. Mais déjà, l'on entendait une rumeur

dans les rues avoisinantes. Spontanément, des centaines puis des milliers de manifestants, avertis par la radio, convergeaient vers l'église, au mépris des barrages. J'avais gardé mon téléphone portable sur moi et des camarades, à la tête de différents cortèges, me téléphonaient pour m'indiquer leur trajet. Ainsi, grâce à cet engin redoutable, au milieu d'une cour entourée de CRS, j'ai pu avertir les uns et les autres de leurs positions respectives, pour faire converger les cortèges. Au bout de deux heures, nous avons finalement été autorisés à sortir et nous avons rejoint la manifestation, prélude au vaste mouvement de solidarité qui culmina en février 1997, lorsque, répondant à un appel à la désobéissance civile initié par des cinéastes et des artistes, 100 000 personnes ont manifesté à Paris contre le projet de loi de Jean-Louis Debré qui obligeait les personnes hébergeant des visiteurs étrangers à déclarer leur départ à la préfecture.

Depuis, l'église Saint-Bernard incarne le symbole de la lutte des sans-papiers et de leurs soutiens français. Avec, quand même, un bémol : beaucoup de ceux qui, à cette occasion, sous le coup de l'émotion, sont descendus dans la rue n'ont plus redonné signe de vie, alors que le mouvement perdait de sa force, surtout après les lois Chevènement.

En 1997, la circulaire Chevènement a tenté de répondre à sa manière à la mobilisation des sans-papiers. Elle instaurait la régularisation au bout de dix années de présence sur le territoire français, mais cela signifiait pour les autres, arrivés plus récemment, un maintien dans la clandestinité. Et pendant ce temps, ils devraient travailler, se loger, se nourrir, inscrire leurs enfants à l'école dans l'espoir d'obtenir un jour des papiers. Encore fallait-il qu'ils réunissent assez de preuves pour agréer aux critères de préfets dotés de pouvoirs de droit divin en la matière. Ce bel effort de continuité avec les lois Pasqua et Debré a tout de même permis la régularisation d'environ 80 000 personnes. Il a surtout atteint un objectif politique : désamorcer la mobilisation de solidarité autour des sans-papiers après Saint-Bernard.

Car, en réalité, rien n'était réglé : des mesures de durcissement du regroupement familial sans cesse renforcées entre 1997

et 2002, ont conduit beaucoup de femmes et d'enfants mineurs à entrer en France avec des visas de tourisme qui ne leur permettaient pas de s'installer durablement. Il faut ajouter à cela l'afflux des Algériens fuyant la guerre civile entre terroristes islamistes et armée algérienne, de Kosovars ou d'Ivoiriens voulant échapper aux combats qui ravageaient leurs pays. Le nombre des sans-papiers a donc augmenté, mais sans réussir à s'organiser et à mobiliser autrement que sporadiquement, comme lors de l'occupation de la basilique de Saint-Denis en août 2002.

Il faudra attendre le printemps 2004 pour voir apparaître le Réseau éducation sans frontières. Il a été créé à l'appel d'enseignants qui s'étaient mobilisés dans leurs établissements pour défendre des élèves sans-papiers, notamment au lycée professionnel de Chatenay-Malabry, autour de Richard Moyon, aujourd'hui l'un de ses porte-parole et sympathisant de la LCR. Les professeurs avaient constaté que cette mobilisation avait incité d'autres enfants à confier leur statut de sans-papier. Ils ont alors contacté, à travers les réseaux syndicaux, des militants politiques ou associatifs pour organiser le RESF dans toute la région parisienne. La mobilisation a été d'autant plus importante qu'elle débouchait sur des victoires partielles, comme l'obtention de titres d'étudiants donnant parfois accès à des cartes « Vie privée et familiale ». Durant l'automne 2005, le Réseau a su médiatiser quelques cas comme celui de ces deux enfants cachés pendant plusieurs mois par des militants pour empêcher l'expulsion de leur mère, Barbe Makombo. Ou celui de Guy, un jeune Camerounais, père de famille que la mobilisation du réseau et de ses camarades du lycée a réussi à arracher de l'avion grâce à l'aide des passagers et à deux jours de grève dans des lycées de Seine-Saint-Denis. Le ministre de l'Intérieur a dû lui accorder un droit de séjour à titre dérogatoire. En pleine crise des banlieues, et devant la colère et la mobilisation des professeurs, du personnel enseignant et des parents d'élèves, Nicolas Sarkozy s'est vu contraint de rédiger une circulaire le 31 octobre 2005, demandant aux préfets de surseoir aux expulsions d'élèves sans-papiers mais également de parents d'enfants scolarisés jusqu'à la fin de

l'année scolaire, en juin 2006. Néanmoins, le Réseau a dû se battre pour imposer son application et extraire des centres de rétention des parents menacés d'expulsion. Dans presque toutes les villes de France, des écoles se sont mobilisées, découvrant à travers le cas d'un ou plusieurs élèves, la situation désespérée des sans-papiers.

La volonté de résister à l'injustice et d'affirmer des valeurs de solidarité a trouvé dans le soutien aux enfants sans-papiers un point de cristallisation pour des enseignants, des parents, des jeunes, des familles entières qui, souvent, ne « faisaient pas de politique » mais étaient indignés que la police et la gendarmerie fassent la sortie des écoles ou des centres aérés pour arrêter puis expulser des enfants, parfois les copains des leurs. La pétition lancée au printemps 2006, avant les vacances scolaires, par le Réseau affirmant que les signataires étaient prêts contre la loi à héberger des enfants, a reçu le soutien de plus de 140 organisations. En quelques semaines, elle a recueilli plus de 100 000 signatures, dont celles de nombreuses personnalités politiques, intellectuelles ou artistiques : d'Arlette Laguiller à Ségolène Royal en passant par Dan Franck, Fred Vargas ou Lilian Thuram. En juin et juillet 2006, des milliers de parrainages d'enfants ont été organisés dans les mairies. Désormais tout un réseau est en place, bénéficiant notamment de l'aide de syndicalistes des transports aériens pour se mobiliser à la première tentative d'expulsion. Le ministre de l'Intérieur a donc été obligé de bricoler une nouvelle circulaire le 13 juin 2006 pour montrer que, même s'il était décidé à atteindre son objectif de 25 000 expulsions dans l'année, il comptait le faire « humainement », en régularisant des familles qui auraient fait « la preuve de leur intégration ». Ce qui est plus que subjectif. De fait, la circulaire permet de fixer le cadre d'un nouveau combat pour empêcher que soient expulsés ceux qui ne correspondent pas aux critères (élèves arrivés après 13 ans, célibataires ou conjoints de personne en situation régulière). Cette expérience prouve que l'on peut mobiliser largement sur un sujet aussi difficile et obtenir quelques succès.

Au début du XXI[e] siècle, au cœur de la quatrième puissance économique du monde, il y a en France toute une population victime de la crise du logement. Chaque année, l'abbé Pierre et les associations qui interviennent sur ce problème fournissent des chiffres alarmants : près de 8 millions de personnes sont mal logées, dont 2 millions sont hébergées temporairement chez des proches ou dans des logements précaires, à la merci des accidents et des incendies. 90 000 sont recensées comme « sans domicile fixe ». Cette situation intolérable est la conséquence de la spéculation immobilière, du développement de la pauvreté – même parmi ceux qui ont un emploi – et de la négligence scandaleuse des pouvoirs publics.

Pourtant des solutions existent, à commencer par la construction de logements à des prix accessibles et une politique de l'habitat à loyer modéré. Cela peut prendre du temps, certes. Raison de plus pour commencer dès maintenant. Chaque hiver, le décompte macabre des sans-domicile, victimes du froid ou des incendies des taudis dans lesquels ils vivent, montre cependant qu'il y a urgence à réagir. Une solution existe, il n'est même pas besoin de modifier la législation en vigueur : appliquons la loi qui prévoit la possibilité de réquisitionner les logements vides. Une loi encore jamais appliquée, par aucun gouvernement.

Une question d'urgence, un droit élémentaire bafoué, une loi non appliquée : c'est sur cette situation intolérable que s'est construit le mouvement des sans-logis avec, au premier rang, le DAL, l'association Droit au logement. Cette association a réussi à percer la chape de plomb des médias, généralement peu intéressés par les questions sociales, en appliquant un principe simple et dont la légitimité est difficilement contestable : puisque la loi de réquisition n'est pas appliquée par ceux qui en ont la charge, appliquons-la nous-mêmes et occupons les immeubles inoccupés !

Parmi les nombreuses opérations d'occupation de logements vides menées par DAL, celle de l'immeuble de la rue du Dragon, en 1994, a été un moment fort. Situé en plein Saint-Germain-des-Prés, ce vaste immeuble est devenu un point de ralliement

pour tout le mouvement des sans-logis. Jusqu'au jour où la police est intervenue en bloquant les issues, ne laissant libre qu'un petit périmètre devant la porte, encerclé par des rideaux de CRS : seules les personnalités – hommes politiques, écrivains, artistes – venues manifester leur solidarité pouvaient y accéder. Du coup, le boulevard Saint-Germain, et surtout la place, située devant l'église Saint-Germain-des-Prés, se sont transformés en un nouveau lieu de concentration des sympathisants, avec meetings, concerts et spectacles en tout genre. Lorsque je me suis rendu devant l'immeuble, rejoint par le professeur Léon Schwartzenberg et par Mgr Jacques Gaillot, la police avait fait courir le bruit que, lors de l'entrée en force des nouveaux occupants, elle avait eu des blessés dans ses rangs : plusieurs d'entre eux avaient même été, paraît-il, hospitalisés. Comme aucun d'entre nous ne croyait une telle fable, nous avons décidé d'en avoir le cœur net. C'est notre professeur qui a dégainé le premier en appelant le chef des flics : « Voilà, a-t-il dit au commissaire, nous venons d'apprendre que vous aviez des blessés. Je suis médecin et nous aimerions leur rendre visite à l'hôpital, pour prendre de leurs nouvelles. » « En tant qu'évêque, a ajouté Mgr Gaillot, moi aussi, j'aimerais leur apporter un peu de réconfort. » Les deux avaient le physique de l'emploi : Léon le sérieux et Jacques, le regard empreint de compassion. J'assistais à la scène avec un certain amusement. Vingt minutes plus tard, après de nombreux conciliabules entre le commissaire et ses supérieurs, joints par radio, le gradé est revenu vers nous, toujours très onctueux. Un professeur de médecine, ancien ministre, et un évêque, ça en impose ! « Nous vous remercions, mais on vient de me faire savoir que ça n'est plus la peine, tous nos hommes sont sortis de l'hôpital. — Ah, comme nous sommes rassurés ! » se sont écriés, d'une même voix, mes deux complices. Nous n'en demandions pas tant. Le commissaire parti, le docteur et l'évêque se sont adressés aux journalistes présents pour dénoncer l'intox qu'avait organisée le ministre de l'Intérieur de l'époque, Charles Pasqua.

Sans-logis, sans-papiers : ces combats pour la dignité sont longtemps restés hors du champ des préoccupations de la gauche traditionnelle et des grandes confédérations syndicales, même si la situation a aujourd'hui changé, notamment pour la CGT et le PCF, nettement plus concernés. En revanche, dès le début, ces mobilisations ont suscité des solidarités que l'on n'aurait pas forcément attendues. Pour ma part, elles ont été l'occasion de côtoyer deux personnalités différentes mais attachantes : Mgr Gaillot et le professeur Schwartzenberg. En dehors de visites touristiques, je n'ai eu que trois fois l'occasion de rentrer dans une église. Dans l'église Saint-Bernard et la basilique de Saint-Denis, quand elles ont été occupées par les sans-papiers. Mais je me suis aussi rendu dans celle d'Évreux, en solidarité avec son évêque, Mgr Gaillot, quand il a été chassé de son diocèse. C'est dans ces circonstances que j'ai appris à connaître et à apprécier des hommes d'église, un peu exceptionnels il est vrai. Ainsi, le curé de Saint-Denis : le père Berger. Accueillir les immigrés dans sa basilique était de l'ordre de l'évidence, malgré les protestations de certains de ses paroissiens, voire les démonstrations violentes de groupes de royalistes. Il a été présent, nuit et jour, discret mais efficace, y compris pour aider à dépasser certaines querelles entre différents groupes de sans-papiers. Entre « ceux qui croyaient au ciel et ceux qui n'y croyaient pas », il y avait là la véritable communion de ceux qui croyaient au moins à la liberté et à la dignité sur terre. L'entente avec lui a été totale. Sa hiérarchie lui a fait payer son courage en le mutant quelque temps plus tard vers une église de Pierrefitte : pas vraiment une promotion.

Avec Jacques Gaillot, les convergences ont été d'un autre ordre puisque, ces dernières années et à plusieurs occasions, il a soutenu publiquement des candidats de la LCR aux élections. Ancien évêque d'Évreux, Mgr Gaillot a été sanctionné par la hiérarchie catholique et affecté au diocèse de la ville de Partenia, un diocèse virtuel sans fidèles, car Partenia a disparu sous les sables du Sahara depuis le Ve siècle ! Présent dans la quasi-totalité des luttes progressistes, il a su, avec son complice Léon Schwartzenberg,

utiliser sciemment son statut et sa notoriété pour populariser la lutte des exclus. Certains s'en sont agacés ; ils ont cru habile de dénoncer son nombrilisme, faute de comprendre ou d'admettre que, grâce à l'anneau magique qu'il porte au doigt, que nombre de gens viennent embrasser en s'agenouillant, sa simple présence est parfois plus utile que cinquante discours. J'ai toujours entretenu d'excellents rapports avec cet homme de foi qui ne manque pas de courage pour défendre des causes... très peu populaires dans son milieu. Ensemble, nous n'avons jamais discuté religion, si ce n'est parfois pour le taquiner : par exemple, lors de la manifestation pour le centenaire de la Révolution française, à la Bastille, en 1989. Ce jour-là, il pleuvait des cordes et, avec Jack Ralite, nous lui avons demandé de s'adresser « à son patron » pour faire cesser le déluge : il nous a avoué que c'était hors de ses compétences.

Avant l'occupation de la rue du Dragon, je n'avais jamais rencontré Léon Schwartzenberg. Comme tout le monde, je savais que c'était un cancérologue de talent, aux propos tranchants, qui figurait régulièrement très haut dans les sondages parmi les personnalités préférées des Français. Je connaissais peu de chose de son passé politique si ce n'est qu'il avait été député européen apparenté socialiste entre 1989 et 1994. Lors des élections européennes de 1994, il avait participé à la « liste Sarajevo » : initiée par des intellectuels et des personnalités favorables à la cause bosniaque, elle avait recueilli 1,57 % des voix. Son expulsion du gouvernement Rocard, après neuf jours d'exercice en tant que ministre de la Santé, me le rendait plutôt sympathique. En peu de temps, nous sommes devenus complices et amis. À travers les batailles que nous avons menées ensemble, j'ai découvert un homme aux convictions radicales, moralement et physiquement courageux.

Il avait décidé de consacrer les dernières années de sa vie et sa notoriété au service exclusif des causes qu'il estimait justes. Impossible ici de les citer toutes, tant elles furent nombreuses. Personne, à commencer par les principaux intéressés, n'a oublié

que c'est en partie grâce à lui que la cause des sans-logis et celle des sans-papiers ont réussi à se faire entendre. Léon répondait présent à chaque sollicitation, se déplaçant dans n'importe quelle ville. Il quittait une manifestation pour assister à un procès, passait d'un meeting à une conférence de presse ou à l'écriture d'une lettre au président de la République.

Orateur magnifique, il n'avait jamais un mot de trop et chacun d'entre eux avait un sens précis. Avec sa voix gouailleuse, son débit lent et ferme, ponctué de citations littéraires, il imposait un profond respect à ses auditoires, notamment aux jeunes. Il avait son franc-parler et se moquait des honneurs. Dans les meetings, nous étions souvent assis à la tribune l'un à côté de l'autre. Ma seule crainte était qu'on entende les commentaires qu'il faisait souvent à haute voix, sans s'en rendre compte. « Écoute ce con, quel hypocrite ! » Ces gentillesses s'adressaient à certains orateurs du PS qui l'énervaient profondément. Malgré son statut, Léon ne faisait pas mystère de son rapprochement politique avec la LCR. Il a participé à nos meetings électoraux et, en 2002, lors de la campagne présidentielle, il a accepté d'être filmé dans le spot télévisé d'Olivier Besancenot : on y voit l'ancien et le jeune, marcher et discuter dans les rues de Paris. On se téléphonait souvent pour faire le point de nos activités et échanger nos opinions sur l'actualité. Mais nous n'avons jamais abordé son passé, si ce n'est son exclusion du gouvernement Rocard qu'il avait apprise quasiment par la presse. En fait, il en était très fier : « Je dois être le ministre à la carrière la plus courte. » Ce n'est que plus tard, après sa mort, grâce à Marina Vlady, sa compagne, que j'ai appris son passé de résistant pendant la guerre et le suicide de ses deux frères, prisonniers des nazis. Il ne voulait pas davantage qu'on s'attarde sur le cancer qui le rongeait. Les dernières années, il n'y voyait plus assez pour conduire. À chaque initiative publique, c'était la guerre avec lui pour qu'il accepte qu'un militant vienne le chercher : la plupart du temps, il refusait et prenait seul le métro. Quelques semaines avant sa mort, complètement épuisé et amaigri, il a tenu à participer aux manifestations de défense des immigrés. Avec, aux

lèvres, toujours la même formule : « Fous-moi la paix ! Je peux encore tenir dix minutes. » Ses obsèques ont d'ailleurs été l'occasion d'une ultime manifestation. Comme il les avait aimées, mais silencieuse cette fois. Ce dernier cortège a rassemblé pêle-mêle des personnalités, des militants, des artistes, une délégation de sans-papiers en larmes, ainsi que des sans-logis. Et, bien sûr, toujours là, digne et discrète, sa Marina.

Sans papiers, sans logis, sans travail, sans statut : tous les laissés-pour-compte de la société s'efforcent de se construire leurs propres structures de défense face à la passivité des grandes organisations, quitte à utiliser des formes de luttes spectaculaires pour se faire entendre. On a tous en mémoire les initiatives des intermittents du spectacle, des chômeurs d'AC, des ouvriers menaçant de faire sauter leur entreprise, ou des militants d'Act up. On a vu apparaître à l'automne 2005 la révolte des « sans espoir » : ces jeunes des banlieues ou des quartiers défavorisés qui se sentent exclus de tout. Exclus du pays où ils vivent quand ils sont d'origine étrangère ; exclus du travail ; exclus de logements familiaux décents ; parfois exclus de leur propre famille qui, en situation de détresse sociale, est dans l'incapacité de s'occuper d'eux. Harcelés quotidiennement par les contrôles de police, ils se sentent victimes d'un climat de racisme. La révolte de novembre 2005, avec son cortège de violences, de voitures et, parfois, d'écoles ou de gymnases brûlés, traduit l'ampleur de leur désespoir, mais aussi leur incapacité de s'exprimer autrement. Ils n'ont plus de critères ou de valeurs, en dehors du rejet des flics et de Le Pen. D'où la grande difficulté d'engager le dialogue avec eux. La réponse, qui ne peut être policière, doit s'attaquer aux racines de la crise que sont l'école, le travail, le logement, le manque de personnel d'encadrement. Certains de ces jeunes sont déscolarisés. Mais comment demander à des enseignants de ZEP de s'occuper véritablement de ces enfants difficiles dans des classes surchargées ? C'est pourtant dans le cadre de l'école, qu'au bout de quelques semaines, certains jeunes ont raconté à leurs

professeurs pourquoi ils avaient brûlé des voitures ou pourquoi ils étaient solidaires de ceux qui l'avaient fait.

Presque tous les soirs, dans la rue où j'habite, à Saint-Denis, des voitures ont été brûlées. Les réactions de la population furent naturellement très hostiles, mais il y eut quand même, chaque nuit, un rassemblement de militants politiques de gauche, d'élus, de syndicalistes, d'associatifs pour discuter avec les habitants et les jeunes et s'efforcer d'éviter les affrontements avec les CRS. Dans une telle situation où le dialogue est, pour le moment, aléatoire et où nous n'avons pas les moyens de mener une autre politique, même les petites victoires sont difficiles, la population ne pouvant à juste titre accepter ce climat de violence.

27.

Un demi-siècle plus tard, ce qui fut le grand parti de la classe ouvrière a profondément changé. Le déclin actuel du PCF est surtout la conséquence de la disparition de l'URSS et de sa participation aux gouvernements de gauche. Ce parti fut l'un des plus prosoviétiques de la planète : on peut imaginer la tragédie qu'a représenté, pour ses militants, la désintégration du modèle qui incarnait tous les espoirs. Car rappelons-nous qu'à la fin des années soixante-dix, la majorité des militants partageaient encore le jugement formulé par Georges Marchais sur le « bilan globalement positif » de l'URSS. En voyant disparaître cette référence qui le différenciait du Parti socialiste, le PCF a perdu son identité. En 1920, le congrès de Tours – où la majorité des délégués au congrès socialiste s'est prononcée pour l'adhésion à la IIIe Internationale et la fondation du Parti communiste – s'est joué sur la question du soutien à la révolution russe et à l'Union soviétique. La direction du Parti ne tira jamais un sérieux bilan du stalinisme, et se contenta seulement de dénoncer le « culte de la personnalité » de Staline ou les « atteintes à la démocratie ». Au début des années quatre-vingt-dix, l'implosion, sans résistance, de ce régime, malgré les tentatives réformatrices de Mikhaïl Gorbatchev, avait donc plongé les militants dans un profond désarroi.

L'autre force du Parti était son implantation dans la classe ouvrière, mais elle s'est affaiblie du fait de la participation

gouvernementale de ministres communistes rendus corespon-sables des mesures antisociales prises par le PS et des mutations internes du monde du travail.

Miné dans ses fondements, le PCF fut aussi la victime de deux hommes politiques qui surent, chacun à sa façon, accélérer son déclin. De Gaulle comme Mitterrand avaient parfaitement compris que le PCF n'était pas prêt à rompre la politique d'équilibre international exigée par l'URSS, en prenant le pouvoir, surtout sur la base de mobilisations populaires difficilement contrôlables. En 1945, des ministres communistes participèrent au Gouvernement avec comme mission d'aider à reconstruire le pays, sans remettre en cause son système. Rentré d'URSS, le secrétaire général du PCF, Maurice Thorez, mit son ancien casque de mineur sur la tête et appela ses camarades à « Produire ! Produire ! Encore produire ! Pour la France ! » Il exigea des militants communistes, qui avaient conservé les armes de la Résistance, de les rendre : il n'y avait plus désormais « qu'une seule police et qu'une seule armée », celle du général de Gaulle. En 1947, la « bataille de la production » prit fin et les ouvriers commencèrent à revendiquer. Initiée par des militants révolutionnaires – membres du groupe qui allait devenir Lutte ouvrière – une grande grève éclata aux usines Renault. Les communistes, rendus à tort responsables, furent jetés hors du Gouvernement. Pour la droite, il n'était plus nécessaire qu'ils restent au pouvoir : ils avaient accompli le travail qu'elle leur avait assigné. Même scénario en 1968 : de Gaulle avait compris que la direction du PC n'avait qu'un souhait : celui de voir cesser une grève générale qu'elle ne contrôlait pas. La perche tendue fut immédiatement saisie. La dissolution de l'Assemblée nationale et l'annonce d'élections législatives furent aussitôt acceptées par un parti soulagé par la perspective de voir un mouvement extraparlementaire enterré dans les urnes.

Quelques années plus tard, en 1972, François Mitterrand prit le relais avec la signature du Programme commun et, surtout, en 1981, l'entrée de ministres communistes dans son gouvernement. Obligés de se plier aux règles de la solidarité gouvernementale,

les députés PC durent avaliser la totalité de la politique du PS jusqu'en juillet 1984, quand Laurent Fabius remplaça Pierre Mauroy au poste de Premier ministre et décida de poursuivre sa politique de rigueur. C'était un peu trop et le PCF, cette fois, refusa de participer au Gouvernement, tout en restant dans la majorité parlementaire. Quand le PS revint au pouvoir, en 1988 avec la réélection de François Mitterrand, puis en 1997 après la dissolution ratée de Jacques Chirac, ce parti n'avait plus la majorité absolue. Pour faire passer ses lois, il avait donc besoin des voix des députés communistes, qui furent presque toujours au rendez-vous. Dans les rares cas où les mesures proposées ne pouvaient plus être assumées, le PS ne leur laissait que l'abstention comme porte de sortie : « Une abstention à forte connotation péjorative », comme le fit piteusement remarquer le président du groupe parlementaire PC, Alain Bocquet.

Intégrer des ministres communistes, qui travaillaient bien et dont la présence au Gouvernement contribuait à tétaniser le monde du travail, fut une aubaine pour le PS. Pour un travailleur, électeur ou militant du PCF, il est évidemment beaucoup plus difficile de partir en grève contre une décision lorsqu'elle a été acceptée – voire initiée – par un ministre communiste que lorsqu'elle émane d'un ministre de droite. Quand, à la fin des années quatre-vingt-dix, les délégations de cheminots rencontraient le ministre communiste des transports, Jean-Claude Gayssot, elles continuaient à le tutoyer, ce qui n'était jamais arrivé à Édouard Balladur ou à Raymond Barre ! Pourtant, c'est bien Jean-Claude Gayssot qui a lancé le processus de privatisation d'Air France et du fret SNCF. Telle a été, malheureusement, la fonction réelle des ministres communistes, sous de Gaulle, Mitterrand ou Jospin : faire accepter aux travailleurs des mesures qu'ils auraient sans doute combattues, s'ils n'avaient pas fait partie du Gouvernement. Un pied dans les grèves et l'autre dans les ministères : cet équilibrisme impossible a conduit au score de Robert Hue à la présidentielle de 2002. Ses électeurs, sensibles à une démarche de réformes graduelles et « raisonnables », l'ont abandonné pour le vote en faveur du PS, à tout prendre plus

crédible dans ce registre. Ses électeurs les plus attachés aux luttes sociales ont souvent préféré s'abstenir... ou voter pour les deux candidats de la gauche révolutionnaire.

Au milieu des années quatre-vingt-dix, les relations entre la Ligue et le PCF se sont sensiblement modifiées. Désormais, la direction du Parti nous invite officiellement pour débattre, comme à Bercy en 1996 ou à la fête de L'Huma en 2005, et accepte de mener des campagnes communes, comme celle du référendum de 2005 – où Marie-Georges Buffet a partagé le temps de parole alloué dans les médias au Parti communiste en tant que force politique représentée au gouvernement. Cela témoigne d'une évolution positive, et d'un changement des rapports de force.

En 1996, la direction du PCF avait pris l'initiative de convoquer un grand rassemblement au Palais omnisports de Paris Bercy, en y invitant tous les leaders de la gauche : Lionel Jospin, Dominique Voynet, Jean-Michel Baylet (Parti radical de gauche). ainsi que ma digne personne. Les motivations de Robert Hue étaient multiples. Une partie de la base communiste, surtout en région parisienne, tirait un bilan plutôt amer de l'Union de la gauche : il s'agissait donc de la convaincre des vertus de l'unité. En même temps, Hue voulait faire la démonstration de la capacité de son parti à être hégémonique dans le cadre d'une mobilisation populaire. Visiblement, il n'avait pas mesuré l'écho qu'aurait notre participation. Nous non plus, du reste. Ce fut, en effet, une grande première. Heureux d'un tel événement, je me sentais investi d'une lourde responsabilité. J'avais l'habitude des meetings, mais je n'avais aucune idée de l'accueil qu'allaient me réserver les milliers de personnes qui, dans une atmosphère surchauffée, avaient investi le Palais omnisports. Au sein de la direction de la Ligue, nous avions discuté des thèmes à aborder. L'un d'entre eux s'imposait : quel contenu anticapitaliste donner à l'unité pour ne pas recommencer l'expérience de 1981 ? Vu les circonstances, je devais terminer par un appel particulier aux militants communistes. Mais je me suis toujours senti bloqué par un texte écrit qui empêche de « sentir la salle » et

d'improviser, pour être plus convaincant. Comme d'habitude, je n'avais pas rédigé le discours, mais j'avais un plan détaillé et quelques formules écrites.

En coulisses, avant d'entrer en scène, le climat était plutôt étrange. Ce n'était pas un meeting unitaire, préparé de concert par les différents partis, mais un meeting organisé par le PC. Personne ne savait vraiment ce qui allait se passer. Nous nous serrâmes tous la main. Robert Hue fut chaleureux, me laissant bien entendre que c'était lui, personnellement, qui m'avait invité. Jospin fut plus froid. Chaque orateur avait ses supporters, mais la salle était largement composée de militants communistes, plutôt critiques vis-à-vis de leur direction. Mon tour venu, j'ai pris le micro. Je le savais : c'était tout ou rien. Dès les premières phrases de mon intervention, les applaudissements ont éclaté. C'était gagné ! Le climat allait crescendo, et, à la fin, j'ai conclu en déclarant : « Nous faisons partie du même camp et, ensemble, il va falloir redonner ses couleurs au drapeau rouge et ne plus le laisser dans les mains de ceux qui l'ont sali. » Avec le recul, je dois reconnaître que la formule pouvait paraître ambiguë. Elle satisfaisait à la fois les adversaires du stalinisme et ses nostalgiques. À la tribune, tout le monde faisait grise mine. Dans les coulisses, il y avait un monde fou pour le cocktail. Du coup, je me suis retrouvé entouré et congratulé par des supporters de la dernière minute, des « ex », des ralliés à la gauche gouvernementale un peu coupables, des futurs ralliés qui l'ignoraient encore et les éternels compagnons de route, toujours un peu critiques, comme il se doit. Je leur servais d'alibi et de défouloir, le temps d'un whisky et de deux petits-fours. Le seul à me bouder ostensiblement et à ne pas venir me serrer la main que, par ailleurs, je ne lui ai jamais tendue, fut Georges Marchais, isolé dans son coin. Pour lui, Hue plus Krivine, la coupe était pleine ! Depuis ce jour, nous n'avons plus jamais été invités à un seul meeting de la gauche jusqu'à la campagne unitaire de 2005 contre le projet de Constitution européenne. Néanmoins, les retombées de Bercy furent intéressantes et modifièrent durablement la perception de la Ligue par les militants communistes.

Un an plus tard, en avril 1997, à la veille de la victoire de la gauche, je fus reçu par Lionel Jospin, dans son domicile parisien. La LCR avait demandé à voir tous les dirigeants de la gauche. Jospin avait finalement accepté, tardivement. Je ne l'avais jamais rencontré auparavant, en dehors du meeting de Bercy et de quelques manifestations où nous nous étions croisés. Notre discussion fut assez générale, mais surtout axée sur le PCF, son évolution et ses contradictions.

Je dois dire que, hormis les désaccords politiques fondamentaux qui nous séparent, j'apprécie chez l'homme ce que la grande presse lui a toujours reproché : son refus des comédies médiatiques, son authentique culture politique et sa grande connaissance du mouvement ouvrier. À la fin de notre rendez-vous, il me confia ce qu'il avait vraiment sur le cœur : « Tu sais, nous ne nous sommes pas revus depuis Bercy où tu as fait un tabac prévisible. Mais je voulais te le dire : j'ai été très choqué par la fin de ton discours, que j'ai trouvée fausse et démagogique, quand tu leur as dit qu'on était dans le même camp. » Et là, sa voix enfla : « Non, Alain, on n'a jamais été dans le même camp que les staliniens ! » C'était peut-être un aveu implicite sur son passé : il est aujourd'hui de notoriété publique que Lionel Jospin a longtemps milité dans les rangs du parti lambertiste, plusieurs années après son adhésion publique au PS. Cependant, cet aspect est très secondaire : la vérité est que sa critique ne manquait pas de pertinence.

C'est dans les années quatre-vingt-dix qu'est apparu, autour de Roger Martelli, Pierre Zarka et Patrick Braouezec, le mouvement des « refondateurs », un courant qui hésite régulièrement entre rupture et ralliement à la direction, qu'il s'agisse de celle de Robert Hue ou de Marie-Georges Buffet. Composé de nombreux élus, ce mouvement n'a pas réussi à conquérir une réelle base militante. Sur le fond politique, ses animateurs sont plus sensibles que les autres dirigeants communistes aux nouveaux mouvements sociaux et plus critiques à l'endroit du PS. Ils s'inscrivent dans la stratégie du rassemblement majoritaire de toute

la gauche, souhaitant que la création, en son sein, d'un pôle plus radical, regroupant le PC, l'extrême gauche et le mouvement social, puisse bloquer l'évolution libérale du PS. Au Parlement, sous le gouvernement de la gauche plurielle, entre 1997 et 2002, les députés refondateurs ne se sont cependant jamais dissociés des votes du groupe communiste, à l'exception de Patrick Braouezec qui a refusé de voter la loi Chevènement, dirigée contre les immigrés. Tous avaient pourtant la liberté de vote...

Mais les courants oppositionnels les mieux organisés et les plus nombreux au sein du PCF sont les « nostalgiques », regroupés dans différentes coordinations communistes. Et s'ils peuvent compter sur le soutien de plusieurs députés et de quelques bastions, comme la fédération du Pas-de-Calais, ils demeurent incapables de rompre avec la tradition stalinienne. Cela donne souvent un langage « lutte de classe », doublé d'une pratique sectaire, sur fond de nationalisme bien ancré dans l'héritage du PCF et symbolisé, il y a encore quelques années, par le slogan « Produisons français ». Très hostiles à l'extrême gauche, ils se battent pour une affirmation identitaire de leur parti. Ces courants entretiennent le regret d'un passé mythique et d'une époque révolue, sans comprendre que le monde a changé. Au PCF, le « travail fractionnel » a toujours été tabou. C'est un interdit si bien intériorisé que, souvent, les opposants eux-mêmes se déclarent opposés au droit de tendance ! Ce qui ne leur permet évidemment pas d'offrir de perspectives à ceux qui voudraient les suivre...

Désormais, donc, les rapports entre le PCF et la Ligue sont « normalisés », ce qui était impensable il y a quelques années. Cependant, de nombreux problèmes restent entiers. Une partie de ses militants partage avec nous une critique radicale du système, mais la direction situe l'essentiel de son action et de sa stratégie dans le cadre des institutions étatiques et économiques du monde capitaliste, d'où sa volonté constante de passer des accords électoraux – au rabais – avec le PS, de l'échelon municipal à la participation gouvernementale. Sa base militante et son

ancrage social la poussent à gauche tandis que ses traditions, le poids de ses élus et de son appareil la tirent à droite.

Des millions de gens sont passés dans ses rangs, marquant des familles entières. Mais le PCF est un parti vieillissant. Nombre d'adhérents n'assistent plus aux réunions de cellule et se réfugient dans l'activité syndicale. Ses effectifs actuels avoisinent 60 000 membres, plus ou moins actifs, dont environ 10 000 sont des élus. Pour comprendre la portée de ces chiffres, il faut se remémorer ceux des grandes années du PCF lorsqu'il comptait dans ses rangs plusieurs centaines de milliers d'adhérents et 30 000 élus. Les jeunes et les intellectuels l'ont assez largement déserté. Les nouvelles couches du monde du travail s'en désintéressent, alors même que les bastions de la vieille classe ouvrière disparaissent. Toutefois, malgré sa crise historique et son déclin inéluctable, aucune organisation n'a encore réussi à le remplacer dans les couches populaires. Lors des grandes échéances nationales, il conserve une crédibilité plus grande que celle de l'extrême gauche. Échaudée par le phénomène stalinien qu'elle n'a pas su comprendre, la direction du Parti sait ce qu'elle ne veut plus, sans trop savoir où elle va, tout en sachant ce qu'il lui faut sauver : son appareil et ses élus. Du fait de son éducation, elle reste incapable d'élaborer une politique et une stratégie alternatives. Elle a abandonné les notions de « parti dirigeant » et « d'avant-garde révolutionnaire », donnant dorénavant dans l'excès démagogique : « On n'a rien à vous imposer », « C'est aux citoyens ou aux gens de décider ». Ses contradictions sont flagrantes. Elle répète à l'envi : « Pas question de recommencer l'expérience de la gauche unie au Gouvernement ! » « Les citoyens doivent imposer une politique antilibérale à toute la gauche. » Mais, compte tenu de la sérieuse adaptation du PS au libéralisme, encore attestée par son positionnement en faveur du projet de la Constitution européenne ou son programme pour l'élection présidentielle de 2007, une telle hypothèse est irréaliste. Partant du fait que le non de la gauche antilibérale a été majoritaire, la direction du PCF veut faire croire qu'elle peut l'être

dans le pays, sans reconnaître que voter non à une Constitution engage moins que voter oui à un programme anticapitaliste. La direction du PCF joue sur les mots et préfère employer le terme antilibéral plutôt que celui d'anticapitaliste. On comprend pourquoi : la plupart des partisans du non au PS ont voté contre une Constitution antilibérale sans être, pour autant, anticapitalistes. Ils se sont ensuite ralliés qui à Ségolène Royal, qui à Laurent Fabius, acceptant tous le programme de François Hollande. Officiellement, personne au PS français n'ose se réclamer franchement du libéralisme, Ségolène Royal allant jusqu'à affirmer, sans plaisanter, que son programme est « socialiste ». La querelle sémantique avec la direction du PCF dissimule un ralliement probable à une majorité gouvernementale avec le PS. Dès lors, on saisit mieux ses critiques contre la « posture protestataire » de l'extrême gauche.

L'avenir du PCF sera, en grande partie, déterminé par une série d'événements difficiles à prévoir : l'ampleur des futures mobilisations sociales, la politique et le poids de l'extrême gauche, l'orientation libérale du PS. Mais, il est probable, contrairement à ce qui s'est produit en Italie avec la création du Parti de la refondation communiste, il n'y aura pas de scission significative. L'absence traditionnelle de débat, le légitimisme et la faiblesse de la culture politique ambiante empêchent les opposants d'élaborer de véritables politiques alternatives à celle de la direction. En général, les rébellions se limitent à quelques points de divergence et les départs se font individuellement, sur la pointe des pieds. C'est ainsi que le PCF s'émiette, peu à peu.

Au cours de la campagne présidentielle de 2007, il devra durcir son langage contre l'orientation du Parti socialiste pour retrouver une certaine identité, mais sans rompre, pour sauver l'essentiel de ce qui lui reste : ses 10 000 élus. En cas de victoire de la gauche, il sera obligé de trouver un accord pour former une majorité parlementaire, sans participer nécessairement au Gouvernement. Encore lui faudra-t-il, pour cela, obtenir l'assentiment du PS...

« À la différence du PCF, nous resterons toujours un parti d'instituteurs », cette remarque que m'avait faite François Mitterrand était assez pertinente. Si le PC est sur le déclin, ni le PS ni l'extrême gauche n'ont été capables de le remplacer dans les entreprises. Le PS français est même l'un des partis socialistes européens qui a le moins de liens avec le mouvement syndical. Jusqu'en 1972, date de la signature du Programme commun de gouvernement, la LCR ne s'était jamais vraiment intéressée au PS en raison de ses compromissions, notamment dans les guerres coloniales et de l'approbation de la Constitution de 1958. Longtemps bloqué par l'implantation historique du PC dans la classe ouvrière, le Parti socialiste a bénéficié de la crise du stalinisme et de l'incapacité des dirigeants communistes à élaborer un réformisme conséquent. Il a également mieux compris, mieux pris en compte les mutations du monde du travail et a su s'adresser aux nouvelles couches salariées, plus jeunes, plus féminisées, alors que le PCF, bloqué par une culture ouvriériste, maintenait une vision du prolétariat en décalage avec la réalité.

Il faut reconnaître ici toute l'intelligence politique de François Mitterrand : il a entendu certaines des aspirations de 1968 et réussi à franchir patiemment toutes les étapes pour arriver au pouvoir. Au début des années soixante-dix, il a rassemblé au sein du PS la plupart des forces de la gauche non communiste. Lors des congrès du PS résonnaient alors des proclamations enflammées en faveur de « la rupture avec le capitalisme ». Puis, il a piégé le PC en lui proposant d'aller au Gouvernement. À la différence de leurs collègues des autres pays européens, où les communistes ont toujours été groupusculaires et la social-démocratie dominante, les socialistes français ont été contraints de tenir compte des traditions de lutte et de culture du mouvement ouvrier. Le dicton est connu : le PS gagne les élections à gauche pour, ensuite, gouverner à droite !

Signe des temps : c'est en 1981 que la Ligue a été invitée, pour la première fois, à un congrès du PS, à Valence. Ma première surprise a été la vision du parking et du ballet incessant de dizaines de R25 neuves – le dernier modèle chic pour

ministres – que la direction de Renault avait mises à la disposition des congressistes d'un parti qui venait de prendre le pouvoir... Ma seconde surprise a été celle du néophyte qui croyait encore qu'on discutait politique dans un congrès. En fait, au PS, hier comme aujourd'hui, le travail se fait dans les couloirs et lors des repas. Pour le reste, c'est-à-dire les séances plénières elles-mêmes, c'est un grand vaudeville où se succèdent des dizaines d'orateurs, devant un parterre presque vide mais néanmoins bruyant car envahi par le vacarme des discussions de ceux qui sont là parce qu'il n'y avait plus de place ailleurs. Puis, à intervalles réguliers, une rumeur enfle : les portes s'ouvrent pour permettre à une meute de journalistes et de photographes d'entrer à reculons, pour laisser passer une huile qui va s'asseoir, le temps de laisser le pauvre bougre à la tribune terminer son discours dans le brouhaha. Son discours fini, le chef se retire après quelques minutes d'écoute de l'orateur suivant, politesse et modestie obligent. Et la salle se vide. C'est dans un de ces moments – que l'histoire ne retiendra pas – que Paul Quilès a lancé son fameux appel à « couper des têtes », s'il le fallait... Bien sûr, sa déclaration a été accueillie par une ovation et quelques frissons. Mais qu'on se rassure : cette menace n'a jamais été mise en application. La seule tête que François Mitterrand a fait tomber a été celle du militant communiste algérien Fernand Yveton, guillotiné le 12 février 1957.

En 1981, la formidable liesse populaire témoignait du fait qu'une écrasante majorité de la population pensait sincèrement que le Parti socialiste allait, selon son joli mot d'ordre, « changer la vie ». Vingt-cinq ans plus tard, le parti ne porte plus cette espérance. Vécu alors comme un parti de la transformation sociale, il n'incarne plus désormais, au mieux, que l'instrument institutionnel jugé le plus efficace sur le terrain électoral pour battre la droite. Sa conversion au réalisme gestionnaire et au libéralisme économique est passée par là. Bien sûr, dans les mois qui ont suivi le 10 mai 1981, de grandes réformes ont été réalisées : l'abolition de la peine de mort, l'instauration de la

semaine de 39 heures – même si c'est la semaine de 35 heures qui avait été promise et qu'il faudra attendre plus de seize ans pour que soit votée les lois « Aubry ! –, la retraite à soixante ans, le remboursement de l'IVG, des nationalisations, mais avec versement de généreuses indemnités aux actionnaires, l'autorisation d'émettre pour les radios libres. Pour la bourgeoisie, l'essentiel a été préservé : respect de la propriété privée capitaliste, continuité dans la gestion de l'État, de la police et de l'armée, maintien des grands choix diplomatiques, refus présidentiel d'abroger les institutions de la Ve République, celles-là mêmes que François Mitterrand, dans un pamphlet célèbre, avait dénoncées comme un « coup d'État permanent ». Continuité aussi de la politique néocoloniale de la France en Afrique...

Mais c'est sur l'orientation économique que la rupture fondamentale s'est produite. Arrivés au pouvoir en promettant une politique keynésienne de relance de la croissance par la consommation, les socialistes ont été confrontés aux politiques libérales menées dans les autres pays européens. Sommés de modifier leur politique économique ou de sortir du Système monétaire européen, ils ont accepté d'intégrer le cadre libéral de l'Europe et de se convertir aux règles du « tout marché ». Du tournant de la rigueur de 1983 au référendum du 29 mai 2005, l'Europe a toujours été brandie par les dirigeants socialistes comme l'alibi de leur adaptation au libéralisme. En 1983 et pendant des années, Lionel Jospin avait présenté ce tournant comme une « parenthèse » et un compromis. Tôt ou tard, le compromis serait dépassé et la parenthèse refermée, la politique de la gauche reprendrait un cours plus socialiste. On attend toujours. De 1997 à 2002, le même Jospin, parvenu au pouvoir, a poursuivi et approfondi cette conversion au libéralisme en privatisant plus d'entreprises publiques que ses deux prédécesseurs de droite à Matignon. Néanmoins, le référendum de 2005 sur le Texte de Constitution européenne a montré qu'une partie des socialistes rejetait encore le libéralisme. De son côté, Michel Rocard, un des plus francs, explique qu'il faut s'adapter au monde tel qu'il est, que le capitalisme a gagné et que nous devons nous y

résigner. Sur le fond, le PS n'a pas d'autre choix : parti essentiellement électoral, il n'a pas réussi à tisser de véritables liens avec le mouvement syndical ni à jouer un rôle majeur dans les mobilisations sociales. La majorité de ses militants sont des élus – plusieurs dizaines de milliers – qui entretiennent des rapports clientélistes avec leurs électeurs, à travers la gestion des institutions ou des associations. Il apparaît surtout comme le parti du moindre mal ; son programme et ses dirigeants ne suscitant pas un espoir ou un enthousiasme délirant.

Enfin, il ne faut pas oublier le poids disproportionné des militants venus du PSU ou de l'extrême gauche au sein de sa direction. Ces transferts sont le signe d'une lassitude face à la marginalité de leurs anciens partis, puis dans une certaine fascination devant la crédibilité, la puissance et le « réalisme » du PS. Ces militants sont issus de toutes parts : du maoïsme comme Alain Geismar et Georges Frèche, ou du lambertisme comme Jean-Christophe Cambadélis et Jean-Luc Mélenchon. Sans oublier, naturellement, nos anciens camarades : Julien Dray, Gérard Filoche, François Rebsamen, Henri Weber, et même Pierre Moscovici, un temps militant dans un Comité rouge, la structure sympathisante de la Ligue. Face au PC et à l'extrême gauche, ces « ex », souvent très formés politiquement, ont apporté au PS une culture et une connaissance du mouvement social qui lui faisaient cruellement défaut. On comprend dès lors l'efficacité des tandems Cambadélis – Strauss-Kahn ou Weber – Fabius. Alors qu'il n'était encore que militant PS de fraîche date, Henri Weber m'avait fait ce constat plutôt réaliste du choix des tendances au PS : « Ce sont des écuries. On choisit son courant pour garder son mandat si on est élu, pour le reconquérir si on l'a perdu et pour le gagner si on n'en a pas encore. »

Adopté de façon quasi unanime, le projet socialiste pour la présidentielle de 2007 ne contient rien qui puisse infirmer mes appréciations négatives. La fixation du SMIC à 1 500 euros en fin de législature, mesure présentée comme emblématique d'une

« politique de gauche », représente des augmentations annuelles inférieures à celles réalisées par les gouvernements de Jean-Pierre Raffarin et Dominique de Villepin. La réforme fiscale envisagée, sur fond de fusion de l'impôt sur le revenu avec la CSG, conduirait à une remise en cause de la progressivité de l'impôt et sur les privatisations, seule celle de l'EDF serait remise en cause. Le projet propose quelques réformes institutionnelles, mais ne prévoit pas de remettre en cause les prérogatives du chef de l'État, socle de la « monarchie républicaine » et des institutions antidémocratiques de la Ve République. En revanche, il prétend « conforter les services publics » et mettre en œuvre une « politique industrielle » : gageons qu'il sera « contraint » d'y renoncer, au nom de la construction européenne, car de telles réformes sont incompatibles avec les conceptions ultralibérales de la Commission européenne. En fait, une même logique parcourt le projet socialiste et le soutien apporté par le PS au projet de Constitution européenne. À aucun moment n'est évoquée la dénonciation des traités européens, véritable carcan empêchant la mise en œuvre d'une politique alternative. Il n'est donc pas étonnant que ce projet fasse silence sur l'interdiction des licenciements boursiers comme sur la nécessité de mieux répartir les richesses. Et ce projet, tous les dirigeants socialistes l'ont approuvé, de Laurent Fabius et Henri Emmanuelli à Dominique Strauss-Kahn et Ségolène Royal.

De tels renoncements programmés ne libèrent pas seulement un espace pour une politique anticapitaliste, vraiment de gauche : ils rendent son affirmation plus nécessaire que jamais.

Conclusion

Au moment où j'achève ce livre, les peuples palestiniens et libanais tentent de survivre sous le déluge de feu de l'armée israélienne. Pas un seul gouvernement n'ose s'opposer concrètement à cette entreprise de terreur qui profite de la bénédiction accordée par celui qui s'est érigé en « grand défenseur des libertés dans le monde », le président Bush, l'ONU n'intervenant qu'une fois le Liban détruit. Qui réagit quand, la même semaine, un rapport de l'organisation de défense des Droits de l'homme, Human Rights Watch, dénonce l'organisation scientifique de la torture par l'armée américaine dans les prisons irakiennes ? Qui s'insurge quand les entreprises du CAC 40 réalisent des profits record en 2005 alors que les inégalités se sont encore accrues ? Qui proteste quand Nicolas Sarkozy, le même jour, annonce qu'il va expulser des milliers d'enfants immigrés scolarisés, avec leurs parents ?

Qui s'indigne *vraiment* en prenant connaissance, lors de son éviction, des conditions extravagantes de rémunération d'Antoine Zacharias ? L'ancien PDG du groupe Vinci a accumulé 250 millions d'euros de stock-options ; en 2005, son salaire annuel a été augmenté de 20 % pour atteindre 4,3 millions d'euros ; ses indemnités de départ ont été fixées à 13 millions d'euros et il a reçu la garantie de toucher chaque mois la moitié de son dernier salaire, tout au long de sa retraite. Le litige à l'origine de son éviction a été provoqué par son exigence d'un

bonus supplémentaire de 8 millions d'euros pour le rôle – sûrement éminent – qu'il aurait joué lors de la privatisation des autoroutes du Sud de la France.

« Résistance ! » : ce cri de ralliement des pacifistes anglais est à l'ordre du jour. Depuis le milieu des années soixante-dix, à travers la crise économique puis la globalisation, la logique du capitalisme est apparue à nouveau en pleine lumière. Ce système est plus exploiteur que jamais ; il place les travailleurs et les peuples en concurrence ; il est le principal responsable des guerres et des massacres qui ravagent la planète ; il laisse sans travail, sans soin, sans nourriture, sans éducation des centaines de millions d'êtres humains.

Notre perspective d'aider à construire une nouvelle force politique, radicale, anticapitaliste, est née d'un double constat : celui de l'aggravation des traits les plus négatifs de ce système et celui de l'incapacité de la gauche traditionnelle à y apporter un début d'alternative. Les conditions de la confrontation entre réformistes et révolutionnaires ont changé. À l'heure des OPA planétaires, des restructurations gigantesques, des politiques d'austérité conçues à l'échelle de continents entiers, de la dictature du FMI et de la Banque mondiale, quelles pauvres marges de manœuvre reste-t-il à ceux qui disent vouloir améliorer progressivement le système, le rendre un peu plus humain et le réformer à petits pas ? Tous les jours, dans tous les domaines, les contre-réformes libérales s'emploient à démolir systématiquement les acquis sociaux et les droits des salariés, arrachés par un siècle et demi de luttes comme celles de 1936 ou celles de 1968. Depuis trente ans, l'offensive libérale a marqué des points. Mais rien n'est fatal : ce qui est perdu pourra être reconquis et même étendu. Dans sa course effrénée au profit, le système peut bien détruire les droits sociaux : il ne peut pas réduire indéfiniment les résistances et les mobilisations, en un mot... la lutte des classes, pour utiliser une vieille expression, pas si obsolète que ça à écouter l'arrogance des discours patronaux.

Je ne sous-estime pas l'ampleur de la tâche. Elle est immense : redonner l'espoir d'un autre monde possible, reconstruire des solidarités et des instruments de lutte unitaire, organiser des convergences européennes et internationales sans lesquelles aucune perspective de rupture avec le système n'est possible.

Aujourd'hui, le socialisme est à réinventer. Cela implique de tirer un bilan sans concession des expériences de ce que l'on a appelé par antiphrase le « socialisme réel », c'est-à-dire les dictatures bureaucratiques de l'URSS et des pays de l'Est. De son côté, le bilan de la social-démocratie n'est pas plus probant. Depuis une vingtaine d'années, beaucoup à gauche ont fait leurs adieux au socialisme, au communisme et enterré leurs idéaux de jeunesse.

Et deux gauches incarnent désormais des projets antagoniques. D'un côté, une gauche installée, convertie au libéralisme et, de l'autre, une gauche sociale, antilibérale, radicale, qui se cherche. Car cette « gauche de gauche » est multiple, fragmentée en de nombreux pôles : révolutionnaires, communistes, animateurs des mouvements sociaux, féministes, altermondialistes, syndicalistes, écologistes et socialistes en rupture. Très diverse, elle est néanmoins porteuse d'avenir, car elle ne borne ni son action ni son ambition à la simple gestion de l'ordre existant.

C'est à la création d'une nouvelle force qu'il faut aujourd'hui s'atteler car l'attente est grande. Anticiper quelle configuration pourrait bien prendre un nouveau parti demeure une question difficile. Il est certain qu'il ne pourra naître du simple développement de partis déjà existants, comme le PCF ni même comme la LCR. Pour être crédible et capable de créer une dynamique, cette nouvelle organisation devra rassembler tous les courants qui partagent un même rejet du capitalisme. C'est la condition pour faire franchir le pas de l'engagement à tous ceux et à toutes celles qui participent à des mobilisations ponctuelles, ou plus prolongées, mais rechignent aujourd'hui à adhérer à un parti politique. Il est même difficile de prévoir si cette nouvelle force politique prendra la forme d'un nouveau parti au sens strict ou

plutôt celle d'une coalition ou d'un front rassemblant divers courants qui conserveraient leur autonomie. Ce qui est sûr, au vu des expériences passées douloureuses du mouvement ouvrier, c'est qu'elle devra faire la démonstration d'un fonctionnement profondément démocratique, permettant l'échange, la diversité, mais aussi le contrôle et la participation de tous pour éviter les rapports verticaux, la bureaucratisation, le décalage entre professionnels de la politique et « base militante ». La rotation des mandats, l'acceptation de la diversité des points de vue comme une richesse et non comme un poids, la parité entre hommes et femmes, la circulation de l'information sont des pratiques indispensables à discuter. Il existe toujours un lien entre le projet de société que porte une organisation et le degré de démocratie qu'elle pratique d'ores et déjà en son sein.

Une grande partie des organisations françaises actuelles est encore dominée par la « génération politique » née de l'après 68. Cette situation explique sans doute leur réticence à faire toute sa place à la jeunesse. Le nouveau mouvement que nous voulons construire devra aller à l'encontre de cette tendance. Actif dans les luttes politiques et sociales comme dans les confrontations électorales, il ne pourra surgir que par une fusion des expériences. C'est d'ailleurs le sens donné à mon départ du Bureau politique de la LCR en janvier 2006. Il n'y a pas de retraite pour un militant mais, au contraire, la volonté d'assumer chacun à son poste, la continuité d'un combat, tout en réunissant les meilleures conditions pour qu'émergent de nouveaux responsables, principalement des femmes et des jeunes.

Une partie du projet politique d'un nouveau parti existe déjà, portée dans les récentes mobilisations sociales : une réforme fiscale égalitaire ; la fin des institutions de la Vᵉ République ; une organisation sociale réellement démocratique dans les quartiers comme dans les entreprises donnant à la population des moyens réels de contrôle, des incursions dans la sacro-sainte propriété privée ; le combat contre la mondialisation capitaliste et l'instauration de rapports égalitaires entre le Nord et le Sud ; l'annulation de la dette ; le désarmement et la sortie de l'OTAN ;

une refondation démocratique et sociale de l'Europe ; la défense, l'extension et la démocratisation des services publics ; l'égalité des droits pour tous, hommes et femmes, français et résidents étrangers et la régularisation des sans-papiers, etc.

Une des premières conditions pour former un nouveau parti est d'être clair sur les objectifs, de ne pas se tromper sur les rapports de force, de ne pas se fourvoyer dans une participation gouvernementale où la gauche radicale jouerait le rôle de supplétif. Car cela ne changerait rien à la vie des gens et produirait immanquablement de nouvelles désillusions dévastatrices. Affirmer cela n'a rien à voir avec le refus de se « mouiller » ou de « mettre les mains dans le cambouis » comme on en fait souvent le reproche aux révolutionnaires. Le problème n'est évidemment pas de « refuser le pouvoir » par principe : quel parti pourrait avoir comme ambition... de ne jamais mettre en œuvre son programme ? Dans un pays comme le nôtre, les élections peuvent changer les équipes en place, mais le vrai pouvoir reste aux mains de ceux qui possèdent et contrôlent la machine économique. Ce qui importe est donc de réunir les conditions de l'application d'un programme de changements radicaux. Cela nécessite des ruptures décisives avec les institutions de l'État et la structure de l'économie capitaliste. Donner le pouvoir à la population et aux travailleurs rend inéluctable l'affrontement avec la minorité des privilégiés. Un gouvernement au service du monde du travail ne pourra donc exister que sur la base de grandes mobilisations.

Au bout d'un demi-siècle de combats politiques, si je regarde quelques instants dans le rétroviseur, plus que les échecs, les désillusions et les occasions manquées, c'est la nécessité de perspectives révolutionnaires, encore plus urgentes aujourd'hui qu'hier, qui me saute aux yeux. Certains y verront l'acte de foi d'un indécrottable « communiste révolutionnaire », à jamais perdu dans ses rêves et ses utopies. Sans doute. Je ne suis ni cynique, ni aigri, ni blasé. L'accusation, fréquemment entendue,

d'être un « rêveur » est, pour moi, un compliment. Pourquoi ne pas réapprendre à rêver d'une société plus juste où les critères ne seront plus les cotations en bourse, mais la satisfaction des besoins que la population aurait démocratiquement décidée ? Seuls les conservateurs ne rêvent pas. Nous, pour changer le monde, nous avons besoin du rêve pour lutter, ensemble. Tous ensemble.

Remerciements

Ce livre a pu sortir grâce à l'aide précieuse et régulière de mon camarade François Coustal et à la relecture critique de ma femme, Michèle. Un grand merci aussi à tous les amis qui m'ont aidé à rafraîchir ma mémoire : Hélène Adam, Bernard Alleton, Daniel Bensaïd, Cathie Billard, Irène Borten, Pierre-François Grond, Hubert Krivine, Olivier Martin, Robert Pelletier, Michel Rotman, Pierre Rousset, François Sabado, Mariana Sanchez, Sébastien Ville...

TABLE DES MATIÈRES

Cet ouvrage a été achevé d'imprimer sur Roto-Page
par l'Imprimerie Floch à Mayenne en septembre 2006.
N° d'éd. : L01ELINFF8340N001. – N° d'impr. : 66467. – D.L. : octobre 2006.
(Imprimé en France)

ÇA TE PASSERA AVEC L'ÂGE

ALAIN KRIVINE

La révolution est possible...

Tout le parcours politique d'Alain Krivine tient dans cette conviction, depuis ses premiers pas dans le communisme, à l'âge des colonies de vacances, jusqu'aux Forums sociaux de Porto Alegre ; de son voyage à Moscou à l'époque soviétique au Parlement européen en 1998 ; de mai 1968 à décembre 1995 et aux manifestations contre le Contrat première embauche, en 2006.

Cinquante ans passés à lutter contre les caricatures de socialisme, à défendre un communisme réellement révolutionnaire et démocratique : tout au long de sa vie de militant, Alain Krivine s'est appliqué à faire mentir ceux qui avaient prédit que « ça passerait avec l'âge », comme si l'espoir n'était qu'une maladie de jeunesse...

Mais comment traverser ce demi-siècle, des réseaux de soutien au FLN algérien, des barricades du Quartier latin, des révolutions à l'étranger aux combats de la LCR et aux manifestations altermondialistes, sans qu'au loin l'idéal d'un monde plus juste et libéré de toutes les oppressions n'indique le chemin à suivre ?

C'est cette aventure collective qu'Alain Krivine a souhaité raconter afin d'en tirer des leçons pour aujourd'hui tant il est vrai qu'un révolutionnaire n'écrit pas ses mémoires, mais pense d'abord à l'avenir.



Photo Arnaud Février © Flammarion

Alain Krivine, 65 ans, est porte-parole de la Ligue communiste révolutionnaire.

Prix France : 19,90 €
FF8340-06-X



9 782080 683403
www.editions.flammarion.com

Flammarion